HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE.

22483 (1

HISTOIRE

DES

GUERRES

DES GAULOIS ET DES FRANÇAIS

EN ITALIE;

Avec le Tableau des Événemens civils et militaires qui les accompagnèrent, et leur Influence sur la Civilisation et les Progrès de l'esprit humain.

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XII,

Par l'ancien Adjud. gén. Aug. JUBÉ, Tribun.

DEPUIS LOUIS XII JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS,

Par Jos. SERVAN, Général de Division.

DÉDIÉE A SA MAJESTÉ L'EMPEREUR.

Bibliothèque A. de Mézières

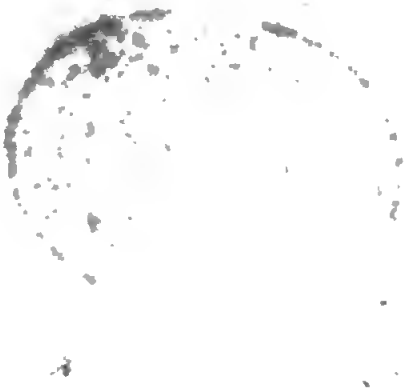
TOME IV. — Ire PARTIE.

A PARIS,

CHEZ BERNARD, LIBRAIRE, QUAI DES AUGUSTINS.

AN XIII — 1805.

Digitized by Google



GUERRES EN ITALIE.

Digitized by Google

SOMMAIRE

DU LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Tableau du monde vers la fin du dix-huitième siècle. — Convocation des états-généraux. — Formation de l'assemblée nationale en assemblée constituante. — Le roi accepte l'acte constitutionnel. — Traité de Pilnitz. Assemblée législative. — Déclaration de guerre contre l'Autriche, la Prusse, le roi de Sardaigne. — Attaque de la Savoie, du comté de Nice, de Genève. — Les Prussiens repoussés au camp de la Lune. — Armée des Alpes. — Armée d'Italie. — Neutralité de Gènes, de la Toscane, de Venise. — Réunion à la coalition de Rome, Naples, la Corse. — L'armée française se soutient dans les Alpes et dans le comté de Nice. — Plan d'une fédération de la part de quelques députés, pour marcher contre la convention. — Il est adopté dans le Midi. — On s'arme à Bordeaux, Marseille, Lyon. — Cette dernière ville est assiégée. — Les Piémontais sont sur le point de reprendre la Savoie. — Les Marseillais étaient déjà entrés dans Avignon. — Le général Kellerman repousse les Piémontais sur les Alpes. — Le général Carteau fait repasser la Durance aux Marseillais, les suit et entre dans Marseille. — Toulon ouvre ses portes aux Anglais et aux Espagnols. — La ville de Lyon est prise. — Siége et prise de Toulon. — Avantages remportés par le général Massena dans le comté de Nice. — Mort de Louis XVI.

HISTOIRE
DES GUERRES
DES
GAULOIS ET DES FRANÇAIS
EN ITALIE,

DEPUIS BELLOVÈSE JUSQU'AU TRAITÉ D'AMIENS, EN 1802.

Iere PARTIE.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Depuis la mort de Louis XV jusqu'à celle de Louis XVI.

Du 10 mai 1774 au 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793).

Nous voici enfin arrivés à cette partie de l'histoire où il serait prudent de s'arrêter..... Peut-être faudrait-il laisser à des historiens éloignés du temps où nous vivons, le soin pénible et dangereux d'en écrire les événemens; loin du tumulte des passions et de la présence

des témoins, ils y apporteraient peut-être moins de prévention, et plus de courage.

Des malheurs publics, des infortunes particulières, sont nés une multitude d'intérêts, de souvenirs, de haines, de préjugés, qui subsistent encore, et qui rendent difficile l'histoire de la révolution française.

Déjà une foule d'écrivains de toutes les classes, de tous les partis, acteurs ou spectateurs, persécuteurs ou persécutés, ont écrit sur la révolution, et aucun n'a vu les événemens du même œil; nul ne leur a assigné les mêmes causes : selon qu'ils ont été différemment agités, ils ont altéré la vérité de différentes manières; les uns par l'envie de flatter, ou de dénigrer les gouvernans et leurs agens; les autres parce qu'ayant perdu tout courage, ils ont cessé de prendre intérêt à la chose publique, qu'ils ont regardée comme le patrimoine des factions.

A la vérité, les faits militaires sont peut-être un peu moins exposés aux passions et aux fictions. Cependant comment s'assurer de la véracité de ceux qui les ont fait connaître, et qui souvent ne sont pas d'accord entre eux? On sait avec quel soin, pendant la guerre révolutionnaire, on exagérait nos victoires, et on

réduisait à rien nos pertes. D'ailleurs, comment oser écrire sous les yeux de tant de personnes qui, acteurs ou auteurs de tant de triomphes, ayant à peine le temps d'agir, n'avaient pas celui d'observer, ou de consigner dans leurs mémoires, les causes véritables de tant de succès, succès dus presque toujours à la bravoure des chefs et à celle de ces volontaires aux yeux desquels le courage le plus intrépide, le dévouement le plus inoui, étaient un devoir à remplir, ou une dette à acquitter envers la patrie?

Néanmoins, au milieu de ces obstacles, dont je ne saurais me dissimuler tous les dangers, il ne m'est pas permis de m'arrêter. Entraîné par l'intérêt d'un sujet où brille la gloire de la nation, fort de l'avantage de n'être pas aigri par l'adversité, je tâcherai de mériter l'estime et l'indulgence du lecteur; sans prévention, comme sans haine, je dirai avec sincérité le bien comme le mal, ce que je crois enfin la vérité.

Pendant toute la durée du dix-septième siècle, et assez avant dans le dix-huitième, le globe avait été fatigué par des guerres continuelles, des tremblemens de terre, des volcans, des pestes, de grandes variations dans presque

tous les états, de grands changemens dans la politique, le commerce, les sciences, les arts, les mœurs, les usages. La raison avait fait, il est vrai, de grands pas vers le bonheur des hommes; mais, entraînée par l'empire de l'habitude, la majorité des peuples revendiquait un grand nombre de préjugés; quelques sages, plus courageux, avaient eu la force de les combattre; la multitude en était encore la victime. On jouissait depuis plusieurs années d'une paix qui avait ramené l'abondance, augmenté le luxe, multiplié les jouissances, lorsque les deux mondes furent agités par de grandes révolutions, inséparables de l'ordre social.

AMÉRIQUE.

Les Espagnols avaient divisé le Mexique et le Pérou en différentes audiences ou tribunaux, sous l'autorité d'un vice-roi; ils avaient fixé la demeure de celui du Mexique à Mexico, qui est la ville la plus régulière et peut-être la plus belle de l'univers. Ils y avaient multiplié les vastes hôpitaux, les superbes palais et des temples magnifiques. Le vice-roi devait habiter à Lima; cette ville le disputait à Mexico

en grandeur, en population, en édifices publics et en richesses.

Le Mexique, connu, depuis l'établissement des Espagnols, sous le nom de la Nouvelle Espagne, avait été habité, après la conquête, par un peuple mixte, composé d'Indiens, d'Espagnols, d'autres Européens et de Nègres; dès-lors ce fut chez les Indiens, qui conservèrent la liberté dans les montagnes, qu'il fallut chercher le caractère primitif des Mexicains, leur génie et la véritable empreinte de la nature. Braves, généreux, humains, avec des mœurs pures, ils s'occupent de la pêche, de la chasse, de l'agriculture; ne sèment, ne plantent que les choses nécessaires à la vie; perpétuellement affligés par le souvenir de ce qu'ils ont été, ils dédaignent les agrémens et les superfluités dont la jouissance tourmente les Européens. On pourrait les comparer aux Péruviens, sous ce rapport.

Dans l'un et l'autre de ces vastes royaumes, les conquérans espagnols avaient introduit la servitude personnelle, qui a rendu les Indiens si malheureux; ils avaient distribué aux colons espagnols les terres des indigènes, qu'ils firent esclaves sur leur propre bien; obligés de travailler au profit de leurs nouveaux maîtres,

soumis à des châtimens rigoureux et avilissans, s'ils osaient désobéir, ou se plaindre de leur sort. Cependant les deux grands royaumes du Mexique et du Pérou, qui étaient et sont encore les deux plus beaux fleurons de la couronne du roi d'Espagne en Amérique, ne la composaient pas toute entière : outre une assez grande quantité d'îles, dont quelques-unes sont très-vastes, les Espagnols s'étaient établis dans une grande partie de la Californie, du nouveau Mexique et de la Floride; dans la nouvelle Castille, la nouvelle Grenade, la nouvelle Andalousie et le Paraguai, si fameux par les institutions sociales qu'y avaient formées les jésuites. Dans ces immenses possessions, le territoire est aussi varié que le climat; dans plusieurs, on ne voit que de vastes plaines, des champs fertiles, de gras pâturages, des prairies arrosées; d'autres, au contraire, n'offrent à la vue que des déserts arides, des lacs bourbeux, des montagnes escarpées, d'immenses forêts. Ici on est brûlé par le soleil, là glacé par le froid; les cantons même les plus favorisés sont exposés à des fléaux qui auraient dû à jamais en éloigner les humains : mais ce sont ces différens pays qui fournissent aux Espagnols la laine, le coton, le sucre, la soie, la

cochenille, le chocolat, le miel, les plumes, du bois de teinture, du sel, du suif, du tabac, du gingembre, des plantes odorantes et médicinales, de l'ambre, des perles, des pierres précieuses, de l'argent et de l'or. Les Portugais s'étaient fixés dans le Brésil, qui confine au Paraguai et fait partie de l'Amérique Méridionale. Ce pays est remarquable par sa fertilité, ses richesses et son étendue; il est gouverné par un vice-roi, et fournit aux Portugais à peu près les mêmes productions que le Pérou et le Mexique aux Espagnols. Les Hollandais, qui avaient eu des vues sur le Brésil, ayant été repoussés par les Portugais, s'étaient jetés à côté, dans la Guiane, où, à force de travaux, ils avaient rendu habitable et productif ce terrain bas et marécageux, ainsi que quelques-unes des îles qni l'avoisinaient; ils avaient donné le nom de Surinam à la principale ville. Les Français s'étaient aussi approchés de la Guiane, en s'arrêtant dans l'île de Cayenne, où ils s'étaient adonnés avec succès à la culture du café et des cannes à sucre. Quand les Français et les Hollandais voudront s'enfoncer dans ce vaste continent, ils pourront y former des établissemens immenses, et arriver jusqu'au Paraguai.

L'Amérique Septentrionale sembla être devenue plus particulièrement la propriété des Anglais et des Français; les derniers avaient occupé d'abord les deux grands fleuves de Saint-Laurent et du Mississipi; les Anglais avaient préféré les pays intermédiaires : mais, dans ce continent, les Français et les Anglais n'avaient pas trouvé, comme les Espagnols dans le Mexique et dans le Pérou, des peuples civilisés, des richesses immenses et de riches productions; la nature ne leur offrait que de vastes forêts, et ils avaient eu à combattre des sauvages errans, ennemis redoutables que ni l'appât du gain ni le desir du pillage n'engagèrent jamais à troubler les établissemens des nouveaux colons, mais qui furent animés par la vengeance et une haine implacable contre les usurpateurs de leurs anciens domaines : haine qui s'accrut par la conduite impolitique des Anglais et des Français, qui, dans leurs querelles, cherchèrent à s'appuyer de l'alliance de ces sauvages. Bientôt après ils leur fournirent des armes, leur en apprirent l'usage, et se mirent plusieurs fois à la tête de ces expéditions, dont la fin était toujours l'extermination des prisonniers.

On trouve une différence essentielle entre

les entreprises sur ces côtes septentrionales et les éruptions européennes sur les territoires méridionaux. Ici l'on avait pour but la recherche de l'or et de toutes les richesses du luxe; appelés au contraire sur les bords sauvages de l'Amérique du nord, presque tous les aventuriers y cherchaient une ressource contre le besoin, ou un asile contre les troubles qui agitaient leur patrie.

Les nouveaux habitans de l'Amérique Septentrionale, peu satisfaits sans doute du nouveau continent, dont le sol et le climat leur parurent peut-être moins favorables que ceux de plusieurs îles où le hasard les avait fait aborder, s'empressèrent de transporter le siége de leurs principaux établissemens aux Bermudes, aux Lucaies et dans les Antilles. Les Antilles, ainsi nommées du mot *antè*, parce qu'on les rencontre avant d'aborder au continent de l'Amérique, étaient la possession des différens peuples qui se partageaient les deux Amériques. On les divisa en grandes et petites: les grandes comprirent Saint-Domingue, Cuba, la Jamaïque et Porto-Ricco; les petites renfermèrent toutes les autres îles qui composent ce vaste archipel..... Les Antilles pouvaient posséder toutes les productions des deux Amé-

riques, à l'exception du blé. Les Anglais s'établirent à la Jamaïque, les Espagnols à Cuba, à Porto-Ricco, à Saint-Domingue, qu'ils partagèrent bientôt après avec les Français. Les petites Antilles, possédées d'abord en grande partie par les Espagnols, passèrent successivement entre les mains des Français, des Anglais, des Hollandais et des Danois. Cependant ces différens pays ne tardèrent pas à devenir infiniment importans aux différens états de l'Europe, dont les peuples, immigrés, fécondèrent en peu d'années les établissemens.

L'Espagne et la France y établirent, sans beaucoup de peine, leur régime absolu; il n'en fut pas de même de l'Angleterre : elle perdit la plus grande partie de ses colonies continentales pour avoir voulu les soumettre au parlement britannique, ou plutôt aux volontés du roi et de ses ministres. [1]

Le reste de l'Amérique continentale et des îles qui forment l'archipel du Mexique, n'avait éprouvé aucun changement important.

ASIE.

Les invasions répétées des Mogols firent couler des flots de sang, jusqu'au moment où

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (1).

un prince de cette nation monta sur le trône de Dehli ; alors l'Inde fut divisée en trois espèces d'habitans : les Indous, les Mahométans, les Mogols, qui ne cessèrent de se déchirer.

Le souverain qui précéda Aureng-Zeb partagea l'Indoustan en soubabies, en circars, en purgannals ; et les mesures qu'on adopta alors pour ces différentes divisions et subdivisions de l'empire, sont encore en vigueur aujourd'hui.

Ce fut sous le règne de Mahmoud-Scha, en 1738, que Thamas Kouli-Kan, usurpateur du trône de Perse, [1] fit une invasion dans l'Indoustan ; il y suivit la conduite de Timur. Après avoir épuisé cet empire, il retourna en Perse. Le départ de Thamas n'avait pas rendu le repos à l'Indoustan, où les omrahs s'efforçaient à l'envi de se rendre indépendans dans leurs gouvernemens, et où le visir se rendit souverain du Décan. Les provinces du Bengale, du Béhore et d'Orixa, étaient démembrées par Ali-Verdi-Kan..... Ali-Mahmoud arrachait, les armes à la main, la zémindarie de Sirhind ; enfin on promettait la soubabie de Lahore à l'omrah qui voudrait défendre cette frontière

[1] *Voyez* dans le troisième volume, page 619, la 47e note.

contre Abdhalah, qui, après s'être enrichi des dépouilles de Thamas, maître du Corassan, de Lahore et de toutes les provinces au nord de l'Indoustan, fondait sur lui avec une puissante armée.

Alors s'élevait dans l'Indoustan une puissance qui devait un jour devenir formidable. Sewagi, s'étant rendu indépendant en 1674, se fit roi de sa propre autorité; après avoir résisté au despotisme, il créa, seul, un état indépendant, malgré le plus redoutable prince de l'Indoustan, Aureng-Zeb. Le fondateur de la puissance des Marattes mourut le 5 avril 1680, très-regretté de ses nouveaux sujets. Sa mort ne les découragea pas, leur fortune alla croissant avec leur courage; mais il n'existe aucun renseignement pour remplir le vide depuis 1689 jusqu'à 1745, où les armes européennes commencèrent à briller avec tant d'éclat dans l'intérieur de l'Inde.

On vit tout à coup, dans le Maissour, un homme extraordinaire, célèbre depuis sous le nom d'Haider-Ali, né en 1728, de Nadi-Saëb, possesseur du pays et de la forteresse de Benguelour : la guerre de Chauda-Saëb et des Français à Mahomet-Ali, le mit à portée de se perfectionner dans l'art militaire. La paix

signée entre les Européens avait rendu Haider à son pays, où il avait été suivi d'un grand nombre de Français; bientôt le roi de Maissour le fait généralissime de son armée : une sage administration, des victoires sur les Marattes et sur les Patanes, de vastes territoires reconquis, de grands tributs recouvrés, lui firent donner le titre de *Souba de Scirra* par Bazatet-Zing; il ne tarda pas de s'emparer des royaumes de Bednore, de Cananor et de Calicut. Ces deux états et la côte de Malabar étaient remplis de mapelets[1] persécutés par les naires; Haider prend leur défense. La mort du samorin, plusieurs victoires remportées sur les naires, la prise de Paniani et la soumission du roi de Cochin, inspirèrent au nouveau souverain du Maissour le projet de rassembler les débris dispersés de l'empire d'Aureng-Zeb; mais, pour le remplir, il avait à vaincre des ennemis plus formidables que les Indiens, auxquels il avait eu affaire jusqu'alors.

La Compagnie des Indes anglaise s'était emparée de plusieurs provinces du superbe pays

[1] Les mapelets étaient les Juifs, les Arméniens du Malabar.

de l'Indoustan ;[1] leur puissance devait s'opposer aux grands desseins d'Haider : élevé pour ainsi dire dans les camps français, compagnon d'armes du célèbre Bussi, Haider avait plusieurs fois signalé son courage contre les Anglais. Sa haine s'accrut avec sa puissance, et prépara cet orage formidable qui fondit sur les possessions britanniques dans l'Indoustan. La puissance de la Compagnie anglaise dans l'Inde était alors à son plus haut degré ; ses forces, dans ses différentes possessions, s'élevaient à quatre-vingt-dix mille hommes, dont le plus grand nombre était composé de quelques soldats d'Europe, et de beaucoup de cipayes : les troupes de ses alliés se montaient à vingt-cinq mille combattans. Le sentiment d'un commun danger, les lettres d'Haider, ses ambassadeurs, son éloquence, sa réputation, avaient réuni sous ses drapeaux, contre les Anglais, une grande partie des puissances de l'Indoustan; il était à la tête de deux cent mille hommes, dont vingt mille de cavalerie, au moment où il marcha contre cette nation qu'il paraissait si bien connaître.[2] Il commence la campagne,

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (2).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (3).

force le général Smith à prendre la défensive, à se tenir renfermé dans son camp, tandis que le roi de Maissour s'empare de plusieurs villes, et que le brave Moctun bravait le général anglais dans ses retranchemens, et lui enlevait ses convois.

Haider, trahi et battu à Tirnumale, continua cependant de faire tête au général Smith; pour s'opposer aux progrès de Nizam et des Anglais, il envoyait secrètement dans le Canara son fils Tippo : celui-ci, jaloux d'acquérir de la gloire, était arrivé devant le camp des Anglais avec la rapidité de l'éclair; il attaqua l'armée, la mit en déroute et la poursuivit jusque dans les rues de Mangalour, où il entra pêle-mêle avec les fuyards. [1] Haider arrive le lendemain de cette victoire, marche devant Ascola, oblige le général Smith, pour venir au secours de cette place importante, de lever le siége de Ballapour, et d'évacuer les possessions d'Haider. Ainsi, sans livrer un seul combat, le roi de Maissour recouvra tout ce qu'il avait perdu, vit revenir à lui son beau-frère Mirza et plusieurs alliés avec de grandes forces, enfin ses succès et la terreur de son nom

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (4).

redoublèrent la crainte et jetèrent la division parmi ses ennemis. Dès cet instant, Haider, volant de succès en succès, s'avance jusqu'à sept lieues de Madras; et, au moment où les Anglais se préparaient à lui disputer le passage de la rivière de Saint-Thomas, il disparaît tout à coup : vainement on cherche les traces de sa marche; il était aux portes de Madras, où il dictait la paix au conseil de la Compagnie anglaise, le 3 avril 1769.[1]

Les Anglais, devenus auxiliaires en apparence de différens princes de l'Inde, s'étaient rendus souverains du Bengale, faisant, défaisant et refaisant les soubabs, se couvrant de leurs noms, se jouant de leur autorité, et mettant ouvertement leur dignité à l'enchère; ils ne tardèrent pas de consolider, par des accroissemens plus étendus et par la concession formelle de l'empereur, leurs rapides envahissemens. M. Dhastings venait de faire disparaître les Rohillas; et il ne manquait plus à l'ambition de la Grande-Bretagne que le district de Bénarès, rapportant plus de six millions de revenus : le nouveau nabab Doude s'était cru trop heureux, en 1775, de s'assurer l'alliance

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (5).

des Anglais en leur cédant ce district. Alors les frontières de cette puissance et de ses tributaires à l'ouest du Bengale s'étendirent, en s'approchant d'Agra, du Gange supérieur jusqu'à Jumnah. Là s'arrêtèrent enfin, du côté de l'est, les incroyables envahissemens de l'Angleterre; mais l'activité de son ambition portait ses regards sur le midi; elle s'était même déjà fait céder l'île de Salcette, pour prix de l'abandon d'une cause inique; et quoique, l'année suivante, le gouvernement supérieur du Bengale eût vu son armée contrainte de signer une honteuse capitulation, en défendant l'assassin Ragobah, ce conseil ne manqua pas de soutenir, par la force, une agression qu'il avait affecté de désapprouver en paroles. Néanmoins ni la marche brillante du général Goddar, en 1778, à travers les états des Marattes, jusqu'à la côte du Malabar, ni les conquêtes des Anglais dans le Guzarate et jusqu'aux pieds des Gauts, n'expieront, aux yeux de la postérité, les torts de cette guerre : personne ne doutera que la Grande-Bretagne n'eût dépouillé les Marattes, si la nécessité de désunir les nombreux ennemis qui s'étaient armés contre elle, ne l'avait obligée de leur offrir la paix et de se borner à l'acquisition de Salcette.

La France, accablée de revers, avait recouvré, à la paix de Paris, Chandernagor, Mahé et Pondichéri, mais de la manière la plus humiliante. Haider-Ali, les Marattes, la France et le soubab du Décan, venaient de s'unir, en 1779, contre la puissance anglaise dans l'Inde; jamais danger plus imminent n'avait menacé les établissemens britanniques; il ne s'agissait de rien moins que d'expulser les Anglais de l'empire mogol.... Les Marattes de Poonah devaient occuper dans le Guzarate l'armée anglaise aux ordres du général Goddar; Haider-Ali devait envahir le Carnatic; le soubab du Décan se réservait l'attaque des Cirkars septentrionaux, et les Marattes du Bérar étaient destinés à se jeter dans le Bengale. Les trois principales armées des Anglais allaient alors se trouver sans communication entre elles, et par-tout attaquées par des forces supérieures : du côté de la France, une flotte, commandée par le bailli de Suffren, venait disputer les mers à la marine britannique.

L'Europe, ainsi que l'Inde, crut les Anglais perdus; et l'événement eût justifié cette conjecture, si les alliés ne se fussent pas désunis.... Les Marattes du Bérar, immobiles dans leur camp, furent achetés à prix d'argent; on s'em-

pressa de donner au soubab du Décan toutes les satisfactions qu'il voulut exiger, et il déserta la confédération, dont il avait été le premier mobile. Les Marattes de Poonah se tinrent sur la défensive; la France elle-même n'avait porté dans le Carnatic que des forces de terre trop peu proportionnées avec la grandeur de l'entreprise; enfin Haider, après trois campagnes glorieuses, mais peu décisives, était encore loin de se voir tranquille possesseur du Carnate, lorsque la paix signée par les Marattes à la fin de 1782, et bientôt après le traité de Paris, achevèrent de tirer la Grande-Bretagne de la terrible crise qui allait lui faire perdre ses plus riches colonies.

Ce fut à l'époque de cette paix qu'on vit Madhajée-Sindia, après avoir commencé ses conquêtes à l'est, et sur-tout au nord et à l'ouest de Malva, tourner ses armes vers le nord, au-delà de Dély, en s'étendant à l'ouest, et s'emparer de l'empereur de l'Indoustan; celui-ci, ayant eu le bonheur de lui échapper en 1788, laissa sur le trône son fils Shah-Zadah, qui règne fictivement, et en qui la dynastie de Tamerlan est destinée à finir.

Des débris de cet empire s'est accru et s'accroît encore le pouvoir des seicks, devenus

maîtres de presque tout le Moultan, au sud, de tout le territoire qui s'élève au nord, vers les montagnes de Cachemire et du Thibet; enfin de la partie occidentale de la soubahie de Dély, en s'approchant de la nababie Doude, poste avancé du Bengale : les limites des seicks vont jusqu'à Jumnah, et leurs excursions jusqu'au Gange.

Ainsi c'est dans l'espace compris entre Agra et Dély, que les conquêtes des seicks du nabab Doude, vassal de l'Angleterre et de l'état formé par Madhajée-Sindia, sont au moment de se rencontrer dans le milieu de l'Indoustan.

La Perse continuait d'être fatiguée, déchirée et dévastée par les différens prétendans qui s'en disputaient la couronne.

EUROPE.

La tranquillité de l'Europe, au moment où mourut Louis XV, fut troublée par le soulèvement de l'Amérique contre l'Angleterre : la formation des États-Unis, et l'indépendance de la plus grande partie des habitans de l'Amérique septentrionale, en furent la suite.

Cette guerre cependant ne se fit qu'entre les Américains, les Anglais, les Français et les Espagnols; les autres puissances de l'Europe

restèrent neutres ; mais, pour faire respecter cette neutralité, les puissances maritimes furent obligées de s'unir entre elles.

Le traité de Paris ramena la paix ; et le commerce vint de nouveau resserrer les relations entre les différens peuples du monde.

La Porte paraissait avoir à se plaindre de la Russie ; ses prétentions à la suzeraineté de la Géorgie, ses hostilités contre les habitans du Caucase, les intrigues dans l'Archipel et dans la Grèce, le desir manifesté par Catherine de les chasser de l'Europe et de ressusciter l'empire d'Orient, ses intrigues en Égypte, sa conquête de la Crimée, la création d'une flotte formidable à Kerson et à Sevostopol, ses liaisons avec le cabinet de Vienne, son voyage avec l'empereur Joseph II dans ses nouvelles conquêtes, le ton menaçant de son ambassadeur, déplaisaient au divan.

D'un autre côté, on accusait la Porte, à Pétersbourg, d'exciter la Perse contre la Russie. L'impératrice, avide de gloire, enivrée de ses succès, croyait n'avoir pas assez agrandi ses états, par le partage de la Pologne et l'envahissement de la Crimée. La Prusse et l'Angleterre, inquiètes du traité de

commerce que la France venait enfin de terminer avec la Russie (1787), cherchaient à persuader aux Turcs que le cabinet de Versailles les abandonnait pour s'unir contre eux à la Russie. Le voyage de Catherine en Crimée, le rassemblement de cent mille Russes en Ukraine, un camp de soixante mille Autrichiens sur les frontières de la Silésie, accréditèrent cette opinion. Une déclaration de guerre entre la Porte, la Russie et l'Autriche, en fut le fruit.

Le Danemarck, constant dans sa neutralité, était uniquement occupé à étendre son commerce et à augmenter sa prospérité.

La Suède gémissait du triomphe de son roi, qui, plein de vanité et d'ambition, peu content de ses envahissemens sur l'autorité du sénat, attendait, avec impatience, des occasions pour agrandir son pouvoir et ses états.

La Pologne paraissait résignée aux pertes qu'elle n'avait pas su empêcher, et n'en conservait pas moins un ardent desir de vengeance, qu'elle crut pouvoir satisfaire au moment où la guerre s'allumait dans l'Orient.

La Prusse était menacée de perdre le grand Frédéric, et de voir son neveu, qui avait donné de si grandes espérances, s'abandonner à ses

fantaisies, à ses plaisirs, au charlatanisme des illuminés, et laisser aller les rênes d'un gouvernement tenues avec tant de fermeté par son oncle. Elle méditait cependant l'envahissement de Dantzick, et profitant de la conduite aussi faible qu'inconséquente de la France envers les patriotes hollandais, elle envoyait en Hollande vingt mille Prussiens, sous les ordres du duc de Brunswick, qui, n'ayant trouvé aucun obstacle dans sa marche, enchaîna de nouveau, en moins de vingt jours, les Provinces-Unies sous la puissance du stathouder; ce qui donna à la Prusse une assez grande influence en Europe.

Sous un électeur et des lois très-sages, la Saxe réparait rapidement les maux qui l'avaient accablée pendant la guerre de sept ans.

La république de Hollande était mal constituée. Sept provinces indépendantes entre elles, et réunies seulement pour la paix, la guerre et les alliances, quelques généralités, plusieurs villes, sans droits de représentation, formaient un corps trop peu solide et trop faible; les stathouders ayant trop peu de pouvoir par les lois, et trop d'influence par le fait, occasionnaient continuellement des troubles qui devinrent très-violens en 1786, sous le gouvernement de Guillaume V, qui montrait toute l'ambition

de ses ancêtres, sans avoir hérité de leurs talens. Ce prince voulut étendre les priviléges de ses prédécesseurs, en écrivant des lettres pour influencer l'élection des magistrats des villes et des députés aux états : il espérait par ce moyen, réunissant la puissance législative au pouvoir exécutif, ne plus voir de bornes à son autorité. C'était mal choisir son temps. Le parti des patriotes, aidé par le mécontentement national, et soutenu par le gouvernement français, s'éleva fortement contre les abus de l'autorité stathoudérienne : il y eut un soulèvement général. Le stathouder voulut réprimer, par un édit, la liberté de la presse; il fit marcher des troupes contre les villes d'Hattem et Delbourg. Cette démarche imprudente fut le signal de la guerre civile : elle fut excitée par le gouvernement anglais, qui ne pouvait supporter de voir la république tranquille et heureuse, sous la protection de la France, et par les patriotes ardens qui desiraient l'entière abolition du stathoudérat. La mort du grand Frédéric, en changeant la face des affaires, offrit au prince d'Orange un appui que la sagesse politique de Frédéric lui avait constamment refusé. Le nouveau roi de Prusse, poussé par son ministre Hertzberg, prit ouvertement le parti de la princesse d'Orange,

sa sœur. En vain le cabinet de Versailles était parvenu à faire accepter un accommodement qui consolidait le bonheur de la république, rétablissait sur des bases plus solides l'autorité du prince et la liberté du peuple, satisfaisait la Prusse, tranquillisait la France, et garantissait l'Europe des calamités de la guerre; il était trop contraire aux vues ambitieuses du cabinet britannique; il cherchait par tous les moyens de s'y opposer. Pour y réussir, l'ambassadeur d'Angleterre décide le prince d'Orange à rejeter toutes les propositions qu'il paraissait d'abord avoir approuvées. Une démarche si imprévue enflamma le courroux des hommes attachés à la liberté, réduisit au silence les amis de la paix, rompit toute négociation. L'envoyé extraordinaire de Prusse retourna à Berlin; celui de France à Paris. Le prince d'Orange fit avancer ses troupes; les patriotes prirent les armes; la république devint un champ de bataille, et chacune de ses assemblées fut un théâtre d'intrigues et de discordes. Cependant, au moment où les esprits étaient le plus animés, où le stathouder était dépouillé de tous ses emplois par les États de Hollande, on persuada à la princesse d'Orange de se rendre à la Haye, où étaient assemblés les états, et où l'on croyait avoir pré-

paré un soulèvement en sa faveur. La princesse, arrivée sur la frontière, est arrêtée par un poste militaire, à Welche-Sheis. Frédéric Guillaume exige des États une réparation pour sa sœur, et fait marcher en Westphalie vingt mille hommes, sous les ordres du prince de Brunswick. Si la France eût alors rassemblé quelques troupes à Givet, comme on en avait d'abord donné les ordres, le prince de Brunswick n'aurait pas continué sa marche, le roi de Prusse ne voulant pas s'engager dans une guerre avec cette puissance; mais, en apprenant que les Français n'avaient pas un seul corps de troupes sous les armes, le prince de Brunswick, convaincu que la célérité de son exécution en assurerait le succès, arriva sans obstacle à la Haye : il ne lui fallut que quelques jours pour faire recouvrer au stathouder toute sa puissance, et donner à la princesse d'Orange les moyens d'exercer arbitrairement ses vengeances. L'Angleterre alors redevint maîtresse des mers, et la France vit disparaître la considération que lui donnaient ses forces, sa position et ses derniers succès dans les deux Indes.

L'empereur Joseph II, découragé par les résultats de la guerre de sept ans, et de celle pour la succession de Bavière, en 1778, avait re-

noncé forcément à reconquérir la Silésie, et à exécuter ses projets sur la Bavière; il avait aussi été obligé de renoncer en grande partie à ses projets de réforme dans les provinces de la Belgique, où ses innovations ayant mécontenté le clergé et une partie de la noblesse, avaient donné lieu à des plaintes, à des séditions, à des soulèvemens. Sans le duc des Deux-Ponts, qui devait posséder la Bavière, sans la Prusse, qui n'aurait pas vu d'un œil tranquille l'agrandissement de la maison d'Autriche, l'électeur aurait cédé aux menaces et aux sollicitations de Joseph II.

La Suisse continuait de jouir dans les grands cantons, plutôt de la tranquillité que de la liberté, qui semblait s'être réfugiée dans ses montagnes les moins fréquentées.

L'Italie, qui avait le bonheur de posséder la paix depuis près de quarante années, semblait ne devoir plus être agitée par les orages qui ébranlaient le reste du monde.

Venise était toujours sous les ordres d'un sénat non moins méfiant que tyrannique.

Gènes, sous la protection de la France, soutenait un commerce lucratif qui multipliait dans ses murs le luxe, l'abondance et les jouissances.

Le roi de Sardaigne, assuré des intentions favorables des cabinets de Vienne et de Versailles, jouissait mollement de son pouvoir, sans s'occuper de la prospérité et du bonheur de ses sujets.

A Naples, des liaisons secrètes avec l'Angleterre faisaient croire à une tranquillité imperturbable pour ce royaume, où les souverains voyaient avec indifférence se désorganiser l'agriculture, le commerce, les troupes de terre, la marine et les mœurs.

Le duc de Toscane, occupé à diminuer dans ses états les abus et les préjugés, était estimé des gens sages; aimé du peuple, dont il voulait le honheur; blâmé des grands, dont il diminuait le despotisme.

Le pontife ecclésiastique était aussi nul en Europe, qu'un simple pasteur de France; et on ne parlait de Rome, que pour citer ses monumens, ses statues et ses tableaux.

L'Espagne continuait d'être la puissance la plus riche et la plus pauvre du monde.

Le Portugal était tributaire et dépendant de l'Angleterre.

Fatiguée d'une guerre d'environ six années, soutenue sur toutes les mers et dans les deux Indes, la puissance britannique, étonnée de la

perte de ses colonies en Amérique, méditait les moyens de s'en venger aux dépens des différentes puissances prépondérantes de l'Europe, dans le cabinet desquelles elle ne cessait d'intriguer, de jeter des semences de soupçons, de haines et de divisions. Pour se venger de la perte des Etats-Unis, pour s'assurer les moyens de ne pas voir diminuer son commerce, l'Angleterre ne cessait d'intriguer dans les différens cabinets, afin d'agiter de nouveau l'Europe; et bientôt elle n'eut que trop à se louer d'avoir réussi au-delà de ses espérances.

La France, trop enorgueillie, peut-être, d'avoir contribué à l'indépendance des Etats-Unis, goûtait sous un roi excessivement faible une tranquillité et une prospérité apparentes; elle venait de terminer assez glorieusement une guerre qui avait porté le dernier coup à ses finances, elle semblait l'ignorer. Renverser la puissance anglaise dans l'Inde, lui enlever le Canada, et peut-être la Jamaïque, n'eût pas été une entreprise impossible : la France n'avait rempli aucun de ces objets. Cependant, après avoir laissé partager la Pologne, humilier et enchaîner les patriotes en Hollande, passer Dantzick sous la domination prussienne, déclarer la guerre à la Turquie, la France au-

rait encore pu réussir à former une alliance avec la Russie, l'Espagne et l'Autriche, pour s'opposer à l'ambition menaçante des Anglais et des Prussiens : par cette alliance elle eût sauvé la Pologne, rassuré la Turquie, contenu la Suède, forcé l'Angleterre et la Prusse à souscrire pour la Hollande à des arrangemens qui eussent ramené tous les partis, sans les fautes trop multipliées, les conseils temporiseurs, la faible politique du ministre de Loménie-Brienne, et les intrigues trop heureuses de la cour de Londres.

FINANCES.

Les finances étaient à peu près dans le même état chez les différentes puissances de l'Europe; preque toutes, avec des dettes, avaient adopté le systême ruineux des emprunts, qui n'avait été bien régularisé qu'en Angleterre. En France, la recette dans les finances était élevée au point, que plusieurs provinces ne pouvaient payer la totalité de leurs impositions ; des paysans, en assez grand nombre, abandonnaient le champ de leurs pères, dans les pays arides ou d'une culture difficile, là où les récoltes ne pouvaient couvrir les sommes que des collecteurs impitoyables venaient exiger d'eux.

La dépense surpassait les moyens d'y pourvoir ; le désordre de la cour était au comble : sans une grande réforme l'état était menacé d'une banqueroute générale. Le roi le sentait, il n'avait pas le courage de réformer les abus.

MILICE.

Le grand Frédéric paraissait avoir poussé l'art de la guerre à son dernier point de perfection ; et, dans toute l'Europe, on citait le militaire prussien pour modèle. Celui de France n'avait malheureusement pas à se glorifier de beaucoup d'officiers supérieurs en état de soutenir l'ancienne réputation de ses armées ; et, de toutes les classes, c'était celle des officiers de l'Europe qui était généralement la moins instruite.

COMMERCE.

On s'était imaginé que l'indépendance des Etats-Unis allait ravir aux Anglais une grande partie de leur commerce ; que la France, qui venait de faire de si grands sacrifices en faveur des Anglo-Américains, en profiterait : l'on se trompa. La Grande-Bretagne ayant sur la France l'avantage incalculable de pouvoir faire de plus longs crédits, d'avoir à sa disposition

une plus grande quantité de matière première ou manufacturée, une marine marchande beaucoup plus nombreuse, des négocians et des capitalistes plus riches, l'argent à un intérêt fort au-dessous de celui qu'on pouvait se procurer en France ; enfin parlant la même langue que les Américains, et ayant facilement renoué avec eux ses liaisons d'habitudes, d'usages, de mœurs et de parenté, n'eut pas de peine à s'emparer d'un commerce qui, loin de diminuer, devint plus étendu par rapport à la rapidité avec laquelle la population augmente chaque année dans les Etats-Unis.

LOIS, JUSTICE, POLICE.

Les maximes des économistes français s'étaient répandues en Europe avec la langue française ; on commençait à goûter leurs principes contre l'oppression, la barbarie des lois, la dureté dans l'administration ; on parlait du respect pour le sang des hommes. On desirait sur-tout un changement dans les réglemens du fisc, et dans ces lois de police qui enchaînaient tout à la fois les hommes, leurs pensées, leurs actions, leurs paroles, leur industrie.

Ces principes se propagèrent aussi en France, sous M. Turgot ; l'on y vit Louis XVI approu-

ver l'abolition des corvées et du supplice de la torture, s'occuper des pauvres, des prisonniers et des malades.

RELIGION.

Après la religion mahométane, qui comptait des prosélytes dans les trois anciennes parties du monde, la religion réformée était devenue une des plus étendues sous différentes dénominations : protestans, luthériens, anabatistes, zuingliens, anglicans, presbytériens, moraves, quakers, etc. A l'exception de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, d'une partie de l'Allemagne, de la Suisse et de la France, la religion apostolique et romaine était repoussée de la partie majeure de l'Europe ; et, dans les pays où elle était tolérée, le haut clergé vieillissait paisiblement dans la plus grande indifférence sur les intérêts de la religion, tandis que le bas clergé semblait voir augmenter tous les jours son ignorance ; et que l'un et l'autre, avec un dégoût bien caractérisé pour les fonctions ecclésiastiques, préféraient la jouissance des plaisirs scandaleux à la considération, et l'oisiveté aux vertus utiles.

Quelques corps religieux cependant s'étaient consacrés à l'instruction de la jeunesse, d'au-

tres, aux recherches historiques. La congrégation de l'Oratoire citait dans ses annales, comme la postérité, les noms à jamais célèbres de Massillon, de Mallebranche, d'Houbigant; les bénédictins avaient défriché le champ inculte et aride de la chronologie du monde, et des premiers âges de l'histoire de France : tous ces ordres ecclésiastiques avaient hérité de l'amour des lettres et des sciences, dont les solitaires de Port-Royal avaient donné l'exemple sous Louis XIV, et que les jésuites avaient partagé après avoir détruit leurs pieux ennemis. La philosophie naissante, en plaisantant sur les disputes théologiques, depuis Pascal jusqu'à Voltaire, les avait rendues moins fréquentes; mais elle n'avait pu empêcher la condamnation d'Olavidès. [1]

SCIENCES ET ARTS.

Les sciences exactes continuaient de faire des progrès; graces à la chimie, les arts se perfectionnaient, l'agriculture était devenue une science soumise à des principes, des expériences et des calculs; les manufactures jouissaient de tous les avantages de la division du travail, et du perfectionnement de la mécanique.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (6).

MŒURS ET USAGES.

L'éloquence de J. J. Rousseau avait inspiré aux mères le desir salutaire de nourrir leurs enfans, et de ne plus les garrotter dans des langes. Les femmes avaient assez généralement adopté le costume grec, les hommes étaient vêtus avec une grande simplicité; et l'élégance, la propreté, les formes agréables des vêtemens s'étaient répandues jusque dans les classes du peuple. Les bonnes mœurs, méprisées à la cour et chez les hommes opulens, s'étaient réfugiées dans les classes laborieuses de la nation.

Le pape Ganganelli était mort le 21 ou 22 octobre 1774; on venait de placer sur la chaire pontificale le cardinal Jean-Ange Braschi, sous le nom de Pie VI. [1]

La Russie menaçait l'empire ottoman de sa destruction totale, par l'occupation de la Crimée.

Joseph II, au milieu de ses vastes projets, battu par les Turcs, alarmé par les Prussiens, inquiété par les troubles de la Hongrie, était sur le point de perdre le Brabant.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (7).

Gustave, dévoré par l'ambition, ayant pris Charles XII pour modèle, avait touché au moment de forcer Catherine II à sortir de sa capitale.

Le grand Frédéric n'était plus; mais la Prusse conduite par Hertzberg, conjointement avec l'Angleterre, voulait troubler l'Europe; elle excitait les Turcs contre la Russie et l'Autriche, soutenait le stathouder en Hollande, s'emparait de Dantzick et de Torhn, entrait dans le partage de la Pologne.

En France, le pouvoir monarchique n'avait plus depuis long-temps d'autre frein que l'opinion publique; elle ne lui était pas favorable. On élevait la jeunesse dans l'admiration de la liberté grecque et romaine, et tout fléchissait au nom du roi. La réunion d'élémens contraires, sur lesquels reposait le gouvernement, ne pouvait subsister long-temps; toutes les classes avaient des prétentions; aucune des chartes anciennes n'étaient en vigueur, mais elles subsistaient toutes; les nobles n'avaient plus que la supériorité des titres; les plébéïens restaient humiliés, les rois abusaient de leur autorité, le clergé était dominant, quoique la foi fût éteinte; la philosophie, secrètement cultivée par les évêques, était par eux proscrite en public. En-

fin, les opinions, les lois, les mœurs étaient dans une telle contradiction, que tout nécessitait une grande explosion. Tel était l'état des esprits sous le règne de Louis XV; pendant les premières années de son successeur, tout conspira pour accélérer la crise décisive; les lois d'Athènes et de Sparte mieux connues, les principes de la liberté anglaise expliqués et répandus, la superstition dévouée au mépris, le despotisme attaqué, les préjugés tournés en ridicule; toutes ces causes contribuèrent à changer les idées, le caractère et le langage. Tous les rangs, séparés par les lois, étaient confondus par l'usage; les habitudes étaient devenues républicaines, sous des institutions monarchiques; l'on vit des mœurs et des opinions démocratiques chez des hommes dévoués aux priviléges aristocratiques. Ainsi, chacun se trouvant mécontent de son sort actuel, censurait avec une amertume inconsidérée un gouvernement trop faible, hélas! et contribuait à l'accélération de sa chûte.

Louis XVI était l'homme le moins propre à lutter contre un pareil orage; élevé par des hommes médiocres, dans une cour dissolue, il avait reçu de la nature un caractère indolent et facile. Entouré de ministres opposés dans leurs

principes, il était maîtrisé tour à tour par les événemens, la reine, ses frères, ses tantes, sa sœur et ses courtisans. Après avoir mal à propos consenti, pour secourir les Anglo-Américains, de porter la guerre dans les deux Indes, et d'entreprendre le siége de Gibraltar, on l'avait vu abandonner les patriotes Hollandais, tandis que le moindre simulacre de protection eût empêché les Prussiens de venir les soumettre au despotisme du stathouder. Il avait rétabli l'ancienne magistrature, réformée par son prédécesseur, et ces mêmes magistrats lui disputaient un pouvoir dont l'usage et le temps avaient fondé le droit. Les parlemens demandaient à grands cris les états généraux; mais ils conservaient l'espoir secret de les diriger. Louis XVI avait un trop grand desir de contribuer au bonheur général, pour refuser une demande qui lui paraissait juste, et qui semblait le délivrer du poids importun de la responsabilité. Trompé encore par l'événement, le roi en devint la victime. La noblesse et le haut clergé, en s'opposant à la décision par tête, exaltèrent au dernier degré la fermentation générale. De toutes parts on écrivit pour prouver les droits du tiers état; une guerre terrible fut déclarée entre le peuple et les deux or-

dres supérieurs; les bons esprits sentirent les dangers qui menaçaient deux classes, si enviées et si peu nombreuses, exposées aux ressentimens d'une nation toute entière. La cour aurait dû prévenir cette guerre sanglante; mais le roi hésita, laissa les esprits s'enflammer, tint la balance d'une main faible, et finit par se dépopulariser en se déclarant à contre-temps en faveur des deux ordres supérieurs.

Tout alors prit une face nouvelle. La minorité de la noblesse, aigrie par la haute noblesse, se joignit au bas clergé et au tiers état; la cour se livra à la terreur et aux plus fausses mesures; sous le vain prétexte de prévenir tout désordre, elle fit environner Paris et remplir Versailles de troupes; le tiers état se crut menacé, le peuple s'indigna, l'expulsion des ministres, dictée par la peur, fut accompagnée de toutes les fautes qu'elle fait commettre; les ministres nouveaux, après avoir irrité la capitale et l'assemblée sans ménagement, s'exposèrent à leur courroux sans précaution, et le gouvernement fut aussi négligent pour sa défense, qu'il avait été précipité et imprévoyant dans son attaque : ses faibles démarches et les résolutions violentes de l'assemblée nationale ne tardèrent pas à changer les mur-

mures du peuple de Paris en déclamations menaçantes, et son ressentiment en fureur; l'insurrection du 14 juillet 1789, la prise de la Bastille, la création de la garde nationale, le rappel de M. Necker, l'éloiguement des troupes, l'émigration de plusieurs nobles à l'exemple du prince de Condé et du comte d'Artois, l'isolement du roi, sa présence à Paris, enfin l'explosion de la capitale, se communiquèrent en un instant sur toute la surface du royaume.

Au milieu de ces triomphes apparens, l'assemblée constituante attaquait tous les abus dont le public avait gémi; dans la nuit du 4 août 1789, les nobles eux-mêmes firent le sacrifice inattendu de tous les droits qui les séparaient du peuple; mais les fautes politiques de l'assemblée étaient couvertes d'un enthousiasme qui empêchait d'en prévoir tout le danger; les nobles regrettaient les concessions qu'ils avaient faites; le peuple étendit ses conquêtes pour les consolider. La cour et les privilégiés dépouillés se joignirent à ceux que la réforme des abus portait au mécontentement. Rêvant toujours les temps de la Fronde et de la Ligue, ces hommes nouveaux, bouffis d'orgueil et d'ignorance, se flattaient hautement de voir le roi s'éloigner, rallier ses troupes, rétablir son

autorité, et se venger des rebelles uniquement pour eux. D'un autre côté, les patriotes ne cessaient d'échauffer le peuple contre la cour et ses partisans. La cour n'avait plus de troupes pour combattre, de tête pour gouverner, d'or pour corrompre; comment espérait-elle de diviser ses ennemis, et d'augmenter le nombre de ses amis? Accablée de ces anxiétés, elle osa commettre l'imprudence de donner ce fameux banquet des gardes-du-corps, qui eut de si tragiques conséquences. A peine en connut-on les détails à Paris, que le mécontentement y devint général. Enfin, le 4 octobre 1789, le tocsin sonne, la garde nationale prend les armes, le peuple sort en tumulte avec elle, pour se rendre à Versailles; le roi vient à Paris; l'assemblée constituante l'y suit, elle y est dominée par la méfiance de la multitude qu'enflammaient les propos et les écrits les plus incendiaires. Pour conserver sa popularité, l'assemblée constituante diminue la prérogative du trône, abolit les ordres nobiliaires, monastiques, les parlemens, les communautés; environnée de ces décombres, l'assemblée préparait une démocratie qui n'était que l'anarchie organisée. En vain des patriotes sages veulent parler en faveur de l'ordre, de la justice, de

l'équilibre des pouvoirs; ils sont accusés d'être vendus à la cour, et de travailler à la contre-révolution. L'aristocratie menaçante, faible, désunie, bravait l'opinion générale qu'elle aurait dû regagner; elle ne cessait de répéter que le premier coup de canon dissiperait tous les factieux : ainsi l'exaspération, d'un côté, de l'autre, le mépris, l'imprévoyance et la présomption, occasionnèrent une guerre à mort, d'une part, entre les partisans de la liberté, les hommes à talens, le peuple, et, de l'autre, les rois, les nobles, les prêtres, les riches.

Cependant l'émigration était devenue en France une fureur délirante; le roi lui-même avait pris le parti d'émigrer avec sa famille : arrêté dans sa marche et ramené scandaleusement à Paris, il avait reçu des lettres de ses frères et du prince de Condé, qui l'exhortaient à ne pas accepter la constitution, et qui cherchaient inutilement à le rassurer sur ses dangers personnels qu'ils ne partageaient pas. Le roi, plus intimidé sur sa position qu'encouragé par les promesses d'une délivrance chimérique, accepta l'acte constitutionnel avec des formes qui ressemblaient à un consentement libre et sincère. Cette acceptation inspirait aux uns de l'enthousiasme, elle jetait de l'incertitude dans les résolutions de

ceux qui s'intéressaient à son sort : on craignait de nuire à ses plans, et de compromettre sa sûreté en le servant avec trop de zèle. Gustave, par impétuosité; Catherine, par politique, appuyaient l'avis des princes français, qui voulaient la guerre; mais l'empereur, le roi de Prusse, l'Espagne et l'Angleterre, s'étaient arrêtés à suspendre tous projets hostiles. Le roi de Suède n'en suivit pas moins ses ridicules préparatifs; ils ressemblaient, par les circonstances romanesques, à ceux du cardinal Alberoni, pour rétablir avec douze mille Suédois et quelques Russes, sous les ordres de Charles XII, la maison de Stuart sur le trône d'Angleterre, et changer le système de l'Europe.

Il s'agissait donc de l'invasion de la France, par trente mille Russes et Suédois; ces troupes devaient être débarquées le plus près possible de Paris, pour marcher sur cette capitale; tandis que les émigrés, rassemblés sur le Rhin, auraient pénétré par l'Alsace, et le roi de Sardaigne et d'Espagne, par les Alpes et les Pyrénées. Gustave III, roi de Suède, tourmenté par un amour de fausse gloire, persuadé que son nom lui imposait de grandes obligations, sans interroger ni ses amis, ni ses moyens, voulant à toute force devenir conquérant, devait com-

mander cette expédition; la cour de Madrid promettait un subside de quinze millions. Pour l'exécution de ce plan, les royalistes comptaient essentiellement sur un mouvement intérieur, qui, n'ayant pas eu lieu, rendit tous les autres projets impossibles.

Une coalition plus formidable était celle de Pilnitz,[1] où l'empereur Léopold et le roi de Prusse s'étaient réunis dans les derniers jours d'août 1791, sous le prétexte de prendre des moyens pour terminer les troubles de la France; mais, dans la réalité, avec le projet de la traiter comme on traita la Pologne l'année suivante, et avec la presque certitude que les principales puissances de l'Europe entreraient dans cette coalition; mais l'acceptation de la charte constitutionnelle par Louis XVI, la mort prématurée de Léopold, et l'assassinat de Gustave III, dans le mois de mars 1792, déterminèrent les cours de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, à suspendre leurs projets hostiles. Avant de les entreprendre, elles voulurent mettre à exécution l'envahissement de la Pologne, et son partage.

A cette époque, l'assemblée législative vint

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (8).

remplacer la constituante; et, dès les premières délibérations, il fut aisé de prévoir combien la session serait orageuse. Les bulles foudroyantes du pape, les protestations des prêtres et de leurs disciples, la conclusion subite de la paix dans le nord, l'appui donné aux émigrés, leurs mesures impolitiquement publiées, les entrevues à Padoue et à Pilnitz, répandaient l'alarme dans l'esprit de tous ceux qui s'étaient déclarés pour la révolution, et donnaient un plus grand poids au parti démagogue. Un effroi réciproque, qui augmentait les haines, occasionna les fausses mesures de part et d'autre; des passions opposées aveuglaient les partis. Les émigrés et les étrangers haïssaient sans distinction tout ce qui ne partageait pas leur ressentiment, leurs vues, leurs espérances; les patriotes enthousiastes confondaient, dans leur méfiance, les amis de l'ordre et de la propriété avec les partisans de la contre-révolution. Dans cette exaltation de toutes les passions, la raison devait être réduite au silence; aussi ne fut-elle consultée nulle part.

Cependant le désordre et l'effervescence allaient toujours croissant; les émigrés s'armaient à Coblentz, les puissances étrangères intriguaient et prenaient des mesures alarmantes;

la puissance de la cour augmentait en raison de ses périls; enfin, l'assemblée législative, ayant eu alors des notions certaines sur le traité de Pilnitz, effrayée de l'approche d'un orage qui grossissait ses alarmes, se prépara à la guerre qu'elle craignait, et décida le roi à venir lui demander de la déclarer à François II : ce qui fut arrêté et décrété sur-le-champ. [1]

Cette déclaration de guerre soudaine produisit en Europe une surprise générale; les émigrés se voyaient par cette rupture au comble de leurs vœux; ils se flattaient d'avoir en France de nombreux partisans : l'épuisement des finances était connu, et l'on devait croire, avec raison, que la France, alors, était dans l'impossibilité de résister à la ligue puissante qui s'était formée contre elle.

L'armée était dans le plus grand désordre : les sous-officiers, dans l'espérance de remplacer les officiers, avaient élevé contre eux des soupçons d'aristocratie; une grande partie avait été obligée d'émigrer; les soldats fréquentaient les clubs, délibéraient, discutaient, contrôlaient, approuvaient, désapprouvaient, et étaient bien plus occupés à abuser de leurs forces qu'à s'ins-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (9).

truire pour se rendre plus redoutables à l'ennemi. On ne pouvait pas compter cent mille combattans dans l'armée française : les corps étrangers étaient dissous; on n'avait pas fait de recrues depuis trois ans; la cavalerie était peu nombreuse et mal montée; une assez grande partie des officiers de l'artillerie et du génie avait été forcée de fuir pour assurer sa vie: on n'avait fait aucune espèce de préparatifs; effets de campemens, chevaux de pelotons, d'artillerie, ambulance, équipages des vivres, subsistances, rien n'avait été prévu; il était donc probable que l'armée française, alors dénuée de tout, commandée par des sous-officiers ou des hommes inexperts au métier des armes, n'opposerait aucun obstacle à la marche triomphante des coalisés.

Frédéric Guillaume, partageait à cet égard les erreurs des Français expatriés, parce qu'il partageait leurs passions et leurs ressentimens; d'ailleurs les premières opérations militaires des Français, la mollesse de leurs attaques, les querelles de leurs chefs, la terreur de leurs soldats, et le désordre de leurs deroutes, vinrent donner aux illusions du roi de Prusse et de ses coalisés toute l'apparence de la réalité.

Ainsi, pendant que les événemens du 20

juin et ceux du 10 août 1792, [1] annonçaient la résolution des fédérés, de détrôner le roi, l'ennemi s'approchait des frontières septentrionales de la France, pour lui rendre son autorité; en même temps le roi de Sardaigne faisait des préparatifs de guerre contre la France, et intimait l'ordre à son ambassadeur de sortir de ses états.

Le conseil exécutif provisoire, ordonna le 10 septembre 1792, au général Montesquiou, qui commandait alors dans le midi, d'entrer en Savoie; et, le 15 du même mois, le ministre des affaires étrangères vint à la barre du corps législatif, pour lui faire part de cette mesure.

Le général Montesquiou, campé à Cessieux, au-dessus de Bourgouin, dans le département de l'Isère, après avoir reçu l'ordre d'attaquer la Savoie, était venu camper aux Abrest; il communiqua de là au général Anselme, qui commandait sous lui du côté du Var, les ordres qu'il venait de recevoir pour une attaque combinée sur le comté de Nice et sur la Savoie. [2]

Le 16 septembre, le général Montesquiou commença son mouvement pour se porter sur

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (10).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (11).

Barreaux; mais, forcé de marcher sur une seule colonne, et obligé de traverser Grenoble, où il ne pouvait arriver que par un chemin très-étroit, il lui fallait plusieurs jours pour opérer son rassemblement sur ce point, d'où il avait projeté de commencer ses attaques.

Les Prussiens et les Autrichiens venaient d'être repoussés le 21 septembre, au camp de la Lune, où commandait le général Kellerman; [1] ils l'avaient été en même temps du côté de Sainte-Menehould; et autant les soldats français avaient été intimidés par les premiers revers essuyés à Mons et à Tournay, autant ils furent enivrés de leurs premiers succès sur les bords de la Marne et sur ceux du Rhin. La mauvaise réussite de l'entreprise du duc de Brunswick fit une révolution complète dans l'esprit national, et le même peuple, qui craignait de ne pouvoir se défendre contre un roi, se crut assez fort pour subjuguer toute l'Europe.

Depuis quelques jours, les Piémontais, informés sans doute des projets du général français, avaient redoublé l'activité des travaux de trois redoutes qu'ils élevaient près de Chapareillans, aux abymes de Mians, pour fermer

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (12).

le passage par un feu croisé avec celui du château des Marches. Les canons n'y étaient pas encore; mais on se préparait à les y placer : il était donc très-important de prévenir les ennemis; le général Rossy fut chargé de cette opération. Le général Laroque, qui était sous ses ordres, marcha, dans la nuit du 21 au 22 septembre, à la tête de douze compagnies de grenadiers, de douze piquets, de quatre cents chasseurs à pied et de deux cents dragons. Ces troupes devaient être rendues à minuit à Chapareillans; là, après avoir prêté le serment de respecter les citoyens désarmés et les propriétés du pays où l'on allait entrer, et d'être généreux envers les ennemis qui mettraient bas les armes, le détachement se mit en marche sur deux colonnes, destinées à envelopper les monticules sur lesquels étaient situées les redoutes : à la pointe du jour, elles devaient se trouver postées de manière à couper la retraite aux Piémontais. Ces dispositions furent contrariées par l'intempérie du temps : cet inconvénient, qu'il était impossible de prévoir, retarda la marche du détachement, qui, ne pouvant être rendu avant le jour aux points indiqués, laissa le temps aux Piémontais de se retirer avant d'être entièrement enveloppés.

Cependant les trois redoutes étaient occupées par les troupes françaises avant sept heures du matin ; tous les ouvrages qui n'attendaient plus que le canon, et étaient prêts à le recevoir, furent détruits dans la matinée ; mais on n'avait pu faire que trois prisonniers, tant les troupes piémontaises avaient mis de la précipitation dans leur fuite.

Les généraux ennemis auraient dû prendre d'autant plus de précautions, soit pour compléter leur défense, soit pour s'assurer d'une plus grande fermeté de la part de leurs troupes, qu'ils avaient commis la faute impardonnable d'établir tout leur système de défense sur ce seul poste ; ce qui le prouve, c'est que, dès le moment où ils eurent connaissance de la prise des trois redoutes, des abymes de Mians, ils évacuèrent avec la plus grande promptitude les châteaux des Marches, de Bellegarde, d'Apremont et Notre-Dame-de-Mians.

Dès cet instant, le général Montesquiou, se hâtant de profiter de ces fautes, fit marcher en avant du château des Marches deux brigades d'infanterie, une brigade de dragons et vingt pièces de canon ; le lendemain, deux autres brigades d'infanterie, une de cavalerie, et le reste de l'artillerie : au moyen de la célérité de

cette opération, il coupa en deux parties l'armée piémontaise, dont une moitié fut obligée de se replier sur Annecy, tandis que l'autre prenait le chemin de Montmélian, qui ne tarda pas à ouvrir ses portes, les Piémontais ne s'y étant pas arrêtés pour profiter de l'excellence de cette position.

En même temps, le général français poussait tous les postes piémontais qui garnissaient la frontière depuis Apremont jusqu'à Saint-Genis. Il était aussi entré dans son projet de porter une colonne sur la rive gauche de l'Isère, pour gagner la Maurienne et embarrasser la retraite des Piémontais; mais une crue subite de l'Isère, ayant rompu le seul pont qu'il y eût sur cette rivière, empêcha le général de remplir cette partie de son plan aussitôt qu'il l'aurait desiré. Tout avait fui depuis le lac de Genève jusqu'aux bords de l'Isère; quinze mille hommes effectifs de troupes sardes avaient disparu comme un souffle devant douze bataillons français, en grande partie de volontaires nationaux, et la déroute des Piémontais avait été beaucoup plus entière qu'après la plus complète des victoires. Le général Montesquiou arriva sans obstacle à Chambéry, recevant des Savoyards les plus grandes démonstrations de

joie, et paraissant au milieu d'eux plus en libérateur qu'en ennemi.

Cependant la plus grande partie des troupes piémontaises s'était enfoncée dans les Bauges, masse de montagnes immenses qui s'élève derrière Chambéry, et s'étend jusqu'au bord de l'Isère. On assurait de toutes parts que les Piémontais s'étaient suffisamment approvisionnés dans cette partie pour y faire passer l'hiver à un corps de leurs troupes; et, s'ils avaient réellement pris ce parti, ce pays, presque inaccessible, aurait présenté les plus grandes difficultés pour une attaque de vive force. Il fallait donc agir avec prudence et célérité. Le général en chef ordonna en conséquence au général Rossy, qui était à Montmélian, de se porter à Miolans et Freterive avec les huit mille hommes à ses ordres, et, de là, de pousser ses postes jusqu'à l'Hôpital et Conflans, débouchés des Bauges, dans la Tarentèse; tandis que lui, avec sept mille hommes, dont une partie occupait les villages de l'entrée des Bauges, poussait son avant-garde dans l'intérieur de ces montagnes, après avoir rassemblé entre les Marches et Montmélian, pour renforcer sa droite ou sa gauche, suivant le besoin, neuf bataillons de grenadiers, et avoir fait partir des détachemens

pour prendre possession d'Aix, d'Annecy, de Rumilly, de Carouge et de Thonon. Le général avait aussi envoyé un bataillon sur les gorges qui entrent dans la Maurienne, et un autre à Bourg-Doisans, pour s'avancer, par Valoire, au col de Galibier; mais les neiges, ayant rendu ces passages impraticables, rendirent aussi cette combinaison sans effet.

Si le général Montesquiou eût eu plus de forces, par exemple, dix mille hommes disponibles, sous les ordres d'un officier général très-intelligent, il eût peut-être réussi à couper la retraite de l'armée piémontaise; mais, avec aussi peu de troupes, il fut obligé de se borner à inquiéter cette armée sur ses derrières, et, en faisant des démonstrations pour embarrasser sa retraite, à l'obliger de l'accélérer. Dans un pays où les difficultés sont incroyables, s'il eût été possible de suivre l'ennemi avec rapidité, la déroute eût été telle, que toute l'armée aurait été prise, si la rapidité de sa fuite eût permis de la joindre. Outre dix pièces de canon dont on s'empara, on prit une grande quantité de blé, de poudre, de caissons; et on trouva plusieurs magasins très-bien fournis en fourrages, vivres et effets militaires.

En même temps que le général Montesquiou

entrait en Savoie, le général Anselme, qui avait reçu ses ordres, passa le Var, sans obstacle, le 23 septembre 1792, à la tête d'une avant-garde composée de cinq bataillons de ligne, de quelques bataillons de volontaires nationaux, de deux cents chevaux et de douze pièces de position. Huit mille soldats de ligne et douze mille miliciens composaient l'armée piémontaise ; ils occupaient les forteresses de Villefranche et de Montalban, qui, en 1742, avaient coûté six mille hommes à l'armée de France.

Aux approches du corps commandé par le général Anselme, la ville de Nice était déjà évacuée ; les forts étaient encore occupés : Anselme consulte ses grenadiers ; ils demandent à attaquer, marchent droit au fort ; on le somme, et le commandant capitule.

Le lendemain, le général marche à Villefranche ; instruit que les ennemis l'évacuaient, il prend les devants avec quatorze dragons, menace de l'escalade, quoiqu'il n'eût pas d'échelles, et le commandant se rend à discrétion avec deux cents grenadiers et quelques troupes de milice, en le laissant le maître de cent pièces de canon, d'une frégate, d'une corvette et de tous les magasins du roi de Sardaigne.

Des dispositions maritimes avaient concouru

aux succès du général Anselme. Une escadre de neuf vaisseaux de ligne, aux ordres du contre-amiral Truguet, était partie de Toulon, et avait établi sa croisière depuis la pointe de Villefranche jusqu'au golfe Juan. Cette escadre portait deux mille hommes, aux ordres du général La Houillère; sa destination était d'opérer un débarquement au-dessous de Monaco, et de prendre à revers l'armée qui défendait le comté de Nice. Sa prompte retraite prévint cette opération, et la crainte du débarquement dut décider même de hâter la retraite.

Dès l'instant où le général Anselme fut maître de Nice, de Villefranche et de Montalban, il devint essentiel, pour contenir le pays et empêcher les ennemis de se rassurer, de se porter en avant; mais le Var était débordé, on ne pouvait en tenter le passage : le général fut obligé de se borner, après avoir mis des garnisons dans les forts, d'établir ses avant-postes jusqu'à Sospello, à la vue de Saorgio, où l'ennemi s'était fortifié.

On resta ainsi en présence jusqu'au moment où l'armée piémontaise, ayant été renforcée par douze mille Autrichiens, attaqua, le 18 octobre, le poste de Sospello, d'où l'avant-garde française fit sa retraite en bon ordre.

Mais, dès le lendemain, le général Anselme, dont le reste de l'armée avait passé le Var pour le rejoindre, attaqua, reprit et conserva le poste de Sospello.

Après cette expédition, forcé, par les difficultés du service et des transports, de resserrer sa ligne, le général français établit son avant-garde à Cascarena, et mit le reste de ses troupes en cantonnement, de manière à tenir derrière soi tout le pays conquis, et à rester le maître des débouchés qui conduisaient dans le Piémont.

L'escadre n'ayant plus à opérer de débarquement vers Monaco, se présenta, le 22 octobre, devant Oneille; après avoir mouillé devant la ville, elle avait envoyé un canot parlementaire, qui aborda sous la faveur d'apparentes démonstrations de bienveillance; mais à peine le canot touchait-il le rivage, que déjà une décharge de mousqueterie avait tué cinq hommes de l'équipage, et blessé cinq autres; le reste se hâta de regagner son embarcation, et eut assez de force encore, malgré une grêle de balles et de pierres, pour rejoindre l'escadre, où l'ordre fut aussi-tôt donné de faire feu sur la ville; ce qui fut exécuté sur-le-champ par l'artillerie des vaisseaux, qui tira jusqu'à la

nuit.... Le lendemain les troupes de débarquement, jointes aux garnisons des vaisseaux et à cent matelots, s'emparèrent de la ville, où tout avait fui, mais où l'incendie, le pillage et la destruction firent expier le crime et la perfidie.

Le poste d'Oneille n'étant pas tenable avec aussi peu de forces, ou rembarqua les troupes à l'entrée de la nuit, et l'escadre fit voile, d'abord pour Savone, ensuite pour Gènes, d'où elle rentra à Toulon.

On eut aussi un moment le dessein d'attaquer la Sardaigne; mais l'état de faiblesse et de dénuement de l'armée firent ajourner cette expédition. Ainsi les armées formidables combinées des deux plus puissantes nations guerrières de l'Europe avaient abandonné le sol de la république. Le siége de Lille était levé; et le territoire des ennemis, envahi sur toutes les frontières, payait déjà les frais de la guerre. Dumourier s'avançait dans la Belgique; Custine plantait l'arbre de la liberté sur les deux rives du Rhin; Anselme établissait ses cantonnemens dans le comté de Nice et du côté de la Savoie. Tant que Montmélian avait pu se défendre, tant que le général Montesquiou n'avait pas eu la certitude de l'évacuation des

Bauges, il avait dû être infiniment circonspect dans ses mouvemens ; mais, dès l'instant où il fut assuré que l'armée piémontaise avait repassé l'Isère et s'était engagée dans les deux vallées, les ponts une fois rétablis, le général avait fait ses dispositions pour la poursuivre. Cependant l'exécution de ses premiers ordres fut retardée de vingt-quatre heures par un convoi de pain ; mais alors le général fut bien plus occupé de ralentir la rétraite des Piémontais que de la hâter, dans la crainte que les troupes qui évacuaient la Savoie ne fussent envoyées au secours du comté de Nice, où le général Anselme n'espérait entrer que le 30 septembre. En conséquence le général Montesquiou avait donné ordre au général Rossy d'entrer dans la Maurienne, et au général Caza-Bianca d'entrer dans la Tarantaise ; il envoya en même temps un gros détachement pour les soutenir, et recommanda à l'un et à l'autre de joindre l'arrière-garde piémontaise, de la harceler, sans s'engager, en se bornant à retarder la marche de l'ennemi, et à ramasser les traîneurs, les bagages et les munitions. Ces ordres furent ponctuellement exécutés jusqu'au moment où le général en chef, ayant reçu la nouvelle du succès de l'expédition de

Nice, manda aux généraux Rossy et Caza-Bianca de se porter rapidement au Mont-Cenis et au petit Saint-Bernard, où ils arrivèrent sans résistance. A cette époque la Savoie toute entière était soumise ; la chûte des neiges en assurait la possession tranquille pour tout l'hiver, et le général Montesquiou reçut alors des ordres pour se porter sur Genève.[1]

Malgré des ordres continuellement contradictoires de la part du conseil exécutif, relativement à la manière dont il fallait traiter avec les Genevois et avec les Suisses, le général Montesquiou, par sa prudence, sa fermeté, ses connaissances, sa modération et la générosité de ses formes, parvint à obtenir la sortie de Genève des seize cents Suisses qui y étaient entrés ; l'éloignement des troupes helvétiques qui s'étaient déjà avancées sur les bords du lac pour secourir cette ville ; le désarmement de la Suisse, et la continuation de l'amitié et de la bonne intelligence entre la république française et celle de Genève, et des treize Cantons ; mais cette sage conduite contrariait encore davantage les personnages qui, ayant obtenu sa destitution au moment où il prenait

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (13).

la Savoie, voulaient se débarrasser de lui à tout prix; elles cherchèrent donc à persuader à la Convention, et elles y réussirent, que le général Montesquiou avait aggravé ses torts en rendant de nouveaux services à sa patrie; dès-lors tout ce qui devait lui attirer des remerciemens, comme excellente conduite, lui fut imputé comme des crimes.[1] En conséquence, on fit revivre le décret de destitution, qui n'avait été que suspendu, et on donna les ordres pour l'arrêter au milieu de son camp; d'où, prévenu à propos par ses amis, il eut le temps de se retirer en Suisse.

Le général Kellerman, qui venait de se distinguer en Champagne, remplaça le général Montesquiou.

Dans le même temps la Savoie et le comté de Nice se démembraient du royaume de Sardaigne, et devenaient des départemens de la république française : la première, sous le nom de Mont-Blanc; le second, sous celui des Alpes-Maritimes, tandis que le général Anselme, prévenu, comme le général Montesquiou, d'avoir trahi les intérêts de la république, était arrêté le 15 février 1793. La veille les Fran-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (14).

çais, au nombre de huit cents hommes, avaient attaqué, à Sospello, les Autrichiens et les Piémontais, au nombre de deux mille ; après la résistance la plus vive et la plus opiniâtre, les ennemis avaient été battus ; on leur avait fait plus de trois cents prisonniers : les généraux Brunet et Dagobert commandaient dans cette affaire sous les ordres du général Biron, qui avait remplacé le général Anselme.

Du côté des Alpes, à son arrivée à l'armée, le géneral Kellerman, instruit des grands préparatifs de guerre du roi de Sardaigne et des troupes autrichiennes qui, après avoir pénétré en Italie, et avoir cantonné six mille hommes entre Pavie et Lodi, défilaient vers le Piémont, crut qu'il était important de mettre en état de guerre Saint-Jean de Maurienne, Moutier, Montmélian et Chambéry ; il partit ensuite pour Nice, dans les derniers jours de mars, d'après une lettre du conseil exécutif, afin d'y concerter avec le général Biron le plan des opérations des armées des Alpes et d'Italie, dont un décret de la Convention fixait la démarcation.

L'armée d'Italie avait la défense des départemens du Var et des Basses-Alpes, en y comprenant les places d'Entrevaux, de Colmar, la

vallée de Barcelonette et le camp de Tournoux ; mais comme les troupes de l'armée qui s'étendaient jusqu'à Entrevaux pouvaient entrer en activité un mois plus tôt que celles du reste de l'armée des Alpes, les généraux Kellerman et Biron convinrent de laisser les troupes dans ces places jusqu'à l'ouverture de la campagne pour l'armée des Alpes. A cette époque, le général Kellerman devait les retirer pour faire partie de la division qui occuperait le camp de Tournoux, dont il se chargerait. Ce camp couvrait la vallée de Barcelonette, et formait une réserve qui devait verser sur les points d'attaque ou de défense dans toute l'étendue des deux armées.

Pendant que le général Kellerman s'occupait à remplir les vues du gouvernement, des ennemis cachés travaillaient à sa perte. Le 30 avril, il reçut l'ordre de venir à Paris pour y rendre compte de sa conduite ; ce qu'il fit d'une manière tellement satisfaisante, que la Convention rendit un décret, par lequel elle déclarait que ce général n'avait point cessé de bien mériter de la patrie, et le nommait commandant en chef des armées des Alpes et d'Italie, le général Biron venant de passer dans celle de la Vendée.

D'après cette nouvelle distinction, il partit de Paris à la fin de mai, vint à Lyon, où les mécontens commençaient à manifester leurs projets de contre-révolution, en arracha les représentans Gauthier et Nioche, qu'il conduisit à Grenoble, et se rendit à l'armée d'Italie. Quelque temps avant son arrivée, on avait repris le projet d'une expédition sur la Sardaigne; une flotte de vingt-deux bâtimens de guerre, avec six mille hommes de débarquement, s'était présentée devant Cagliari, où une chaloupe parlementaire avait sommé la place; là, comme à Oneille, on avait tiré sur la chaloupe; quatorze hommes et l'officier ayant été tués, l'artillerie des vaisseaux avait foudroyé la ville pendant deux jours, mais sans succès. Les vaisseaux avaient beaucoup souffert du feu de la place; deux bâtimens de guerre s'étaient perdus à la côte; les troupes de débarquement n'avaient point trouvé, dans les habitans, l'esprit révolutionnaire sur lequel on avait compté; l'indiscipline et l'insubordination s'étaient mises parmi les troupes, et avaient forcé les chefs de les faire rembarquer. Enfin une tempête avait achevé d'endommager la flotte, qui avait été obligée de rentrer à Toulon, sans aucuns résultats heureux de cette entreprise; dont,

l'année précédente, on avait déjà fait sentir tous les dangers, et dont l'armée d'Italie avait tâché, par quelques succès, de faire oublier la mauvaise réussite.

Dès l'instant où la saison avait permis d'agir dans les montagnes, divers combats de détails avaient rendu les Français maîtres des postes occupés par l'ennemi, depuis Lentosca jusqu'à Belver; bientôt après ils furent chassés, le 11 avril 1793, de leur camp de Pérus, et des postes plus importans de la Rocca et de Dizola. A l'affaire de Lentosca les Piémontais avaient perdu dix-huit pièces de canon, sept cents hommes tués et cinq cents prisonniers. L'armée d'Italie, forte alors de tente-trois mille hommes, occupait par sa position, depuis la Roya jusqu'aux sources de la Nembia. Plusieurs camps, liés par des postes intermédiaires, assuraient la communication de la droite avec la gauche, renforcée indépendamment par un camp placé sur le Mont-Baulet; le centre se trouvant sur le Mont-Fougasse. L'ennemi qui avait sa droite au col de Raus, sa gauche sur la hauteur des Souches, et son centre à Saorgio, se trouvait menacé et contenu; il défendait cette longue chaîne des Alpes, avec trente mille Piémontais et douze mille Autrichiens.

Malgré l'agence anglaise, Gènes avait conservé la neutralité. La Toscane ne s'était pas réunie à la coalition. Venise, après cinq jours et cinq nuits de délibération, s'était décidée à garder la neutralité, mais une neutralité armée, pour la sûreté de laquelle on avait arrêté dans le sénat, de mettre sur pied toutes les forces de la république, tant de terre que de mer.

Il n'en était pas de même de quelques autres puissances d'Italie. La cour de Naples et celle de Rome semblaient avoir oublié leurs anciennes dissentions; leur correspondance pour les nouveaux rapports politiques était devenue très-active; le pape se disposait à la guerre, et le roi de Naples ne voyait pas sans inquiétude le penchant des Napolitains pour la révolution française.

D'un autre côté, Paoli, qu'on avait cru assez ami de la liberté pour le laisser rentrer en Corse, faisait soulever cette île. Les villes de Corte et d'Ajaccio rappelaient leurs députés à la convention nationale, proclamaient Paoli généralissime de leurs cantons, et attaquaient, sous ses ordres, les troupes de la république. Bastia les imitait, le clergé était réintégré, les émigrés étaient rentrés, Paoli était nommé

président de la consulta; on s'était emparé des magasins, on avait armé des corps de mille à douze cents hommes; on fusillait ceux qui se déclaraient pour la France. Paoli avait publié un écrit contre les commissaires français, il les appelait des désorganisateurs; la consulta avait proscrit Caza-Bianca, Salicetti, Arena, etc.

La convention, à la vérité, s'était hâtée de casser la consulta de l'île de Corse, et d'ordonner l'arrestation de Paoli; mais il fallait mettre ces ordres à exécution; et, pour y réussir, le représentant Lacombe Saint-Michel, qui en était chargé, avait été obligé de se mettre en campagne à la tête d'une petite armée, composée de gardes nationales, d'infanterie légère, de gendarmerie, de matelots, et des garnisons qui étaient en Corse; il avait marché contre les rebelles, les avait battus, leur avait pris un fort et trois villages; l'épouvante s'était répandue parmi les Corses, et plusieurs cantons avaient député leurs municipalités pour implorer la clémence de la convention. Lacombe Saint-Michel s'était contenté alors de faire désarmer les villages de Nouza et Dolmetta, et avait marché contre le fort de Farivole, qui, quoique défendu par quatre-vingt-trois hom-

mes, deux pièces de canon et les trois meilleurs capitaines de Paoli, avait été enlevé à la baïonnette.

Mais bientôt on avait vu paraître sur les côtes vingt vaisseaux de ligne ou frégates anglaises, qui cherchaient à intercepter tout ce qui pouvait arriver dans l'île, et qui ne tardèrent pas à canonner et à bombarder par mer les villes que les troupes de Paoli, jointes à des troupes anglaises, attaquaient par terre.

Dès lors, le représentant Lacombe Saint-Michel, convaincu qu'avec le peu de moyens qui lui restaient, il était impossible, malgré le courage et l'ardeur des Français, de se défendre contre des forces si supérieures et pourvues de tout, partit de l'île pour se rendre à Gènes, où il arriva le 1er mai 1793, et d'où il se rendit sur-le-champ à Toulon.

Peu après son départ, les Français rendirent Bastia, et enfin Calvi, plus de deux mois après, ce qui rendit alors les Anglais, secondés par Paoli, maîtres de l'île et des principales villes de la Corse.

Pendant ces différentes intrigues, la lutte s'était soutenue aux barrières des Alpes, qui séparaient encore les nations ennemies; mais l'armée d'Italie et celle des Alpes, avaient hi-

verné dans les états du roi de Sardaigne, et la saison, devenue toujours plus propre aux opérations militaires, les avait retrouvées, l'une et l'autre, prêtes à entrer dans les passages qu'elles devaient bientôt tenter de franchir.

L'apparition de la flotte espagnole du côté de Monaco et de Villefranche, avait ranimé le courage des Piémontais, auxquels leurs officiers tâchaient de persuader, qu'au moyen de leurs mouvemens combinés avec la flotte, ils ne tarderaient pas de forcer les Français d'évacuer le comté de Nice. Instruit de ces propos, le général Brunet, qui occupait alors le camp de Lascarene, voulut rendre ce projet impossible, en s'emparant de la sommité des montagnes occupées par les Piémontais, d'où ils auraient pu assez facilement déboucher sur les troupes françaises. En conséquence, le 8 juin 1793, il avait fait attaquer les ennemis sur cinq points; la colonne de droite, conduite par le général Dumerbion, avait forcé le camp du col de Pérus; celle qui était conduite par le général Mioskouski s'était emparée de celui de Linières; celle du chef de bataillon Gardanne avait emporté le poste du Molinet; la quatrième, aux ordres du chef de brigade Dottman, avait pris le camp du Mont-Fougasse; et si la

colonne de gauche, aux ordres du général Serrurier, eût pu s'emparer du col de Raus, les ennemis eussent été obligés de se retirer en Piémont. On avait pris dans cette journée beaucoup d'effets de campement, deux pièces de canon, fait cent soixante prisonniers; et les morts, de part et d'autre, étaient montés à environ six cents.

Le 12 juin, le général Brunet avait fait réattaquer au col de Raus et au village de Breglio, dont on avait réussi, après une forte résistance, à chasser les ennemis; mais on n'avait pas été plus heureux au col de Raus que les jours précédens, et on y avait perdu beaucoup d'hommes tués et un grand nombre désertés; un succès complet aurait forcé l'ennemi de repasser le col de Tende, et peut-être permis de le suivre au-delà des monts. Mais quoiqu'il eût incomplètement réussi, on était cependant parvenu à occuper des postes importans, à resserrer l'ennemi, et à faciliter une opération combinée des deux armées.

Le 17 juin, cinq jours après ces dernières attaques, le général Kellermann arriva à l'armée d'Italie; il la trouva occupant un grand arc de montagnes, depuis la rivière de la Roya, jusqu'auprès des sources de la Vesubia. Les

différens camps étaient liés par des postes qui s'opposaient à ce que l'ennemi pût pénétrer entre eux et les attaquer séparément.

Le camp de la droite, composé de huit bataillons, occupait la montagne et le col de Brouis, sur le chemin du col de Tende, et faisait face au fort Saorgio, sur la Roya. . . . Un camp de cinq bataillons sur le Mont-Baulet, couvrait la gauche de celui de Brouis, et empêchait l'ennemi de tourner ce dernier par le col Longué, et de se placer sur le col de Pérus, pour couper sa retraite sur Sospello et Braono. Les avant-postes du col de Brouis, au nombre de deux cents hommes, étaient sur la montagne de Marigon, et cinq compagnies de grenadiers occupaient le prolongement de cette arête jusqu'à la montagne Ventabren. L'objet de ce poste était aussi de garder le col de Linières, ainsi que les vallons de Sambuc et du Molinet. On avait ajouté dix compagnies de chasseurs, qui, en occupant le poste supérieur de la Chapelle, fermaient à l'ennemi le poste de Pietro Cava, qui se trouve en arrière du bois de Lemeris : ces deux postes liaient la droite au centre. Le centre de la position était le Mont-Fougasse, où étaient placés six bataillons. La tête de ce camp, à une petite portée de

canon des hauteurs de la Fourche, occupées par l'ennemi, était garnie de retranchemens et de batteries, ainsi que le mamelon en arrière qui enferme la droite, et protégeait la retraite des troupes sur le bois de Lemeris. Si le premier mamelon était forcé, deux bataillons, campés sur un plateau au revers nord-est de ces bois, étaient là pour soutenir les troupes du premier camp, et empêcher l'ennemi de se porter par la hauteur de Longiteviste, dans les bois et sur les derrières du camp. Des vallons très-difficiles, et dont les hauteurs ont une forte aspérité, séparaient le centre de la gauche, où l'ennemi ne pouvait arriver que par le chemin de Vilet, qui, du mont de Raus, tombe sur Boulène; et cette extrémité de la ligne était défendue par neuf bataillons, dont un des grenadiers et par sept compagnies de chasseurs. Les bataillons occupaient Lentosca, Boulène, Belvédère, le long de la Vesubia; et les troupes légères gardaient St. Vacha, St. Delmas Duplan, etc., sur le grand contre-fort qui sépare les eaux de la Tinea de celles de la Vesubia. L'objet était de couvrir la gauche, de préparer une communication avec les troupes du camp de Tournoux, par le haut de la Tinea, et d'observer ce qui pouvait venir par la

vallée de Sture, par quelque passage de la grande chaîne, et sur-tout par le col de Finistre. Les derrières de la droite étaient occupés par des troupes placées à Sospello, à la montagne de Guésau, au col de Braous, à Castiglione : ce dernier poste maintenait la communication avec Monaco et le quartier général établi à Lescarène. Sur la rivière du Paglione, à distance presqu'égale de la droite et du centre, les troupes de Nice et des bords du Var soutenaient au besoin celles de la gauche. Cette disposition resserrait l'ennemi, dont la droite occupait le col de Raus, le Haut Capel et Guiessard. Le centre occupait la hauteur de la source; la gauche le Mont-Morignon, avec un avant-poste sur la Ghendola; enfin le fort Saorgio, et en deuxième ligne la Formagin, le château de Tende. Après avoir fait une reconnaissance exacte de ces différentes positions, et en avoir rectifié quelques-unes, le général Kellerman, de retour à Nice, jugea à propos de tenir un conseil de guerre, dans lequel on discuta la position respective des deux armées, et on reconnut que celle de la république pouvait se soutenir dans ses positions actuelles, qui lui procuraient l'avantage de contraindre l'ennemi à de grands et successifs efforts, s'il voulait at-

taquer et s'assurer une plus courte communication entre les armées des Alpes et d'Italie. Cependant les ennemis avaient un corps de troupes campé à Saluces; ce corps pouvait en deux marches se porter sur le col de Tende, pour entreprendre avec une grande supériorité de nombre une attaque dont l'objet serait de reconquérir le pays de Nice, d'obliger les Français à repasser le Var, et peut-être, aidés des flottes anglaises et espagnoles, faire une invasion dans les départemens méridionaux. Il était donc essentiel de s'occuper de cet événement possible, afin d'en prévenir les suites, et décider quelle position l'armée devrait ou pourrait prendre, si elle était forcée dans ses camps actuels; quels secours l'armée des Alpes lui donnerait, par quel chemin on les ferait arriver, soit dans le comté de Nice, soit en arrière du Var: enfin, quel serait le projet de défensive qu'il faudrait adopter pour protéger Toulon et Marseille. Ces différens objets ayant fait le sujet des méditations et des discussions du conseil, on y arrêta, le 20 juin 1793, un plan d'opérations défensif des armées des Alpes et d'Italie, en attendant que les circonstances pussent permettre à l'une ou à l'autre de prendre l'offensive. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (15).

Dans le même temps, quelques députés de la Gironde, qui avaient fui la proscription, avaient publié leur protestation et soulevé les esprits; plusieurs départemens, sur-tout dans le Midi, se montraient disposés à les venger et à résister à l'oppression; quelques-uns même s'étaient déjà armés; Lyon avait levé l'étendard de la révolte; les Marseillais étaient en mouvement pour marcher à leur secours; à Bordeaux, à Montpellier, à Nîmes, on formait des fédérations, et l'on se disposait à marcher contre la convention : la France était donc à la fois ravagée par les étrangers qui s'avançaient en Roussillon, en Flandre, en Artois, et déchirée par la guerre civile qu'allumaient les royalistes dans la Vendée, et les girondins dans le centre de la république.

Arrivé à Grenoble, le général Kellerman avait été instruit, par les représentans Gauthier et Dubois Crancé, des insurrections du Midi, et sur-tout de celle de Lyon, qui devenait de jour en jour plus violente; il était donc très-urgent de prendre des moyens efficaces pour l'appaiser, et ramener la ville à l'obéissance. Mais, en cherchant à en imposer aux ennemis de l'intérieur, il ne fallait pas oublier que ceux de l'extérieur étaient à nos portes : on devait être

bien convaincu de leur vigilance à profiter de la moindre de nos fautes, et de leur continuelle attention à chercher les moyens de pénétrer en France, afin d'y donner la main aux insurgés, et de les soutenir dans leur révolte. En vain le général Kellerman appuya-t-il auprès des députés sur ces importantes considérations; en vain leur représenta-t-il que la faiblesse de l'armée des Alpes ne permettait pas de dégarnir les positions qu'elle occupait; il fallait en tirer une partie pour marcher au siége de Lyon.

Ainsi, douze bataillons d'infanterie, un régiment de dragons, un de cavalerie, la moitié des chevaux employés aux canons de position dans la Tarantaise, la Maurienne et les Hautes-Alpes, formèrent le fond de l'armée qui marcha d'abord contre une ville qui pouvait mettre sous les armes plus de trente mille hommes, et dont la position sur deux grandes rivières, et l'avantage de renfermer deux grandes montagnes, nécessitait, pour une circonvallation bien exacte, peut-être plus de quatre-vingt mille hommes.

Pendant qu'on disposait les batteries, les représentans du peuple écrivirent aux autorités de la ville de Lyon, pour les sommer de rendre

à la république et à leurs devoirs le peuple qu'elles avaient égaré ; mais les réponses évasives des chefs firent perdre tout espoir de succès.

L'acharnement des autorités qui s'étaient emparées du pouvoir dans la ville de Lyon, paraissait avoir pour base l'espérance de voir arriver à leur secours des émigrés, des Suisses et des Piémontais, qui, en se joignant à eux, pourraient assurer et développer davantage l'insurrection qui s'était déjà manifestée depuis les bords de la Garonne jusqu'à ceux du Rhône et de la Saône.

Malheureusement leurs espérances n'étaient que trop bien fondées, et l'on ne tarda pas à recevoir les nouvelles les plus alarmantes de la part des administrateurs du Mont-Blanc. Ces nouvelles se confirmèrent peu de jours après. Les troupes françaises attaquées par des forces très-supérieures, secondées par les fanatiques des montagnes, avaient été forcées de se replier ; le canton du Valais avait même accordé le passage aux troupes piémontaises, par la vallée de Salanges.

Dans l'impossibilité de détacher un seul soldat des troupes qui faisaient le siége de Lyon, les représentans du peuple prirent un arrêté

qui prescrivait au général Kellerman de se rendre dans le Mont-Blanc ; et celui-ci, avant de partir, expédia, par des courriers, aux différens généraux sous ses ordres, des instructions pour exécuter un mouvement général sur toute la ligne. Ainsi le général Carcaradec, qui commandait au camp de Tournoux, reçut l'ordre de détacher, par marches forcées, deux bataillons à Valoire, et de les remplacer par deux autres tirés d'Entrevaux ; lesquels eux-mêmes devaient l'être par deux autres tirés de l'armée d'Italie, ainsi que l'ordre en fut donné au général, avec l'injonction de veiller spécialement sur sa gauche.

Arrivé à Chambéry, et après y avoir pris les renseignemens nécessaires, le général se rendit à l'Hôpital sous Conflans ; il y convainquit les troupes de la nécessité où elles se trouvaient de mourir plutôt que d'abandonner les postes qui leur étaient confiés, et il en reçut le serment de les défendre jusqu'à la dernière extrémité. Dès ce moment tout changea de face ; les troupes prirent une attitude imposante, malgré la conviction où elles étaient de la supériorité de l'ennemi, qui dès-lors lui-même n'osa pas entamer cette partie.

Rassuré sur ce point, le général se rendit

dans la Maurienne, afin d'y donner aux officiers généraux et supérieurs des instructions pour une vigoureuse défensive : il revint ensuite à Lyon ; mais à peine y était-il arrivé, qu'il fut obligé d'en repartir avec les représentans Simon et Dumas, envoyés dans le Mont-Blanc par la convention, convaincu trop tard des dangers auxquels ce département était exposé.

Dans la Maurienne, les Piémontais avaient repoussé les Français jusqu'à Aigue-Belle, et, maîtres de la vallée de Salanches, ils s'étaient avancés jusqu'à la Bonneville, d'où ils menaçaient Annecy et Chambéry.

D'un autre côté les Marseillais, après avoir passé la Durance, étaient entrés dans Avignon, et les fédérés des départemens de l'Hérault et du Gard s'étaient emparés de la citadelle du Saint-Esprit. A cette nouvelle, le général Kellerman s'était empressé de faire partir le général Carteau, avec l'ordre de chasser les fédérés du pont du Saint-Esprit, de repousser les Marseillais au-delà d'Avignon et de la Durance, et de rester sur la défensive sur les bords de cette rivière, afin qu'aucun événement funeste ne pût empêcher la continuation du siége de Lyon ; mais, au lieu de suivre les ordres qu'il avait reçus, le général Carteau, n'écoutant que son

ardeur et les idées du représentant Albite, passa cette dangereuse rivière : néanmoins, à peine fut-il de l'autre côté, qu'il tint un conseil de guerre, à l'effet d'aviser aux moyens de se tirer de la position critique où il se trouvait.

Cette conduite imprudente du représentant Albite aurait infailliblement compromis le sort de la république, si les Marseillais avaient eu à leur tête un chef avec du courage et quelques connaissances militaires; il aurait pu facilement, en attaquant les troupes du général Carteau, les culbuter dans la Durance, et marcher ensuite vers Lyon sans obstacle, bien assuré de voir augmenter le nombre de ses troupes pendant tout le cours de sa route. Heureusement pour le général Carteau, sa marche ne fut troublée en aucune manière; les Marseillais se dispersèrent, et le général, après s'être porté en avant, ne tarda pas d'entrer dans Marseille, où l'on se permit tant d'excès, que l'on força une partie des habitans à se réfugier dans Toulon; mais bientôt la peur de voir arriver dans leurs murs les vainqueurs de Marseille, et d'en être aussi cruellement maltraités, décida les habitans de Toulon à appeler dans leurs ports l'escadre combinée des Anglais et des Espagnols, et à leur livrer leur ville et leurs forts.

Tranquillisé sur les départemens des Bouches-du-Rhône, du Gard et de l'Hérault, le général Kellerman ne l'était pas sur celui du Mont-Blanc, dans lequel il ne lui restait plus que sept mille hommes à opposer aux ennemis qui pouvaient pénétrer dans la Maurienne, par six points différens, sur une ligne de quinze lieues d'étendue.

Avant l'arrivée du général, vingt-cinq mille Piémontais avaient attaqué à la fois les deux vallées de la Maurienne et de la Tarentaise; ils avaient forcé le poste d'Entre-deux-Eaux, dans la haute Maurienne; ce qui leur avait assuré la facilité de pouvoir se porter sur Moutier en Tarentaise, en deux jours de marche, et prendre en flanc et par derrière les troupes qui étaient dans la haute vallée, ainsi que de pouvoir marcher sur Modane, Saint-André, par le col des Encombes qui verse sur Saint-Michel.

L'ennemi avait tenté effectivement de pénétrer par ces divers passages; mais le général le Doyen avait eu la sage précaution de faire avancer quelques troupes pour arrêter la marche de l'ennemi dans cette partie; d'un autre côté, le général Badelone, qui commandait dans la Tarentaise, ayant pris le parti de se retirer dans la crainte d'être entièrement

tourné, avait rencontré l'ennemi proche du défilé de Siaix, ou détroit du Ciel, se disposant à s'en emparer; il l'avait attaqué, battu, et s'était retiré sur Moutier, et de là sur Conflans. Beaufort avait été évacué; la colonne de la Maurienne s'était retirée successivement sur Bramans et Aigue-Belle, en se battant tous les jours contre des troupes trois fois plus nombreuses. Cette retraite avait été exécutée en dix-huit jours, sans aucune perte; tous les magasins avaient été repliés; les soldats avaient continuellement bivouaqué sur le sommet des montagnes, dans les neiges, manquant souvent de vivres. L'ennemi, pour établir des communications plus rapprochées entre ses troupes dans le Faussigni, et celles dans la Tarentaise, avait cherché à s'emparer du pont de Cressy, en forçant le col de Balmont et mont Sapuy; mais il avait toujours été repoussé avec perte. Ainsi, les Piémontais étaient campés en grande partie à la Chapelle, tenant les hauteurs de Faussigni; ils s'étaient emparés de Salanches et de Cluse, et poussaient jusqu'à Bonneville; ils avaient en conséquence leur droite dans la vallée de Salanches, leur centre à Beaufort et Aigue-Blanche, et leur gauche en Maurienne. Les Français occupaient encore derrière l'Arc,

Conflans, Ugine, et le chemin qui conduit à Beaufort. Les choses en étaient à ce point, au moment où le général Kellerman reparut pour la seconde fois dans le Mont-Blanc.

Le 1er septembre, il envoya dans le Faussigni le premier bataillon de la Gironde, qu'il avait obtenu de pouvoir tirer du siége de Lyon. Il s'établit aux Marches, point central des trois divisions, ordonna des redoutes à la position de Barreaux, requit les gardes nationales des districts des Chambéry, Annecy, Carouge, Thonon et Gex, ainsi que celles du département de l'Isère. Les unes et les autres s'étant rendues avec empressement aux ordres qu'elles venaient de recevoir, le général en forma une seconde ligne. Enfin, il tira de la droite de son armée un bataillon de grenadiers et trois bataillons de volontaires, dont deux restèrent à Valoire en Maurienne.

Jusqu'au 2 septembre, l'ennemi ne fit que de faibles tentatives; mais, ce jour-là, il se présenta avec un corps considérable et du canon, pour forcer le passage de la Charbonnière, château situé sur l'Arc, proche d'Aigue-Belle: quoique le général Le Doyen, qui s'y trouvait, n'eût que quinze cents hommes à lui opposer, il le battit, le repoussa par-tout, et l'obli-

gea de se retirer avec une perte considérable.

Le 10, sous les ordres du général Le Doyen, on força le col d'Albanette, et l'on repoussa tous les postes avancés que l'ennemi avait sur la rive droite de l'Arc. En même temps, la division de la Maurienne avait reçu l'ordre de harceler continuellement l'ennemi, afin de l'empêcher d'augmenter ses forces dans la Tarentaise et le Faussigni, où le général projetait de faire son attaque principale, vers le 20 septembre. Pour en assurer le succès, il avait fait gagner les extrêmes hauteurs à ses troupes, et établir une communication directe avec l'adjudant général Pressy, qui commandait celles placées à Valoire.

Les neiges qui tombèrent le 16 jusqu'au 18 dérangèrent ses projets, les troupes ayant été forcées en grande partie de descendre des montagnes. Malgré ce contre-temps, le général ne discontinuait pas de faire pousser l'ennemi; déjà il s'était replié du village de la Chambre; un bataillon de grenadiers était remonté par la rive gauche de l'Arc, jusqu'à hauteur de la Chapelle. Quatre cents hommes avaient été portés au-delà de la Chambre, un bataillon s'était avancé vers le col de la Madelaine, où il avait été joint par le général Doyen, qui,

venu de la Chapelle avec quatre cents hommes, avait secondé l'attaque du col de la Madelaine, où l'ennemi avait été battu et obligé de se retirer précipitamment sur Moutier. En même temps, la division de la Tarentaise manœuvrait en gagnant les hauteurs, pour harceler l'ennemi sur ses flancs; et les troupes qui étaient dans le Faussigni, soutenues par les gardes nationales du Mont-Blanc, après avoir repoussé l'ennemi de Cluse jusqu'à Salanches, l'avaient attaqué le 28 septembre avec le plus grand succès.

Le même jour, on avait chassé l'ennemi de Beaufort. Le 30, on l'avait battu à Mont-Cornet, et on lui avait pris trois pièces de canon, tous ses équipages, et tué beaucoup de monde. L'adjudant Pressy avoit emporté le Valmenier, le 1er octobre; tous ces mouvemens préparaient, en tournant les ennemis par le flanc, l'attaque projetée par le général, pour le 2 octobre, des positions de Grand-Cœur et d'Aigue-Blanche. Mais la prise du Mont-Cornet ayant découvert la droite des ennemis, ils se retirèrent dans la nuit du 1er au 2 octobre. Dès qu'il en fut instruit, le général se mit à leur suite, à la tête de son avant-garde, en se faisant suivre par la division toute en-

tière, qui campa le même jour à Moutier.

Cependant, les ennemis gagnaient le petit Saint-Bernard avec une telle rapidité, que le général ne put les atteindre que le 4 octobre, au-delà de Saint-Maurice, au village de Saint-Germain, sur le plateau duquel ils avaient établi une batterie de deux pièces de huit, avec lesquelles ils tirèrent, sans beaucoup d'effet, sur l'avant-garde, depuis sept heures du matin jusqu'à dix heures, où la colonne arriva toute entière avec l'artillerie. Pendant que celle-ci faisait taire celle des ennemis, le général faisait tourner la gauche par un bataillon de chasseurs et de grenadiers. Le feu fut très-vif pendant trois heures; enfin l'ennemi fut chassé du plateau de Saint-Germain vers les deux heures après midi, et se hâta de gagner tout à fait le petit Saint-Bernard. [1]

Ainsi, les Piémontais, après avoir pénétré dans le Faussigni et la Tarentaise, fuyaient devant les troupes de la république, mais ils occupaient encore la Maurienne; il était essentiel de leur faire passer le Mont-Cenis, comme les autres avaient passé le Mont Saint-Bernard; afin d'y réussir, le général Keller-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (16).

man fit passer le col des Encombes au brave sixième bataillon de la Gironde, pour le porter sur Termignon; en même temps le général Doyen marchait sur Saint-Jean de Maurienne, dans le dessein de renforcer l'attaque de toute cette partie par le général Dornac, tandis que l'adjudant général Pressy, qui venait de battre les ennemis à Valmenie, marchait pour les attaquer sur leurs derrières et leur flanc gauche.

Toutes ces attaques ayant parfaitement réussi, l'ennemi fut mis en fuite, sans pouvoir arrêter l'impétuosité des troupes républicaines, qu'en rompant sept ponts, afin de fermer le passage à l'artillerie; car nul obstacle ne put suspendre la marche de l'infanterie; elle la continua par les chemins les plus affreux, qui la conduisirent, le 8 octobre, à Termignon, au pied du Mont-Cenis.

Là se termina cette expédition : de sa réussite devait dépendre, pour les ennemis, celle du vaste plan de l'insurrection de tout le Midi.

Le général Kellerman avait profondément étudié la vaste étendue du pays, dont on lui avait confié la défense; et, à l'instar du maréchal de Berwik, qui, avant lui, avait eu à

défendre les Alpes, et, comme lui, à repousser les ennemis de la Tarentaise et de la Maurienne, il avait savamment placé le point intermédiaire de ses forces au camp de Tournoux, d'où il pouvait, dans le besoin, ou faire renforcer l'armée d'Italie, ou faire donner des secours à celle des Alpes, en faisant toutefois surveiller, de ce point intermédiaire, les ennemis et leurs mouvemens, afin d'en instruire les généraux, et leur donner le temps et les moyens de prendre les précautions nécessaires. Malgré cette conduite, le général Kellerman avait été arrêté et renfermé. [1]

Cependant, au moyen de la fuite des Piémontais, et de leur retraite au-delà des monts, Lyon avait été pris le 17 vendémiaire an 2 (9 octobre 1793). L'armée qui l'avait assiégé fut destinée sur-le-champ à joindre celle qui agissait déjà sur Toulon. La garnison de Valenciennes, dont la capitulation portait qu'elle ne servirait pas d'un an contre les alliés, avait aussi été envoyée sur le même point; on tira de l'armée d'Italie douze bataillons, et bientôt quarante mille hommes furent réunis autour de cette ville, dont les Anglais et les Es-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (17).

pagnols étaient les maîtres, ainsi que de tous les forts qui s'élevaient sur les sommités dominantes. Mais au même instant où les Piémontais avaient pénétré dans le Mont-Blanc, ils avaient marché sur le Var, et avaient tenté de couper la communication entre l'armée des Alpes et celle d'Italie, en détruisant un pont établi sur cette rivière, entre le Brok et Saint-Martin. Sept cents républicains occupaient un poste en avant de Gillete, pour protéger et défendre ce pont; ils y furent attaqués le 26 vendémiaire an 2 (18 octobre 1793) par quatre mille Piémontais; et, en leur tenant tête toute la journée, ils donnèrent le temps au général Dugomier de venir à leur secours, et de marcher avec eux, le 19, contre l'ennemi, sur lequel on tomba la baïonnette au bout du fusil: après avoir fait feu à trente pas, on le rompit, et on le mit dans une entière déroute.

Après cette action, l'armée d'Italie resta stationnaire dans les positions où elle se trouvait depuis les journées des 8 et 12 juin, afin de couvrir le comté de Nice et le siége de Toulon. Dans cet espace de temps, le général Brunet, dénoncé, avait été remplacé par le général Dumerbion, et le général Dugomier était

allé prendre le commandement de l'armée destinée à assiéger Toulon.

Dès les premiers jours de leur débarquement, les Anglais avaient tenté de se rendre maîtres des gorges d'Ollioules, défilés resserrés entre des montagnes inaccessibles, et seul passage qui communique avec l'intérieur du pays. Le général Carteau les y avait attaqués, et avait resserré la garnison dans l'enceinte des défenses extérieures. Les troupes alors, arrivèrent de toutes parts, et dès qu'elles furent réunies, on les mit en action d'après un plan envoyé par le Comité de salut public.

On forma deux corps d'armée et deux attaques; le général Dugomier embrassa tout le front des défenses extérieures du côté du couchant, depuis le fort Malbousquet, jusque sur le promontoire qui ferme l'extrémité de la rade. Du côté de l'est, le général Lapoipe embrassa depuis la montagne Faron qui commande la ville au nord, jusqu'au Cap-Bron et au fort de Lamalgue, qui défend l'entrée de la grande rade. L'essentiel était de se rendre maître d'abord des dehors et de la campagne, afin de resserrer la garnison dans la ville, et d'exposer la flotte aux batteries de terre, qui, au moyen des feux convergens, dirigés de tous

les points de la circonférence, la forcerait d'évacuer la rade. Dès les premiers jours, on s'empara, à la droite, des hauteurs opposées au fort Malbousquet et à la grande redoute anglaise, et on y établit des batteries. On enleva le fort des Pommets, qui commande toutes les hauteurs au nord de la ville; on établit, alors, un camp sur la montagne des Arênes, ce qui coupa les eaux de la ville, et ferma le pont de la petite rivière de Laz.

A la division de gauche, les troupes s'établirent à la Valette, et de là, par des retranchemens et des batteries, s'approchèrent de la côte méridionale de la grande rade et des forts Lamalgue et Marguerite, qui les défendent. Les renforts n'arrivant que successivement, le siége se prolongeait, et les ennemis restaient maîtres des anciennes défenses, et de toutes celles qu'ils avaient construites. Le 10 frimaire an 2 (30 novembre 1793), les assiégés firent une grande sortie; six mille hommes passèrent la rivière de Laz, se portèrent en deux colonnes, l'une sur la hauteur des Arênes, l'autre sur les batteries opposées au fort Malbousquet. Les postes, d'abord surpris, reculèrent; les Anglais parvinrent jusqu'aux batteries des Arênes, et les enclouèrent; leur colonne de droite s'empara

aussi des postes et des batteries qui défendaient les gorges d'Ollioules, et déjà se portait sur le parc d'artillerie, dont elle était sur le point de s'emparer.

Cependant les généraux, accourus au premier feu, rallièrent les troupes et les ramenèrent. Dugomier se mit à la tête de l'attaque, derrière laquelle on reforma quelques bataillons épars; les postes, plus ou moins rapprochés, envoyèrent des renforts. Les chefs alors donnent l'exemple : cette foule, animée par la volonté et par la bravoure, les suit; on la conduit au poste des Arênes; elle le reprend, ainsi que les batteries; elle attaque, elle presse l'ennemi de toutes parts; elle l'oblige d'abandonner précipitamment le terrain, et de repasser la rivière de Laz; et elle le suit de si près dans sa retraite, qu'elle est près d'entrer avec lui dans le fort Malbousquet. C'est à la palissade de ce fort que l'histoire signale, pour la première fois, la bravoure du chef de bataillon Bonaparte, à peine âgé alors de vingt-quatre ans.

Dans cette action, le général Dugomier reçut deux coups de feu; et le général Ohara, arrivé récemment pour commander dans Toulon, fut fait prisonnier. Les assiégés augmen-

taient leurs défenses ; la saison s'avançait ; on avait toutes les forces que l'on pouvait espérer. On assembla un conseil de guerre, dans lequel on retrouve encore le nom de Bonaparte, et où l'on arrêta une attaque générale. A l'armée de droite, le général Dugomier fut chargé d'attaquer la redoute anglaise ; le général Mouret celle du fort Malbousquet, et le général Garnier celles des forts sur les hauteurs qui commandent la rivière de Laz. A la gauche, le général Lapoipe dut attaquer la montagne de Faron, et le général Laharpe les batteries qui, du cap Bron, dominent sur l'entrée de la rade. Le chef du génie Marescot dut concourir au succès de ces entreprises par tous les moyens de son arme. Le point le plus important était la grande redoute anglaise située sur le promontoire, d'où elle découvrait les deux rades, où les flottes combinées ne pourraient plus se maintenir, si les Français parvenaient à s'en emparer. D'après une reconnaissance faite par le général en chef, les dispositions furent prises pour faire l'attaque par trois colonnes, dont deux devaient tourner la redoute, afin de couper sa communication avec le camp anglais.

Après avoir ainsi disposé toutes les attaques, le 21 frimaire an 2 (14 décembre 1793), on

se mit en mouvement sur tous les points; à celui de la redoute anglaise, les deux colonnes qui devaient la tourner gravirent à l'envi la hauteur escarpée sur laquelle elle était placée; elles franchissent les obstacles; les soldats pénètrent par les embrasures des batteries; le feu d'un retranchement intérieur les oblige trois fois d'en sortir : dans une quatrième tentative, le poste est emporté, et tout ce qui peut se sauver gagne avec peine les embarcations. En même temps, la division aux ordres du général Mouret et celle aux ordres du général Garnier s'emparaient, l'une des deux forts Saint-Antoine, l'autre du fort Malbousquet; et les troupes qui défendaient ces postes se renfermaient dans Toulon. Au signal convenu, l'armée de gauche s'était aussi mise en mouvement; le général Laharpe, après avoir fait sauter la poudrière du cap Bron, avait attaqué dans cette position l'ennemi, qui, après cinq heures de résistance, s'était retiré dans le fort Lamalgue. Le général Lapoipe avait agi sur les hauteurs de Faron, au nord de la ville; et, après avoir emporté le fort situé sur les sommités, l'ennemi avait abandonné les postes inférieurs des forts Lartigue et Sainte-Catherine, qui se trouvaient alors entièrement exposés aux

feux plongeans de l'assaillant et à ceux du fort Faron. Une partie des troupes qui défendaient ces différens forts se rembarqua ; le reste se retira dans Toulon, où la confusion commençait à régner à un point extrême.

Les marins, craignant pour leurs vaisseaux, qui, dès ce moment, se trouvaient exposés aux feux des batteries de terre, dont les Français venaient de s'emparer, et qui les découvraient de tous côtés, voulurent se hâter de quitter les rades. Les troupes de terre ne voulaient pas s'exposer à tenir plus long-temps dans une place dont tous les dehors étaient occupés par un assiégeant victorieux ; et les habitans, en proie au désespoir et aux justes craintes d'un avenir menaçant, accroissaient le désordre et l'irrésolution. Bientôt cependant la mer se couvrit de légers bâtimens chargés de familles fugitives qui cherchaient sur la flotte ennemie un asile contre le ressentiment mérité de leur patrie ; mais plusieurs de ces bâtimens furent coulés bas, les uns par l'excès de leur charge, les autres par les batteries des rivages opposés, plusieurs par le canon même des vaisseaux anglais : néanmoins dix à douze mille habitans de Toulon évitèrent, de cette manière, la vengeance nationale. Les 27 et 28 frimaire an 2 (18 et 19

décembre 1793), les flottes espagnole et anglaise se réfugièrent aux îles d'Hières, en laissant encore quelques troupes dans la ville et dans le fort Lamalgue, pour protéger leur retraite : pendant qu'elle s'effectuait, on bombardait la ville. Enfin, après quatre mois de siége, l'armée républicaine rentra en possession, le 29 frimaire (20 décembre), d'une ville dont la trahison s'était emparée, et que la valeur venait de recouvrer. Toulon offrit alors le spectacle le plus affreux; les Anglais, avant de s'enfuir, avaient mis le feu à tous les vaisseaux français qu'ils n'avaient pu emmener; l'arsenal était embrasé, la ville presque déserte; on n'y rencontrait, pour ainsi dire, que des forçats qui, dans le bouleversement général, avaient brisé leurs fers. On s'occupa d'abord d'arrêter les progrès des incendies; on visita tous les magasins à poudre : on fit arriver une division de l'armée dans Toulon. Avant d'entrer dans la ville, on s'était emparé d'une grande abondance de porcs, de moutons et de bœufs, envoyés par le pape. On avait aussi trouvé une assez grande quantité de fourrages, de provisions de toute espèce, de tentes, d'équipages, et plus de cent pièces de canon, de gros calibre, dans les forts et les redoutes. En entrant dans

Toulon, on trouva deux cents chevaux espagnols, sellés et bridés, qui n'avaient pu être embarqués; environ trente mille charges de blé; plusieurs autres articles très-importans, et jusqu'au trésor des ennemis. Le 30 frimaire (21 décembre 1793), les représentans du peuple Barras, Fréron, Roberspierre le jeune, Salicetti, écrivirent au comité de salut public, pour faire part à la convention de cette importante nouvelle. [1]

La prise de Toulon donna un grand éclat au gouvernement conventionnel; tous ses ennemis au dedans et au dehors étaient vaincus, soumis ou découragés; le système d'opposition du Midi devenait impossible à suivre; les restes des partis opposans dans le Calvados, la Bretagne, Bordeaux, Marseille, se dérobaient aux vainqueurs; les Vendéens venaient d'éprouver une défaite totale; au Nord, depuis la bataille de Hondtschoot, on avait repris l'offensive; au Midi, l'armée des Alpes restait entièrement maîtresse du Mont-Blanc; l'armée d'Italie, sous les ordres du général Massena, avait terminé la campagne par un avantage brillant qui assurait les positions de l'armée pendant les quartiers d'hiver.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (18).

Une nombreuse garnison défendait le fort de Castel-Genet, situé sur la sommité d'une montagne; l'avantage du lieu donnait de grands moyens aux Piémontais pour se défendre; les soldats français avaient pris une pièce de canon, l'avaient portée l'espace de deux milles, et, la hissant, à force de bras, sur une hauteur qui dominait le fort, ils y avaient mis une batterie, et avaient bientôt obligé les Piémontais de se rendre.

Le fort pris, on s'était emparé successivement de trois camps et du poste de Figareto, le 21 brumaire (14 novembre); ce qui avait terminé la campagne dans cette partie des Alpes maritimes.

Ici, il est impossible de n'être pas étonné comment, malgré le changement continuel des généraux, les dénonciations dont ils étaient sans cesse entourés ou menacés, les contrariétés sans nombre qu'ils éprouvaient, la pénurie pour les munitions de guerre et de bouche, le despotisme des commissaires de la convention, au moment où Lyon soutenait un siége, et où Toulon se rendait aux Anglais et aux Espagnols, on avait mis encore autant de suite dans les opérations, autant de ténacité et de bravoure dans les attaques, et comment on avait contenu

l'ennemi par une défensive dont l'activité et la sagesse furent très-honorables aux armées françaises.

Au milieu de ces événemens, dont nous avons dû nous borner à indiquer la plus grande partie; après la déclaration de la guerre, l'expulsion des ministres patriotes, la déloyauté dans l'exécution du décret qui concernait la suppression de la garde du roi, l'entêtement à refuser la sanction au décret du camp sous Soissons, et à ceux contre les prêtres et les émigrés; après la journée du 20 juin, où la dignité royale avait été dégradée; après celle du 10 août, où la royauté avait été détruite; après celle du 2 septembre, où des hommes de sang avaient donné la mesure de toutes les horreurs dont ils étaient capables, la convention se permit, le 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793), la sentence inique et impolitique qui traîna l'infortuné Louis XVI sur l'échafaud, où sa femme et sa sœur ne tardèrent pas à le suivre. Ce prince, retenu dans l'ignorance des hommes, accoutumé à voir tout céder à sa volonté, ne pouvait avoir une idée juste d'une résistance durable, ni de la gravité des circonstances dans lesquelles il se trouvait; il les regardait comme une crise orageuse qui ne pouvait se prolonger,

et dont les moteurs se lasseraient les premiers. En conséquence, il crut pouvoir céder à ses conseils qui le poussaient à la résistance, et se perdit avec eux. On ne saurait s'empêcher de s'attendrir sur le sort de ce malheureux monarque, quand on lit que, dans le silence de sa prison, il regardait la Sierra-Morena, en Espagne, comme une terre de repos, comme un asile où les droits de père de famille et de cultivateur ne lui seraient pas disputés. La postérité impartiale lui reprochera peut-être d'avoir trompé la foi publique, en trahissant la nation au moment où il acceptait la constitution, et tandis qu'il faisait déclarer la guerre aux puissances coalisées en sa faveur. Tout le monde s'accordait à reconnaître en lui des mœurs pures, un jugement froid, l'amour et le desir du bien public, des intentions pacifiques; mais sa faiblesse creusa l'abyme où il précipita le trône et sa famille. Les conséquences de cet événement furent terribles; il divisa la convention en deux partis : celui qui avait voté la mort du roi, sentant bientôt que sa puissance reposait sur une injustice, se crut forcé d'exercer un pouvoir tyrannique; tout homme probe lui parut un juge redoutable : alors naquirent les délations, les destitutions, les persécutions, les

prisons, les tribunaux révolutionnaires, les échafauds, la mort, la tyrannie la plus atroce dont les annales de l'histoire aient été souillées.

Après cette catastrophe, Manuel, l'un des plus ardens amis de la liberté, écrivait à la convention, en lui envoyant sa démission : « Citoyens représentans, qu'avez-vous fait ? « Tels que vous êtes (la vérité m'échappe), oui, « tels que vous êtes, vous ne pouvez plus sauver « la France; et l'homme de bien n'a plus qu'à « s'envelopper de son manteau. » [1]

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (19).

FIN DU LIVRE DIX-NEUVIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE VINGTIÈME.

La mésintelligence se glisse parmi les coalisés. — Les Vendéens sont battus. — L'Angleterre fait de nouveaux efforts pour resserrer les nœuds de la coalition. — L'empereur vient joindre son armée près de Tournay. — Il y est battu, ainsi que le duc d'Yorck. — Pichegru s'empare d'Ypres, et menace les Pays-Bas. — Jourdan bat complètement Cobourg à Fleurus. — Il l'oblige de se retirer sous Maestricht. — Le duc d'Yorck s'était retiré sous Breda. — Les Français se trouvent les maîtres des Pays-Bas, et se disposent à entrer en Hollande. — Sur le Rhin, ils menacent Manheim et Mayence. — Du côté de l'Italie, ils ont déjà dépassé Oneille et Loano, et marchent sur Ponte-di-Nava et Ormea. — Même succès depuis le col de Tende jusqu'au mont Saint-Bernard. — Le général Dumerbion bat les coalisés à Cairo. — Il ne profite pas de sa victoire. — Événemens du 8 thermidor. — Legendre chasse les jacobins de leur club. — La terreur cesse peu à peu d'étendre son voile sanglant sur la France. — Usurpation et partage de la Pologne. — Prise de la Hollande. — Les armées des Alpes et d'Italie soutiennent la défensive, et, malgré la très-grande supériorité de l'ennemi, il ne peut réussir à pénétrer sur le territoire de la république. — Paix conclue avec l'Espagne, la Prusse, quelques états de l'empire germanique. — La convention est attaquée le 1er prairial. — Le représentant Ferraud est assassiné. — Le 3 prairial, la convention fait marcher des troupes contre le faubourg Saint-Antoine. — Les rebelles se soumettent. — La convention nomme une commission pour rédiger une nouvelle constitution.

LIVRE VINGTIÈME.

Depuis la mort de Louis XVI et la reprise de Toulon, jusqu'à la formation du directoire exécutif.

Du 2 pluviose an 1er (22 janvier 1793) au 14 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795).

On avait dit à la tribune de la convention nationale que le cri de la victoire avait retenti des bords du Var à ceux du Rhin. En effet, placés entre l'échafaud de leurs tyrans et le canon de leurs adversaires, les Français avaient méprisé les dangers du dedans, avaient triomphé des périls du dehors, et la patrie avait dû à la fois au courage de ses guerriers et son salut et sa gloire.

Les Autrichiens, pressés par des bataillons nombreux, étaient battus près de Maubeuge, et contraints de se retirer dans la forêt de Mormale.

Sur le Rhin, les succès avaient été encore plus rapides et plus décisifs ; les Prussiens et les Impériaux s'étaient emparés des lignes de la Lauter, de Weissembourg, du Fort-Louis ; ils avaient investi Landau, et repoussé les Fran-

çais jusqu'à Strasbourg et Saverne : heureusement le duc de Brunswick, qui poussait ces opérations avec ardeur, avait été contrarié dans ses plans par les Autrichiens.

Le général Hoche qui avait battu, près de Sarbruck, un corps d'armée prussienne, s'était réuni, dans les premiers jours de frimaire (6 novembre), au général Pichegru : ils avaient emporté à la baïonnette la redoute de Frechewiler, près de Werth ; et les Prussiens étant chassés de ce passage, les Autrichiens avaient évacué la redoute d'Haguenau.

En vain le duc de Brunswick avait-il rallié, l'épée à la main, ses troupes découragées, la valeur brillante qu'il avait déployée dans cette circonstance n'avait eu d'autre résultat que d'empêcher la retraite de devenir une déroute complète ; les troupes françaises, profitant de leurs avantages, avaient repris Weissembourg, le prince de Hohenlohe avait levé le siége de Landau, le général Wurmser avait repassé le Rhin, et le duc de Brunswich s'était retiré sur Mayence.

Du côté des Pyrénées occidentales, les Espagnols avaient été battus dans la vallée de Bastan, et forcés de repasser en désordre la Bidassoa ; vers les Pyrénées orientales, après

avoir laissé prendre Vernet, ils avaient perdu la bataille de Peyre-Tortes, où sept mille cinq cents Français avaient défait quatorze mille Espagnols, pris leur camp, vingt-six pièces de canon, quatre obus, une forte somme d'argent, tué environ mille hommes, blessé deux cents, et fait seize cents prisonniers. On leur avait pris en outre une grande quantité de postes, et on les avait chassés des hauteurs voisines de Villelongue.

Du côté du Var, Toulon venait d'être repris. Il semblait que les braves défenseurs de la patrie voulaient effacer, par leurs hauts faits, la honte dont on s'était couvert en France par tant de jugemens iniques et d'exécutions injustes.

Enfin la mésintelligence commençait à se glisser parmi les coalisés. L'Empereur, mécontent de voir Frédéric Guillaume s'emparer de Dantzik, de Thorn et d'une partie de la grande Pologne, venait d'ordonner l'évacuation de l'Alsace, et de se borner à la défensive : tandis que le prince de Brunswick écrivait au roi de Prusse, d'Oppenheim, en quittant le commandement de l'armée, le 14 nivose (6 janvier),[1] pour se plaindre que l'égoïsme

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (20).

et la défiance avaient détruit toutes les mesures prises par les armées combinées. En même temps l'Empereur, rappelant à tous les états de l'Empire les périls que courait l'Allemagne, invitait tous les cercles à se lever en masse ; mais sa demande était mal accueillie ; on ne croyait pas dans l'Empire à l'impossibilité de la paix ; et l'ambition des grandes puissances, qui voulaient démembrer la France, n'était point approuvée par les princes allemands, à qui la guerre offrait beaucoup de dangers sans aucun espoir d'indemnité. Frédéric Guillaume, sur-tout, s'opposait le plus hautement à la levée en masse des peuples de la frontière. D'un autre côté, on soupçonnait l'Autriche de traiter avec la France. Enfin le roi de Prusse, ne pouvant pas supporter plus long-temps les dépenses d'une guerre aussi coûteuse, exigeait les indemnités qui lui étaient dues, il demandait que les cercles se chargeassent de l'entretien de son armée.

Sur le refus des cercles, au mois de pluviose (mars), le roi avait signifié qu'il ne fournirait plus que son contingent, comme électeur de Brandebourg, et avait ordonné au général Mellendorf, qui avait remplacé le duc de Brunswick, de se retirer sur Cologne, en

laissant vingt mille hommes sous le commandement du général Kalkreut.[1] Cette défection du roi de Prusse avait encouragé les puissances neutres à résister aux menaces de l'Angleterre, qui voulait les forcer à prendre part à la guerre.

Les Vendéens, faute de secours, venaient d'être battus à Noirmoutiers, et avaient échoué dans leurs attaques sur Granville ; dès cet instant ils ne furent plus en état de résister à leurs ennemis.[2]

L'Angleterre, ayant manqué l'occasion favorable de ruiner la France par la guerre civile, résolut de s'emparer des colonies françaises en Amérique; et, pour n'être pas troublée dans cette entreprise, chercha tous les moyens de rendre la guerre du continent plus active; en conséquence elle fit un traité avec le roi de Sardaigne, prêta de l'argent à l'Empereur, et assura des subsides au roi de Prusse.[3]

Cependant, soit que la division d'intérêt et d'opinion, soit que le refroidissement pour la destruction de la France, et la désunion parmi

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (21).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (22).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (23).

les coalisés, aient été ou non une des causes des premiers avantages dont se glorifia cette nation, il n'en exista pas moins, dès cet instant, une énergie vraiment aussi étonnante qu'inconnue jusqu'alors. On doit dater de cette époque, non pas les premiers prodiges de valeur des armées françaises, mais une espèce d'émulation entre elles, qui signala continuellement une bravoure peut-être sans exemple, des hauts faits vraiment surnaturels, et une suite étonnante de succès ou de conquêtes. En effet, on vit, dès cette époque, les armées françaises combattre contre les troupes les mieux exercées et les mieux disciplinées de la très-grande majorité des puissances de l'Europe, remporter contre elles des victoires sur tous les points de l'hémisphère. Ainsi, en même temps que de nouveaux ministres du Seigneur, autorisés par le gouvernement, ne pouvaient établir la moindre stabilité dans le nouveau clergé; que de nouveaux magistrats, de nouveaux administrateurs amovibles ne pouvaient mériter de la part du peuple une confiance indispensable dans leurs fonctions; des sous-officiers et des soldats, s'élevant en grade sur les débris des institutions royales, devenaient, les uns des officiers distingués;

les autres des généraux dont la conduite, la hardiesse, l'ardeur et les succès étonnaient les officiers vieillis sous les armes, et qui avaient joint à l'expérience, acquise pendant la guerre, une étude assidue de cet art pendant la paix. Une nécessité continuelle de vaincre ou de mourir n'aurait pas même laissé le temps de recourir à des principes. On ne connaissait q'une émulation, celle de contribuer à la victoire ; la célérité des mouvemens, la multiplicité des actions entraînait la volonté, et nécessitait une audace, une témérité couronnées de succès presque toujours inattendus, auxquels la prévoyante et prudente sagesse n'aurait jamais permis de se livrer, tant les chances auraient paru peu favorables, et les tentatives trop hasardées. Ce fut cependant avec ces élémens de soldats, de sous-officiers, d'officiers et de généraux nouveaux, sans expérience ; ce fut avec des hommes mal vêtus, à peine nourris, mal armés, non payés, jamais exercés, couchant sur la terre, ne se plaignant jamais, allant au combat en chantant, ne respirant que le bonheur et la gloire de leur patrie, que le monde étonné vit exécuter, dans toutes les saisons et sous tous les climats, des prodiges que l'histoire osera à

peine transmettre à la postérité, et dont nos arrière-neveux douteront peut-être.

Avant l'ouverture de la campagne, les coalisés avaient tenu un grand conseil de guerre en Flandre, où l'on avait arrêté toutes les opérations; mais le duc d'Yorck, ne voulant pas servir sous les ordres d'un général autrichien, l'empereur François II, pour terminer toutes les contestations, s'était déterminé à venir se mettre lui-même à la tête de ses troupes; sa présence en avait ranimé l'ardeur, et leur première opération avait réalisé les espérances que tant d'efforts réunis avaient fait concevoir. Après avoir battu les Français à Cateau-Cambrésis, les coalisés avaient assiégé Landrecy, et, dès le commencement de la campagne, ils se trouvaient à quarante lieues de Paris; mais ce fût là le terme de leurs prospérités. Après plusieurs combats, plusieurs succès alternatifs, Clairfait avait été repoussé près de Tournay. Les Français, après avoir forcé le passage de la Sambre, avaient fait de vains efforts pour chasser le général Kaunitz de sa position, entre Rocroy et Bitche. L'Empereur, arrivant alors à Tournay, avait formé le plan d'une attaque générale; elle devait se faire sur trois colonnes; la première sous le comman-

dement de l'empereur et du prince de Cobourg; l'autre sous celui du prince Charles et de Clairfait; le duc d'Yorck et le colonel Mak étaient chargés de la troisième. Ces trois colonnes furent battues par les Français; la cavalerie hanovrienne, culbutée, mit le désordre dans l'armée du duc d'Yorck, qui ne dut son salut qu'à la vîtesse de son cheval. Après ce revers, les alliés avaient repris leur position près de Tournay, et ils y avaient été attaqués de nouveau par les Français, qui y avaient perdu douze mille hommes. D'un autre côté, Kaunitz et Beaulieu avaient remporté quelques avantages, l'un sur la Sambre, l'autre près de Bouillon; mais tous ces combats n'étaient que le prélude d'actions plus importantes, et d'événemens plus décisifs.

Les Français, pressés par les circonstances, stimulés par un gouvernement terrible, et animés par cet enthousiasme qui franchit tous les obstacles, avaient changé totalement de tactique; profitant de la supériorité de leur nombre, et comptant pour rien les places fortes qu'ils laissaient derrière eux, ils avaient déconcerté, par des marches hardies, le systême prudent et méthodique de leurs adversaires. Leur valeur tumultueuse et bouillante avait

triomphé de l'ordre, de la discipline des Autrichiens, qui voyaient la baïonnette française braver leur artillerie et forcer leurs retranchemens les plus redoutables.

Tandis que le général Jourdan occupait la gauche des ennemis; que le général Pichegru, à la tête d'une armée française, battait les Anglais dans la Flandre occidentale, s'emparait d'Ypres, et menaçait les Pays-Bas, une autre armée française marchait vers le duché de Luxembourg, forçait Kaunitz et Beaulieu de se retirer. Dans cette crise périlleuse, le prince de Cobourg, voulant tenter un dernier effort, avait marché pour secourir Charleroy, dont il ignorait la reddition. Jourdan l'avait battu complètement à Fleurus. Cette victoire, plus célèbre que celle de Jemmapes, avait été décisive. Le prince de Cobourg, battu par quatre-vingt mille hommes, et craignant d'être tourné par une autre armée de soixante-dix mille, qui venait de vaincre le duc d'Yorck et Clairfait, et de prendre Ypres, menacé d'un autre côté par la troisième armée française qui forçait Beaulieu à évacuer Namur, avait en vain voulu tenir quelque temps dans la forêt de Soignes; il y avait perdu sept mille hommes, en avait été chassé, et s'était retiré sur Maes-

tricht. Le duc d'Yorck, tardivement secouru par le lord Moira, avait fait sa retraite sur Breda : dès cet instant, l'empereur, perdant toute espérance, était retourné à Vienne, laissant son armée, vaincue à Fleurus et sur la Roër, forcée de revenir en Allemagne.

A la suite de ces victoires, les Français s'étaient emparés sans obstacle de tous les Pays-Bas; ils avaient repris Valenciennes, Condé, Lequesnoy, Landrecy, qu'ils avaient laissés derrière eux, et ils se préparaient à porter la guerre en Hollande.

Sur le Rhin, les Autrichiens et les Prussiens avaient également été battus; les Français menaçaient Manheim et Mayence.

Ainsi avait fini, dans le Nord, la campagne de la seconde année de la république (août 1794), qui avait ressuscité de si brillantes espérances, et qui se termina par la défaite de ces formidables armées dont les maîtres semblaient, quelques mois auparavant, n'avoir à s'occuper que du partage de leurs conquêtes.

Mais, pendant que les armées françaises s'immortalisaient sur les bords du Rhin, en Flandre, dans les Pyrénées, et obtenaient partout des avantages qu'on ne devait pas attendre de leur inexpérience dans l'art de la guerre,

elles n'acquéraient pas moins de gloire vers l'Italie, où leurs succès étaient encore plus décisifs. Maîtres du pied des Alpes, depuis le lac de Genève jusqu'à la Méditerranée, les Français attendaient avec impatience le moment favorable pour commencer les attaques qu'ils avaient projetées sur les différens points des Alpes par où ils pouvaient pénétrer dans les états du roi de Sardaigne. Ce prince, tremblant pour son trône, effrayé des victoires, des maximes et des partisans des Français, même parmi ses sujets, s'était empressé de mettre sous la protection de l'Autriche, Tortone, Alexandrie, Saravalle, dont s'étaient emparés les généraux autrichiens, abandonnant la défense de la Lombardie à des milices, en attendant un corps de troupes que l'empereur faisait marcher sur Mantoue.

Ainsi la droite de l'armée piémontaise se prolongeait sur les hauteurs de Valdieu; la gauche s'appuyait sur Coni; le centre n'était pas éloigné de San-Dalmazo; et la cour de Turin, ayant vu échouer sa dangereuse tentative d'une levée en masse, comptait encore, pour la sûreté de l'intérieur du pays, sur quinze mille étudians appelés à s'enrôler, soixante bataillons demandés aux barons, vingt esca-

drons projetés, et un corps de cavalerie napolitaine qui était sur le point d'arriver : pour l'extérieur et ses côtes de la Méditerranée, sur une escadre anglaise qui croisait dans les mers de Toscane et de Gènes. Outre le desir des Anglais d'être les maîtres de ces mers, ils voulaient maintenir le grand duc dans la coalition, et forcer les Génois d'y entrer : ceux-ci s'obstinaient à conserver la neutralité, autant que pouvait le faire un état faible, à demi révolutionné, entouré de grandes puissances, qui, en invoquant sa neutralité, ne craindraient pas de la violer dès l'instant où elles le croiraient utile à leurs intérêts ou à leurs projets. [1]

Au moins chercha-t-on, du côté des Français, à colorer, par des formes diplomatiques, la conduite que l'on tint avec Gènes dans la position où l'on se trouvait, et d'après le projet arrêté au comité de salut public, d'enlever au roi de Sardaigne le port et la ville d'Oneille, seule place qui lui restait pour communiquer avec les Anglais, ses protecteurs, et avec l'île de Sardaigne. Oneille servait aussi de retraite aux corsaires des puissances coalisées, qui interceptaient le commerce de Marseille avec la

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (24).

côte de Gènes. Pour arriver à Oneille, il fallait traverser quelques lieues du territoire génois. Le sénat, qui voulait maintenir sa neutralité, étayait le refus qu'il faisait d'accorder le passage, de l'appréhension assez bien fondée que les Autrichiens, sous les ordres du baron de Wins, n'exigeassent la même condescendance, et que la république ne devînt le théâtre de la guerre : mais que peuvent les raisons diplomatiques contre la volonté du plus fort? Il importait aux Français d'appuyer le succès de leurs armes dans le Midi par un succès politique, et la force seule pouvait le leur procurer. Néanmoins on voulut conserver l'honneur des procédés; et, soit pour gagner le gouvernement de Gènes, ou seulement pour tranquilliser le peuple, les représentans Riccord, Salicetti et Roberspierre jeune, adressèrent, le 10 germinal an 2 (30 mars 1794), une proclamation aux Génois, qu'ils terminaient par l'engagement formel de la discipline la plus exacte dans l'armée française.[1]

Après cette proclamation, le général Dumerbion fit ses dispositions le 17 germinal an 2 (6 avril 1794); il fit attaquer le camp de Fougasse

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (25).

par le général Bizannet, qui l'enleva le même jour; et, le lendemain, le général Macquart enleva tous les postes aux environs de Breglio. Pendant ces différentes opérations, qui occupaient les ennemis du côté de Saorgio, le reste de l'armée d'Italie marchait, par la Corniche, sur Oneille : afin de l'arrêter, les Piémontais avaient occupé et fortifié les hauteurs de Sainte-Agathe; mais ces obstacles, loin d'arrêter les soldats républicains, ne servirent qu'à enflammer leur courage. Déjà ils ont entraîné des canons sur des montagnes inaccessibles; déjà ils ont gravi les hauteurs de Sainte-Agathe; et la rapidité avec laquelle ce poste a été enlevé a imprimé une telle épouvante, qu'Oneille n'a pas tardé à être évacué et abandonné par les troupes sardes, qui se sont retirées en désordre dans les gorges des Apennins, et s'y sont empressées d'y aller calomnier les troupes françaises et augmenter la terreur qui les avait précédées. Les ennemis avaient affecté de répandre dans les campagnes que les Français, par-tout où ils passaient, mettaient tout à feu et à sang, et se faisaient un jeu des viols, des sacriléges et du pillage : ces bruits avaient produit les plus terribles effets; quarante mille ames avaient fui d'Oneille, et on ne rencontrait dans

cette ville ni femmes, ni enfans, ni vieillards. On doit sentir combien une pareille émigration, en jetant l'épouvante parmi les peuples ignorans des campagnes, devait multiplier les obstacles et rendre toujours plus difficile l'exécution des projets des généraux français et des représentans du peuple : il fallait donc se hâter de détromper tous ceux des habitans, sur-tout de la campagne, avec lesquels on pourrait communiquer. Les soldats ne touchèrent à aucune image, à aucune statue religieuse, dans ce pays, où toutes les murailles en étaient couvertes; ils ne contrarièrent aucun préjugé; ils respectèrent tous les usages; bivouaquant sur des champs d'orangers, éprouvant le besoin d'étancher leur soif, ils respectèrent et les arbres et les fruits; quelques-uns d'eux même, s'étant couchés par mégarde sur des feuillages qu'ils croyaient inutiles, offrirent de les payer, sur la simple réclamation du propriétaire. Ils surent ainsi se rendre dignes de l'estime générale, ôter jusqu'au moindre prétexte à la calomnie, et s'attirer bientôt la confiance et l'admiration des habitans des villes et des campagnes.

On trouva dans Oneille douze pièces de canon, que les ennemis n'avaient pas eu le temps d'enclouer. La prise de cette ville augmenta

l'espèce de stupeur qui s'était emparée de la cour de Turin; elle alla même, dit-on, jusqu'à faire former au roi le projet de sortir du Piémont. Outre la dernière insurrection de Canale, il venait de s'en manifester une nouvelle dans les collines de Saint-Damien; ce qui n'était pas fait pour tranquilliser un roi déjà effrayé, qui, d'un côté, voyait ses états ou envahis ou attaqués là où les Français n'avaient pas encore pu pénétrer; qui, de l'autre, voyait les préparatifs qui se faisaient pour le rassemblement des troupes de la coalition, porter un caractère de lenteur et de découragement que la bravoure et l'audace des troupes françaises semblaient encore augmenter.

L'Italie, en paix depuis plus de quarante-cinq ans, livrée au luxe et à la mollesse, ayant perdu jusqu'aux moindres idées militaires, soumise au despotisme de ses gouvernans et à l'intolérance de ses prêtres, impuissante dans ses moyens d'attaque ou de défense, ne pouvait songer ni à procurer des forces aux puissances coalisées, dont elle avait si imprudemment promis de servir les passions et de seconder les projets ambitieux, ni à résister chez elle à l'irruption des Français, si jamais ils réussissaient à franchir entièrement les barrières qui

s'opposaient encore à leur entrée en Italie.

Cependant la prise d'Oneille n'était que le prélude de succès plus importans : après s'en être rendu maître, ainsi que de Loano, le général Massena s'était porté, le 27 germinal (16 avril 1794), sur Ponte-di-Nava; ce point important et redoutable était défendu par quinze cents Autrichiens que le général fit attaquer avec une telle vivacité, qu'on ne leur donna pas même le temps de faire usage de leur artillerie; on leur passa sur le corps, après en avoir tué une centaine; et l'on marcha vers la ville d'Ormea, dans laquelle on entra le 28 germinal (17 avril), l'épouvante en ayant déjà chassé et dispersé dans les montagnes la garnison; après y avoir abandonné douze pièces de canon, quarante barils de poudre et trois mille fusils : quoique très-avantageusement situé, le fort d'Ormea suivit le sort de la ville, en se rendant à la première sommation, et en consentant à ce que la garnison, de quatre cents Autrichiens, fût prisonnière de guerre. Le lendemain 29 germinal an 2 (18 avril 1794), on envoya un trompette sommer Garrisio, à trois lieues d'Ormea, et Garrisio ouvrit ses portes. On trouva dans Ormea six mille mines de blé, des farines pour le service journalier des troupes,

beaucoup de riz et une superbe manufacture de draps, qui put en fournir sur-le-champ une grande quantité à l'armée; il s'y trouva, en munitions de guerre, mille fusils de calibre, un grand nombre de fusils de chasse, quarante barils de poudre, dix mille cartouches, autant de pierres à fusil, deux belles pièces sur affût de campagne, dix pièces de bronze fondues sous Louis XIV, et différens effets d'armement et d'approvisionnement. On y fit soixante-onze prisonniers; et cent seize déserteurs, venant d'Ormea, se rendirent à Nice. En se décidant à attaquer Oneille, on avait arrêté de mettre en mouvement, dans le même instant, toute la ligne des troupes qui bordaient les Alpes depuis le Faussigny jusqu'au comté de Nice: en conséquence, d'après les ordres donnés par le général Dumas vers la gauche, le 5 floréal an 2 (24 avril 1794), le général Bagdelone, après avoir bivouaqué deux jours sur les plus hautes montagnes, attaqua, par leur droite et par leur gauche, les trois fortes redoutes du mont Valaisin, à la pointe du jour, après avoir marché dix lieues dans la neige, sur la crête des montagnes: ces redoutes emportées, on s'était empressé d'en tourner l'artillerie sur celle de la chapelle du petit Saint-Bernard, qui fut bien-

tôt évacuée. Il en fut de même, le 8 floréal (27 avril 1794), pour le poste important de la Tuile; les redoutes du lac Ardente, de Sels et de la Briga. Les Piémontais, effrayés, prirent la fuite de toutes parts, et, après avoir abandonné leurs redoutes, se retirèrent en hâte sur la ville d'Aoste, au bord de la Doria, poursuivis par les Français plus de trois lieues au-delà des postes qu'ils venaient d'abandonner. Les fruits de cette victoire furent vingt pièces de canon, plusieurs obusiers, deux cents fusils, treize espingoles, plus de deux cents prisonniers.

Vers le centre, on devait attaquer le Mont-Cenis, défendu alors par toutes les troupes piémontaises que le général Kellerman avait forcé d'évacuer la Tarentaise et la Maurienne, lors du siége de Lyon; mais, pour réussir avec plus de facilité dans cette expédition, pendant qu'une partie de l'armée marchait par la Maurienne, une division de trois mille hommes, assemblée à Briançon, après s'être emparée des forts Miraboux, Maupertuis et du poste des Prats, s'était portée dans les vallées de Bardonauche et de Sézanne, s'était emparée d'Oulx, *Locellum*, dont parle César dans ses Commentaires, avait pris Fenestrelles, et s'était avancée presque sous le canon d'Exiles. En même temps,

les troupes françaises rendues à Lunebourg, ayant à gravir le fameux Mont-Cenis, une première colonne, sous les ordres du capitaine Cherbin, s'était emparée, à la droite de cette montagne, aux cris de *vive la république !* des redoutes des Rivets et de la Ramasse, dont elle avait tourné l'artillerie contre les ennemis, et s'était ensuite rendue maîtresse de toutes les autres redoutes. Une seconde colonne, sous les ordres du général Bagdelone, avait tourné l'ennemi pendant l'attaque de la première, en franchissant des précipices affreux, et forcé les Piémontais à abandonner leur superbe et nombreuse artillerie, leurs équipages et des magasins considérables en munitions de guerre et de bouche. Les Français les avaient ensuite poursuivis jusqu'aux bourgs de Ferrières et de la Novalèse, où ils avaient établi leurs avant-postes, après avoir tué ou fait prisonniers huit ou neuf cents hommes, pris vingt pièces de canon, plusieurs obusiers et une grande quantité de munitions et de provisions de toute espèce, quoique l'ennemi, en fuyant, eût mis le feu à ses magasins.

Ainsi le Mont-Cenis était enlevé dans le centre, tandis qu'à la droite, pénétrant en Piémont par le col de l'Argentière, on s'emparait

de la vallée de Sture et du poste des Barricades ; ce qui mettait à même d'établir bientôt la communication entre l'armée française des Alpes et celle d'Italie. Pendant ces succès de l'armée des Alpes, celle d'Italie ne s'était pas bornée à ses premiers avantages. Une colonne de dix mille hommes, après s'être emparée de Lentosca et de Belvedère, menaçait les camps de Marle et de Rauss. Le Mont-Saint-Pélerin, sur les frontières de Gènes et du Piémont, venait d'être emporté; le 10 floréal an 2 (29 avril 1794), les forts de Saorgio, Rocabilière et Saint-Martin, avaient été pris. Dès-lors les ennemis avaient été forcés d'abandonner leur camp des Sources et celui de Rauss. Le général Serrurier s'était porté en avant, dans la vallée de Blouro : partout les Piémontais avaient été complètement battus; on leur avait pris plus de soixante pièces de canon de tout calibre, une grande quantité de munitions, et on leur avait fait environ deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient quelques officiers de marque. Ainsi, repoussés de toutes parts de leurs forts et de leurs positions, les Piémontais voyaient leur système de défense détruit ; toutes leurs forces étaient isolées, leur ensemble était rompu, et la terreur qui s'était répandue parmi eux avait

bientôt été suivie du désordre et de la déroute.

Cependant le but des généraux français de l'armée d'Italie n'était pas encore rempli; aussi les généraux Macquart et Massena attaquèrent, le 19 floréal an 2 (8 mai 1794), les Piémontais placés sur les hauteurs qui dominaient l'embranchement du chemin de la Briga avec celui de Tende, où ils semblaient vouloir intercepter la communication des armées françaises sur les Alpes : en vain les ennemis, au nombre de plus de huit mille hommes, voulurent-ils opposer de la résistance; attaqués par trois colonnes, ils furent complètement battus et poussés jusqu'au-delà du village de Tende, dont on s'empara, et où l'on se posta. Néanmoins, instruits par les déserteurs et les prisonniers que les Piémontais étaient dans le dessein de ne s'arrêter au col de Tende que pour assurer l'évacuation de leur magasin, et entrer ensuite dans le Piémont, les généraux ne leur en donnèrent pas le temps : les monts escarpés, les neiges dont ils étaient couverts, les hauteurs jusqu'alors inaccessibles, rien n'arrêta les Français dans leur poursuite; les magasins furent pris; et, à la suite de pareils prodiges, les plaines du Piémont dûrent s'attendre à être bientôt témoins de la valeur et

de l'énergie de ces intrépides républicains. [1]

Après ces différentes actions, le roi de Sardaigne, voyant son armée diminuer et ses finances s'épuiser, créa des billets de crédit, et, afin de se procurer des soldats, accorda une amnistie à tous les déserteurs.

En même temps, dans l'état de Milan, on s'efforçait de faire des recrues, en leur promettant, outre l'engagement d'usage, une assignation de 100 livres, payable à la fin de la guerre, à 6 pour 100. De pareils moyens employés pour avoir des soldats n'annonçaient pas une grande ardeur de la part des peuples de la Lombardie, pour aller se mesurer avec les Français.

Aucune des cours de l'Italie, engagées dans la coalition, n'était tranquille; chacune tremblait de payer bien cher son imprudence. La consternation qui régnait dans Turin était extrême. Pendant que l'on y faisait porter à la monnaie l'argenterie des églises, celles-ci retentissaient des prières qu'on adressait à l'Éternel, pour qu'il daignât s'opposer aux malheurs dont on était menacé. On voyait accourir de tous côtés les habitans du Piémont, qui venaient s'entasser dans la capitale. Le roi avait

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (26).

déjà fait partir beaucoup de ses effets pour l'intérieur de l'Italie. Une insurrection, qui venait d'éclater en Sardaigne le 25 floréal an 2 (5 mai 1794), augmentait encore les inquiétudes; le peuple de Cagliari, aigri par l'orgueil du vice-roi et de tous les fonctionnaires royaux, les avait embarqués et portés à Livourne, à l'exception du vice-roi, qui avait été gardé à vue dans le golfe. On crut en même temps avoir découvert à Turin une conspiration, qui tendait à s'emparer de la citadelle, de l'arsenal, de la famille royale, à la faveur d'un tumulte auquel devait donner lieu l'incendie du théâtre.

Ces différens événemens firent prendre à la cour de Turin des mesures de répression qui augmentèrent les mécontentemens; enfin elle eut l'imprudence de faire publier un édit qui mit le comble aux alarmes du peuple, et augmenta les dangers dont la cour était menacée. Tous les habitans capables de porter les armes, de quelque condition qu'ils fussent, devaient se tenir prêts à marcher contre l'ennemi quand ils en seraient requis par le tocsin. [1]

Les succès des Français continuaient. Le 23

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (27).

prairial an 2 (11 juin 1794), le général Almeyras battit quinze cents Piémontais dans la vallée d'Aoste; le 29 du même mois (17 juin), le général Bagdelone les repoussa en avant du petit Saint-Bernard. Du côté de la Méditerranée, la garnison de Loano, après avoir mis en fuite quatre mille Piémontais, les chassa de la Pietra, le 15 messidor (3 juillet). Le général Lebrun, après s'être emparé, le 26 messidor (14 juillet), dans le comté de Tende, du village de Vernante, sur le seul chemin qui sert de passage, par les Alpes, de Tende à Coni, prit de vive force, le 8 thermidor (26 juillet), le village de Rocavione, sur la rive gauche du Gesso, aussi sur le chemin de Tende à Coni, mais beaucoup plus près de cette dernière ville.

Enfin, les quatrième et cinquième jours des sans-culottides de l'an 2 (19 et 20 septembre 1794), le général Dumerbion, ayant marché contre dix à douze mille Autrichiens, qui, après s'être postés entre Finale et Acqui, et avoir poussé leurs avant-postes sur le territoire de Gènes, menaçaient de s'emparer de Savone, au moyen d'une grande route qu'ils venaient d'ouvrir sur ce point,[1] chassa, d'abord le 4, les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (28).

Autrichiens des villages de Mollare, de Pallare et de la plaine de Carcare, d'où ils filèrent, pendant la nuit, sur Dégo et Cairo, où était leur camp. Il les suivit ensuite le 5 avec une telle rapidité, qu'il les atteignit à Cairo, lorsqu'ils étaient occupés à couvrir leur retraite et à faire filer leurs équipages. Quoique le jour fût très-avancé, le général Dumerbion, profitant de la bonne volonté et de l'ardeur de ses troupes, attaqua l'ennemi sur tous les points; et, malgré la résistance opiniâtre qu'il mit à défendre les positions avantageuses qu'il avait prises pour couvrir sa retraite, il n'en fut pas moins chassé à la baïonnette en moins d'une heure et demie de jour qui restait. L'ennemi perdit dans cette action plus de mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et ne dut son salut qu'à la nuit, dont il profita sagement pour s'échapper : sa déroute fut telle cependant, qu'il laissa une partie de ses blessés, et abandonna ses magasins remplis de vivres et de fourrages.

Les Français bivouaquèrent sur le champ de bataille. L'on peut raisonnablement présumer que, s'ils avaient voulu profiter de leur victoire, ils auraient facilement poussé au moins jusqu'à Bastogno, et même jusqu'à Acqui, sur la Bor-

mida ; mouvement qui pouvait s'opérer en moins de quatre marches, pendant lesquelles le général Massena, qui se trouvait à Garesio, aurait pu, en suivant le Tanaro, se porter sur Ceva et Mondovi, et pousser peut-être jusqu'à Cherasco, au confluent du Gesso et du Tanaro : ce qui, en procurant aux armées françaises l'avantage de prendre des quartiers d'hiver dans le Mont-Ferrat, leur aurait assuré les moyens de commencer la campagne de l'an 3 (septembre 1794), en dégageant les passages des Alpes, en avançant dans le Mont-Ferrat, et en entrant dans l'Alexandrin, le Tortonaise, etc. Des personnes qui prétendent être très-instruites, accusent le représentant Albitte de s'être opposé au desir du général Dumerbion de marcher en avant, et de profiter de la défaite et de l'épouvante des Autrichiens pour pénétrer plus avant dans le Piémont.[1] Quelle qu'ait été la cause d'une faute aussi capitale, elle n'en contribua pas moins à retarder de plus d'un an l'entrée des armées françaises en Italie. En effet, les Français étaient, il est vrai, maîtres du sommet des Alpes partout où ces montagnes étaient accessibles aux hommes, tant en Savoie que dans le comté de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (29).

Nice; mais, lorsqu'après avoir escaladé ces rochers couverts d'une neige aussi ancienne que le monde, on voulait pénétrer dans le Piémont, soit par le col de Tende ou par le Mont-Cenis, il fallait prendre la ville de Coni et celle de Suse : la difficulté de réussir dans l'une ou l'autre entreprise était connue de tous les militaires. Nous avons déjà vu que Coni avait inutilement été assiégé en 1744 par le prince de Conti, après une campagne très-brillante; les fortifications de cette place avaient été depuis considérablement augmentées. La ville de Suse, bâtie dans un défilé appelé le Pas de Suse, n'était pas une place très-fortifiée par elle-même; mais elle est gardée par deux forts : le plus considérable est celui de la Brunette, dont les ouvrages, creusés dans le roc, sont impénétrables au canon.

Cependant les obstacles qui s'opposaient à la conquête de ces deux places étaient moins dans la bonté des fortifications que dans leur position topographique. Dans les gorges des Alpes, un siége ne peut être continué long-temps; les neiges qui couvrent tous ces défilés les rendent inaccessibles, jusqu'au mois de mai, à un convoi d'artillerie; et, lorsque la fonte des neiges commence, les moindres ruisseaux se changent

en fleuves rapides, qu'il est impossible de franchir. Ce n'est que dans les premiers jours de juin, après l'écoulement des grosses eaux, qu'on peut rassembler dans ces agrestes contrées tous les préparatifs nécessaires pour tenter un siége; mais, dès la mi-septembre, les neiges qui commencent à tomber mettent fin à ces entreprises.

Ce furent ces difficultés locales qui sauvèrent Coni en 1744. Le commandant, sachant que l'hiver combattrait bientôt en sa faveur, se défendait avec obstination; et, lorsque les Français se flattaient de jouir de leur triomphe, l'abondance des neiges les força de revenir dans le comté de Nice, pour éviter cet inconvénient.

Nous avons déjà fait connaître comment les Français, maîtres de nouveau du comté de Nice, après la révolution de Gènes en 1746, ayant voulu pénétrer en Piémont par le Mont-Genèvre et le col d'Exiles, cette entreprise, infiniment hasardeuse, avait été suivie de la défaite du chevalier de Belle-Isle au col de l'Assiette, en 1747. Les généraux de la république avaient à éviter les écueils sur lesquels avaient échoué leurs prédécesseurs dans la même carrière. En conséquence, ils s'arrêtèrent à suivre les bords de la mer, sur le chemin appelé la côte du Ponent; à occuper le marquisat de Final,

quoique ce pays appartînt aux Génois, et à pénétrer dans le cœur du Piémont par le Mont-Ferrat.

Après avoir franchi quelques défilés que forment ces montagnes adossées aux Alpes et aux Apennins, on trouve la vallée qu'arrose le Tanaro, et qu'on pouvait suivre jusqu'à Albe ou à Mondovi; c'était le seul chemin par lequel il fût possible d'aller, en tout temps, de Provence en Italie. Mais ce chemin, bordé d'affreux précipices, où l'on ne peut rien porter qu'à dos de mulet, et où, dans quelques endroits, quatre personnes ne peuvent passer de front, ce qui lui a fait donner le nom de Corniche, était encore exposé au feu continuel des vaisseaux anglais. Il fallait d'ailleurs garder une communication de plus de cinquante lieues, et combattre perpétuellement entre des rochers, des précipices, des torrens, où quelques bataillons peuvent à chaque pas arrêter une armée entière, et où la difficulté des convois n'est pas un des moindres obstacles. Mais, après la faute commise de n'avoir pas profité de la victoire de Cairo pour se porter en avant sur la Bormida et dans la vallée du Tanaro, les Autrichiens, revenus de leur terreur, s'étaient empressés d'envoyer au roi de Sardaigne de si

puissans renforts, que, quoique les Français, après avoir franchi les dangers de la Corniche, fussent restés maîtres d'Ormea, de Garesio, d'Oneille, de Loano et de quelques places moins importantes, ils ne réussirent à pénétrer plus avant, qu'environ une année après la bataille de Cairo.

Ainsi se termina, dans le Midi, la campagne de l'an 2 (août 1794), dont le dénouement changea les destinées de l'Europe, et pendant laquelle les Français gagnèrent six batailles rangées, et s'emparèrent de cent vingt-quatre villes.

Mais la république fut aussi malheureuse sur la mer, qu'elle était triomphante sur le continent. Presque tous les officiers de la marine française étaient émigrés, et, dans la guerre maritime, il est impossible au courage de suppléer à l'instruction : les Anglais s'étaient emparés entièrement de la Corse; l'amiral Hood avait battu complètement l'armée navale républicaine, et lui avait pris sept vaisseaux de guerre. [1] Les escadres britanniques s'étaient emparées des îles de Sainte-Lucie, de la Guadeloupe, de Marie-Galande, de la Martinique

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (30).

et de la Desirade. Le parlement avait décerné des remerciemens à sir Charles Gray et à Jones Jervis. Les Français, pour tous dédommagemens de pertes si graves, n'avaient eu à se féliciter que de l'entrée d'un convoi de cent soixante navires qui leur portaient des grains des États-Unis, et de l'enlèvement d'un grand nombre de bâtimens de commerce que leurs corsaires avaient pris aux Anglais. Les rois de l'Europe dûrent dès-lors s'appercevoir qu'ils n'étaient que des gladiateurs payés par la Grande-Bretagne pour prolonger, au détriment de leurs sujets et au péril de leurs couronnes, une guerre dont le cabinet de Londres devait seul retirer les fruits. [1]

Mais si la haine du gouvernement anglais desirait augmenter les maux intérieurs de la France, elle dut être complètement satisfaite. Jamais aucun pays ne fut la proie d'une anarchie plus sanglante, et d'une tyrannie plus féroce : on aurait cru que l'inhumanité des hommes qui l'opprimaient ne pouvait s'accroître ; la division qui s'établit entre eux la porta jusqu'au délire. Depuis le 31 mai, où ces cannibales avaient osé immoler à leur ja-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (31).

louse fureur les hommes les plus instruits, les plus probes, les mieux intentionnés, et les plus courageux de la convention; depuis qu'ils avaient osé en incarcérer une autre partie, dont ils craignaient la moralité, les seuls moyens pour arriver au pouvoir, ou pour éviter d'être traîné dans les prisons et sur l'échafaud, étaient d'enrichir la populace par le pillage, d'effrayer la vertu par des supplices, et de proposer les lois les plus sanguinaires et les plus absurdes. C'est ce dont s'acquittèrent, jusqu'à la frénésie, les comités du gouvernement, et ceux révolutionnaires répandus sur la surface de la république. Si quelque chose fut capable alors de contre-balancer les crimes des décemvirs et de leurs suppôts, ce fut l'amour constant, l'amitié filiale, la douce piété, la générosité héroïque et la véritable philosophie, qui se faisaient remarquer dans toutes les prisons, dans tous les cachots, et au milieu de tous les supplices différens que firent éprouver à leurs compatriotes ces monstres, sur les actions desquels on ne saurait imprimer une horreur et une honte trop ineffaçable pour l'instruction des générations futures. Aussi, en même temps que l'histoire se chargera, quoiqu'avec dou-

leur, de transmettre à la postérité les crimes, les extravagances, les erreurs, sur lesquels on eut à gémir pendant le cours de cette partie de la révolution, elle fera connaître, avec satisfaction, la vertu, la sagesse, la vaillance militaire, le courage civique, dont les exemples furent si communs; elle attestera sur-tout qu'à cette époque tout, dans la nation française, fut marqué d'une empreinte de grandeur, dont les temps antiques les plus célèbres offrent peu d'exemples. Cependant, malgré tous les efforts des tyrans pour voiler la vérité, les yeux de la multitude commencèrent à s'ouvrir; de si longues proscriptions, de si cruelles persécutions, de si nombreux assassinats commençaient à inspirer universellement autant de courroux que de terreur; on s'indignait d'obéir à des hommes qui, en prônant la liberté, ne cessaient d'enchaîner ceux dont ils craignaient le talent et le courage; qui, en prêchant la la vertu, se permettaient le pillage, et qui osaient parler d'humanité à ceux qu'ils livraient aux bourreaux. Ainsi, tandis que Roberspierre donnait le signal d'une destruction universelle, tandis qu'il songeait à en rejeter l'horreur sur ses collègues ou sur ses instrumens; tandis que, depuis six semaines,

il conjurait leur perte, dans le dessein, dit-on, de se faire proclamer dictateur, ses collègues, qui n'ignoraient ni sa haine ni leurs dangers, résolurent de prévenir leur ruine, en tranchant les jours de ce monstre. Ce fut cette heureuse désunion qui occasionna la grande explosion des 8 et 9 thermidor an 2 (26 et 27 juillet 1794), qui se termina en traînant sur l'échafaud l'infâme auteur de tant de maux, et quelques-uns de ses abominables complices. Tous ne subirent pas, à la vérité sur-le-champ, le supplice qu'ils méritaient : Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes et quelques autres de leurs semblables, régnaient encore dans la capitale; il n'y avait pas un seul département où l'on ne pût compter plusieurs de leurs complices. Les cheveux se hérissent, en songeant qu'on osa proposer le remplacement des décemvirs, si justement immolés enfin à la vengeance publique. Si l'on eût accepté cette proposition, c'en était fait; la convention et les Français eussent été engloutis dans cet abyme incalculable de cruautés, de despotisme, d'oppression et de crimes : heureusement, les députés qui venaient de renverser Roberspierre, ne voulurent pas perdre le fruit de cette heureuse révolution; ils rendirent la liberté aux membres du corps législatif renfer-

més dans diverses prisons : on décréta que le comité de salut public serait renouvelé tous les mois, au scrutin. Enfin le représentant Legendre, qui avait failli à devenir la victime des tyrans en voulant défendre son collègue Danton, marcha, suivi de quelques hommes courageux, au club des Jacobins, les en chassa, et en apporta les clefs à la convention.

Dès ce moment, la terreur cessa peu à peu d'étendre son voile sanglant sur la France. Une grande partie des suppôts de Roberspierre, des juges, des jurés, des bourreaux du tribunal révolutionnaire, plusieurs membres de la commune de Paris, expièrent leurs forfaits sur l'échafaud ; les prisons s'ouvrirent ; les comités révolutionnaires furent dissous. Mais la vengeance publique prit bientôt un caractère de férocité qui dégénéra en assassinats prémédités : des compagnies de Jésus et du Soleil se permirent, dans le Midi, des atrocités non moins coupables que celles des Collot, des Couthon, des Lebon et des Carrier; dans d'autres parties de la république, les chauffeurs se distinguèrent par les cruautés les plus inouies; enfin, sous le nom d'émigrés ou de royalistes, on vit se former des bandes de brigands, se croyant autorisés à voler les deniers publics et à mettre

à contribution, ou sur les grands chemins, ou chez eux, tous les acquéreurs de biens nationaux, ou les propriétaires accusés de patriotisme. L'opinion publique, égarée par la soif ardente de la justice, semblait applaudir à ces réactions, et les favoriser, sous le prétexte de venger les crimes de la terreur. Bientôt alors on se permit des crimes aussi horribles, soit en se rendant juge et bourreau, soit en payant des brigands pour noyer, étouffer ou poignarder les personnes sur lesquelles on était bien aise d'exercer sa vengeance, ou dans lesquelles seulement on voulait punir la simple différence d'opinions. Tel est donc le sort fatal des hommes; ils ne savent jamais se fixer à un juste milieu, quand il s'agit de rendre justice. Arrêtés dans leur marche vers le bien public, par l'habitude de vouloir s'établir juges des actions qui leur sont personnellement nuisibles et des personnes qu'ils en accusent, ils oublient que la justice la plus sévère et la plus impartiale est le seul moyen de gagner l'opinion générale; que cette justice seule peut affermir un gouvernement; et que, sans elle, il ne peut y avoir ni société, ni morale, ni vertu, ni puissance. Ces vérités, consacrées par les annales de l'univers, sont aussi respectables qu'anciennes : puissent-

elles être gravées à jamais dans le cœur des souverains du monde ! puissent les peuples, éclairés par le tableau effrayant des malheurs de la France désorganisée, se rallier sans cesse, avec respect, aux autels de la justice et de l'autorité !

Tandis que les Français, par une heureuse révolution, venaient d'échapper au monstre de l'anarchie démocratique, qui les avait menacés d'une destruction totale, une nation plus malheureuse avait vainement défendu sa liberté et son existence contre le monstre du despotisme, qui avait fini par l'envelopper de ses chaînes, et par l'anéantir. Les Polonais se voyaient en butte à la mauvaise foi scandaleuse, à l'injustice oppressive, à l'ambition sanguinaire de quelques monarques qui, sans aucun motif et au mépris de leur serment, avaient porté le fer et la flamme au milieu d'une nation vaillante, juste et généreuse, qui s'était mise sous leur protection, et méritait leur estime par la sagesse et la modération de sa conduite. En vain les Polonais avaient prouvé, par leur constitution du 3 mai 1791, l'heureux résultat des travaux d'une diète aussi sage dans ses opérations qu'éclairée dans son patriotisme; en vain tous les gouvernemens de l'Europe avaient félicité le roi Stanislas et la nation polonaise de cette heu-

reuse révolution, l'impératrice de Russie, opposant seule son ressentiment personnel à l'approbation générale, résolut de renverser cette constitution qui enlevait la Pologne à son joug, et dérobait une proie à son ambition. Le prétexte de l'impératrice fut de soutenir quelques nobles, qui devinrent honteusement célèbres, sous le nom de fédérés de Targowits : cette fédération, il est vrai, n'alarma pas beaucoup d'abord les Polonais, qui se croyaient assurés de la protection de l'Angleterre et de la Prusse; mais, cruellement joués par Frédéric-Guillaume, ils le comptèrent bientôt au nombre de leurs ennemis, et ne tardèrent pas d'avoir à se défendre en même temps contre l'invasion des troupes russes et prussiennes. Conduits par un roi trop irrésolu, les Polonais nommèrent, pour les commander, Kosciusko, que sa sage conduite, sa bravoure, sa modération, son courage et ses malheurs ont rendu cher à tous les amis de l'humanité et de la liberté. Ce général, malgré la multitude d'ennemis qu'il avait à combattre et la disproportion des forces, aidé de l'enthousiasme de la liberté, eût peut-être triomphé d'une coalition où il régnait peu d'harmonie, et que l'opposition des intérêts pouvait dissoudre d'un instant à l'autre; mais

la trahison rendit inutiles tous les efforts de la vaillance polonaise ; et Kosciusko se vit perdu au moment où il croyait, par une victoire éclatante, assurer l'indépendance de son pays. Informé que Fersen voulait opérer sa jonction avec Souvorof, Kosciusko marcha rapidement contre lui. Poninski, chargé d'empêcher le passage d'une rivière, le livra aux Russes, et n'obéit point à l'ordre qu'il avait reçu de rejoindre l'armée avec sa division. Kosciusko, privé de ce secours, fut attaqué à Maciciowice par le général Fersen. Quoique les Russes fussent trois fois plus nombreux que les Polonais, la victoire fut disputée avec acharnement pendant toute la journée. Le général polonais repoussa deux fois les ennemis ; et, déployant dans cette action les talens d'un général et la bravoure d'un soldat, il rendit long-temps, par des prodiges de valeur, la fortune incertaine : mais enfin, percé de coups, il tomba ; et ses troupes, en se retirant, le laissèrent au pouvoir de l'ennemi. Lorsque les officiers russes le firent reconnaître aux Cosaques, qui allaient terminer sa vie, entendant prononcer son nom, ils témoignèrent leur admiration pour son courage et leur pitié pour son malheur. Kosciusko, ouvrant les yeux et apprenant sa défaite, demanda

vainement la mort, qu'il préférait à la captivité. Les Russes le traitèrent avec les égards dus à son caractère; et, dès qu'il put soutenir la route, ils l'envoyèrent à Pétersbourg, où l'impératrice, trop irritée pour être généreuse, renferma dans un cachot cet ennemi si redoutable pour elle; il n'en sortit qu'après la mort de cette princesse. Paul Ier signala le commencement de son règne en lui rendant la liberté; cet acte magnanime lui valut de justes éloges. La victoire de Fersen n'abattit pas le courage des Polonais; mais le sage Kosciusko ne présidait plus à leurs opérations; et, au lieu de suivre ses conseils, de tenir toujours la campagne, les républicains, s'étant renfermés dans les fortifications de Prague, y succombèrent avec la liberté, dans un assaut meurtrier où il périt plus de neuf mille Polonais, et après lequel les maisons furent pillées, les femmes outragées, les enfans égorgés, et plus de trente mille victimes livrées par Souvvorof à la férocité des soldats russes. Après cet événement, Varsovie, sans défense, fut obligée de capituler. Souvvorof avait promis une amnistie complète, Catherine refusa de la ratifier. Tous les hommes distingués par leur patriotisme furent proscrits; on confisqua leurs biens; une inqui-

sition terrible poursuivit les actions, épia les pensées, et punit une nation infortunée de toutes les vertus qu'elle avait développées.

Enfin, après autant d'injustices, de massacres, de proscriptions, d'inquisition, fruits amers du despotisme sur un peuple qui ne dépendait en aucune manière des monarques destructeurs, les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, délivrées de tout obstacle, partagèrent tranquillement leur proie ensanglantée, et voulurent anéantir jusqu'au nom de la Pologne; mais l'histoire, en consacrant la gloire des vaincus, couvrira d'une tache ineffaçable l'injuste usurpation des vainqueurs, et apprendra à la postérité combien les atrocités froidement calculées du despotisme monarchique surpassèrent, dans le Nord, les crimes de la démagogie effrénée dans le Midi.

Aussi la révolution qui venait d'effacer la Pologne de la liste des nations, fut-elle très-nuisible au grand intérêt de la coalition formée contre la France. En effet, dans le même temps où les rois coalisés devaient avoir pour but de prouver la douceur et la justice du gouvernement monarchique, de faire haïr les désordres de l'anarchie, la cupidité des factions, les cruautés de la tyrannie popu-

laire, ces mêmes rois, gouvernés par les maximes du despotisme, surpassaient impolitiquement, en cruautés et en injustices, les démagogues qu'ils voulaient renverser. [1] Mais, si les républicains français ne surent pas établir chez eux la justice et la liberté, ils surent au moins maintenir leur indépendance; et l'exemple effrayant de la Pologne fit jurer aux Français de verser tout leur sang, plutôt que de subir les lois de leurs ennemis; ils étaient d'ailleurs trop animés par leurs victoires pour en suspendre le cours.

Les Français, malgré un hiver rigoureux, voulurent profiter de l'effroi que leurs succès répandaient dans l'armée des alliés, pour compléter leur défaite; et, poussant sur tous les points les Autrichiens, les Anglais et les troupes du stathouder, qui se retiraient en désordre, ils profitèrent du secours des glaces pour franchir toutes les rivières et tous les canaux qui, dans tout autre temps, auraient rendu la conquête de la Hollande impossible à leur courage. Dès le commencement de la campagne de l'an 3 (octobre 1794), Maestricht et Nimègue étaient tombés au pouvoir des Français. Le général

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (32).

Pichegru avait attaqué ensuite les alliés sur tous les points, depuis l'Océan jusqu'au Rhin, et les avait battus par-tout. Clairfait, repoussé, avait été obligé de se retirer en Allemagne. Frédéric-Guillaume avait laissé dans l'inaction les soixante-dix mille hommes qu'il fournissait à la coalition. L'armée anglaise, dans un dénuement affreux, avait été obligée de se retirer. Enfin le général Pichegru, avec des talens, des plans très-bien combinés, des moyens immenses, favorisé par la division et la dispersion des alliés, la disposition des Bataves [1] et la rigueur de la saison, avait franchi rapidement toutes les rivières qui pouvaient retarder ses opérations; précédé par le général Magdonal, qui, le premier, avait passé le Vahal, et dont la marche hardie avait déconcerté le stathouder et décidé la conquête de la Hollande.

Dès-lors aucun obstacle n'arrêta les Français. Le prince d'Orange s'enfuit en Angleterre; l'armée anglaise s'embarqua à Brême; on abolit le stathoudérat; et le gouvernement français, qui pouvait regarder les Provinces-Unies comme une conquête légitime, leur rendit généreusement leur indépendance. Cette

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (33).

conquête totale et rapide, l'habileté des généraux, les prodiges de valeur des soldats républicains, qui, bravant tous les dangers et toutes les souffrances, combattaient sans crainte sur des abymes qu'un rayon de soleil pouvait à chaque instant ouvrir sous leurs pas, inspirèrent la plus juste admiration aux puissances neutres, et répandirent la plus profonde consternation dans les cours ennemies. Ce peuple, dont on plaignait l'esclavage, venait, au 9 thermidor, d'immoler ses tyrans; cette nation, qu'on se flattait d'écraser, était par-tout triomphante; ce pays, qu'on voulait démembrer, reculait de tous côtés ses frontières, et semblait même dédaigner de garder tout ce qu'il avait conquis. [1] Dans une pareille position, le gouvernement français, montrant, par sa conduite avec la Hollande et ses décrets contre les anarchistes, son desir de terminer à la fois la guerre et la révolution, il est probable que l'Europe eût pu jouir bientôt de la paix qu'elle souhaitait, si le ministère anglais n'avait pas cru son existence liée à la continuation des hostilités. Profitant habilement et de l'influence de ses richesses et de l'aveuglement des passions irri-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (34).

tées, il ranima l'espoir trompé des Vendéens, des émigrés, des cours de Vienne et de Turin, et parvint à prolonger ainsi les malheurs de l'humanité. [1]

Cependant, tandis que les dangers imminens que l'on avait courus du côté du Nord, où les ennemis avaient pénétré si avant dans la France, avaient fait prendre au comité de salut public les mesures les plus vigoureuses et les plus efficaces pour les repousser, on avait négligé les armées qui avaient couvert le Midi en s'emparant de la sommité des Alpes, et en s'y maintenant; dans le même temps où l'on s'occupait, dans la convention, à ramener la justice et le respect pour les lois, les propriétés et les personnes, on avait laissé prendre, dans les départemens méridionaux, aux anarchistes royaux un empire qui ne tendait à rien moins qu'à opérer une autre révolution. Pour assurer la réussite de ce projet, dont les royalistes de l'intérieur s'occupaient plus activement que jamais, les Anglais avaient préparé des secours formidables pour ranimer le courage et augmenter les forces des rebelles de la Vendée; et on avait arrêté, parmi les puissances coalisées,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (35).

de diriger les plus grands efforts contre l'armée d'Italie ; ils en connaissaient la faiblesse, et ils espéraient que le défaut de renforts et le manque de fonds, anéantissant tous les services, les mettraient dans le cas de pénétrer facilement, par plusieurs points, dans les départemens qui bordent les Alpes, où ils croyaient être assurés d'une grande prépondérance, par le secours des autorités constituées, des membres des tribunaux, des émigrés rentrés, de leurs parens, des prêtres, etc.

Ce fut dans cet état de choses, au mois de germinal de l'an 3 (avril 1795), que l'on confia au général Kellerman le commandement des armées des Alpes et d'Italie, dans un moment critique où il fallait, avec des moyens bien faibles, tromper l'attente des coalisés au dehors ; déjouer les projets et les menées des conspirateurs au dedans ; arrêter tant d'efforts réunis ; faire avorter un plan, dont la réussite eût entraîné la destruction de l'armée française ; la marche du roi de Sardaigne sur Lyon ; l'envahissement, par l'armée austro-sarde, des départemens méridionaux, où dominaient les royalistes, et où l'on attendait le prétendant ; tandis qu'en même temps le roi d'Espagne, loin de songer encore à faire la paix, après s'être

emparé avec facilité des départemens limitrophes de ses états, serait venu aider à rétablir le trône des Bourbons au milieu des flots de sang, et à y faire monter Louis XVIII.

Entourés de dangers et d'obstacles aussi multipliés, de circonstances aussi épineuses, le général et les troupes sous ses ordres développèrent, dans la défensive la plus difficile, autant de fermeté, de patience, de courage, d'intrépidité, que les autres troupes de la république en avaient montré ailleurs dans une offensive dont les succès avaient été si brillans; et, si la gloire que ces braves défenseurs de la patrie acquirent alors sur les Alpes eut un moins grand éclat aux yeux du vulgaire, elle n'en fut pas moins bien plus réelle aux yeux des connaisseurs : on en jugera par le détail des opérations de cette campagne, qui dérangea totalement les plans des ennemis, et prépara les succès rapides qui en furent les suites.

Le général Moulin, qui commandait l'armée des Alpes, n'avait à ses ordres que quinze mille hommes, avec lesquels il devait garder, sur des montagnes escarpées, un front d'une énorme étendue, depuis le Mont-Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux, en surveillant les mouvemens et en arrêtant les entreprises de vingt-

quatre mille Piémontais, soutenus par une forte réserve.

La faiblesse de cette armée, l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre quelque siége qui pût opérer une diversion efficace et favorable à l'armée d'Italie, vers laquelle se dirigeaient les principales forces de l'ennemi, enfin le danger que l'on aurait couru, si, en faisant agir offensivement cette armée, elle eût reçu un échec qui eût ouvert le Mont-Blanc aux ennemis; tous ces motifs décidèrent le général Kellerman à se renfermer, pour cette partie, dans la défensive la plus stricte, jusqu'au moment où des circonstances différentes pourraient permettre de prendre l'offensive. Après avoir donné des ordres en conséquence au général Moulin, [1] il se rendit à Nice; mais, en passant à Toulon, il se concerta avec le vice-amiral Martin, pour les opérations respectives pendant la campagne. En arrivant, le général trouva toutes les administrations et les services dans un état de délabrement fait pour donner les plus grandes inquiétudes; [2] d'autant que la campagne était ouverte; que l'ennemi, deux fois plus nombreux, très-bien pourvu et prêt à

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (36).
[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (37).

attaquer, menaçait sur-tout la division de droite, sur laquelle il dirigeait ses principales forces. Il n'y avait donc pas un instant à perdre; il fallait se hâter d'ordonner les dispositions nécessaires, d'après les circonstances; et, tandis que le représentant Beffroy se rendait à Gènes, à travers bien des périls, pour tâcher d'y rassembler des fonds, dont on avait le plus pressant besoin, [1] le général Kellerman se rendit à la tête de l'armée, où il arriva le 1er messidor an 3 (19 juin 1795). Voici les positions hasardées qu'elle occupait : La division de droite, aux ordres des généraux Massena et Serrurier, forte de dix-neuf mille hommes, appuyée, par sa droite, à Vado, occupait les hauteurs en avant, en s'étendant par celles de Saint-Jacques, Corbua, Saint-Pontaléon, Mélogne, Bardinetto, Saint-Bernard et le plateau de la Planète, sur lequel le général ordonna la construction d'une forte redoute; elle descendait ensuite vers Intropa, sur le Tanaro, en avant d'Ormea, et se dirigeait vers les cols de Linfer et de Terme, Viogennes et Carlino. La division du centre, aux ordres du général Macquart, forte d'environ sept mille hommes, ap-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (38).

puyait sa droite au Mont-Bertrand, tenait les cols de Tanarello et de Toxe, son centre au col de Tende, et sa gauche à celui de Sabion. La division de gauche, forte de quatre mille hommes, couvrait les cols de Rauss et de Fenestre, passant par Saint-Martin de Lentosca, proche des sources de la Vesubia; Saint-Dalmas, Tibiano, San-Salvador; Isola, sur la rivière de la Tinea, et San-Stephano, extrémité de la gauche de toute l'armée. Ainsi, d'après ces détails, l'armée d'Italie, en forces disponibles, y compris ce qu'il y avait sur la rivière de Gènes, pour la sûreté des magasins, et dans les points intermédiaires, contre les Barbets, pour assurer la communication, se trouvait forte de trente-un mille hommes, et celle des Alpes de quinze mille; tandis que celle austro-sarde, napolitaine et piémontaise, se montait à cent cinquante-un mille hommes, dont quarante-cinq mille Autrichiens, six mille Napolitains et cent mille Piémontais, y compris les Barbets et les bataillons de milice, dont une partie tenant garnison.

La plus grande partie de l'armée autrichienne, jointe aux Napolitains, sous les ordres du maréchal de Wins, campait en avant de Cairo, où était le quartier-général. Les Piémontais,

aux ordres du général Colli, campés en avant de Ceva, s'étendaient jusqu'aux environs de Coni, où se trouvait placée toute la cavalerie piémontaise. La vallée de Sture était occupée par un corps de huit mille hommes; le duc d'Aoste en commandait un de quinze mille dans les vallées de Suse et d'Oulx; le duc de Mont-Ferrat, un de neuf mille dans la vallée d'Aoste. On avait placé une réserve au bourg Saint-Dalmas, proche Coni, et un corps de huit mille hommes sur les hauteurs vis-à-vis le col de Tende. Les Barbets étaient disséminés au milieu de l'armée française, et principalement dans les divisions du centre et de gauche de l'armée d'Italie : c'étaient, pour la plupart, des habitans des campagnes des pays occupés par ces deux divisions, et que l'on avait conquis sur le roi de Sardaigne. Ces hommes, répandus au milieu des troupes françaises, représentés par l'histoire de tous les temps comme des assassins et des voleurs de profession, faisaient à l'armée une guerre très-désagréable. Les militaires et les employés qui voyageaient isolément, les détachemens trop faibles, les convois qui n'étaient pas suffisamment escortés, leur échappaient rarement. Pour se garantir de cet ennemi, pour ainsi dire domestique, et plus

dangereux pour les Français que les troupes réglées du roi de Sardaigne, il fallait réserver sur les derrières, pour employer uniquement aux escortes, une force beaucoup trop considérable pour ce service, et qui eût été beaucoup mieux employée aux avant-postes.

Pendant que le général Kellerman était occupé à organiser les services de l'armée d'Italie, le général Moulin, d'après les ordres qu'il en avait reçus, avait tenté, le 28 germinal an 3 (17 avril 1795), avec dix-huit compagnies, divisées en trois colonnes, l'attaque du col du Mont, dont l'occupation était si importante pour la sûreté de ce point; mais la neige, qui tomba alors en abondance, opposa aux troupes des difficultés qui rendirent inutile cette première tentative. La saison ayant rendu la communication plus favorable, le général Moulin avait repris son projet d'attaque, et ordonné au général de brigade Voillat, commandant en Tarantaise, de faire ses dispositions en conséquence.

Le 23 floréal an 3 (12 mai 1795) ayant été fixé pour l'exécution de cette entreprise, deux mille deux cents hommes partirent de leurs cantonnemens, et, une fois réunis, on les divisa en trois colonnes : celle de gauche, forte

de huit cents hommes, devait suivre la route du col de la Salière, descendre à la Chapelle, et y laisser deux cent cinquante hommes en observation, afin d'empêcher l'ennemi d'arriver par le village de Fournel ; le surplus de cette colonne devait pénétrer par le col, et seconder les autres attaques : mais elle fut arrêtée par une tourmente affreuse, et obligée de rétrograder. La colonne de droite, forte de quatre cents hommes, devait tourner les sommités, ou appuyer la gauche des retranchemens du col du Mont, et tâcher de pénétrer, à travers des glaciers, sur un baracon de l'ennemi. Cette colonne ne put pénétrer sur le flanc des retranchemens; mais elle traversa les crêtes, et arriva à sa destination dans le moment où la colonne du centre emportait les dernières redoutes.

La colonne du centre, forte de mille hommes, devait faire le principal effort ; elle fut favorisée dans sa marche par un vent impétueux du nord-ouest, qui emportait dans les yeux des ennemis la neige qui, tombant abondamment et à gros flocons, la tenait dans une parfaite sécurité. Cette colonne, après avoir passé, dans le plus grand silence, les premiers retranchemens qui n'étaient point occupés, arriva à une redoute, jusqu'à une demi-portée

de pistolet, sans répondre au feu de l'ennemi ; et, dans moins d'une demi-heure, elle eut enlevé successivement tous les retranchemens à la baïonnette ; fit deux cent dix prisonniers, parmi lesquels beaucoup d'officiers, et s'empara des magasins et de toute l'artillerie. Le reste des troupes ennemies s'échappa, ainsi que celles cantonnées au Baracon, où elles mirent le feu en se retirant.

Outre leur valeur ordinaire, nos troupes montrèrent, dans cette circonstance, une patience et une constance incroyables ; elles marchèrent pendant dix heures dans la neige, en luttant contre une tourmente affreuse ; le froid était tellement excessif, que l'eau-de-vie et le vin étaient gelés dans leurs bidons : aussi, après avoir chassé l'ennemi, leur fut-il impossible de le poursuivre pendant plus d'une heure, la fatigue et la dureté du temps les ayant obligées à revenir sur leurs pas.

La nuit suivante, pour faire une diversion, et engager les Français à abandonner le col du Mont, les ennemis tentèrent une attaque sur le Mont-Saint-Bernard avec cinq bataillons, qui furent obligés de se retirer après une perte assez considérable en morts et en prisonniers. La prise du col du Mont fut d'autant plus impor-

tante pour l'armée des Alpes, dont les forces étaient si minces, qu'elle procura l'avantage incalculable de tenir en échec pendant la campagne, avec trois cent cinquante hommes, trois mille hommes que l'ennemi fut obligé d'opposer aux Français, pour les empêcher de se trouver, par une simple marche, au centre de la vallée d'Aoste, et derrière les retranchemens dits du prince Thomas. Pendant tout le reste de la campagne, l'ennemi eut le dessein de reprendre ce poste; mais il n'osa l'entreprendre depuis l'instant où il en fut repoussé avec beaucoup de perte, le 3 prairial an 3 (22 mai 1795).

Quelque temps après ces événemens, qui illustraient l'armée des Alpes, le général en chef de l'armée d'Italie avait jugé que l'intention des ennemis était d'attaquer la droite des Français; il ordonna une reconnaissance le 3 messidor an 3 (21 juin 1795), en avant du col de Spinardo; et, le 4, il en avait fait pousser une autre jusqu'à Murseco, en avant de Garesio. Attaqués dans l'une et dans l'autre reconnaissance par un nombre d'ennemis infiniment supérieur, les grenadiers français, ennuyés de se défendre à coups de fusil, avaient fondu sur les ennemis avec la baïonnette, et les avaient

entièrement mis en fuite, après en avoir tué ou pris un assez grand nombre.

Le 5, le général Laharpe, instruit que les Autrichiens marchaient sur Savone, avait envoyé la vingt-unième demi-brigade sur les glacis de cette place; mais il n'avait pas tardé d'être instruit que la demi-brigade se trouvait cernée sous les murs de Savone par les Autrichiens, réunis sur les hauteurs qui entourent cette ville : ce qui confirma cette nouvelle, ce fut la marche des ennemis, le 6, sur trois colonnes; une le long de la mer; celle du centre se dirigeant sur le pont de la rivière qui se jette dans la mer à Vado; la troisième sur la Chapelle del Monte. Au premier coup de fusil, le général Laharpe se porta aux retranchemens de Vado. L'ennemi ayant emporté la redoute del Monte, qu'on n'avait pas jugé devoir défendre avec ténacité, ne tarda pas à s'emparer du pont, et à se mettre en bataille sur les bords de la rivière; mais les Français, ayant marché à lui la baïonnette en avant, secondés par le feu d'une pièce de douze et de de deux obusiers, qui se trouvaient placés sur leurs flancs, reprirent le pont, et mirent l'ennemi entièrement en déroute, après un combat qui avait duré sept heures, dont cinq avec un feu de la plus grande

vivacité. On évalua la perte des ennemis à douze cents hommes tués ou blessés : parmi ces derniers, on comptait un général et deux lieutenans-colonels. Les ennemis avaient formé cette attaque avec environ dix mille hommes; les Français la soutinrent avec deux bataillons de grenadiers et les carabiniers des hautes Alpes.

Les 7, 8 et 9 messidor an 3 (25, 26 et 27 juin 1795), les ennemis attaquèrent sur la plus grande partie des points de la ligne qu'occupait l'armée d'Italie, et furent attaqués eux-mêmes sur quelques points de la leur. Le 7, ils attaquèrent infructueusement les cols de Linferne et de Terme. Le même jour, ils formèrent une attaque générale sur toute la division de droite; à trois heures du matin, un corps d'environ douze mille hommes, commandé par le général de Wins, attaqua, avec sept bataillons, les huit postes des hauteurs de Saint-Jacques (centre de la division), en même temps qu'une colonne considérable attaquait Vado, d'où elle fut vivement repoussée; mais il n'en fut pas de même à Saint-Jacques, dont les Autrichiens, qui y avaient porté la plus grande partie de leurs forces, s'emparèrent après sept heures de combat le plus opiniâtre.

Les troupes françaises, forcées dans ce poste, se retirèrent sur la position de la Roche-Blanche et de Corbua, où elles tinrent ferme; tandis que le général Argenteau, à la tête de cinq mille hommes, emportait le poste et la redoute de Mélogne, défendus seulement par deux bataillons. L'objet de cette attaque, de la part des ennemis, était de percer par Saint-Jacques et Mélogne, et de couper ainsi l'extrémité de la droite de l'armée française et du centre, sur lesquels les Autrichiens avaient dirigé leurs principales forces.

En vain le général en chef, qui sentait tous les inconvéniens qui pouvaient résulter de la coupure de sa ligne, avait envoyé le général Massena sur Mélogne, pour prévenir cet accident; en vain avait-il donné tous ses ordres, et fait les dispositions nécessaires pour replier l'extrémité de sa droite sur Final; instruit, à deux heures après midi, que Mélogne avait été enlevé, il courut à Saint-Pantaléon, avec un bataillon, pour soutenir les troupes qui s'étaient repliées entre ce poste et Mélogne : mais cette dernière position, dominée par celle dont venait de s'emparer l'ennemi, n'était pas tenable; et il devenait toujours plus important de chasser l'ennemi de Mélogne, à quelque prix que

ce fût. Le général Massena, convaincu de cette vérité, comme le général en chef, disposa en conséquence quatre bataillons qui composaient toutes les troupes employées à la défense de cette partie de la ligne; et, favorisés par un brouillard très-épais, ils en profitèrent pour cacher à l'ennemi leur infériorité, et les attaquer dans le moment où il s'y attendrait le moins. Il était environ sept heures du soir; le signal est donné; les quatre bataillons, en colonnes, se mettent en mouvement; ils tombent tous ensemble, la baïonnette en avant, sur l'ennemi, qui, surpris, effrayé, chercha son salut dans la fuite. Ainsi environ douze cents soldats français jetèrent l'épouvante et le désordre dans un corps de quatre mille Autrichiens, auxquels on fit environ trois cents prisonniers, sans cependant pouvoir reprendre les redoutes, quoique cette affaire décidât les ennemis à abandonner Saint-Jacques, qui leur avait coûté sept heures de combat, et plus de cinq cents hommes tués ou blessés.

Le même jour, dans la nuit du 7, trois colonnes autrichiennes, de deux mille cinq cents hommes, étaient descendues, par les Châtaigniers, au-dessus de Spinardo, pour se poster à Saint-Bernard, où elles s'embusquèrent, pen-

dant que deux cents des leurs allèrent attaquer le camp de Saint-Bernard, en se repliant; mais, cette ruse n'ayant pas réussi, à une heure et demie après midi, ces trois colonnes arrivèrent devant les retranchemens, où elles furent vigoureusement repoussées après une perte assez considérable en morts et en blessés.

Le 8, les ennemis firent de nouveaux efforts pour s'emparer du pont en avant de Vado, prendre en flanc les troupes françaises sur la rivière, et tourner celles des retranchemens; mais ils furent repoussés à cette attaque, ainsi qu'à celle qu'ils firent, vers les six heures du soir, sur la gauche des mêmes postes, par les excellentes dispositions du général Laharpe, qui commandait à Vado, secondé par la bravoure, toujours plus étonnante, des troupes qu'il avait à ses ordres, dont la bonne volonté et le courage ne se rebutèrent jamais, quoiqu'elles fussent plus de six fois moins nombreuses que celles qui les attaquaient.

Le même jour 8, l'ennemi était repoussé du col de Linferne : en même temps, le général Garnier, qui commandait la division de gauche, ayant reçu l'ordre de profiter du moment où l'ennemi avait dégarni sa droite, pour l'inquiéter et l'obliger à reporter des forces de sa

gauche à sa droite, avait attaqué et emporté de vive force le poste de Saint-Barnouil ; il s'était ensuite réuni aux Bains de Vinais avec les troupes qui, parties de Sainte-Anne, avaient passé par les hauteurs d'Issandos ; il s'était porté, avec elles, sur le village des Bains de Vinais ; il en avait chassé l'ennemi, et avait ensuite fait rentrer les troupes à leurs premiers postes : son objet ayant été parfaitement rempli, les ennemis, sur le bruit de ces attaques, s'étaient hâtés de tirer quelques bataillons de leur gauche pour couvrir la vallée de Sture.

Le 9, à la pointe du jour, le général Dallemagne, instruit que l'ennemi avait projeté de s'emparer du camp de Sabion, pour descendre ensuite à Tende, avait envoyé l'adjudant-général Gardanne au pied des neiges, afin de suivre les mouvemens de l'ennemi, et avait en même temps renforcé son camp de droite de quelques compagnies de grenadiers. Le général s'était porté lui-même au pied des neiges ; mais, favorisés par un brouillard très-épais, les ennemis étaient parvenus à le tourner et à couper notre ligne : on n'hésita pas alors à les attaquer. L'adjudant Gardanne fut chargé de diriger cette opération ; et, malgré des précipices affreux, à la tête de deux cents hommes,

il parvint à mettre en fuite environ douze cents Piémontais.

En même temps qu'on se battait à la gauche, quelques compagnies de grenadiers du quatrième bataillon de Mont-Ferme, qui avaient reçu l'ordre de couper la retraite à la colonne ennemie, l'avaient forcée jusqu'aux derniers retranchemens placés sur la crête au-dessus de Limon, hauteur de Larpiolle, où ils lui avaient enlevé quinze cents rations de pain, et brûlé ses baraques; tandis que trois cents hommes de la troisième demi-brigade, deux compagnies de grenadiers et soixante sapeurs, repoussaient, à la droite, quinze cents Piémontais.

Quoique, dans les différentes attaques tentées par l'ennemi, il eût été repoussé par-tout avec des pertes assez considérables, depuis Vado jusqu'au col de Tende, il avait cependant réussi à conserver la redoute de Mélogne, qui gênait infiniment le dessein qu'avait formé le général en chef de prendre la position de Final : outre l'avantage de sa force, cette position avait celui de resserrer la ligne. Il se détermina donc à tenter un second effort pour s'en emparer, et chargea le général Massena de diriger cette attaque; elle se fit sur trois colonnes : celle de droite devait marcher en arrière, pour arriver

sur le flanc gauche de la redoute; celle de gauche devant l'attaquer sur son flanc droit, de manière à la tourner pendant l'attaque de front de la colonne du centre.

Les troupes se mirent en marche le 9, à quatre heures après midi; mais, dans le moment même, il s'éleva un brouillard si épais, que les colonnes de droite et de gauche, ne pouvant se diriger sur les points qui leur étaient indiqués, se réunirent à celle du centre, et attaquèrent, de concert et de front, les retranchemens défendus par quatre mille Autrichiens et beaucoup d'artillerie. Le feu fut d'abord très-vif, de part et d'autre; mais, malgré la bonne volonté des troupes, les attaques de flanc n'ayant pas eu lieu, l'ennemi était si supérieur en nombre et dans une position si avantageuse, que l'on fut obligé de faire sa retraite sur les points d'où l'on était parti.

Le même jour, pendant qu'on tentait vainement de reprendre la redoute de Mélogne, douze mille Autrichiens attaquaient de nouveau le col Spinardo, Saint-Bernard, Bardinetto : heureusement, le général en chef avait eu la sage précaution de faire construire à la Planète une redoute, défendue par de l'artillerie de position; l'ennemi l'attaqua inutilement;

enfin, après avoir perdu plus de six cents hommes, et s'être battu tout le jour, il fut obligé de se borner à la position de Spinardo, dont il avait repoussé l'avant-garde française. Il n'avait pas été plus heureux au poste de la gorge de Garesio, ainsi qu'à Viogenna et Carlino.

Cependant la conservation de la redoute de Mélogne et l'occupation du poste de Spinardo donnaient aux ennemis des avantages dont ils devaient naturellement profiter pour attaquer de nouveau, et avec des forces majeures, les points les plus importans de la ligne. On ne pouvait plus hasarder une nouvelle attaque à la pointe de Mélogne, avec des troupes aussi harassées de fatigue : d'ailleurs, la redoute de la Planète était devenue bien difficile à conserver.

Tout concourait donc à faire sentir toujours davantage la nécessité de resserrer la ligne de l'armée d'Italie, en repliant l'extrémité de la droite, de manière à rassembler les forces qui occupaient un front trop étendu pour leur petit nombre, afin de rendre la défensive plus sûre et plus imposante ; ce qui devait assurer en même temps la conservation de Loano et d'Oneille, sans compromettre l'armée ni les frontières.

D'après les reconnaissances les plus exactes, le général Kellerman s'était assuré qu'en plaçant l'extrémité de sa droite à Borghetto, il n'avait besoin que de faire replier les première et seconde subdivisions, qui prendraient la position de Borghetto, jusqu'aux hauteurs de Lalpi, où la jonction s'opérait avec la gauche de la division. Quelque nombreux que fût l'ennemi, la bonté de cette position mettait le général dans le cas, malgré l'infériorité de ses forces, de résister à ses efforts; et, s'il était obligé de l'abandonner, de ne le faire qu'après avoir fait essuyer à l'ennemi des pertes très-considérables. Cependant, pour ne rien précipiter, et afin de se replier en bon ordre jusqu'à Borghetto, en y évacuant tout avec sûreté, le général jugea nécessaire de prendre d'abord une première position, dont la droite et la gauche en arrière de Mélogne.

Ce mouvement rétrograde fut exécuté sur Final avec la plus grande précision, les 10, 11 et 12 messidor an 3 (fin de juin 1795), sans obstacle de la part de l'ennemi, qui était attaqué et battu alors par le général Laharpe, entre Savone et Vado. Dans cette nouvelle position, l'armée, plus rassemblée, assurait les moyens d'évacuer sans danger Final et Loano,

et de s'occuper de l'approvisionnement de la droite, en établissant des magasins à Oneille, qui devaient fournir à ceux placés provisoirement à Alassio et à Albenga. La crainte d'être attaqué dans sa marche avait été une nouvelle raison qui détermina le général à s'arrêter d'abord à Final, afin d'assurer son évacuation ; et il eut à se féliciter de cette sage précaution, l'ennemi ayant en effet attaqué le camp de Saint-Bernard le 14, d'où, repoussé avec perte, il était descendu le lendemain, pendant la nuit, dans les Châtaigniers de gauche et de droite, sur la redoute de la Planète, au nombre de six mille hommes, formant trois colonnes, qui, après avoir soutenu le feu des quatre pièces de canon de la redoute pendant une demi-heure, prirent la fuite, après beaucoup de perte : la même chose arriva le 16 à Viogenna, et le 17 au col de Terme.

La première position que le général en chef avait fait prendre à la droite de la division de droite n'étant que provisoire, il dut penser à prendre la seconde position de Borghetto dès l'instant où l'on eut effectué entièrement, le 17, l'évacuation de Final et de Loano. Ainsi, le 18, le général ordonna l'abandon de la première position ; d'autant encore, qu'après l'oc-

cupation du poste de Spinardo par l'ennemi, celui de la Planète n'étant plus tenable, la ligne courrait les dangers d'être coupée entre Rocca-Barbena et le col Saint-Bernard. Elle reçut donc l'ordre de se replier des postes de la Planète, du Signal, de la Chapelle Saint-Bernard, de Rocca-Barbena, Bianco, el Campo di Preti, sur la nouvelle ligne qui s'étendait depuis les hauteurs de Castel-Bianco, de Pezora, de la gauche de Zucarello et ses contre-forts, de sa droite qui remonte au Pizzo-Grande, et qui fait partie des hauteurs qui s'étendent jusqu'à Borghetto. Après avoir eu le plus grand soin de placer des postes avancés pour lier, d'une part, la gauche du Tanaro, et, de l'autre, empêcher l'ennemi de pénétrer dans la gorge de Zucarello, on en fit occuper le château, ainsi que celui de Coscente, où l'on établit une batterie de deux pièces de huit, et un obusier. Tous ces changemens furent exécutés, dans la nuit du 18 au 19 messidor an 3 (6 au 7 juillet 1795), dans le plus grand ordre; toute l'artillerie, les vivres, les effets de campement et les équipages, ayant été évacués dans le même temps.

Quoique cette nouvelle position fût extrêmement forte, et capable, comme elle le prouva,

d'arrêter un ennemi trois fois plus nombreux, le général en chef, ne voulant pas cependant s'y fier entièrement, ni attendre au dernier moment pour faire des dispositions ultérieures, dans le cas que, par des revers ou des événemens imprévus, l'ennemi parvînt à forcer cette position, ordonna une reconnaissance générale de tous les points en arrière de la droite.

Les positions d'Albingo, d'Oneille, du port Saint-Maurice, paraissant faibles et dangereuses au général, il ne les considéra que sous les rapports d'une protection, pendant que l'on ferait une évacuation.

La position de San-Remo, sur les hauteurs de la rive droite de la Taggia, entre Tanarello et la mer, lui parut beaucoup plus imposante; elle avait l'avantage de pouvoir laisser la division du centre dans ses positions, et de pouvoir conserver, par ce moyen, les conquêtes faites sur le roi de Sardaigne, qui se trouvaient couvertes jusqu'à la sommité des montagnes. Les approvisionnemens de la division de droite pouvaient se faire avec beaucoup de facilité; et enfin on pouvait, dans cette position, risquer avec avantage une bataille décisive contre des troupes infiniment plus nombreuses.

Mais il fallait reconnaître toutes les positions

en arrière de la ligne de Borghetto, jusqu'à celle de San-Remo; opération qui présentait des difficultés immenses, que surent cependant surmonter le général Berthier, chef de l'état-major; l'adjudant-général Vignolle, le chef de brigade du génie Clausade, et le chef d'artillerie Andréossi: malgré l'étendue et la nature du pays, couvert de montagnes escarpées, et entrecoupées à chaque pas; malgré les fatigues incroyables que ces officiers furent obligés de supporter, ils firent cette reconnaissance avec une exactitude, avec une précision, qui méritaient les plus grands éloges, et annonçaient les plus grands talens militaires dans cette partie si essentielle de l'art de la guerre.[1]

D'après cette reconnaissance, le général ordonna, en cas d'événement, la marche rétrograde des colonnes et la construction des chemins qui devaient la faciliter; il indiqua tous les points où elles pouvaient s'arrêter pour faire face à l'ennemi et le combattre avec avantage; il y joignit tous les ordres pour l'évacuation et la sûreté des transports, tant par mer que par terre. Après de pareilles précautions et de semblables dispositions de défense, le général

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (39).

Kellerman se mit en état d'attendre sans aucune crainte les secours qu'il ne cessait de solliciter. Le comité de salut public, par sa dépêche du 15 thermidor an 3 (2 août 1795), après avoir approuvé tous ses mouvemens, toutes ses dispositions, avoir rendu justice à l'armée, à sa bravoure, à sa constance, à sa discipline, à la résistance insurmontable qu'elle n'avait cessé d'opposer à un ennemi infiniment supérieur en nombre, annonçait au général qu'il venait de donner des ordres pour diriger sur Nice une colonne de dix mille hommes de l'armée du Rhin, et de l'armée des Pyrénées orientales, six mille hommes avec un régiment de chasseurs. Quoique le général reçût ces heureuses nouvelles, il s'était occupé avant, sans relâche, à se procurer les moyens les plus efficaces pour assurer les succès de la défensive, à laquelle il était forcé de se borner, malgré lui. Les ennemis n'avaient cessé d'attaquer les deux armées sur tous les points où ils avaient espéré d'obtenir quelques succès. [1] Ainsi, pendant l'espace d'un mois, depuis les dernières dispositions du général Kellerman, l'ennemi avait fait de continuelles tentatives contre l'ar-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (40).

mée des Alpes et celle d'Italie ; et il avait eu constamment la douleur de se voir repoussé ou battu.

Cependant le général, informé officiellement, le 26 thermidor an 3 (13 août 1795), de l'arrivée du renfort qui lui venait de l'armée du Rhin, s'était empressé d'ordonner au général Moulin de diriger ces troupes par le département des Hautes-Alpes, en les faisant déboucher par le camp de Tournoux, où il se trouverait pour les recevoir, et où il aurait l'attention de retenir les demi-brigades qui seraient trop fatiguées, ou le moins en état de faire la guerre, en les remplaçant par des demi-brigades de la droite de l'armée des Alpes, les plus fortes et le plus en état, sous tous les rapports, de faire la campagne.

Le 27 thermidor an 3 (14 août 1795), le général reçut une dépêche du général Macquart, dans laquelle il lui confiait ses inquiétudes sur la division de droite, d'après les rapports qu'il venait de recevoir du général Laharpe. Obligé d'aller au plus pressé, le général s'était décidé alors à revenir sur ses pas, après avoir demandé au général Serrurier d'envoyer à Tende un bataillon, pour y en remplacer deux qu'il allait faire passer au général La-

harpe, afin de le renforcer. Arrivé le 17 fructidor an 3 (18 août 1795) à Ormea, le général y avait été instruit que, le 29 thermidor, l'ennemi s'était porté à Benarosa, près du col de Tende, et commençait à s'y retrancher au moment où le général Dallemagne l'avait attaqué et l'avait obligé de s'enfuir; que, le 30, un corps d'environ six cents Croates, ayant attaqué à la pointe du jour les avant-postes du côté de Tuirano, était parvenu, par la supériorité du nombre, à repousser les chasseurs, qui s'étaient retirés d'abord dans les retranchemens de retraite, où, dès l'instant qu'ils avaient pu recevoir quelques renforts, ils avaient marché à l'ennemi, la baïonnette en avant, et au cri de *vive la liberté!* l'avaient battu et chassé après un combat très-opiniâtre de quatre heures. Enfin le général avait appris que, depuis quelques jours, l'ennemi était en mouvement; qu'il menaçait tous les points de la division de droite, tandis que l'escadre anglaise, forte de vingt-cinq à trente voiles, tenait sa croisière vis-à-vis Final, Albinga, etc.; que, du 26 au 27 thermidor, elle avait détaché des chaloupes sur les bâtimens mouillés à Alassio, dont sept, tous Génois, avaient été enlevés, et six leur avaient été repris par les chaloupes canonniè-

res qui se trouvaient à Alassio et à Albinga.

Tous ces différens rapports avaient déterminé le général à envoyer son chef d'état-major Berthier, pour examiner les choses de plus près, depuis le col de Terme; et, sur ce que cet officier lui avait assuré à son retour qu'il n'avait rien remarqué qui pût faire présumer une attaque sérieuse, le général s'était rendu le 4 fructidor à Albinga, où il avait établi son quartier-général, après avoir parcouru toute la ligne jusqu'à Borghetto, et s'être assuré qu'il n'y avait rien à craindre de la part de l'ennemi. Ainsi, tranquille sur tous les points de sa défensive, le général était parti le 9 fructidor an 3 (26 août 1795) pour San-Remo, avec son quartier-général, et s'était rendu de là, le 10, à Nice, où il reçut, le 12, le rapport du général Massena sur ce qui s'était passé le 10, dans la rade à Alassio. Une division de l'escadre anglaise, composée de deux vaisseaux de ligne de 74, et six frégates, profitant d'un vent frais, était entrée le matin, à six heures, dans la rade d'Alassio. Le projet des Anglais était de faire un débarquement pour couper les subsistances à la droite de la ligne : cette escadre, après avoir mouillé, se préparait à effectuer sa descente; mais le représentant du peuple

Chiape, qui se trouvait dans ce moment à Alassio pour y surveiller un établissement, instruit de l'approche des Anglais, avait rassemblé les troupes qui se trouvaient sur ce point, les avait fait ranger en bataille sur la partie des bords de la mer où les chaloupes anglaises paraissaient se diriger, et avait fait tirer sur elles dès l'instant où elles s'étaient trouvées à portée du fusil. Au même moment, l'escadre anglaise, de son côté, avait fait jouer son artillerie pour protéger la descente. Cependant ce feu, quoique terrible, n'avait point intimidé les braves défenseurs de la patrie; ils avaient continué à tirer, sans s'ébranler, sur les chaloupes anglaises; ils avaient donné au général Massena le temps d'arriver à leur secours avec deux bataillons, et de se joindre à eux pour faire entièrement échouer et le débarquement et le projet des Anglais.

Le général terminait à peine la lecture des dépêches du général Massena, qu'il en reçut d'autres, non moins agréables, du général Moulin; elles contenaient des rapports sur une tentative que venaient de faire les Piémontais contre le Mont-Genèvre. Ils avaient marché, le 13, sur quatre colonnes, dont trois parties d'Oulx, la quatrième de Fenestre. Une des co-

lonnes de droite, forte de quinze cents hommes, avait passé par Fénil, en tournant la montagne de Chaberton, et était arrivée au col d'Aquitaine, entre les Clavières et le Mont-Genèvre; une autre aussi de droite, forte de douze cents hommes, avait passé par Bonsors, et s'était portée sur les postes français de la Coche et du Renfort du Bœuf, dans l'intention de se réunir à la première, pour couper entièrement les postes français à Clavières et à la Coche; ayant laissé la troisième de droite, forte d'environ huit cents hommes, à Césanne, sur le front des avant-postes français, et devant servir de réserve, au besoin. Quant à la colonne de gauche, partie de Fenestre, et forte de huit cents hommes, elle avait attaqué les postes du Bourget. Pour s'opposer à ces forces de quatre mille trois cents hommes, les Français n'avaient, sur les différens points qui furent attaqués, qu'à peine huit cents hommes; cependant, malgré cette infériorité, l'ennemi avait été repoussé par-tout avec la plus grande vigueur. Il est juste néanmoins de convenir que le plan des ennemis, qui avait été parfaitement combiné, fut fort mal exécuté, et que les colonnes qui devaient attaquer sur tous les points en même temps, n'ayant fait que des

attaques successives, furent battues les unes après les autres.

A la Coche, plusieurs postes furent pris deux fois par l'ennemi, et repris par les Français. Le général Moulin, qui avait déjà fait les meilleures dispositions pour bien recevoir les Piémontais, dès l'instant où il avait été instruit du mouvement, s'était rendu sur le Mont-Genèvre, d'où il s'était ensuite transporté partout, suivi du représentant du peuple Réal, qui avait voulu, comme le général, être le témoin de la bravoure de leurs frères d'armes. La perte de l'ennemi, en morts et en blessés, avait été très-considérable : quatre officiers avaient été tués ; dix-neuf, dont quatre supérieurs, avaient été faits prisonniers; et, sans un brouillard très-épais qui vint favoriser la fuite de l'ennemi et le dérober à la poursuite des Français, ses pertes auraient été bien plus considérables.

Après cette action, le général Moulin avait élevé au grade d'officier le brave sergent-major Janneria, du deuxième bataillon d'infanterie légère, qui, seul, avait arrêté un détachement de trente Piémontais, qui conduisait prisonniers vingt-un volontaires, dont deux officiers. A peine Janneria avait-il apperçu ce détache-

ment, qu'il s'était embusqué sur son passage; et, dès qu'il avait été à portée d'être entendu, il s'était écrié : *A moi, chasseurs, délivrons nos camarades !* A ces mots, les Piémontais, effrayés, ayant témoigné de l'incertitude sur le parti qu'ils avaient à prendre, leurs prisonniers, excités alors par Janneria, étaient tombés sur eux, les avaient désarmés, et, se mettant sous les ordres du brave sergent-major, leur libérateur, les avaient conduits eux-mêmes prisonniers dans leurs quartiers. Balafou, capitaine du second bataillon du soixante-dix-neuvième régiment, avait été de même promu au grade de chef de bataillon. Ce brave vétéran, de quarante-cinq ans de service, avec dix hommes, avait arrêté une colonne ennemie de plus de six cents, qui se portait sur Clavières, et avait assez retardé sa marche pour donner le temps aux troupes qui se trouvaient cantonnées dans ce village, de se former, de se porter sur l'ennemi, et de le battre.

Les troupes aux ordres du général Serrurier n'avaient pas donné de moindres preuves de présence d'esprit et de valeur à Saint-Martin de Lentosca. Les 14 et 15 fructidor an 3 (31 août 1795), la pluie, la neige, les brouillards, avaient favorisé la marche d'une colonne de

quinze cents hommes, qui, après avoir passé par le col de Pierre-Étroite, s'était emparée du poste de la Cerine. Vers minuit, on avait su à Saint-Martin de Lentosca que l'ennemi s'avançait avec une force considérable ; aussitôt le général Serrurier avait fait battre la générale, et donné des ordres pour rassembler les trois cents hommes qui composaient toute la force de ce cantonnement. Déjà quelques-uns d'eux s'étaient portés à l'entrée du village, où l'ennemi était aussi parvenu; et, quoiqu'ils fussent accablés par le nombre, que quelques-uns d'entre eux eussent été tués, dix faits prisonniers, ils tinrent cependant ferme, et donnèrent le temps à la totalité de la troupe de se rassembler aux tentes des canonniers, placées au centre du village. Le combat qui s'engagea dans cette partie fut long, vif et meurtrier ; les braves soldats français, pressés de tous côtés par le nombre, et obligés de se resserrer, pouvaient à peine avoir l'espace nécessaire pour charger leurs armes et les tirer. Cependant leur constante bravoure l'avait emporté; les ennemis se décidèrent à la retraite, et à se rallier sur les hauteurs. Vers les six heures du matin, les braves défenseurs de la patrie, les ayant apperçus, voulurent absolument les y attaquer;

il fallut céder à leurs instances. On fit battre le pas de charge; ils mettent la baïonnette en avant, gravissent la montagne, vont à l'ennemi, le culbutent et le suivent jusqu'au poste de Cerine. En vain l'ennemi avait eu l'espoir de pouvoir en profiter, et avait voulu y tenter quelque résistance, il avait été culbuté de nouveau, et mis dans une entière déroute, après avoir perdu une assez grande quantité d'hommes, morts ou blessés; six cents prisonniers, non compris dix officiers de différens grades, et une très-grande quantité de fusils; il n'eût même échappé aucun Piémontais, si les Français ne s'étaient pas trouvés en aussi petit nombre pour les poursuivre, ou leur couper la retraite au col de Pierre-Étroite. L'adjudant-général Rambaud avait été un de ceux qui contribuèrent le plus au succès de cette journée, dont cependant chacun de ceux qui s'y trouvèrent pouvait aussi s'attribuer la gloire, tant cette action devait être regardée comme individuelle, par la bravoure avec laquelle chaque combattant avait constamment donné des preuves d'un courage surnaturel. Dans l'après-midi de cette journée, la bonne contenance des troupes françaises et quelques coups de canon avaient déterminé un corps de six

cents Piémontais à abandonner l'attaque du col de Fenestre. Le même jour, ils avaient été repoussés des postes de Saint-Barnouil, quoiqu'ils s'y fussent portés avec des forces considérables; après plusieurs heures de combat avec des succès différens, ils y avaient abandonné une assez grande quantité de morts, de blessés, et cent dix prisonniers.

Le lendemain 16, Saint-Barnouil avait été réattaqué, mais par des forces beaucoup plus considérables : aussi le combat avait-il duré cinq heures; et les ennemis, après avoir laissé une assez grande quantité de morts sur le champ de bataille, s'étaient-ils laissé prendre trois cent soixante-cinq des leurs, parmi lesquels plusieurs officiers, et deux cent cinquante fusils.

Cependant la paix venait d'être conclue avec l'Espagne; il est probable que les mauvais succès des armées austro-sarde et piémontaise, qui ne purent jamais réussir à pénétrer dans les départemens méridionaux, en avaient accéléré la conclusion. Vainement ces armées avaient-elles tenté de se joindre aux révolutionnaires, dont les excès avaient été portés à leur comble pendant le fort de la campagne; le reste des renforts promis au général était en marche,

et sur le point d'arriver : en conséquence, il avait adressé au comité de salut public, le 17 fructidor an 3 (3 septembre 1795), le plan qu'il avait formé pour tirer parti des forces qu'il allait recevoir, prendre l'offensive, débuter par une opération prompte et vigoureuse qui permît de pousser les avantages sans rencontrer des obstacles, et de faire une brillante campagne d'hiver dans l'intérieur de l'Italie,[1] lorsqu'il reçut une lettre du comité de salut public, qui lui annonçait qu'en conservant le commandement de l'armée des Alpes, il allait être remplacé dans celui de l'armée d'Italie par le général Scherer, qui arriva en effet, dans les premiers jours de vendémiaire an 4, à Nice, d'où le général Kellerman partit pour se rendre à l'armée des Alpes, après lui avoir communiqué ses plans, les ordres et les instructions qu'il avait donnés, et les dispositions qu'il avait prises. Il avait aussi écrit au comité de salut public au moment où il avait reçu de lui la nouvelle de son remplacement.[2]

Telle fut, du côté de l'Italie, l'issue de la campagne de l'an 3 (septembre 1795), que nous osons regarder comme l'une des défen-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (41).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (42).

sives la plus glorieuse de la part des Français, depuis l'époque la plus reculée où ils aient eu à défendre les Alpes contre les puissances de l'Italie coalisées. En effet, à aucun des points parcourus dans cette Histoire des guerres d'Italie, s'en est-il trouvé une seule où les Français, avec environ trente mille hommes, mal équipés, mal vêtus, mal nourris, disséminés depuis le lac de Genève jusque sur les bords de la Méditerranée, aient eu à défendre les positions qu'ils avaient prises dans le pays ennemi, sur le sommet des montagnes les plus hautes, les plus froides, les plus arides, les plus escarpées, contre plus de cent mille combattans, parfaitement approvisionnés, et occupant des positions en général bien moins âpres, et bien moins dépourvues des objets de première nécessité?

Les positions occupées par la division de droite, à la droite de l'armée d'Italie, étaient très-hasardées; le général en fut bientôt convaincu : mais déjà les ennemis étaient en mouvement pour les attaquer. Il eût été aussi imprudent que dangereux de les changer trop vîte; le général n'en songea pas moins à former son plan, à faire ses dispositions, et à donner ses ordres pour opérer ce changement,

devenu toujours plus nécessaire, sur-tout dès l'instant où, dans les affaires des 7, 8 et 9 messidor an 3 (25, 26 et 27 juin 1795), les ennemis se furent emparés des redoutes de Mélogne et du col de Spinardo, qui dominaient celle de la Planète. Le général exécuta donc alors son plan avec sagesse, en arrêtant d'abord sa droite à Final, afin de protéger l'évacuation des établissemens qui étaient dans cette ville et dans celle de Loano; et, dès qu'ils furent achevés, il se porta à Borghetto, où il eut encore la prudence de faire reconnaître toutes les positions, depuis celles de Borghetto jusqu'en arrière de la Taggia, pour y porter l'extrémité de sa droite, en conservant les positions de son centre, dans le cas où des revers imprévus l'obligeraient encore à rétrograder. Ainsi le général Kellerman, après avoir déconcerté tous les projets des Prussiens et des Autrichiens en Champagne, repoussé, dans la Maurienne et la Tarantaise, les Piémontais prêts à se joindre aux Lyonnais insurgés, venait encore d'arrêter, pendant trois mois, avec environ trente mille hommes, cent mille Piémontais, Autrichiens ou Napolitains, secondés par une escadre anglaise. Vainement ces troupes coalisées avaient-elles livré quarante-trois combats aux

troupes françaises, sur une ligne de défense de plus de cent lieues de développement; vainement avaient-elles fait des efforts pour pénétrer dans les départemens du Midi, où elles étaient attendues par les factions diverses, elles n'avaient jamais pu réussir.

Les différens événemens militaires dans les autres parties de la république, par la balance dans les succès de part et d'autre, laissaient dans un état incertain les craintes et les espérances de chaque parti.

En Amérique, les Français, ayant soulevé les habitans de Sainte-Lucie et de la Dominique, en avaient chassé les Anglais : une semblable insurrection avait été réprimée par ceux-ci à la Grenade.

Dans la Vendée, l'affaire de Quiberon avait détruit les espérances des royalistes. [1]

Luxembourg, après un long blocus, s'était rendu aux Français, qui y avaient pris le maréchal Bender, fameux par la conquête facile et rapide du Brabant.

Mais, en Allemagne, ils avaient perdu tout le territoire qu'ils avaient envahi en moins de temps qu'ils n'en avaient mis à le conquérir.

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (43).

Cette perspective brillante qu'ils avaient eue un moment d'étendre leurs conquêtes jusqu'au centre de l'Empire, s'était évanouie. D'abord maîtres de Manheim, bloquant Ehren-Breistein et Mayence, prêts à entrer dans Francfort, et resserrant les Impériaux entre le Rhin, le Neker et le Mein; bientôt après chassés jusqu'au-delà de la Sieg, forcés dans leurs retranchemens de Mayence, repoussés jusqu'au-delà des lignes de la Keisch, obligés de rendre Manheim, battus sur la Nahe, inquiétés même sur la Moselle; en vain, dans le pays qu'arrosent ces deux rivières, avaient-ils balancé leurs échecs par quelques avantages, ils ne s'en étaient pas moins félicités qu'un armistice vînt arrêter l'essor qu'avaient pris les aigles impériales; ils ne se félicitaient pas moins encore de conserver, en se maintenant à Dusseldorff, une route par laquelle ils pouvaient de nouveau pénétrer au cœur de l'Allemagne.

Cependant la situation de la république, relativement à ses relations extérieures, était devenue plus satisfaisante pendant le courant de l'an 3 (1795). On l'avait d'abord regardée comme facile à détruire; on la crut, peu de temps après, inébranlable; et, au moment où elle était encore déchirée par les plus honteuses

factions, on n'était frappé au dehors que de la chûte de ses tyrans et de l'éclat de ses victoires. Aussi, malgré les protestations des princes de l'Empire, dont les Français avaient conquis les possessions; malgré les intrigues de la Russie, les sollicitations des émigrés, les plaintes de la cour de Vienne et les séductions du ministère britannique, on vit bientôt la plupart des puissances qui formaient la coalition, se refroidir, se séparer et renoncer à une guerre ruineuse qui étendait la révolution, bien loin d'en arrêter les ravages, et dont le seul résultat était d'accroître la force continentale de la France et la puissance maritime de l'Angleterre.

Au grand étonnement des politiques, le grand duc de Toscane reconnut le premier la république française, conclut la paix, et, par un traité formel, rompant ses engagemens avec les coalisés, s'engagea à la plus stricte neutralité.

Le régent de Suède, au nom de son neveu, suivit bientôt l'exemple de ce prince; et son ambassadeur vint, au sein de la convention, assurer la nation française de l'amitié que la cour de Stockolm offrait à la république.

Depuis un an, le cabinet de Madrid voyait la fortune déclarée pour les Français; par-tout leurs armes étaient triomphantes : trois pro-

vinces de la Biscaye étaient tombées dans leurs mains, aucune forteresse ne pouvait arrêter leurs efforts. Le général Pérignon était entré dans la Catalogne; le général Moncey avait pris Bilbao; l'Espagne, par sa position, n'avait de secours à espérer de personne.

Les puissances du Nord restaient neutres; l'impératrice de Russie, qui depuis blâma, en termes peu mesurés, la défection du roi catholique, n'appuyait la coalition que par des promesses.

Dans cette position, le roi d'Espagne, préférant son pays à sa famille, consentit à la paix qui fut signée à Bâle le 4 thermidor an 3 (22 juillet 1795).[1]

Le roi de Prusse, satisfait de ses nouvelles acquisitions en Pologne, et dégoûté de la guerre, oubliait, dans les bras de ses maîtresses, les dangers de l'Empire, la querelle des rois et les intérêts de la princesse d'Orange, sa sœur.

En vain l'Angleterre, par ses subsides, avait voulu ranimer son ardeur; il ne voulut plus s'exposer aux fatigues d'une nouvelle campa-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (44).

gne : désespérant de pouvoir replacer un Bourbon sur le trône français, et voyant sans peine l'Autriche, sa rivale, s'affaiblir, après avoir posé les armes, le roi de Prusse avait accepté la paix signée pour lui à Bâle, le 16 germinal an 3 (5 avril 1795), par le comte d'Hardenberg. [1]

On avait lieu de croire que ce traité conclu entre la Prusse et la France déterminerait la plupart des états de l'Empire germanique à se ranger sous la bannière prussienne, pour traiter avec le gouvernement français ; mais il n'y eut que le landgrave de Hesse-Cassel, qui avait des troupes, de l'argent et des liaisons intimes avec la cour de Berlin, qui osa suivre son exemple, et signer un traité de paix le 11 fructidor an 3 (28 août 1795). [2]

Tel fut le dénouement de ces importantes négociations : si elles n'éteignirent point partout le feu de la guerre, elles en calmèrent la violence ; et, quoique l'ambition de l'Angleterre et le ressentiment de la cour de Vienne les aveuglassent encore au point de leur faire

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (45).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (46).

espérer de vaincre seules un peuple qui avait résisté à toute l'Europe, il n'en est pas moins vrai, aux yeux de tout observateur impartial, que le peuple français avait assez de ressources et d'énergie pour maintenir son indépendance, et ne recevoir des lois de personne.

Mais, à la même époque où l'indépendance française paraissait irrévocablement décidée par la victoire, au moment où l'existence des monarchies commençait à devenir un problême, dans le même temps où le comité de salut public négociait avec tant de succès, et réussissait à diminuer tous les jours les forces de la coalition, les factions qui s'entre-choquaient dans l'intérieur, l'ineptie, la mauvaise foi, ou les passions des hommes qui gouvernaient, empêchaient les intrépides guerriers qui commandaient les démocrates français, de profiter de l'opiniâtreté des rois coalisés pour rendre la révolution universelle.

Après le 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), malgré la chûte de ses tyrans, la convention, qui n'avait pas eu le courage ou les moyens de ramener entièrement la justice à l'ordre du jour, était dans une position très-critique; elle voyait deux partis violens, qui tendaient éga-

lement à renverser de nouveau la France, et à la livrer aux vengeances des puissances étrangères, toujours attentives à profiter de ses divisions pour l'accabler. Le parti des anarchistes était resté redoutable et nombreux ; il ralliait sous ses bannières tous ceux que la crainte ou la cupidité avaient engagés à se montrer sur la scène pendant la terreur. Ce parti avait aussi, dans le bas peuple, une foule de disciples aveugles et de complices intrépides. Après avoir commis la faute de transiger avec les chefs, la convention eût peut-être couru les risques de retomber dans ses chaînes. Le parti des royalistes ardens, plus disséminé, moins hardi, plus divisé, mais non moins inflexible dans ses opinions, plus cruel dans ses projets de vengeance, aveugle dans sa politique, confondant avec mépris, sous le nom de jacobins, les anarchistes et tous ceux qui, les premiers, ayant voulu la liberté, persistaient encore à s'opposer au retour de l'ancien régime; incapable de transiger, n'écoutant que la voix des préjugés et de la vengeance, inaccessible à la raison, était aussi devenu un assez puissant obstacle aux bonnes intentions de la convention régénérée. Ce dernier parti devenait d'autant plus nuisible et dangereux pour les législateurs

qui avaient l'intention de réparer les maux auxquels on venait d'être exposé, que, dès l'instant où l'on détruisait quelques-unes des lois du régime de la terreur, et où l'on faisait quelque acte de justice, les royalistes, triomphans, animaient le peuple contre ceux qu'il leur plaisait d'appeler des anarchistes, et lui annonçaient le retour de l'ancien régime; dès-lors la crainte s'emparait de l'esprit des patriotes les plus purs, des amis les plus respectables de la liberté : on voyait l'inquiétude se répandre jusque dans les camps, et le parti des hommes exagérés en acquérait de la force.

Ainsi on avait trop écouté la prudence, trop ménagé les partis; le crédit avait souffert, les malheurs s'étaient multipliés, les esprits aigris. La convention semblait retenue dans une inertie révoltante. Cependant elle avait fait rentrer dans son sein les soixante-treize députés incarcérés par l'anarchie; elle avait purifié le Panthéon, souillé par les manes de Marat; livré à l'échafaud Lebon, Carrier, Fouquier-Thainville, et cet exécrable tribunal révolutionnaire qui avait sacrifié tant de victimes humaines à la terreur; elle avait fait décréter d'accusation plusieurs des anciens membres du gouvernement décem-

viral. Mais, en même temps, elle avait placé avec trop peu de distinction, dans ses comités, dans les armées, dans plusieurs places importantes, des démagogues ardens, des patriotes timides et des royalistes bien prononcés. Intimidée ensuite par l'audace des anarchistes, par celle des décemvirs accusés, elle avait commis la faute impolitique de punir arbitrairement, et sous de faux prétextes, ces hommes qui avaient violé si constamment toutes les formes de la justice.

Cette conduite ambiguë et coupable avait réveillé la fureur des partisans de Roberspierre; elle était devenue le signal de la guerre entre les républicains et les anarchistes. Plusieurs députés, qui avaient contribué à la révolution du 31 mai 1793 et à ses suites, craignant la vengeance des députés qui venaient de rentrer, se rallièrent aux débris de la tyrannie décemvirale. On répandit des alarmes dans le peuple, on lui fit craindre la famine et la contre-révolution; malheureusement il y avait alors une véritable disette; et, dans plusieurs départemens, les patriotes et les acquéreurs de biens nationaux étaient assassinés, brûlés ou volés.

Le 1er prairial, une troupe nombreuse de

furieux et d'artisans égarés, précédés d'une foule de femmes, demandant du pain, se porte vers les Tuileries, force la garde, pénètre dans la salle de la convention, se mêle avec les députés, les insulte, les menace, demande impérieusement le rappel des décemvirs, et répand l'effroi dans l'assemblée. Déjà l'on voyait briller le fer homicide dont s'étaient armés plusieurs membres de la Montagne, et les assassins qui étaient venus les soutenir; déjà quelques citoyens, victimes de leur courage, étaient tombés sous leurs coups : le président tentait vainement de rétablir l'ordre. Boissy-d'Anglas, bravant tous les dangers, le remplace; et, par sa fermeté, sa contenance et son courage, dignes des temps antiques, il sauve sa patrie du danger qui la menaçait. En vain on l'attaque, on le presse, on le menace; en vain tire-t-on des coups d'armes à feu autour de lui; en vain l'on porte à ses yeux la tête sanglante de son collègue Féraud, il reste immobile; et, présentant seul une digue inébranlable au torrent, il empêche, pendant huit heures, qu'on prenne aucune délibération. Cette conduite, si digne d'admiration, avait forcé les assassins à un respect involontaire, enchaîné leur furie, et arrêté

leurs bras. Les forces du président s'étaient épuisées, sa voix ne pouvait plus se faire entendre; le tumulte augmentait, la crainte s'était emparée du plus grand nombre des représentans du peuple. Les démagogues, enragés, avaient déjà rendu quelques décrets qui faisaient revivre l'anarchie, lorsqu'enfin plusieurs sections de Paris, auxquelles la résistance de Boissy avait donné le temps de s'armer, accoururent délivrer la convention nationale. Le député Legendre et quelques-uns de ses collègues, à la tête des citoyens armés, percent la foule, pénètrent dans la salle, et en chassent les brigands qui s'en étaient emparés. Le lendemain, les anarchistes, furieux de leur défaite, communiquent leur rage à la populace égarée des faubourgs de Paris; une foule immense vient, avec du canon, demander aux législateurs l'organisation de la constitution de 1793. La convention, dans la crainte de voir se renouveler les scènes de la veille, promet d'accéder à ces demandes; le peuple, content, se disperse. Le 3 prairial, les chefs de la sédition font enlever, par les habitans du faubourg Saint-Antoine, les assassins du député Féraud : cette audace fit ouvrir les yeux à la

convention nationale. On marche avec un grand appareil militaire contre le faubourg Saint-Antoine; les rebelles, consternés, se soumettent; ils livrent les assassins de Féraud et les chefs de la révolte.

Cette heureuse révolution rendit une entière liberté au parti modéré de la convention, qui, dégagé de ses honteuses entraves, osa enfin vouer au mépris la constitution de 1793, et nommer une commission pour rédiger une constitution plus sage.

FIN DU LIVRE VINGTIÈME.

SOMMAIRE

DU LIVRE VINGT-UNIÈME.

La nouvelle constitution de l'an 3 est acceptée. — Le directoire exécutif est installé. — Fausses protestations de l'Angleterre pour la paix. — Scherer va commander en Italie. — Il bat les coalisés à Loano. — Bonaparte remplace Scherer. — Les Français, repoussés à Voltri le 20 germinal, battent les Autrichiens, le 21, à Montenote; le 25, à Millesimo; les Piémontais, les 2 et 3 floréal, à Ceva, Vico et Mondovi; et, le 7, ils forcent le roi de Sardaigne à demander la paix. — Le 18, ils passent le Pô. — Le duc de Parme, le roi des deux Siciles, la république de Venise, demandent et obtiennent de rester neutres. — Les Français forcent le pont de Lodi; ils traversent l'Adda; ils entrent dans Milan. — Beaulieu se retire derrière le Mincio; il y est forcé, battu et obligé de se retirer derrière l'Adige. — Blocus de Mantoue. — Occupation de Livourne. — Moreau venge, sur le haut Rhin, les Français repoussés à Dusseldorff. — Jourdan reprend l'offensive. — Ferino pénètre jusqu'à Bregens. — Wurmser descend en Italie, et s'approche de Mantoue. — Bonaparte en lève le siége. — Il marche aux Autrichiens, les bat à Brescia, à Castiglione, et, après six jours de combats continuels, les oblige de fuir dans le Tyrol. — Il les poursuit sur la Brenta, les attaque à Bassano. — Au moment où il est sur le point de les envelopper du côté de Legnago, Wurmser se réfugie dans Mantoue. — Il y est assiégé; il veut en sortir, il est battu. — En même temps, la Corse était soumise. — Les Français sont obligés de revenir sur les bords dn Rhin. — L'empereur envoie une troisième armée en Italie, dans les premiers jours de brumaire. — Elle force les Français d'évacuer le Tyrol. — Bonaparte attaque cette armée, le 25, à Arcole. — Après trois jours de combat, il la force de se retirer derrière la Brenta. — De nouvelles forces viennent ranimer les Autrichiens consternés. — Ils attaquent, le 23 nivose, depuis la Coronna jusqu'à Vérone. — Ce jour-là, et le lendemain, ils sont complètement battus. — Une de leurs colonnes veut se jeter dans Mantoue; elle est faite prisonnière de guerre. — Mantoue capitule.

LIVRE VINGT-UNIÈME.

Depuis la formation du directoire exécutif jusqu'à la reddition de Mantoue.

Du 14 vendémiaire an 4 (6 octobre 1795) au 14 pluviose an 5 (30 janvier 1797).

La commission des onze venait de rédiger la meilleure constitution que pût tolérer la méfiance républicaine; mieux combinée que les précédentes, elle offrait aux Français l'espoir d'un repos, pendant lequel ils pouvaient l'examiner, l'essayer et la corriger. [1] Tous les bons citoyens, à l'exception des ennemis de l'état, étaient également disposés à accepter cette constitution, qui leur assurait des espérances de quelque tranquillité; mais une précaution très-sage, qu'avaient exigée les membres de la commission, faute d'avoir été comprise comme article de la constitution, et d'avoir été présentée comme une loi à part, vint rallumer toutes les passions, et offrit aux hommes exagérés de tous

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (47).

les partis, ainsi qu'aux étrangers, des prétextes pour rallumer la guerre civile. Afin d'éviter les secousses trop violentes, les membres de la commission des onze s'étaient arrêtés à ne renouveler tous les ans, que par tiers, le corps législatif, afin d'éviter les changemens trop prompts et trop entiers, danger infiniment à craindre, sur-tout dans les circonstances où l'on se trouvait. Ainsi l'on devait s'attendre à voir les deux tiers de la convention nationale former le nouveau corps législatif; détermination qui devint la base des lois des 5 et 13 fructidor, mais que les assemblées primaires, poussées par des instigateurs mal-intentionnés de l'un ou de l'autre parti, se crurent en droit de discuter, d'accepter ou de rejeter, en se soumettant d'ailleurs à l'acceptation pure et simple de la charte constitutionnelle. Excitées par les mécontens, les ambitieux, les royalistes; perfidement échauffées par les anarchistes, une assez grande quantité d'assemblées primaires se déclarèrent en permanence, et rejetèrent les lois des 5 et 13 fructidor. Les sections de Paris, plus aigries et plus mal conseillées, bercées de fausses espérances, déguisèrent encore moins leur opposition et leurs projets, et, s'abusant sur leurs forces, après avoir commis mille imprudences

illégales, en vinrent à croire que rien ne pouvait leur résister. [1]

La convention, effrayée, fit arriver des troupes dans Paris, et eut la coupable faiblesse d'accepter les offres des anarchistes démagogues, et de les armer pour sa défense. Cette détermination inconsidérée exaspéra davantage les sections : sans chef, sans ensemble, sans canons, sans munitions, elles coururent aux armes, et marchèrent, le 13 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795), contre les Tuileries avec autant de désordre que d'étourderie. Les troupes réglées et l'artillerie repoussèrent aisément une multitude aussi mal organisée, et encore plus mal conduite. Beaucoup de citoyens, quelques femmes, des enfans même, venaient de perdre la vie; l'effroi remplaça alors bien vîte la fureur. Les assemblées primaires, qui avaient imité les sections de Paris, se séparèrent et se soumirent; et la convention, avant de terminer sa session, mit en activité la constitution, comme elle l'avait voulu.

Mais cette insurrection avortée fit changer de système aux conventionnels, qui crurent devoir employer la crainte là où il était si ur-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (48).

gent de se servir de lois douces et capables de guérir ou de calmer tant de plaies encore saignantes, tant d'actes arbitraires, tant d'injustices criantes. Trop effrayée, au contraire, des dangers qu'elle venait de courir, la convention, oubliant que la modération peut seule terminer les révolutions, n'écoutant que ses craintes, nomma pour membres du directoire exécutif des hommes dont le choix, généralement désapprouvé, perpétua le mécontentement national et l'agitation si funeste qui devait en être la suite.

Heureusement, les Français n'avaient pas perdu le droit qu'ils avaient depuis des siècles d'influer puissamment sur le sort des autres nations; et non seulement ils avaient raffermi ce droit que la révolution avait ébranlé, mais, en le fortifiant par de nouvelles conquêtes et par d'habiles négociations, ils faisaient craindre à l'Europe un abus de force et de succès fatal à son repos et à sa gloire. On voyait toujours régner dans les armées françaises le même esprit, le même amour pour la patrie, le même dévouement, le même courage; et c'était là seulement où se conservait encore le feu sacré et l'enthousiasme pour la liberté. L'armistice avait donné quelque espérance de paix; la

France soupirait après une pacification générale, mais le directoire voulait la guerre. En Angleterre, même vœu de la part du peuple, même répugnance de la part du gouvernement. Mais les besoins de la paix et les ressources pour la guerre n'étaient pas les mêmes dans les deux pays. L'excellence de la constitution anglaise, la grande majorité du parlement assurée au ministre, sa marche vigoureuse et la richesse de la nation, donnaient à la Grande-Bretagne un avantage immense sur un pays dont la constitution était à peine reçue, que les factions déchiraient encore, où les feux de la guerre civile n'étaient pas éteints, qui n'avait d'autres finances que des emprunts forcés, et dont le gouvernement, entouré de défaveur, semblait, par son administration, repousser la confiance.

La composition même du directoire, les pouvoirs trop étendus qui lui étaient délégués, les choix qu'il faisait chaque jour, son acharnement contre les prétendus rebelles de vendémiaire, le régime des réquisitions remis en vigueur, le système des anarchistes perçant souvent dans les opérations du gouvernement; toutes ces circonstances semblaient faire présager de nouvelles secousses.

La Vendée existait encore; Charette avait repris les armes; Stofflet menaçait de relever l'étendard de l'insurrection; les chouans désolaient plusieurs départemens; les anarchistes de toutes les espèces s'agitaient dans le Midi, et entretenaient des communications avec les chefs dans la capitale; le mécontentement était général; l'esprit de parti dominait par-tout, et la lassitude universelle était le seul garant du repos public.

De tous les ennemis de la France, l'Autriche eût été la plus disposée à la paix; mais, n'ayant que des restitutions à réclamer, elle ne pouvait se séparer de l'Angleterre, qui, seule, avait des compensations à offrir : d'ailleurs, l'impératrice de Russie voulait encore moins la paix que le directoire ou le cabinet de Saint-James; et sa volonté faisait à Vienne, ses menaces faisaient à Constantinople, ses promesses faisaient à Berlin, ce que son courroux faisait à Stockolm. L'Espagne, seule, avait su repousser le ton impérieux de ses dépêches, par la dignité et le langage de la saine politique. Quant au Danemarck, il avait su échapper, par sa sagesse, au froissement de tant d'intérêts divers, et maintenir son indépendance entre Paris, Londres et Pétersbourg.

Tel était le tableau de l'Europe au commencement de l'an 4 (fin de 1795). Examinons actuellement le nouvel aspect que vont lui donner les opérations des armées, les négociations des cabinets, la conduite de ceux qui gouvernent, et la puissance du temps.

La paix était desirée par la France comme par l'Angleterre : on pouvait présumer quelques démonstrations de dispositions politiques; elles eurent lieu à Bâle, entre les ministres des deux puissances. M. Pitt, ayant contracté l'engagement d'offrir la paix à la France, pour se faciliter les moyens de faire ratifier son emprunt, avait donné à M. Wickam des instructions qui rendaient ses propositions de paix inadmissibles; aussi le directoire, en les repoussant avec fierté et en continuant la guerre, s'estima-t-il heureux de pouvoir en rejeter tout l'odieux sur la Grande-Bretagne, et de pouvoir en faire l'objet des proclamations qu'il s'empressa d'envoyer à nos armées, et de répandre dans l'intérieur.

Cet événement politique avait été précédé quelques mois auparavant, dans les premiers jours de l'an 4, par des faits diplomatiques et militaires vers les Alpes, le comté de Nice et Gènes; ils étaient les précurseurs de tout ce

qui se passa d'étonnant dans cette campagne et les suivantes, bien moins encore en Allemagne qu'en Italie.

Le général Scherer, en venant prendre le commandement de l'armée d'Italie, y avait conduit une grande partie des troupes qui étaient sous ses ordres vers les Pyrénées orientales; la paix avec l'Espagne avait permis au comité de salut public d'en retirer une partie pour renforcer les troupes trop peu nombreuses qui s'opposaient à l'entrée des armées austro-sardes dans les départemens méridionaux. Ce surcroît de forces et l'habitude des généraux français de préférer l'offensive à la défensive, avaient rendu la situation du roi de Sardaigne très-épineuse; aussi ce prince pressait-il le roi des deux Siciles, le pape, les ducs de Parme et de Modène, d'envoyer sur les bords du Pô les troupes qu'ils s'étaient engagés à lui fournir. Cependant, afin de pouvoir se rapprocher de la partie de l'armée française qui occupait Borghetto, le chemin le plus court et le plus aisé pour les Autrichiens était de pénétrer dans le territoire de Gènes par Campo-Freddo et le col de la Bochetta; l'occupation de ce passage avait, en conséquence, été le sujet d'une note remisè au sénat de Gènes par le baron de

Wins. Le sénat avait fait de vaines protestations de neutralité : de même que les Français avaient passé le territoire de Gènes, pour s'emparer d'Oneille, ville appartenant au roi de Sardaigne; ainsi les Autrichiens s'étaient avancés jusqu'aux bords de la mer, pour favoriser les opérations de l'escadre anglaise qui croisait dans le golfe. Le gouvernement de Gènes avait éprouvé alors le sort destiné, par la nature des choses, aux états d'une petite étendue, placés entre deux grands empires qui sont en guerre; ils sont froissés par l'une ou l'autre des puissances, et quelquefois par toutes deux.

Les Français et les Autrichiens se fortifiaient respectivement; les premiers à Borghetto et à Albinga, les seconds à Dégo. Le baron de Wins avait étendu ses redoutes jusque sur le Mont-Balin, qui domine Savone et Vado, pour empêcher les Français d'inquiéter les secours qu'il attendait d'Alexandrie et de Tortone.

La république de Gènes, placée malgré elle sur le théâtre de la guerre, prenait de vaines précautions contre trois puissances qui l'entouraient par mer et par terre, et dont chacune pouvait l'écraser à chaque instant.

Le C^en^ Villars était arrivé à Gènes le 15 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795), pour

remplacer, en qualité de ministre, le Cte Tilly, et prévenir le sénat que le gouvernement français avait ordonné aux généraux de réparer les dommages commis sur le territoire génois, et de ne prendre désormais aucune part à l'administration du pays.

Les violences, les vexations exercées dans les ports des départemens du Var et des Bouches-du-Rhône envers les navigateurs génois, les avaient éloignés de ces parages : cet acte de justice diminua ces impressions défavorables. Les grains emmagasinés à Gènes parvinrent dans les ports de France, et prévinrent la famine ; mais dès-lors les ministres des puissances coalisées, qui résidaient à Gènes, prirent à leur tour une attitude hostile. Le roi de Sardaigne avait envoyé à Gènes un ministre extraordinaire, chargé de menacer les Génois du ressentiment de son maître. Le sénat lui rendit menaces pour menaces ; mais il n'était pas aussi aisé d'éconduire les Autrichiens et les Anglais.

La flotte britannique, après s'être complètement approvisionnée dans la rade de Livourne, croisait devant Gènes ; elle était composée de vingt-un vaisseaux de ligne, de deux vaisseaux napolitains et de quatre frégates. L'escadre de-

Toulon, ne pouvant se mesurer avec des forces aussi redoutables, restait dans le port. L'amiral anglais ayant déclaré aux Génois qu'il bombarderait leur ville, s'ils continuaient à favoriser les Français; le général de Wins publia, de son côté, une proclamation, dans laquelle il déclarait de bonne prise tous les navires chargés de comestibles ou de munitions de guerre pour les Français ou les Espagnols.

Au milieu de ces différentes discussions, la campagne de l'an 4 (fin de 1795) s'était ouverte à l'armée des Alpes, le 1er vendémiaire, par l'attaque des avant-postes de la Montat, placés sur le col de la Croix. Deux cents Piémontais avaient obligé les Français de se replier sur la Montat, où, après un combat assez vif, le général Pouget, ayant pris le parti de harceler lui-même les ennemis, était parvenu à les repousser; il avait ensuite chargé l'adjudant-général Chambaud de reconnaître les retranchemens de l'ennemi, près le village de Malchaussée, et de les attaquer, si l'occasion s'en présentait. En conséquence, le 3 vendémiaire an 4 (25 septembre 1795), l'adjudant Chambaud était parti à cinq heures du soir du village de Veyrolle, à la tête de cinq cents hommes, divisés en trois colonnes, se dirigeant

chacune sur le village de Malchaussée. Le 4, à trois heures du matin, les colonnes étant arrivées sur les points qui leur étaient désignés, on avait fait le signal convenu, et l'attaque avait commencé par une fusillade très-vive de part et d'autre; mais, comme il était à craindre que les ennemis ne fussent secourus par leur seconde ligne, l'adjudant-commandant avait fait battre la charge : aussitôt le feu avait cessé de la part des Français; ils avaient gravi les montagnes avec leur ardeur habituelle; une des colonnes avait attaqué le baracon, les autres le camp ennemi. En vain les Piémontais avaient fait pleuvoir une grêle de balles; en vain, se croyant assez forts de leurs retranchemens, criaient-ils ironiquement aux assaillans : *Ça ira*. A ces mots, ceux-ci, indignés, ne connaissant plus ni dangers ni obstacles, avaient sauté dans les retranchemens, s'y étaient battus corps à corps avec les Piémontais, avaient terrassé les uns, tué les autres; et, bientôt maitres des retranchemens et du village de Malchaussée, il ne leur était plus resté d'ennemis à combattre.

Le général Pouget n'avait pas voulu s'en tenir là; instruit que les ennemis avaient rapproché leurs avant-postes de la ligne de défense,

du Mont-Cenis, il avait résolu de les attaquer, avec le projet de les replier au-delà de la Novalaise. A cet effet, il avait rassemblé six cents hommes le 22 vendémiaire an 4 (14 octobre 1795), dont il avait formé trois colonnes : l'une commandée par l'adjudant-général Lacombe, dirigée sur les montagnes de Larpon, et destinée à couvrir la retraite des troupes. Une seconde colonne avait reçu l'ordre de longer le revers de la montagne de Montpensier, et de prendre à dos l'ennemi par le poste de la Chapelle Sainte-Marie. Une troisième colonne marchait au centre, sous les ordres du général Pouget.

Malgré une défense opiniâtre, le poste de la Chapelle Sainte-Marie avait été forcé de se rendre prisonnier : ce premier succès avait enhardi les troupes. Le général Fournier avait fait tourner le village de la Novalaise, afin d'arrêter les secours qui venaient à ce village, du poste de Venoux, qui avait été prévenu du danger de ses avant-postes par le bruit de la fusillade. Les troupes de la Novalaise, se voyant attaquées de toutes parts, s'étaient rendues prisonnières de guerre après une perte considérable.

Pendant ces combats, le lieutenant Magné,

avec la compagnie des carabiniers du second bataillon d'infanterie légère, avait arrêté trois cents Piémontais qui venaient pour couper la retraite aux troupes françaises.

Le général Kellerman, ne voulant pas que l'armée des Alpes prît des cantonnemens d'hiver avant que celle d'Italie eût exécuté les opérations qu'elle projetait, avait ordonné qu'on harcelât l'ennemi sur tous les points que les neiges n'avaient pas rendus absolument impraticables, afin d'opérer une diversion : en conséquence, malgré les neiges qui obstruaient les cols, et la rigueur du temps, le général de brigade Vaubois avait disposé une attaque contre les postes avancés de l'ennemi, dans la vallée de Sture et dans celle de Mayre. Trois détachemens étaient partis du camp de Malamort et de celui de l'Arche; et trois autres, d'égales forces, s'étaient dirigés par les cols de Jantrons, des Monges, et par Laronay, pour forcer les postes de Surrel, du pont de Mayre et des Salettes. Les cols se trouvant impraticables, et une forte tourmente étant survenue, on n'avait pu poursuivre l'ennemi, qui avait pris la fuite à la nouvelle de l'approche des Français. En même temps, trois autres colonnes avaient été dirigées sur la val-

lée de Sture, avec ordre d'attaquer les postes ennemis, et de faire une reconnaissance, afin de s'assurer si cette vallée avait des ressources en fourrages. Les postes ennemis de l'Argentière, quoique fortement retranchés, et gardés par un régiment suisse et des milices, avaient été forcés et emportés; vainement l'ennemi s'était-il rallié au village de l'Argentière, et y avait-il opposé une résistance opiniâtre, il avait été obligé d'évacuer sa position; et, si les détachemens de droite et de gauche n'avaient pas été arrêtés par les neiges et les glaces, tout ce qui était à l'Argentière aurait été fait prisonnier. Poursuivi la baïonnette aux reins jusqu'à Brézès, l'ennemi y avait été ensuite forcé, ainsi qu'à Démon, quatre lieues plus loin, et bientôt après aux Barricades. L'ardeur des troupes les aurait même emportées sur Vinay; mais, instruit qu'on venait d'en garnir les retranchemens avec deux régimens suisses et une assez grande quantité de milice, et dans l'impossibilité de les emporter avec huit cents hommes, les troupes, ayant d'ailleurs parfaitement rempli l'objet de leur reconnaissance, et se trouvant éloignées de trois lieues de leurs postes, rentrèrent dans leur camp.

Pour compléter la diversion en faveur de

l'offensive projetée à l'armée d'Italie, trois colonnes avaient été mises en marche dans la nuit du 22 au 23 brumaire. La première, partie de la Chaux, s'était dirigée sur les villages de Boussan et de Champsac, que les postes de l'ennemi avaient évacués à son approche, pour prendre une position près de Size, à la montagne; un autre poste, placé sur le marquisat, avait été tourné, et on avait brûlé tout ce qu'on y avait trouvé appartenant à l'ennemi; une forte redoute, placée dans la gorge de Champsac, avait aussi été tournée, et tous les hommes qui la défendaient avaient été tués ou faits prisonniers. Pendant ces différentes expéditions, l'ennemi avait rassemblé ses forces à Cestrières; mais il n'avait pu s'opposer à la retraite de cette première colonne, qui était rentrée intacte dans ses postes, après avoir ponctuellement exécuté les ordres qu'elle avait reçus. Une seconde colonne, partie du Mont-Genèvre, s'était portée à Cézanes; l'ayant trouvé évacué, elle avait poussé à Feuille et à Donard, d'où elle avait envoyé un fort détachement sur le chemin d'Oulx, qui avait enlevé quelques postes à l'ennemi: celui-ci, ayant alors rassemblé ses forces, avait voulu tenter de tourner cette colonne; mais, toutes les hau-

teurs se trouvant occupées par la marche combinée des troupes sur la droite et sur la gauche, les Piémontais avaient été obligés de se tenir à une très-grande distance, et hors de la portée du fusil. La troisième colonne, partie de Plampinet, s'était portée sur Pierre-Menoud, d'où, malgré une immense quantité de neiges, elle avait pénétré jusqu'à la Chapelle Saint-Charles, qui domine le village d'Oulx; mais, ne pouvant pénétrer plus avant, elle était rentrée dans ses postes, après avoir essuyé les fatigues les plus fortes.

Les troupes de la vallée de Quiéras avaient voulu attaquer de leur côté; mais il leur avait été impossible de pénétrer jusqu'aux avant-postes des ennemis, tant les neiges étaient considérables. Enfin le général s'était porté lui-même à Barcelonette et à Briançon, pour y ordonner et diriger les différentes attaques projetées de ces points importans les plus rapprochés de l'armée d'Italie; et, au moyen de l'ensemble et de la multiplicité des différentes attaques faites sur tout le front de l'armée des Alpes, il avait parfaitement réussi à empêcher les Piémontais de dégarnir aucun de leurs points de défense pour renforcer les Autrichiens : mais, les neiges ayant augmenté au

point de ne plus permettre de rester sur les hauteurs, ni de pénétrer nulle part, et ayant posé entre les deux armées des barrières insurmontables, il fallut s'occuper, vers le 15 frimaire (6 décembre), à mettre les troupes à couvert de l'extrême intempérie de la saison. Aux mêmes époques, on attaquait aussi avec succès les ennemis, sur plusieurs points, à l'armée d'Italie.

Le 3 vendémiaire an 4 (25 septembre 1795), le général de brigade Miolis, après avoir chassé de leur camp, à Garesio, les Piémontais et les Autrichiens, l'avait brûlé et s'était emparé d'un magasin de poudre.

Le 10 vendémiaire (2 octobre), l'avant-garde des ennemis, s'étant placée sur un mamelon en face de Borghetto, avait commencé à s'y retrancher, pour y élever des batteries de gros calibre; le général Massena, qui s'en était apperçu, avait donné les ordres au général Victor de chasser l'ennemi de cette position, et d'y détruire ses fortifications. En conséquence, dans la nuit du 10 au 11, deux colonnes avaient embrassé le mamelon et l'avaient cerné, tandis que deux cents grenadiers et deux cents chasseurs empêchaient l'ennemi d'y porter du secours. Arrivés au pied des re-

tranchemens, les Français étaient sautés dedans, y avaient tué tout ce qui n'avait pu s'échapper à la faveur de la nuit, et les avaient ensuite détruits.

Cependant les Autrichiens se fortifiaient de plus en plus à Pietri et à Loano ; les maladies leur avaient emporté, à la vérité, beaucoup de monde à Vado ; mais ils étaient encore infiniment supérieurs en nombre, en positions et en artillerie : ce qui n'empêcha pas néanmoins le général Scherer de se décider à les attaquer. Par les positions qu'occupait l'armée austro-sarde, toute communication était interdite à l'armée française avec le territoire de Gènes ; notre armée éprouvait une pénurie en tout genre, difficile à exprimer ; et, malgré leur infériorité, les soldats français, sans souliers, souvent sans pain, manquant de tout, demandaient, à grands cris, qu'on les menât à l'ennemi.

La ligne de défense de l'armée française, forte d'environ trente-deux mille hommes, s'étendait depuis le rocher de Borghetto, baigné par la Méditerranée, jusque sur la cime des montagnes parallèles aux monts de la Planète et de Saint-Bernard. Deux divisions de l'ancienne armée d'Italie, réunies sous le comman-

dement du général Massena, occupaient les positions de Sucarello, de Castel-Vecchio, et s'étendaient sur une chaîne de montagnes, jusque vis-à-vis le défilé de Garesio, sur le Tanaro : ces deux divisions formaient le centre de l'armée. Une troisième division de la même armée, sous les ordres du général Serrurier, formait la gauche. Les douze mille hommes arrivés des Pyrénées, sous les ordres du général Augereau, formaient la droite.

L'armée austro-sarde, forte de cinquante à cinquante-cinq mille hommes, occupait en face la position de Loano et les hauteurs qui aboutissent au Mont-Carmelo : la gauche de cette armée se liait avec son centre par des hauteurs successives, jusque sur les montagnes escarpées de Rocca-Barbena, où il appuyait à l'armée sarde, placée sur les montagnes de Saint-Bernard et de la Planète, et dont la droite s'étendait jusqu'à Garesio, sur le Tanaro, qu'elle occupait en force. Les positions ennemies, fortifiées par l'art et par leur escarpement naturel, étaient encore défendues par cent pièces d'artillerie, depuis le plus petit jusqu'au plus grand calibre. Un vallon étroit et profond de près de huit cents toises, escarpé sur presque tout son front, séparait les deux

armées, excepté sur le point du village de Loano, occupé par l'ennemi, et en avant duquel il avait établi trois fortes et grandes redoutes sur trois mamelons qui dominaient entièrement cette petite plaine, d'une lieue d'étendue en tout sens.

Le 26 brumaire (17 novembre), le général en chef avait dirigé une attaque sur Campo-di-Pietri, afin de reconnaître la position de l'ennemi et sa contenance; le général Charlet, chargé de cette expédition, avait détruit ce poste avancé, après avoir pris trois canons, quatre cents fusils, cinq cents hommes, et une connaissance assez étendue de la position des ennemis.

Le 29, un petit bâtiment ayant apporté un approvisionnement de souliers, ils furent bientôt distribués aux soldats, et d'autant mieux accueillis, qu'ils étaient nu-pieds, et décidés, pour attaquer, à s'envelopper les pieds avec des lanières tirées de leur sac à peau.

Toutes les dispositions étant arrêtées pour attaquer, afin d'ouvrir une communication avec la ville de Gènes, la véritable et seule mère nourricière de l'armée, le général Scherer avait ordonné aux généraux Massena et Serrurier de partir le 1er frimaire, vers la

nuit de leurs positions respectives, pour arriver, à la pointe du jour suivant, sur l'ennemi.

Le général s'était arrêté à former trois attaques, une fausse et deux véritables; le corps de gauche, aux ordres du général Serrurier, devait masquer les camps de Saint-Bernard et de la Planète, et, en présentant plusieurs têtes de colonnes d'attaque, menacer les troupes piémontaises, les tenir en échec, et les empêcher sur-tout de porter des secours au centre de l'ennemi, que le général Massena était chargé d'attaquer.

Le général Serrurier avait marché sur quatre colonnes, menaçant tout le front, et sur-tout la gauche de l'armée piémontaise; il avait engagé le combat successivement sur toute la ligne ennemie, se repliant à propos, et faisant soutenir ses têtes de colonne lorsqu'elles étaient trop pressées; et, en renouvelant ainsi continuellement ses attaques, il avait contenu les troupes piémontaises dans leurs positions, et leur avait fait même beaucoup de prisonniers.

Le général Massena, chargé de l'attaque du centre de l'armée combinée, était parti des environs de Castel-Vecchio, à la tête de ses deux divisions, le 1er frimaire (22 novembre), à la nuit tombante; il avait dirigé deux atta-

ques, l'une sur la droite, et l'autre sur la gauche de l'ennemi commandé par le général Argenteau.

Cette attaque exigeait non seulement une grande audace et une valeur héroïque de la part des troupes, mais encore une savante combinaison de la part du général qui la commandait : il ne suffisait pas de battre un ennemi supérieur en nombre à peu près double, dans une position escarpée, garnie de retranchemens et d'une immense artillerie, mais il fallait encore couper sa communication avec le corps d'armée placé à Loano, et, après l'avoir battu, le gagner de vîtesse sur les positions importantes de Melogno et de Sette-Pani, où il devait, en cas d'échec, naturellement se replier. Telles furent les différentes opérations que le général Massena sut exécuter avec audace, habileté et précision.

Les généraux Laharpe et Charlet avaient attaqué l'ennemi sur ses deux flancs, à Rocca-Barbena, et l'avaient renversé par-tout, malgré son opiniâtre résistance. Le général Massena s'était emparé en même temps des positions de Malsabeno et de Banco, et, réunissant alors ses deux divisions, il avait poursuivi l'ennemi jusqu'à Bardinetto, où il s'était rallié : l'atta-

que avait alors recommencé avec fureur ; les deux flancs de l'ennemi avaient été emportés, toute son artillerie prise ; et tout ce qui n'avait pas été tué ou pris s'était sauvé, en grand désordre, du côté de Bagnasco.

Au moment où l'attaque commençait à Bardinetto, le général Massena avait donné l'ordre au général Cervoni de s'emparer, avec quinze cents hommes, des hauteurs de cette partie et de celle de Melogno, point le plus élevé de toute la contrée, et sur lequel la retraite de toute la ligne ennemie devait s'effectuer, en cas d'échec ; mais les ennemis avaient été tellement effrayés de combats aussi terribles et aussi sanglans, et de l'acharnement, dans leur poursuite, de la part des divisions victorieuses de Massena, qu'ils avaient fait leur retraite dans le plus grand désordre du côté de Ceva.

Tandis que l'armée austro-sarde était menacée sur sa droite, culbutée et percée sur son centre, elle était attaquée avec succès sur tout le front de son aile gauche, depuis la mer jusqu'aux hauteurs occupées par le général Argenteau.

A la pointe du jour, neuf chaloupes canonnières avaient pris poste à portée du flanc gau-

che de la ligne ennemie, entre Borghetto et la Pietra, afin de l'inquiéter par leurs feux; l'attaque générale avait commencé à la pointe du jour, au signal de deux fusées parties du Mont-Saint-Esprit. A peine, au signal convenu, les chaloupes canonnières avaient-elles lâché leurs premières bordées, déjà l'adjudant-général Rusca se portait au pas de charge, à la tête de dix-sept cents hommes, sur les trois mamelons retranchés qui formaient les avant-postes de l'ennemi, en avant de Loano. Deux des redoutes avaient été emportées d'assaut en moins de vingt minutes : la troisième, qui était la principale, se défendait avec acharnement, malgré le feu très-vif d'une pièce de 36 et d'un obusier, placés à mi-côte de la montagne du Saint-Esprit. Cette résistance avait décidé le général Augereau à la faire envelopper par la division Victor; mais à peine cette mesure s'exécutait, l'ennemi, désespérant de se maintenir, fuyait, par-dessus les retranchemens, vers le centre de la ligne autrichienne, placée en arrière de Loano.

Pendant l'attaque des redoutes, le général Barnel, à la tête de deux mille cinq cents hommes, avait emporté, avec la plus grande valeur, le village de Tuirano, et gagné sur-le-

champ les hauteurs escarpées auxquelles appuyait la droite de l'aile gauche de l'ennemi. Au milieu de ces actions, le général Barnel ayant été renversé d'un coup de feu, le chef de brigade Lanes avait pris sa place; et, secondé par l'adjudant-général Rusca, il avait emporté successivement cinq positions retranchées, garnies de canons, placées les unes derrière les autres.

Cependant le feu meurtrier qui partait d'une Chartreuse placée dans la gorge et sur le flanc de Tuirano, ayant fait présumer que les troupes sorties de ce village s'étaient réfugiées dans la Chartreuse, le général en chef avait ordonné au général Dommartin de s'y porter avec une réserve de trois bataillons, et avait en même temps fait diriger un obusier pour briser les défenses de ce poste; mais l'ennemi, intimidé par les préparatifs qu'il voyait faire d'un assaut, s'était hâté de capituler. Un général et un colonel, cinquante officiers et plus de huit cents soldats, avaient mis bas les armes, et s'étaient rendus prisonniers de guerre.

Ces différentes attaques contre la gauche des ennemis, après avoir duré depuis la pointe du jour jusqu'à trois heures après midi, les ennemis, chassés de la petite plaine de Loano, et

réfugiés à mi-côte du Mont-Carmelo, paraissaient vouloir se rallier ; le général en chef se décide à faire marcher contre eux toute l'aile droite de l'armée française, pendant que le chef de bataillon Suchet, qui s'était emparé des hauteurs presque inaccessibles du Mont-Calvo, descendait de cette montagne pour envelopper la droite de l'aile gauche des Autrichiens. Incertain des événemens qui s'étaient passés à l'aile gauche de l'armée, ainsi qu'au centre, vers Rocca-Barbena et Bardinetto, le général Scherer s'était borné d'abord à serrer l'ennemi de très-près, afin de l'empêcher de s'échapper, si le centre avait eu des succès : lorsque, vers les quatre heures du soir, différens signaux convenus avec le général Massena ayant appris au général en chef les heureux succès du centre, il ordonna à trois bataillons de la gauche de l'aile droite, de se réunir au chef de bataillon Suchet, pour envelopper la droite de l'aile gauche des Autrichiens; et, en même temps, il faisait avancer la ligne toute entière de la droite sur son front.

Un orage violent, mêlé de grêlons, vint couvrir d'une nuit obscure les deux armées : les Français furent obligés de s'arrêter le soir,

et de bivouaquer à un quart de lieue des postes occupés par les ennemis, bien disposés à les attaquer de nouveau, dès le lendemain, avant le jour ; mais ils avaient profité de l'obscurité pour se replier sur Final, où était le quartier-général, en abandonnant toute leur artillerie et leurs tentes : ce qui n'empêcha pas le général Augereau de se mettre à leur poursuite, de gravir la montagne de Final, et de talonner l'ennemi de si près, qu'il commençait à lui faire des prisonniers en assez grand nombre, au moment où le général Massena, qui était arrivé la veille sur les hauteurs de Saint-Pantaléon et de Gora, qui commandaient le vallon de Final, s'étant apperçu, le 3 frimaire (24 novembre), à la pointe du jour, de la retraite des ennemis sur le Mont-Saint-Jacques, faisait descendre rapidement son avant-garde dans cette gorge ; manœuvre d'autant plus sage, qu'ayant habilement prévu le point de retraite des ennemis, il avait fait marcher, pendant la nuit, quatre bataillons, qui s'étaient emparés de la position de Saint-Jacques, et qui ne manquèrent pas d'en repousser vivement les fuyards de l'aile gauche de l'armée autrichienne, quand ils voulurent s'y présenter.

Pressés par derrière, sur leurs flancs et sur

leurs fronts, tout ce qui restait de cette partie de l'armée austro-sarde se débanda entièrement, et se dispersa par tous les défilés et tous les sentiers qui se trouvent en si grand nombre dans ces montagnes. Cependant le gros de l'armée austro-sarde faisait sa retraite sur Vado; mais, poursuivi par quatre mille hommes, qui se furent bientôt emparés de Vado et des hauteurs de Savone, les débris de cette armée furent obligés de se retirer sur Acqui et Alexandrie.

L'attaque du centre et de la droite ayant été les véritables points du combat dans les journées des 2 et 3 frimaire (23 et 24 novembre), le général en chef s'était empressé, dès le lendemain, de faire passer, sous les ordres des adjudans-généraux Joubert et Menard, cinq mille hommes au général Serrurier. Celui-ci, obligé de s'en tenir jusqu'alors à contenir l'armée piémontaise, l'avait attaquée à son tour; et, après l'avoir rejetée, le 4 frimaire (25 novembre), sur le Tanaro; s'être emparé, le 5, d'Intropa et de Garesio; avoir forcé les ennemis, le 6, sur les hauteurs de Spinardo, les avait vus, dans la nuit du 6 au 7, abandonner toute leur artillerie et leurs positions, et se retirer dans le camp retranché de Ceva, pour s'y

réunir aux débris des corps du général Argenteau, échappés aux baïonnettes des troupes aux ordres du général Massena.

Il avait donc suffi à trente mille Français, sans cavalerie, sans artillerie, sans pain, sans souliers, sans habits, d'oser attaquer cinquante à soixante mille Autrichiens ou Piémontais, postés sur des montagnes escarpées, derrière des retranchemens défendus par cent pièces de canon, pour les voir abandonner tous leurs différens champs de bataille, couverts de plus de quatre mille morts, cinq mille prisonniers, parmi lesquels plus de deux cents officiers de tous grades, ainsi que plusieurs villes et villages, et sur-tout Final, Vado et Savone, dans lesquels se trouvaient tous les approvisionnemens de l'armée austro-sarde.

Malheureusement, des actions aussi brillantes, une victoire aussi mémorable, ne purent avoir les suites heureuses qu'on aurait dû en attendre : on ne prit pas la peine de réfléchir si le général avait eu les moyens de poursuivre ses succès, sans aucune connaissance du pays, des obstacles qu'il présente à chaque pas, de l'immensité d'objets dont il faut être pourvu pour les surmonter ; dans la parfaite ignorance que, par l'impossibilité d'avoir des subsistan-

ces, le général avait été forcé de laisser sa cavalerie sur les bords du Rhône; et que, dans la pénurie la plus absolue de tous les moyens de transport, il ne pouvait s'éloigner des points qu'il venait de conquérir, et où il avait eu le bonheur de trouver des vivres; on rejetait sur lui, comme s'il en eût été coupable, les causes qui l'avaient obligé de se borner à établir l'armée française sur la côte du territoire de Gènes, qui s'étend depuis Savone jusqu'à Voltri, pour y attendre les moyens de se remettre en mouvement; et on l'accusait des suites fâcheuses d'une inaction forcée qui avait donné le temps à l'empereur de renforcer son armée, [1] dont il venait de confier le commandement au général Beaulieu.

L'Italie, à cette époque, indépendamment d'une force armée de deux cent quatre-vingt mille hommes disposés à repousser l'agression des Français, et à tâcher de pénétrer en France, espérait opposer à leurs efforts, s'ils étaient heureux, la chaleur et l'insalubrité d'un climat qui leur avait été si souvent funeste. Elle ne comptait pas moins sur l'opposition et l'influence d'un clergé nombreux et puissant sur

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (49).

un peuple dominé par la superstition, prévenu contre les Français, et sur-tout contre leurs prétendues opinions anti-religieuses, plus redoutables encore que leurs armes.

Pour vaincre d'aussi grands obstacles, il fallait des hommes animés d'un courage et d'une patience surnaturels : pour les diriger, on avait besoin d'un jeune chef doué par la nature de talens extraordinaires, qui réunît à l'audace intrépide l'ambition de la gloire, et sût joindre à cette bravoure qui ne connaît aucun obstacle, le sang froid qui sait préparer de grands événemens. Ce jeune officier d'artillerie avait donné, trois ans auparavant, des preuves de ses talens militaires dans les dispositions qu'il avait conseillées et exécutées pour la reprise de Toulon ; la Corse était sa patrie, Ajaccio le lieu de sa naissance : à vingt-huit ans, il lui était réservé d'étonner l'Europe, en subjuguant l'Italie dans une seule campagne, comme jadis l'Italie elle-même avait dompté la Grèce. Bonaparte fut désigné par le directoire exécutif pour commander l'armée d'Italie, et se rendit dans le comté de Nice.

L'abondance des neiges, qui couvraient les Alpes et les Apennins, ne permettait pas aux armées de tenir la campagne. Les Français,

maîtres d'Ormea, étaient cantonnés depuis Nice jusqu'aux environs de Final ; leur quartier-général à Albinga, leurs avant-postes à Voltri, entre Savone et Gènes.

Les troupes piémontaises, commandées par le général Colli, étaient postées sur les revers des Alpes, depuis le col de Tende jusqu'à Cairo, dans la province d'Acqui. Les Impériaux occupaient les hauteurs de Savone, Sosello, Mosono, Campo-Freddo, la Bochetta, les vallées de la Trebia et de la Scrivia, renfermant dans leurs retranchemens les deux routes qui conduisent de Gènes dans le Milanais ; l'une par Novi et Tortone, l'autre par Bobio et Plaisance.

On portait à quatre-vingt mille hommes les armées françaises dans les Alpes et dans les Apennins. La cour de Vienne, forcée d'économiser ses armemens, considérant combien il était difficile de nourrir une armée aussi nombreuse dans des pays stériles, lorsqu'une flotte anglaise dominait sur les côtes, regardait ce nombre d'ennemis comme exagéré. D'ailleurs, suivant l'usage de rejeter les dépenses sur les coassociés dans les associations hostiles, on calculait, dans le conseil impérial, que le roi de Sardaigne, menacé plus immédiatement,

fournirait un très-fort contingent; le roi des deux Siciles, le pape, le duc de Modène, devaient aussi augmenter les forces destinées à occuper les gorges de l'Apennin, avant le temps où l'écoulement des grosses eaux, produites par la fonte des neiges, rendrait navigables les rivières qui sortent de ces montagnes : pendant l'été, le lit des rivières du Tidone, de l'Orbe, du Neva et de plusieurs autres, est presque à sec ; mais, pendant les mois d'avril et de mai, l'eau de ces rivières coule avec la force et la rapidité des torrens les plus redoutables.

Ces circonstances et les dispositions locales de l'Italie antérieure, coupée en tous sens par des canaux et par des haies vives qui forment autant de fortifications naturelles, tranquillisaient les ministres impériaux sur les succès des Français. Les malheurs essuyés dans la péninsule par Charles VIII, Louis XII et François Ier ; les défaites plus récentes des généraux de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, semblaient éloigner l'idée que les Français eussent sérieusement le projet d'attaquer les pays autrichiens en Allemagne, en traversant les plaines de la Lombardie : toutes ces raisons déterminèrent le conseil aulique à ne pas envoyer en Italie toutes les forces que demandait le

général de Wins, et de lui préférer le général Beaulieu, qui offrait de faire la campagne avec de moindres frais.

Toutes les puissances de l'Italie étaient entrées dans la coalition, excepté les républiques de Venise et de Gènes. Cependant le roi de Sardaigne était le seul prince italien dont on eût promis de couronner les efforts par un agrandissement de territoire; c'était aussi le seul qui pût rendre de véritables services à la coalition. Maître de tous les passages des Alpes, depuis l'Helvétie jusqu'à la Méditerranée, la nature avait placé dans ses mains les clefs de l'Italie; on était convaincu qu'avec peu d'hommes et d'argent, cette barrière ne serait jamais franchie par les Français.

Ainsi à l'abri derrière un rempart regardé comme inexpugnable, les puissances italiennes étaient poussées dans la coalition moins pour leur intérêt et par les événemens qui agitaient la France, que par leurs relations de famille. Les ducs de Parme et de Modène n'avaient aucune puissance réelle; le grand duc Ferdinand-Joseph se trouvait placé dans un pays ouvert, facile à envahir, sans forces suffisantes pour le défendre : aussi la cour de Florence avait-elle toujours eu la sagesse de rester neu-

tre dans les guerres élevées en Italie dans le dix-huitième siècle. Elle prit le même parti pendant la révolution, dans la crainte de voir bombarder le port de Livourne par l'escadre de Toulon; mais, dès l'instant où une flotte anglaise domina sur la Méditerranée, le grand duc s'était rangé du côté de la coalition : quelque temps après la reprise de Toulon, il était revenu à la neutralité. Néanmoins, dans toutes ces variations, les secours accordés constamment aux ennemis de la France dans le port de Livourne, ne laissaient aucun doute sur les véritables sentimens de Ferdinand-Joseph.

Le royaume de Naples, quoique possédé par un prince de la maison de Bourbon, aurait eu le bonheur de profiter des inclinations pacifiques de Ferdinand IV, si sa femme, sœur de la reine de France, n'avait dirigé les opérations du conseil, et ne s'était empressée de promettre vingt mille hommes à la coalition.

Enfin la cour de Rome ne pouvait rester neutre dans une guerre où tous les princes chrétiens semblaient n'avoir pris les armes que pour venger la mort d'un prince regardé à Rome comme un martyr. Pour encourager l'empereur à soutenir la coalition de toutes ses

forces, le pape lui avait envoyé une médaille d'or qui portait l'empreinte de saint Pierre et de saint Paul, en lui recommandant de combattre au nom de ces deux vaillans soldats du Christ; mais on s'était moqué, même en Italie, de ce charlatanisme qui retraçait le temps des croisades. Le pape avait voulu lever quelques troupes; mais, pour remplir cet objet, il fallait augmenter les impôts : le peuple, soulevé, menaça de brûler les principaux palais de la ville. La cour de Rome s'apperçut alors, mais trop tard, qu'elle s'était écartée de sa politique ordinaire, en ne conservant pas une exacte neutralité; elle joua bien mieux son rôle habituel, en ordonnant des prières publiques et en accordant des indulgences plénières aux soldats de l'empereur.

En arrivant dans la rivière de Gènes, le premier soin de Bonaparte avait été de sonder les dispositions du gouvernement génois. Les opinions révolutionnaires commençaient à agiter le peuple de cette république, éloigné des affaires par une noblesse hautaine et soupçonneuse; il desirait, dans sa constitution, des changemens qui lui procurassent des avantages politiques : mais tous les ressorts du gouvernement se trouvaient dans les mains d'un sé-

nat dont les membres étaient habitués à dominer, et rompus à l'astuce italienne dans les négociations. On devait donc s'attendre de leur part à tous les efforts de l'obstination, pour conserver un mode d'administration qui mettait dans leur main le pouvoir et l'asservissement du peuple. L'état de Gènes avait embrassé la neutralité en apparence; mais, tandis qu'il favorisait les Français dans leurs approvisionnemens, qui étaient pour les Génois une source immense de richesses, il augmentait les fortifications de Gènes du côté de la France, et il laissait passer tranquillement à Novi, à Gavi, à la Bochetta, sous le canon de ses postes, les troupes autrichiennes. Autorisé par cette connivence, le général autrichien voulait engager le sénat à lui confier la forteresse de Savone, afin d'avoir une ville où il pût déposer ses malades, et rassembler ses munitions de bouche. Les Français, de leur côté, sollicitaient la même faveur; mais ils appuyaient leur demande par quinze mille hommes qu'ils faisaient marcher sur Gènes. Ainsi pressés par deux armées, bloqués par une escadre anglaise, les Génois voyaient leur sénat dans un embarras extrême, dont les événemens seuls de la guerre fixèrent les inquiétudes.

Cependant à peine la cour de Vienne fut instruite de la réponse du directoire aux propositions ridicules de M. Wickam, qu'elle donna des ordres au général Beaulieu d'attaquer les Français en Italie. En effet, le 20 germinal an 4 (9 avril 1796), ce général avait fait attaquer par dix mille Autrichiens, secondés par les vaisseaux anglais, le poste de Voltri, défendu seulement par trois mille Français, sous les ordres du général Cervoni. Après un combat très-opiniâtre, ce poste avait été évacué, pendant la nuit, avec le plus grand ordre, et à l'insu de l'ennemi. Le général Cervoni s'était posté, en se retirant, sur la Madone de Savone, où Bonaparte l'avait fait protéger par quinze cents hommes placés sur les hauteurs de Vorragio et les avenues de Sospello. En s'emparant de Voltri, le général autrichien avait rétabli ses communications avec la mer, et coupé celles des Français avec Gènes; mais la fortune, qui se montrait un moment favorable aux Autrichiens, devait bientôt les abandonner pour aller se fixer dans le camp de leurs ennemis.

En effet, Bonaparte parut n'avoir fait reculer ses troupes que pour prendre un élan plus rapide. Le 21 germinal (10 avril), les Autri-

chiens, poursuivant leurs avantages, s'étaient déjà rendus maîtres d'une partie des redoutes qui couvraient l'armée française; celle de Montenote, défendue par quinze cents hommes, opposait seule encore une grande résistance à quinze mille Autrichiens conduits par Beaulieu lui-même. Celui-ci avait ordonné de redoubler d'efforts : de son côté, le chef de brigade Rampon, qui commandait dans la redoute, par une de ces inspirations qui ne viennent qu'aux hommes excessivement courageux au milieu du feu le plus vif, demande à ses soldats le serment de mourir tous dans la redoute avant d'y laisser pénétrer l'ennemi; le serment est prêté; le feu redouble; les Autrichiens sont arrivés à la portée du pistolet; la nuit vient couvrir de ses ombres le courage inébranlable des Français. Pendant cette résistance opiniâtre, qui donnait le temps au général Laharpe de tourner, avec toutes les troupes de la droite, cette redoute si vaillamment défendue, Bonaparte, passant par Altare, portait, à minuit, les troupes de sa gauche et de son centre sur le flanc et les derrières des Autrichiens. Le jour paraît enfin le 22 germinal (11 avril, et vient éclairer la constante résistance des défenseurs de Montenote; le

combat s'engage entre les généraux Beaulieu et Laharpe ; mais, pendant qu'ils s'attaquent et se chargent avec différens succès, le général Massena paraît, semant la mort et l'épouvante sur le flanc et les derrières des Austro-Sardes aux ordres des généraux Argenteau et Roccavina, qui, blessés l'un et l'autre, sont emportés du champ de bataille. Le désordre gagne les troupes austro-sardes ; elles sont en pleine déroute ; et les Français, en poursuivant les fuyards, s'emparent de Carcare et de Cairo, où ils entrent le 23, après avoir laissé sur le champ de bataille quinze cents Autrichiens, et leur avoir pris deux mille cinq cents hommes, dont soixante officiers et plusieurs drapeaux. Cette bataille prit son nom du village de Montenote, situé dans les montagnes, à une lieue à peu près de Monte-Lesimo ; il était juste d'immortaliser l'action du chef de brigade Rampon et le courage de ses braves, qui, en se sacrifiant aussi généreusement, arrêtèrent l'ennemi, et donnèrent le temps de le tourner et de le battre.

Par la victoire remportée à Montenote, la position de l'armée française se trouvait fort améliorée ; elle occupait tous les pendans des Alpes qui versent leurs eaux dans la Méditer-

ranée; mais la crête de ces montagnes était toujours au pouvoir des Autrichiens, qui communiquaient, par leur droite, avec l'armée piémontaise, à laquelle ils pouvaient donner la main dans les environs de Cairo. Ce n'était donc pas assez d'avoir remporté une victoire: pour en profiter, il fallait en remporter d'autres; il était nécessaire de gravir les Alpes, afin de chasser les ennemis de leurs positions : séparer l'armée des Piémontais de celle des Autrichiens, afin de leur ôter la supériorité qu'elles acquéraient par leur réunion, était un point très-important, et un objet très-difficile à remplir; les sinuosités des montagnes favorisaient les secours que pouvaient se donner mutuellement les généraux Colli et Beaulieu, et, en présence des deux armées, il n'était pas probable de pouvoir tromper la surveillance de l'une et de l'autre. On devait donc tenter de tenir en échec l'une des deux, tandis qu'on battrait l'autre; projet dont le succès dépendait d'une prompte exécution, et qui présentait en même temps de bien grands obstacles, en osant l'entreprendre avec des forces aussi inférieures. Bonaparte était pénétré de ces vérités; aussi à peine avait-il établi son quartier-général à Carcare, dans le Mont-Ferrat, que déjà le général

Laharpe se portait sur Sozello, afin d'y menacer huit bataillons ennemis, mais plus réellement afin de gagner, pendant la nuit, la ville de Cairo. Le général Massena gravissait en même temps les hauteurs de Dégo. Les généraux Joubert et Menard marchaient pour occuper les hauteurs de Biétro, ainsi que l'intéressante position de Sainte-Marguerite; et le général Augereau, après deux jours de marche, était venu bivouaquer dans la plaine de Carcare, avec les 69e et 39e demi-brigades. Ce mouvement, à la suite de l'affaire de Montenote, avait placé l'armée française au-delà des Apennins, sur les pendans qui versent leurs eaux dans le Pô; il lui avait fait franchir rapidement le passage si difficile des Alpes, et les pendans qui versent dans la Méditerranée.

Le 24 germinal (13 avril), dès la pointe du jour, le général Augereau forçait les gorges de Millesimo, au moment où les généraux Menard et Joubert, après avoir chassé l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppaient, par une manœuvre rapide et hardie, un corps de quinze cents Autrichiens, à la tête duquel se trouvait le lieutenant-général Provera; mais ce général, loin de poser les armes et de se rendre prisonnier de guerre,

avait gagné le sommet de la montagne de Cossaria, où il s'était retranché dans les ruines d'un vieux château extrêmement fort par sa position. Cette manœuvre courageuse et cette résistance pouvaient seules déconcerter les projets du général en chef; il dut donc porter tous ses soins à forcer le général Provera de se rendre. En conséquence, le général Augereau reçut l'ordre de faire avancer son artillerie, et de la faire tirer sur le château dans lequel s'étaient réfugiés les Autrichiens. A onze heures du matin, n'ayant pu obtenir aucun succès, Bonaparte fit sommer le général Provera de se rendre; mais, dans l'espérance de gagner du temps, le général autrichien avait demandé à parlementer : en effet, la nuit s'avançait, et le général Provera persistait dans des propositions peu raisonnables. Fatigué de tant de lenteurs, le général Augereau rompt la conférence, et donne les ordres de former les troupes sur quatre colonnes, qui seront dirigées sur le château de Cossaria.

Déjà le général Joubert, qui commandait la première, avait pénétré avec sept hommes dans les retranchemens ennemis; mais, frappé à la tête et renversé, ses soldats le croient mort, et ralentissent leur marche. La seconde colonne

marchait en silence vers le point où elle devait attaquer ; elle avait atteint le pied des retranchemens ennemis : le général Banel, qui la commandait, fut tué. Le même sort était réservé à l'adjudant-général Quenin, qui conduisait la troisième colonne; et la nuit, qui vint jeter un voile obscur sur les combattans, suspendit leur courage. Néanmoins le général, craignant de voir l'ennemi profiter de l'obscurité pour se faire jour l'épée à la main, fit réunir tous les bataillons, et les plaça derrière des épaulemens faits avec des tonneaux soutenus par des obusiers en batterie à demi-portée de fusil.

Le 25 germinal (14 avril), les armées sarde, autrichienne et française, se trouvaient en présence; la gauche des Français, commandée par le général Augereau, tenait bloqué le général Provera. Le général Menard, qui était au centre, après avoir repoussé les ennemis, qui avaient fait de vaines tentatives pour l'entamer, avait reçu l'ordre de renforcer la droite, où les généraux Massena et Laharpe étaient plus particulièrement chargés d'attaquer la gauche de l'ennemi : le premier, en débordant l'extrémité gauche, et en tournant les retranchemens et les nombreuses batteries dont les

Autrichiens s'étaient couverts dans Dégo; le second, en marchant sur la droite de l'aile gauche de l'ennemi.

Avant une heure après midi, le général Massena avait débordé la gauche des Autrichiens, et poussé des troupes légères sur le chemin de Dégo à Spino. En même temps, le général Laharpe, après avoir formé sa division sur trois colonnes, celle de gauche, sous les ordres du général Causse, avait passé la Bormida, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, malgré le feu de l'ennemi, et attaqué la droite de l'aile gauche. Le général Cervoni, à la tête de la seconde colonne, protégé par des batteries, après avoir aussi passé la Bormida, avait attaqué de front. L'adjudant-général Boyer, secondé par la troisième colonne, en tournant un ravin, avait coupé la retraite à l'ennemi. Tous ces différens mouvemens, toutes ces attaques, s'exécutaient avec ordre et courage au moment où le général Provera se rendait prisonnier de guerre avec les troupes à ses ordres dans le château de Cossaria : bientôt après, le reste des ennemis, enveloppé de tous les côtés, n'eut plus le temps de capituler; et, poursuivi par l'épouvante et la mort, il fut obligé de prendre la fuite, ayant sur ses pas les troupes

françaises, qui s'acharnèrent de tous les côtés à le poursuivre.[1]

La victoire remportée à Millesimo était d'autant plus importante, qu'elle fournissait aux Français, en vivres et en munitions, des moyens de s'avancer dans un pays où, sans ces secours, ils auraient été dans l'impossibilité de se procurer les subsistances nécessaires, de marcher en avant, de se joindre à la division Serrurier qui gardait la vallée d'Oneglia, et d'augmenter leurs forces par ce moyen, tandis qu'ils venaient de diminuer celles des Austro-Sardes d'environ douze mille hommes; enfin ils n'auraient jamais pu remplir leur grand projet de séparer l'armée des coalisés. Cependant, malgré ces avantages, le général Beaulieu, ne désespérant pas de les rendre inutiles, avait rassemblé sept mille hommes de l'élite de son armée, et, le 26 germinal (15 avril), à la pointe du jour, il avait attaqué avec beaucoup d'audace et enlevé le village de Dégo, où les Français, fatigués de la bataille, s'étaient livrés à une entière sécurité. La générale leur annonce le danger où ils se trouvent; le général Massena est le premier qui ait rassemblé

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (50).

quelques soldats, et commencé l'attaque; trois fois il avait été repoussé. Le général Causse, blessé mortellement, n'avait pas été plus heureux : il était cependant déjà deux heures après midi, et les ennemis conservaient Dégo. Bonaparte fait former en colonne la 89e demi-brigade; le général Victor la commande; l'adjudant-général Lanes rallie la 8e d'infanterie légère; il marche sur la gauche des ennemis; enfin ces attaques combinées réussissent; Dégo est enlevé; la cavalerie française achève la déroute de l'ennemi, qui laisse six cents morts et quatorze cents prisonniers.

En même temps, le général Rusca s'était emparé de la position de San-Giovani, qui domine la vallée de la Bormida; le général Augereau avait délogé l'ennemi des redoutes de Montezemo, et ouvert la communication avec la division Serrurier, qui avait déjà occupé sur la gauche du Tanaro, et presque sous Ceva, Batisolo, Bagnasco et Nocetto. Par la reprise de Dégo, Bonaparte n'avait plus rien à redouter, pour sa droite, des Autrichiens, qui se retiraient sur Tortone, laissant aux Français la libre possession du territoire de Gènes et l'avantage de les avoir séparés des Piémontais. Ce mouvement rétrograde, dont l'objet pou-

vait être, en apparence, de faciliter la jonction des Autrichiens avec les troupes napolitaines et pontificales attendues par le général Beaulieu, laissait dans la position la plus critique l'armée piémontaise retranchée auprès de Ceva, sur les bords du Tanaro, qui n'était pas encore guéable, et dont les ponts avaient été coupés.

Aussi, dès le 26 germinal (15 avril), l'infatigable Bonaparte, dont le génie actif ne savait pas se contenter des demi-succès, avait poussé une forte reconnaissance sur Ceva, dont le résultat avait été d'enlever à l'ennemi quelques positions qui rendaient plus certaine l'attaque de leur camp.

Le 27 germinal (16 avril), le général Augereau, parti de Montezemo, avait attaqué les redoutes qui en défendaient les approches; le plus grand nombre était emporté, malgré huit mille Piémontais qui les défendaient. La nuit seule avait mis fin au combat, et empêché les Français de pousser plus loin leurs succès; mais le général Colli, craignant d'être tourné par Castelino, avait profité de ses ténèbres pour prendre une forte position au confluent du Cursaglia et du Tanaro, ayant sa gauche appuyée à ces deux rivières, sa droite vers Notre-Dame de Vico, et son centre au village de la Bicoque.

La position du général Colli était la meilleure qu'il pût prendre; environné de deux rivières profondes, il avait garni leurs bords de fortes batteries; ses lignes protégeaient la place de Mondovi, et il comptait assurer toujours davantage sa défense avec les secours qu'on lui annonçait de Turin, et ceux que le comte de Beaulieu pouvait lui faire passer en suivant la droite du Tanaro; mais toutes ces espérances s'évanouirent en même temps.

La cour de Turin avait ordonné la levée de tous les jeunes gens, depuis dix-huit jusqu'à trente ans : cette mesure, qui faisait espérer quarante ou cinquante mille hommes, avait éprouvé des obstacles invincibles, et répandu dans le Piémont un mécontentement qui avait arrêté tous les efforts auxquels aurait voulu se livrer le roi de Sardaigne pour la continuation de la guerre. Les Piémontais, dès cet instant, demandèrent la paix à grands cris; les généraux et les soldats accusaient les Autrichiens de trahison, et, abattus par leurs derniers revers, étaient entièrement découragés; la noblesse piémontaise abandonnait en foule le pays, pour s'enfoncer dans le midi de l'Italie.

Le grand duc de Toscane, craignant d'attirer dans ses états les armées françaises, refu-

sait le passage aux troupes qui venaient de Naples et de Rome pour se joindre à l'armée du comte de Beaulieu, qui, sous ce prétexte, se refusait entièrement à envoyer le moindre secours aux Piémontais.

Ainsi le plan de Bonaparte, de séparer les armées piémontaises et autrichiennes, était suivi, comme il l'avait sans doute calculé, d'une division entre les généraux piémontais et le général Beaulieu. Celui-ci ne songeait plus qu'à la nécessité où il se trouvait de s'opposer à l'invasion des Français dans la Lombardie; il semblait ignorer qu'en divisant les forces de la coalition il les affaiblissait, et qu'il ne tarderait pas à se repentir d'une conduite aussi perfide qu'impolitique. Il s'occupait donc uniquement à centraliser ses forces, dans la persuasion de les rendre bien plus redoutables, tandis qu'il servait, au contraire, Bonaparte, dont le but devait être d'écraser d'abord le roi de Sardaigne, afin de venir ensuite plus facilement à bout des Autrichiens. Aussi le général en chef de l'armée française se hâta, pour profiter de cette mésintelligence, de faire entrer, le 28, le général Serrurier dans Ceva, dont il investit sur-le-champ la citadelle; et, le 1er floréal, il fit attaquer, par ce même gé-

néral, la droite de l'ennemi au village de Saint-Michel, qui fut enlevé après trois heures de combat.

Mais, le Tanaro n'étant pas guéable, la division qui devait attaquer la gauche ayant été obligée de se borner à une fusillade, et l'ennemi s'étant alors renforcé sur sa droite, le général Serrurier avait été obligé de se retirer, de manière que, la nuit, on se trouvait de part et d'autre dans les mêmes positions que la veille : il fallait donc s'occuper à faire des dispositions différentes, et tâcher, par de fausses manœuvres, de cacher ses véritables intentions. A cet effet, dans la nuit du 2 au 3 floréal (21 au 22 avril), le général Massena avait passé le Tanaro près de Ceva, et était venu occuper le village de Lezegno; les généraux de brigade Guieux et Fiorella s'étaient emparés du pont Della-Torre : mais le général Colli, dont l'armée, après les échecs qu'elle avait essuyés, n'était pas en état de résister long-temps aux colonnes françaises prêtes à l'attaquer de toutes parts, avait abandonné, vers les deux heures après minuit, ses retranchemens, évacué toute son artillerie, et avait pris le chemin de Mondovi. Néanmoins les Français l'avaient atteint, au point du jour, auprès du village de

Vico, où ils avaient commencé à l'attaquer, et où toute son habileté n'avait pu lui servir qu'à se retirer en assez bon ordre pour mettre ses bagages en sûreté derrière les rivières de l'Elero et de Pesio, le reste de l'armée rompue n'ayant pu sauver son artillerie qu'avec beaucoup de peine. En même temps, les Français étaient entrés dans Mondovi, dont on avait lieu de craindre une plus forte résistance. [1]

Après les affaires malheureuses de Vico et de Mondovi, il ne restait guère au général Colli que la Stura qui pût être une barrière capable d'arrêter la marche de Bonaparte sur Turin : le général piémontais, entièrement abandonné par les Autrichiens, fut donc obligé de passer cette rivière, et il campa entre Coni et Cherasco. Cette dernière ville, importante par sa situation au confluent de la Stura et du Tanaro, était munie d'une enceinte bastionnée, fraisée et palissadée. [2] Mais toutes ces probabilités militaires, en faveur des Piémontais, n'avaient pas tardé à devenir inutiles devant la hardiesse, l'activité et la célérité des mouvemens ordonnés par Bonaparte, secon-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (51).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (52).

dé par la constante bravoure des Français.

Le général Colli, après avoir perdu la bataille de Mondovi, ne pouvant plus compter sur les Autrichiens pour le soutenir, et encore moins sur aucun secours de la part de la cour de Turin, instruit des préparatifs de Bonaparte pour passer la Stura, après avoir pris Fossano et le Tanaro, après s'être emparé d'Alba, s'était vu forcé d'évacuer Cherasco, afin de se replier sur Carignan, pour couvrir Turin, dont l'armée française ne se trouvait plus qu'à neuf lieues.

Ainsi, depuis seize jours, les Français combattaient sans interruption; et, pendant ce court espace de temps, ils avaient battu les Piémontais et les Autrichiens dans trois combats et trois batailles rangées. Jusqu'alors on n'avait jamais vu, dans la campagne la plus longue, ce nombre prodigieux de combats, et sur-tout de batailles rangées, accompagnées fidellement de la victoire; mais ces événemens merveilleux tenaient au génie de l'homme extraordinaire qui les faisait naître, à l'ardeur de la gloire qui le dévorait, aux soins habiles et constans de profiter de la fortune, et au mérite, rare chez les généraux, de cultiver ses faveurs, sans en être enivré.

Après avoir entièrement rempli le plan si bien conçu de paralyser les Autrichiens, c'était dans Turin que Bonaparte devait vouloir s'assurer de la conquête de la Lombardie. La prise de cette ville était devenue le premier objet de ses desseins, de la marche rapide de son artillerie légère, et de son armée victorieuse, à laquelle il adressa, ainsi qu'aux peuples de l'Italie, une proclamation faite pour enflammer les uns et tranquilliser les autres. [1]

Dès le 4 floréal (23 avril), le roi de Sardaigne, réduit à s'enfermer dans Turin avec les débris de son armée, et à y soutenir un siége pour dernière ressource, s'était enfin convaincu, par une tardive expérience, que ses préparatifs ne sauveraient pas sa capitale. Des murmures, avant-coureurs d'une insurrection, avaient augmenté sa détresse, et l'avaient forcé d'obéir aux lois de la nécessité; il avait donné des ordres au général Colli, de demander une suspension d'armes à Bonaparte : [2] celui-ci, en la refusant, ne cessait de hâter les préparatifs du siége de Turin; il les suspendit au moment où il reçut, le 7 floréal, une seconde dépêche

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (53).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (54).

du général Colli,[1] qui lui assurait, au nom de son maître, les forteresses de Coni, de Tortone et de Ceva, pour sûreté, en attendant que l'on fût d'accord sur les articles du traité de paix qui fut signé à Paris le 26 floréal an 4 (15 mai 1796).[2] Ce traité rendait la situation des Français presque indépendante de tous les événemens qui auraient nui aux fruits de leurs expéditions précédentes en Italie. L'armée du général Kellerman, retenue dans les Alpes par les forteresses de Suse et d'Exiles, avait toute liberté de se porter sur les bords du Pô; les communications étaient assurées avec la France par les cols de Tende, du Mont-Genèvre et du Mont-Cenis; l'armée, qui pouvait se recruter avec facilité, et dont les derrières restaient absolument libres, n'avait plus à redouter, en Italie, que le climat lui-même, non moins meurtrier pour les Allemands que pour les Français.

Cependant l'on venait de remettre, les 10 et 12 floréal (29 avril et 1er mai), à Bonaparte les forteresses qui devaient être les garans de la fidélité du roi de Sardaigne.[3] Mais ce géné-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (55).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (56).

[3] *Voyez*, à la fin du volume, la note (57).

ral, loin de s'appesantir sur ses succès, songeait encore à les augmenter, en profitant des circonstances dans lesquelles il se trouvait pour aller joindre le comte de Beaulieu, qui fuyait vers Alexandrie ; il était important de ne pas donner le temps à ce général de recevoir les renforts de l'Autriche et des princes coalisés en Italie.

A la nouvelle de la défection du roi de Sardaigne, l'archiduc Ferdinand, gouverneur du Milanais, avait réclamé à Vienne les plus prompts et les plus puissans secours; tandis que le comte de Beaulieu, après avoir tenté inutilement de s'emparer d'Alexandrie, était venu passer le Pô à Valence, dont la citadelle était occupée par un corps de cavalerie napolitaine. Ainsi porté sur la rive gauche du Pô, le général autrichien se fortifiait à la hâte, entre la Sesia et le Tesin, le long du Lagogna et du Trepodio, afin de tâcher de défendre le Milanais, aidé de l'armée du roi des deux Siciles et de quelques renforts qu'il venait de recevoir du Tyrol. D'après la position que venait de prendre le général Beaulieu, il semblait convaincu que Bonaparte chercherait à passer le Pô à Valence, qui venait d'être évacué par les Napolitains, ainsi qu'il s'en était réservé la

faculté par un article de l'armistice. Dans le cas même où les Français eussent voulu tenter de passer ce fleuve au-dessous du Tesin, pour pénétrer dans le Milanais par le Pavésan, le général autrichien eût été encore à portée de s'y opposer; il se serait trouvé d'ailleurs, alors, sur le flanc gauche des Français. Plusieurs militaires instruits blâmèrent, dans le temps, le comte de Beaulieu, peut-être d'après l'événement, de n'avoir pas préféré de placer son front vers le Pô, la gauche au Tesin, et sa droite à l'Adda. Dans cette position, observaient-ils, il aurait mieux défendu le Pô, il aurait couvert davantage Milan, et il aurait été à portée de défendre le Tesin ou l'Adda, suivant l'endroit où les Français auraient réussi à passer le Pô.

Au reste, Bonaparte sut entretenir avec adresse, au moyen de faux mouvemens, le général Beaulieu dans la persuasion où il était que son projet était de passer le Pô à Valence; et, tandis que ce général entourait Pavie de redoutes, et couvrait de retranchemens les bords du Tesin, Bonaparte se transportait, le 17 floréal (6 mai), par une marche forcée, à Castel-San-Giovani, sur les bords du Tidone, après avoir traversé à gué la Scrivia et la Staffora, et

pendant que l'on exécutait une canonnade sur les bords du Pô, assez à portée de Valence. A onze heures du soir, le chef de bataillon d'artillerie Andréossi et l'adjudant-général Frontin avaient parcouru, avec cent hommes de cavalerie, la rive du Pô jusqu'à Plaisance; ils avaient rencontré et arrêté cinq bateaux chargés de riz, d'officiers, de cinq cents malades et de toute la pharmacie de l'armée autrichienne.

Le 18 floréal (7 mai), une division de cinq mille grenadiers et de quinze cents chevaux, se trouvait alors sous Plaisance. Ces troupes se précipitent dans ces bateaux, et abordent sur la rive gauche, où elles ont bientôt dispersé deux escadrons d'hussards qui semblaient vouloir leur disputer le passage : en même temps, les divisions de l'armée française, disposées en échelons, hâtaient leurs marches; et, le 19, elles avaient passé à peu près entièrement le Pô. Inutilement le comte de Beaulieu, abandonnant alors le Tesin, s'était-il hâté de faire marcher un corps de six mille hommes et de deux mille chevaux, pour s'opposer au passage des Français; vainement avait-il porté une autre division dans le village de Fombio, où il s'était retranché, et avait placé vingt pièces de canon en batterie; Bonaparte, instruit à midi, le 19, de

ces dispositions, ne voulant pas laisser aux ennemis le temps de se renforcer davantage, les avait fait attaquer, sur la droite, par le général Dallemagne; sur la chaussée, par l'adjudant-général Lanus; sur la gauche, par le chef de brigade Lanes; et, après une vive canonnade et une résistance assez soutenue, les Autrichiens, ne pouvant s'opposer plus long-temps à l'audacieuse obstination des Français, avaient été obligés de se retirer en abandonnant une partie de leurs bagages, trois cents chevaux et cinq cents morts ou prisonniers. [1]

Cependant le comte de Beaulieu avait encore fait partir, pendant la nuit, de Casal-Puster-Lingo, un autre corps de cinq mille hommes, pour venir renforcer celui qui était à Fombio. Ce corps, arrivé à deux heures après minuit près de Codogno, avait envoyé des tirailleurs, qui avaient d'abord culbuté les vedettes françaises; mais, au premier bruit, le général Laharpe, étant monté à cheval et s'étant mis à la tête d'une demi-brigade, venait, à son tour, de culbuter l'ennemi, lorsqu'il reçut une balle qui le tua sur la place, et priva l'armée d'un de ses meilleurs généraux, et les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (58).

soldats d'un camarade intrépide. En apprenant ce malheureux événement, le général Berthier avait couru à Codogno, où il s'était mis à la poursuite de l'ennemi jusqu'à Casal, dont il s'était emparé, ainsi que d'une grande quantité de bagages.

Pendant que les Autrichiens, qui venaient d'être battus sur deux points, étaient obligés de se retirer sur l'Adda, les potentats d'Italie se hâtaient de négocier avec Bonaparte. Le duc de Parme embrassait une prudente neutralité; le grand duc de Toscane ordonnait aux vaisseaux britanniques de diminuer les vexations qu'ils exerçaient sur les Français dans le port de Livourne; le pape faisait des propositions pacifiques, dont l'exécution fut suspendue par les intrigues des courtisans; le roi des deux Siciles envoyait un ministre à Gènes, pour proposer des termes d'arrangement : les puissances italiennes, par ce moyen, pouvaient fournir de grandes contributions en or, en chevaux, en provisions, et fermer les ports de la presqu'île à la puissance britannique. Le duc de Modène, voulant se soustraire, par de vains subterfuges, à des conditions qu'il regardait comme trop onéreuses, fut bientôt obligé d'abandonner, en fugitif, sa résidence et ses états.

La suspension d'armes entre le duc de Parme et la France fut conclue le 21 floréal (9 mai), entre Bonaparte et les marquis Pallavicini et della Rosa, sous la médiation du ministre d'Espagne à Parme. Le duc s'engageait à payer, dans un court délai, deux millions de francs, argent de France; seize cents chevaux, deux mille bœufs, dix mille quintaux de blé, trois mille d'avoine, et d'abandonner une partie des superbes monumens de peinture et de sculpture qui décoraient ses états.

La république de Venise, à la vue du torrent qui menaçait de l'engloutir, avait d'abord levé une armée pour protéger sa neutralité : abandonnant bientôt le système d'une vaine défense, elle avait eu recours à des moyens qui convenaient mieux à sa situation. Monsieur, frère de Louis XVI, qui résidait dans Vérone, avait reçu l'ordre de quitter sur-le-champ les terres de la seigneurie, et il s'était retiré en Allemagne.

La route de Milan était ouverte aux Français; mais elle ne pouvait être sûre pour eux que lorsqu'ils auraient chassé les Autrichiens des bords de l'Adda. Le comte de Beaulieu, au lieu de tirer parti de sa nombreuse cavalerie, dont il pouvait se servir si avantageusement

dans un pays de plaine, après avoir mis une forte garnison dans la ville de Milan, s'était replié à la gauche de l'Adda, où son armée occupait des retranchemens prolongés depuis la grande route de Lodi à Vienne, jusqu'au confluent de l'Adda dans le Pô, au-dessous de Pizzigithone. Maître du cours d'un fleuve aussi profond que rapide, et dont tous les ponts étaient fortifiés, ses postes inquiétaient les détachemens des Français répandus dans le bas Milanais, tandis que, recevant ses subsistances du Mantouan, il espérait pouvoir attendre, dans cette position, les secours que lui promettait la cour de Vienne, et qui, pour lui arriver, devaient traverser les provinces vénitiennes.

Afin de tromper le général Beaulieu, et de le laisser dans l'incertitude sur les endroits où il chercherait à surprendre le passage de l'Adda, Bonaparte avait tenu ses divisions sur différens points; mais il en avait tellement disposé la marche, qu'en moins de trois heures il pouvait les réunir là où il croirait pouvoir attirer son ennemi dans une affaire générale. Ainsi donc, tandis que le comte de Beaulieu, se voyant menacé sur différens points, était obligé de multiplier ceux de sa défense, le général français, dont le quartier-général était

arrivé à Casal-Puster-Lingo le 21 floréal (10 mai), à trois heures du matin, en était parti à neuf heures. L'avant-garde des Français avait rencontré les ennemis défendant les approches de Lodi; mais, secondée par la division Augereau, qui avait couché à Borghetto, et par celle Massena, qui avait couché à Casal, elle avait culbuté tous les postes, s'était emparée d'une pièce de canon, et était entrée dans Lodi, poursuivant les Autrichiens qui l'avaient défendu, et qui se hâtèrent de passer l'Adda sur le pont, au-delà duquel était rangée en bataille l'armée autrichienne, soutenue par trente pièces de canon de position, disposées de manière à empêcher le passage du pont. Mais ce pont, d'environ cent toises de largeur, devenu si célèbre, le comte de Beaulieu avait commis la faute de ne pas le couper avant l'arrivée de l'armée française; il était persuadé sans doute d'en rendre le passage impossible, en le couvrant du feu d'une nombreuse artillerie; et il était bien loin d'imaginer qu'aucune troupe fût jamais assez audacieuse pour oser tenter de le traverser. Cependant Bonaparte osa vouloir profiter de ces fausses présomptions : quoique la nuit approchât, dès l'instant où les Autrichiens eurent évacué Lodi, aussitôt que

le général en chef se fut assuré que le pont n'était pas coupé, il alla lui-même, sous le feu de l'ennemi, faire placer deux pièces d'artillerie, pour empêcher de tenter la coupure du pont; en même temps, le reste de l'armée française arrivait : on s'empresse de former une colonne de tous les bataillons de grenadiers, à la tête de laquelle se trouvait le second des carabiniers; on bat le pas de charge, et, aux cris de *vive la république !* la colonne s'ébranle; elle entre sur le pont; les Autrichiens, étonnés, ne sauraient le comprendre ni le croire; ils font cependant une première décharge; la colonne alors s'arrête; elle hésite; un moment d'incertitude de plus, et elle allait tourbillonner. Les généraux Berthier, Massena, Cervoni, Dallemagne, le chef de brigade Lanes, le chef de bataillon Dupas, s'apperçoivent de ce danger; ils courent se mettre à la tête; ils rappellent les soldats à leur courage habituel; ils marchent en avant; on les suit; et déjà la colonne entière est au-delà de l'Adda, déjà elle a renversé tout ce qui s'opposait à elle; elle a rompu l'ordre de bataille des Autrichiens, et semé de tous côtés l'épouvante, la fuite et la mort. Les généraux Rusca, Augereau et Bayrand, qui avaient suivi la colonne

à la tête de leurs divisions, achèvent de décider la victoire; les Autrichiens fuient de toutes parts, abandonnent leur artillerie, leurs caissons, leurs bagages. La cavalerie française, qui n'avait pu passer sur le pont, ayant éprouvé beaucoup de retard en passant la rivière à gué, celle de l'ennemi avait voulu tenter de protéger la retraite, ou plutôt la fuite de son infanterie; mais elle n'avait pu réussir à intimider les fantassins français, et, sans la nuit qui survint et l'extrême fatigue des troupes, dont quelques-unes avaient fait jusqu'à dix lieues dans la journée, l'armée autrichienne aurait été entièrement détruite. Favorisé par l'obscurité, le comte de Beaulieu s'était hâté de passer l'Oglio, et de se réfugier sous le canon de Mantoue. Cette fuite laissait à la disposition des Français les villes de Pizzigithone, Crémone et Pavie, dont ils s'emparèrent, ainsi que des immenses magasins préparés pour les Autrichiens, dans le même temps où leur général en chef entrait à Milan en triomphateur.

Interrompons un moment le récit de tant de succès, pour faire hommage à la bravoure, au dévouement, à l'audace des officiers et des soldats auxquels ils étaient dus. Toujours placés à la tête de leurs colonnes, les généraux les

rendaient invincibles par leur présence et leur exemple ; déjà six d'entre eux, dans une campagne d'un mois, avaient mêlé leur sang à celui de leurs intrépides compagnons d'armes. Bonaparte lui-même n'était pas moins accoutumé à partager leurs privations, leur patience et leurs dangers : dès-lors le noble orgueil qui s'empare du soldat quand il se voit, pour ainsi dire, l'égal de ses chefs, ne pouvait qu'accroître sa valeur, et le conduire à la victoire. Telles furent sans doute les causes principales des triomphes des Français, auxquels dûrent aussi contribuer les fautes des généraux ennemis. Ainsi le comte de Beaulieu, en abandonnant l'armée piémontaise à ses propres forces, en laissant surprendre le passage du Pô, en prenant une fausse position pour s'opposer au passage de l'Adda, et en commettant la faute capitale de ne pas couper le pont de Lodi, avait nécessité le découragement des troupes piémontaises, augmenté l'audace des Français, et répandu l'effroi et la consternation parmi les soldats autrichiens. S'il entrait dans les projets du général autrichien de conserver le pont de Lodi, il fallait, à l'instar du maréchal de Catinat, à Villa-Franca, au moment où il voulut empêcher le prince Eugène de passer

le Mincio, rester sur la rive droite de l'Adda avec la majeure partie de son armée, en la renfermant dans des fortifications qui auraient embrassé la tête du pont. Par ce moyen, occupant les deux rives de la rivière, il aurait pu marcher rapidement sur les Français au moment où ils auraient voulu entreprendre le passage, et tomber sur la partie ou qui aurait déjà passé, ou qui se disposait à le faire. Sans s'appesantir sur les causes de succès aussi extraordinaires, bornons-nous à observer que la victoire de Lodi fut entièrement décisive pour la campagne. L'armée autrichienne, désormais trop faible pour résister aux troupes françaises, était obligée d'aller attendre, dans les marais de Mantoue, des renforts qui pussent la mettre en état de reprendre l'offensive : elle abandonnait donc le château de Milan à sa fortune, et la Lombardie toute entière à la discrétion du vainqueur. Ainsi, quoique le château de Milan tînt encore, les enseignes tricolores flottaient depuis le lac de Côme et la frontière des Grisons, jusqu'aux portes de Parme; et les Français, maîtres du Piémont et de la Lombardie, pouvaient enfin se livrer à quelque repos, après un mois de courses, de combats, de batailles, de triomphes et de fatigues.

Cependant la journée de Lodi, très-importante par elle-même, l'était encore davantage par l'impression qu'avait faite en Italie la plus étonnante et la plus audacieuse des actions guerrières; l'exaltation, qui était le germe des triomphes de Bonaparte, se communiquait à une grande partie des peuples de l'Italie, de tout temps amoureux de la liberté. L'archiduc Ferdinand était sorti de Milan avec sa famille, pour se retirer dans le Tyrol; et les individus attachés au gouvernement autrichien avaient abandonné précipitamment cette capitale. En même temps, on célébrait à Paris la fête des victoires;[1] et, tandis que des chants d'allégresse et de reconnaissance retentissaient sur les bords de la Seine, Bonaparte, dominé par son activité, après avoir fait préparer les attaques du château de Milan, se disposait à poursuivre les Autrichiens, et préparait ses frères d'armes à la conquête du reste de l'Italie, par une proclamation :[2] déjà même l'une des colonnes de l'armée française, en approchant de Modène, avait fait prendre la fuite au souverain de ce pays, qui, en fuyant à Venise, avait laissé

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (59).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (60).

dans sa capitale le commandeur d'Est, pour traiter avec le général français, dont il obtint un armistice. [1]

Tandis que Bonaparte arrêtait son nouveau plan de campagne, et était sur le point de marcher à de nouvelles victoires, la discorde, le fanatisme et la calomnie, secouaient leurs torches empoisonnées dans Milan, Pavie et les campagnes de l'Italie; et des hommes, qui voyaient avec désespoir leur puissance religieuse ou politique prête à leur échapper, poussaient à la révolte un peuple aveugle qu'ils voulaient retenir dans leur dépendance. Bonaparte avait demandé vingt millions aux Milanais : pour remplir une partie de cette somme, impossible à se procurer depuis le départ de tous les riches propriétaires, on s'était emparé de l'argenterie des églises et des fonds appartenant aux Monts-de-Piété; et déjà les hommes mal-intentionnés avaient saisi cette occasion pour fomenter des troubles populaires. En vain Bonaparte, pour en prévenir les explosions, avait-il établi à Milan une société populaire, dont les membres parcouraient les campagnes pour prévenir les habitans que les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (61).

contributions demandées ne pèseraient que sur les riches, et pour les engager à procurer à l'armée française les vivres et les munitions dont elle pourrait avoir besoin, avec l'engagement de payer les objets mis en réquisition sur le produit de la contribution de guerre. Soit que les habitans, auxquels on enlevait leurs subsistances, n'eussent pas confiance dans le paiement promis; soit que les violences, que se permettent presque toujours les subalternes lorsqu'ils sont autorisés à prendre de force, dans les campagnes, les denrées des paysans, eussent soulevé le peuple; soit enfin qu'il eût été poussé par les prêtres et par les nobles, une insurrection éclata le 5 prairial (23 mai), au moment où Bonaparte était déjà en marche pour aller attaquer le comte de Beaulieu. Mais, à peine arrivé à Lodi, il est instruit de l'insurrection; il rebrousse chemin avec trois cents chevaux et un bataillon de grenadiers; sa présence inattendue ramène le calme; il donne des ordres pour qu'il ne soit plus troublé, et marche vers Pavie, où il arrive à la pointe du jour, après avoir fait brûler le village de Bignasco : on enfonce les portes de la ville à coups de hache; la foule des rebelles se disperse, fuit, se cache; les membres de la muni-

cipalité sont fusillés ; on prend deux cents otages, que l'on envoie en France; et cette leçon, qui assure la tranquillité, répand l'effroi parmi les Italiens.[1]

La célérité avec laquelle le général français avait arrêté cet incendie prêt à enflammer toute l'Italie, inspirant aux habitans du Milanais un nouvel esprit, ils invitèrent Bonaparte, avec instance, d'introduire dans le pays le régime de la république française. Soit que ce sentiment politique eût été inspiré par les émissaires de la France, ou que l'amour de la nouveauté portât le peuple à secouer le joug de la maison d'Autriche, cette détermination populaire eut les suites les plus funestes pour la cour de Vienne. Bientôt le gouvernement républicain fut proclamé depuis les montagnes de Chiavenne jusqu'au confluent du Pô et de l'Oglio. Par-tout le parti populaire s'empara du gouvernement; la noblesse héréditaire fut abolie; une armée se leva, s'organisa ; la cavalerie fut montée avec des chevaux de luxe appartenant aux nobles, qui fuyaient de toutes parts; et le Piémont, la Lombardie, Parme, Modène, furent chargés d'armer et de solder ces nouveaux soldats.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (62).

Pendant ces événemens, le comte de Beaulieu, qui, après la bataille de Lodi, n'avait pas trouvé que le cours de l'Oglio lui fournît une barrière assez forte contre les Français, s'était retiré au-delà du Mincio, où il campait, attendant les renforts qu'il devait recevoir d'Allemagne; sa ligne, soigneusement garnie de batteries, avait sept lieues d'étendue; sa droite s'appuyait au lac de Garde et à la forteresse de Peschiera, et sa gauche sur la ville de Mantoue; il était maître de trois ponts sur le Mincio; le premier à Rivolla, le second à Goito, le troisième à Borghetto. Mantoue était la seule ville qui restât alors à l'empereur, en Italie; mais, en présence d'une armée où l'on comptait encore plus de vingt mille hommes, il était difficile de tenter le siége d'une place dont la situation, au centre d'un grand lac, rendait les approches presque impraticables.

D'un autre côté, la république de Venise, infidelle à ses assurances de neutralité, avait laissé occuper aux Autrichiens la forteresse de Peschiera, dont la situation leur était importante; et tous les secours, toutes les facilités qu'on pouvait leur procurer, le sénat s'empressait de les leur assurer.

Bonaparte, qui ne pouvait ignorer ce manége cauteleux, ni s'en plaindre, ou le punir, sur le point cependant de poursuivre les Autrichiens dans les états de Venise, crut devoir adresser au sénat une proclamation.[1] Il avait déjà passé l'Oglio, et établi son quartier-général à Brescia, le 10 prairial (29 mai), et aussi près du Mincio, il s'agissait de tromper le général autrichien sur le point où l'on voulait passer cette rivière. En conséquence, Bonaparte avait fait marcher quinze cents hommes de cavalerie et six bataillons de grenadiers sur Desinzano, tandis que le général Rusca se rendait sur les bords occidentaux du lac à Salo, afin de faire présumer au comte de Beaulieu que l'on voulait le tourner par le haut du lac pour lui couper le chemin du Tyrol, en se portant sur Riva : pendant ces mouvemens sur la gauche, le reste de l'armée occupait Monte-Chiaro, Montsé, les petites villes de Gafoldo, de Solfarino, de Mariana, le long de la rivière de Seriona-Marchionale; de manière que, pour persuader toujours davantage le général autrichien que la droite des Français était destinée à rester sur la défensive, elle se trouvait dis-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (65).

tribuée à une journée et demie de l'ennemi, derrière la Chiusa; tandis que le général Killemaine, qui commandait les troupes postées à Desinzano, allait jusqu'aux portes de Peschiera, où il avait journellement des affaires avec les avant-postes des ennemis. Toute la ligne des Autrichiens se trouvant à peu près menacée par ces dispositions, la défense du comte de Beaulieu était nécessairement affaiblie par la multitude de postes que son armée avait à garder.

Enfin, le 10 prairial (29 mai), la division du général Augereau ayant remplacé à Desinzano celle du général Killemaine, celle-ci s'était portée, dans la nuit, à Castiglione, tandis que les autres divisions de la droite se formaient derrière les hauteurs de Capriana et de la Volta, d'où elles se dirigèrent, à la pointe du jour, le 11 prairial (30 mai), sur Borghetto, où Bonaparte avait formé le projet depuis long-temps de tenter le passage du Mincio. Les approches de ce poste étaient défendues par quatre mille hommes et dix-huit cents chevaux, qui, malgré une assez vigoureuse résistance, ayant vu leur cavalerie mise en déroute, une partie de leurs canons prise, pressés par les carabiniers et les grenadiers

français, abandonnèrent les retranchemens où ils étaient renfermés, pour défendre la tête du pont qu'ils passèrent, et dont ils coupèrent une arche, ayant réussi, par ce moyen, à arrêter, au moins pendant quelque temps, la valeur française, qui, ne trouvant plus là, comme à Lodi, un pont à traverser, devait être obligée d'attendre qu'il fût réparé; ce qui devenait très-difficile sous le feu des batteries des ennemis.

Mais les Autrichiens furent bientôt convaincus de la fausseté de leurs calculs; cinquante grenadiers français, impatiens de se mesurer avec l'ennemi, se jettent dans le Mincio, ayant le général Gardanne à leur tête, et de l'eau jusque sous les bras : dès cet instant, les Autrichiens imaginent revoir la terrible colonne de Lodi; ceux qui sont sur les bords de la rivière reculent, et lâchent le pied. Dès-lors on peut réparer le pont; le reste des grenadiers se hâte de le passer, pour aller se joindre à leurs braves camarades; le Mincio est passé; les Autrichiens, ébranlés, sont en pleine déroute; mais ils se sont bientôt après ralliés, entre Vallegio et Villa-Franca, sur le bord d'un large canal qui communique du Mincio au Tartaro. Pendant qu'ils se défendent avec acharnement derrière ce poste fortifié par la

nature, le général Augereau, en suivant le Mincio, marchait sur Peschiera, afin de l'envelopper et de couper aux ennemis les gorges du Tyrol : pour les empêcher d'appercevoir ce mouvement, il canonnait, en passant, le village de Vallegio. Cependant les patrouilles ennemies avaient soupçonné les desseins du général Augereau, et en avaient averti le comte de Beaulieu ; mais celui-ci ne cherchait pas, probablement, à disputer la victoire aux Français ; il bornait ses desirs à leur cacher ses dernières dispositions : tandis que ses troupes tenaient ferme derrière le canal, il évacuait rapidement tous les postes qu'il avait à Peschiera, à Castel-Nuovo, et sur la droite de l'Adige; il transportait son artillerie et ses munitions dans Mantoue, et, lorsque les ombres de la nuit étaient venues suspendre la fureur des combattans et jeter un voile sur ses mouvemens, il jetait une partie de son armée dans Mantoue, et passait l'Adige avec le reste, après avoir donné des ordres pour rompre tous les ponts, depuis Vérone jusqu'à Porto Legnago. [1]

Ainsi, en moins de deux mois, les Autrichiens avaient été repoussés des bords de la

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (64).

Méditerranée sur ceux de l'Adige, et entièrement expulsés de l'Italie; ainsi ces Français, si légers dans leurs goûts, dans leurs modes, même dans leurs plaisirs, mais si terribles dans les combats, chantant alternativement l'amour, la patrie et la gloire, se riant du trépas, et couverts de lauriers, avaient offert aux siècles à venir des modèles étonnans d'intrépidité, de bravoure, de sagacité, de résignation et de gaieté; ainsi Louis-Stanislas, frère de Louis XVI, et sa petite cour d'émigrés, s'enfuyaient de l'Italie, après avoir été chassés de Vérone, par le sénat de Venise, quelques jours avant que le général Massena ne s'en rendît le maître. [1]

Après le combat de Borghetto, le passage du Mincio, la prise de Peschiera, de Vérone, et la fuite des Autrichiens dans le Tyrol, il était important de profiter de l'impuissance où l'on venait de réduire l'ennemi, pour consolider ses conquêtes, par la prise du château de Milan et de la ville de Mantoue, qui se trouvaient alors abandonnés à leurs propres forces: aussi Bonaparte se décida-t-il à investir cette place, bien persuadé que le cabinet de Vienne

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (65).

ne pourrait pas venir assez promptement à son secours pour le gêner dans les opérations du siége qu'il projetait d'entreprendre; mais, contre toutes ces probabilités, le conseil aulique, pénétré de l'importance de Mantoue, dont la perte entraînait entièrement celle des possessions de l'empereur en Italie, employa tous ses moyens pour tromper les espérances de Bonaparte; il redoubla d'efforts pour rétablir l'armée qu'il venait de détruire.

Mantoue était défendue par le général baron de Stein, qui commandait auparavant dans Milan. Les Français avaient, à la vérité, environ quatre-vingt-dix mille combattans en Italie; mais une partie de ces forces gardait les passages de la rivière de Gènes, les villes de Coni, de Ceva, de Tortone, d'Alexandrie, dans le Piémont; et les principales places du Milanais, qu'on n'osait entièrement confier aux troupes levées en Lombardie, malgré le dévouement qu'elles témoignaient à la république française. Cependant la ville de Mantoue était étroitement bloquée : d'un côté, on s'était emparé du faubourg de Saint-Georges et de la tête du pont; de l'autre, de la tour et du faubourg de Chériale, après avoir obligé les ennemis de se retirer dans le corps de la place. Vérone em-

pêchait les secours que les Autrichiens auraient voulu envoyer en suivant les bords de l'Adige, tandis qu'une nombreuse garnison, placée dans Peschiera, arrêtait les convois autrichiens embarqués à Riva, à Torgoli et dans les autres villes du Tyrol sur le lac de Garde. Mais Mantoue exigeait un siége dans toutes les règles, et l'armée française avait peu de moyens pour l'entreprendre. Sa marche rapide, ses conquêtes, la difficulté des routes par où elle avait passé à travers les plus hautes montagnes de l'Europe, ne lui avaient pas permis de se faire accompagner par ces parcs d'artillerie, dont les ressources facilitent cette espèce d'opération militaire, et contribuent à l'abréger. C'était donc avec les canons du roi de Sardaigne et de l'empereur qu'il fallait prendre la plus forte et la seule place qui restât à la maison d'Autriche en Italie; les grandes chaleurs dont la saison approchait, et qui rendent mortel le voisinage de Mantoue, augmentant encore les difficultés, Bonaparte crut qu'il fallait d'abord s'en tenir à un blocus. Ce général était persuadé qu'avant même qu'on se fût mis entièrement en mesure pour commencer un siége dans les formes, Mantoue se serait rendu dès l'instant où il aurait exécuté son projet

de pousser les Autrichiens au-delà du Tyrol.[1]

Au milieu de toutes ces différentes combinaisons et des préparatifs de l'empereur pour rassembler une nouvelle armée dans les gorges du Tyrol, Bonaparte faisait des traités avec les princes de la péninsule, et arrêtait, dans les fiefs impériaux, des troubles dont les suites auraient été funestes aux communications de son armée avec la rivière de Gènes. Déjà on attaquait ses convois, on assassinait ses courriers; et la politique s'unissait de nouveau au fanatisme pour l'inquiéter sur ses derrières, afin de retarder sa marche vers le Tyrol.

Une division de l'armée française n'avait pas tardé à s'emparer de Bologne, où l'on avait fait prisonniers le cardinal-légat, les officiers de la légation et quelques soldats du pape. En même temps, on s'était emparé de Ferrare, de Faenza; la Romagne était entièrement envahie, et l'artillerie trouvée à Bologne, au fort d'Urbin et au château de Ferrare, venait d'être destinée à former un équipage propre au siége de Mantoue. En même temps, effrayé de tant de pertes, le pape s'était hâté de souscrire à des préliminaires de paix;[2] et la cour de Naples,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (66).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (67).

non moins alarmée des progrès des armées françaises, après avoir ordonné des prières publiques et la levée de soixante-dix mille hommes, offrait à Bonaparte huit millions, ou des munitions navales pour cette somme; et obtenait un armistice, ainsi que la cour de Rome.

D'un autre côté, le général Lanes était entré dans les fiefs impériaux, où il avait fait arrêter et fusiller les chefs de la révolte, et brûler leurs maisons, ainsi que celles du fief d'Arquata, dont les habitans s'étaient signalés par les plus grands excès. La même promptitude et la même sévérité avaient été déployées dans les environs de Tortone; et les ordres qui furent donnés après ces exécutions contribuèrent à ramener l'ordre dont on avait besoin, et à le maintenir. [1]

Il restait encore à Bonaparte d'arrêter le cours des faveurs accordées publiquement, ou en secret, aux Anglais dans le port de Livourne, malgré la neutralité de la Toscane : pour mettre un terme à cette partialité, le général français avait résolu de s'emparer de ce port. Afin de cacher son dessein, il avait

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (68).

envoyé une colonne de Reggio, à travers les Apennins, sur Pistoïa, menaçant de se rendre à Rome par Florence, sous le prétexte de forcer le pape à signer le traité définitif de paix. La nouvelle de cette expédition ayant jeté l'alarme dans la cour du grand duc, ce prince avait envoyé en hâte un plénipotentiaire à Bologne, qui y avait obtenu de Bonaparte de faire passer ses troupes par Pise, pour se rendre à Rome, en évitant Florence.

En conséquence, le 8 messidor (26 juin), une colonne, commandée par le général Vaubois, était arrivée à Pistoïa; le lendemain, elle avait passé l'Arno à Fucchio; et, le 10, au lieu de prendre la route de Pise, en se dirigeant sur Sienne, elle s'était portée à grands pas sur Livourne. Bonaparte avait informé le grand duc de cette marche, le jour où il était arrivé à Pistoïa : [1] rendu ensuite lui-même à Livourne, et après y avoir donné les ordres nécessaires, [2] le 11 messidor an 4 (29 juin 1796), il était venu voir le grand duc à Florence; et ce fut au moment où il dînait chez ce prince, qu'il reçut, au dessert, la nouvelle

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (69).

[2] *Voyez*, à la fin du volume, la note (70).

de la prise du château de Milan.[1] Il ne restait donc plus à l'empereur, en Italie, que la seule ville de Mantoue ; encore était-elle investie.

Mais, tandis que Bonaparte se trouvait dans la nécessité de s'affaiblir, en mettant des garnisons à Ancône, à Livourne, dans les places du Piémont et de la Lombardie, et en investissant Mantoue, l'espérance renaissait parmi les aristocrates d'Italie. Le bruit se répandait que le maréchal de Wurmser, qui venait de remplacer le comte de Beaulieu, après avoir rassemblé les débris de l'armée autrichienne, et reçu de puissans renforts, se proposait de descendre l'Adige pour faire lever le blocus de Mantoue, et rentrer ensuite dans la Lombardie. La position des armées françaises en Allemagne semblait encore ajouter aux espérances des ennemis de la France, et assurer davantage les revers dont ils étaient menacés en Italie.

Dès le moment où Bonaparte publiait son manifeste aux Tyroliens, l'Allemagne elle-même venait de provoquer, sur le Rhin, les armées dont elle allait essuyer le joug. Les généraux Jourdan et Kleber préludaient à cette campagne, où ils devaient éprouver toutes les

---

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (71).

vicissitudes de la guerre. Le général Moreau se disposait à cette marche hardie et rapide qui, après avoir effrayé le Danube et l'Iser, devait se changer en une retraite non moins glorieuse que des victoires.

Avant le commencement de la campagne, les armées françaises, répandues sur les bords du Rhin, depuis les frontières de Hollande jusqu'aux montagnes helvétiques, consistaient en trois corps principaux : l'un défendait l'Alsace et le pays de Porentrui; le second s'étendait à la gauche du Rhin, depuis le pays de Clèves jusqu'aux bords de la Nahe, et à la droite du fleuve, de la ville de Dusseldorff à la rivière de Wupper; le troisième était destiné à protéger les Hollandais. Les armées impériales se partageaient en deux corps; le premier sous les ordres de l'archiduc Charles, et le second sous ceux du maréchal de Wurmser : une troisième armée, de soixante-dix mille Prussiens ou Hessois, sous le commandement du duc de Brunswick, campait le long du Weser, pour protéger la neutralité du nord de l'Allemagne, stipulée par le roi de Prusse dans son traité avec la France.

Dans cette disposition des choses, les généraux français n'étaient pas d'accord sur le plan

de campagne qu'il convenait de suivre en Allemagne : les uns penchaient pour une guerre défensive sur les bords du Rhin, tandis que les plus nombreux renforts, envoyés à Bonaparte, l'auraient mis en état de brusquer les attaques de Mantoue, d'enlever dans cette place la grosse artillerie que Beaulieu y avait déposée, et sans laquelle les Impériaux ne pouvaient entreprendre, qu'avec des dépenses énormes, une nouvelle campagne en Italie; d'autres voulaient se porter en force dans la Souabe, s'emparer du lac de Constance, franchir les gorges de Brugens et la chaîne des Alpes helvétiques, entrer dans le Tyrol, vers les sources de la Ram, côtoyer cette rivière jusqu'à l'Adige, donner la main droite à l'armée d'Italie, tandis que l'aile gauche de l'armée d'Allemagne, parcourant les vallées de l'Inn, s'étendrait dans la Bavière, jusqu'aux bords du Danube, dans les environs de Passau. Ce plan se développait avec autant de grandeur que d'audace; les obstacles déjà franchis par les Français empêchaient d'en calculer les difficultés. On prenait pour modèle Annibal, franchissant les Pyrénées et les Alpes, pour porter la guerre aux bords de la Trebia et du lac de Trasimène; mais les armées des peuples de l'antiquité ne

traînaient pas avec elles une multitude de bouches à feu, qui font aujourd'hui le sort des batailles, et qui nécessitent à leur suite tant de caissons, de chariots et d'attirails, aussi lourds qu'embarrassans à transporter : les changemens survenus dans les instrumens propres à faire la guerre, entraînaient, pour la marche des troupes, de nouveaux obstacles à surmonter, qui exigeaient de nouvelles précautions à prendre, de nouveaux détails, et jusqu'à des chemins différens. Quelques généraux, d'ailleurs, n'approuvaient pas qu'on s'enfoncât dans les montagnes, à cent lieues des frontières de France, en laissant derrière soi une ville aussi importante que Mayence.

Cependant les Français, qui s'étaient laissé prévenir pour la rupture de l'armistice, s'empressèrent de prouver aux Autrichiens qu'ils pouvaient les battre en même temps sur le Rhin et sur le Mincio. C'était vers le milieu du mois de prairial que Bonaparte annonçait l'investissement de Mantoue et son entrée dans le Tyrol ; ce fut à la même époque que les Français, reprenant les hostilités en Allemagne, d'un côté, repoussèrent, dans le Hundsruck, les Impériaux de leurs positions ; de l'autre, marchèrent de Dusseldorff, ou plutôt de la

Wupper, sur la Sieg; chassèrent leurs ennemis au-delà de cette rivière, leur enlevèrent Siegbourg, les forcèrent d'évacuer le poste important d'Uckerath, les attaquèrent dans les retranchemens formidables d'Alten-Kirchen, s'en emparèrent après un combat opiniâtre, et s'ouvrirent ainsi une route jusqu'à la Lahn. Francfort tremblait déjà; mais son heure n'était pas encore venue.

Un jeune prince, l'archiduc Charles, avait remplacé le maréchal de Clairfait dans le commandement général des armées impériales. A la nouvelle des avantages remportés par les Français sur le bas Rhin, il s'était hâté de marcher à eux avec toutes ses forces, et les avait repoussés jusque dans les lignes de Dusseldorff. Dans le même moment, le général Moreau vengeait les Français sur le haut Rhin. Après avoir chassé, le 26 prairial (14 juin), les Impériaux commandés par le maréchal de Wurmser, de la position qu'ils occupaient entre Franckental et la Rehbach, et les avoir repoussés jusque sous le feu de Manheim, le général Moreau s'était décidé à franchir la barrière qui le séparait de leur grande armée, en tentant le passage du Rhin. En vain les eaux de ce fleuve semblent, en

grossissant, devenir les auxiliaires de l'Autriche; leur rapidité n'arrête pas plus les Français que les îles qu'elles forment dans leur cours. Deux mille six cents hommes passent audacieusement près de Kehl, attaquent plus audacieusement encore les Autrichiens, enlèvent leurs redoutes, battent leurs avant-postes, et donnent à quarante mille hommes le temps de venir les joindre. Kehl tombe devant cette armée; elle force les camps qui sont devant elle, repousse les corps envoyés du Mein, s'avance dans la forêt Noire, en occupe les gorges, menace le Brisgaw, force l'armée de Condé à une retraite précipitée, réduit trois princes de l'Empire à demander la paix, et porte l'alarme au cœur de l'Allemagne.

Au milieu de ces événemens, le général Jourdan réparait ses pertes; des troupes fraîches lui arrivaient du Brabant et de la Hollande; il les dirigeait sur la Lahn; et l'archiduc allait se trouver pressé entre des armées nombreuses et triomphantes. Que pouvaient, dans une telle situation, les talens, l'activité, la bravoure? qu'aurait pu l'expérience elle-même? Mettre de l'habileté, de la sagesse, et sur-tout de l'ordre, dans la retraite; contenir l'ennemi, lui disputer le terrain pied à pied,

lui faire acheter cher tous ses avantages : telle fut la marche de l'archiduc, forcé d'abandonner aux Français la Souabe et la Franconie. Au rapport des Français même, la victoire fut si opiniâtrément disputée, qu'il n'y avait dans la retraite des Autrichiens ni désordre, ni précipitation ; mais, malgré leur résistance, l'armée française de Sambre et Meuse, partie une seconde fois du bas Rhin, le 13 messidor (1er juillet), était parvenue, le 3 fructidor (20 août), à Newmarch et à Teiningen, menaçant Ratisbonne sur la gauche du Danube, après avoir pris ou occupé toutes les places qui se trouvaient sur son passage, et enlevé les magasins, les munitions, l'artillerie, qu'elles contenaient ; avoir imposé par-tout d'énormes contributions, et saisi de nombreux otages ; enfin avoir tout mis en réquisition, et s'être préparé de grands malheurs par un trop grand nombre d'excès. En même temps que le général Jourdan menaçait Ratisbonne au nord, le général Moreau s'en approchait, à grands pas, du côté du midi : comme le général Jourdan, il avait eu deux mois de succès, en éprouvant deux mois de résistance. Tels étaient, vers la mi-fructidor (1er septembre), les progrès des armées françaises en Allemagne. Ratisbonne

était prête à ouvrir ses portes ; elle n'avait pu servir qu'un moment d'asile aux nombreux fugitifs de la Souabe et de la Franconie, qui, forcés d'aller chercher plus loin leur sûreté, et répandant la désolation sur leur passage, portaient l'alarme jusqu'au centre des états héréditaires. La diète, depuis si long-temps accoutumée à discuter sans trouble et sans hâte les conséquences des événemens les plus désastreux, s'était elle-même ébranlée à l'approche de ses ennemis, et ses membres s'étaient dispersés. La retraite du général Wartensleben sur Egra faisait craindre à la Bohême de devenir dans peu le théâtre de la guerre, et Prague se mettait en état de défense. Les Autrichiens venaient, à la vérité, de remporter quelques avantages sur les Français, et de les repousser jusqu'au-delà d'Amberg ; mais le général Moreau, qui, quelques jours auparavant, communiquait avec l'armée de Sambre et Meuse, ne doutant pas que ses succès n'attirassent sur son armée toutes les forces de l'ennemi, annonçait que le général Jourdan allait être dégagé et reprendre l'offensive.

A cette même époque, le général Ferino avait pénétré jusqu'aux bords de la rivière de Bregens ; et il se consumait en vains efforts

dans les défilés impraticables de Fueldkrick, tandis que le maréchal de Wurmser descendait en Italie, à la droite et à la gauche du lac de Garde, et venait attaquer, avec des forces infiniment supérieures et de grands avantages, les Français, qui, pour couvrir le blocus de Mantoue, se trouvaient dispersés, depuis le lac Disca jusqu'à Salo, à la droite du lac de Garde, et depuis Garde, à sa gauche, jusqu'à Porto-Legnago, sur le bas Adige. Une ligne de défense aussi étendue, dans un pays coupé en tous sens de canaux, de rivières, de lacs, ne pouvait être conservée devant une armée beaucoup plus nombreuse, maîtresse de porter ses plus grandes forces sur les points les moins défendus, et qui venait de s'emparer en effet, sans beaucoup de peine, le 11 thermidor (29 juillet), d'abord de la Coronna, à la gauche, et de Salo, à la droite du lac, et, le 12, de Vérone et de Brescia.

Mais les ennemis de la France et ceux de Bonaparte voulurent en vain profiter de ce revers pour le calomnier auprès du directoire. Ce revers ne fut que passager; l'Italie même eut à peine le temps de s'en réjouir; et les amis de la coalition, qui comptaient déjà le nombre des jours nécessaires au maréchal de Wurmser

pour arriver à Milan, furent interrompus dans leurs calculs par le bruit des nouveaux succès de l'armée française. Bonaparte, voyant les Autrichiens s'avancer, d'un côté, par Brescia et Lonado, et, de l'autre, par l'Adige, pour le mettre entre deux feux, secondé par la vivacité de sa conception, sentit bien vîte que si, même avec toutes ses forces réunies, il était imprudent d'espérer la défaite des deux armées autrichiennes, au moins pouvait-il espérer de battre l'une et l'autre séparément, sur-tout pénétré, comme il l'était, de la bravoure des troupes qu'il commandait, et de leur vélocité dans les marches qu'elles auraient à faire pour remplir ce vaste plan; mais il n'y avait pas un instant à perdre; il s'agissait de lever le siége de Mantoue, de laisser dans les tranchées cent quarante bouches à feu, de rétrograder rapidement pour se porter sur Brescia, d'y envelopper la division ennemie, ou de la battre complètement, et de revenir ensuite se mesurer avec le maréchal de Wurmser, et l'obliger à rentrer dans le Tyrol : tels étaient les prodiges militaires qu'il fallait opérer, et dont eurent à se glorifier Bonaparte et ses invincibles frères d'armes. Instruit que l'ennemi, arrivé à Lonado, se disposait à prendre les Français par

derrière, Bonaparte détacha deux demi-brigades pour renforcer la division reployée de Salo, dont la moitié eut ordre de réattaquer ce poste, pour y délivrer le général Guyeux, qui se défendait encore, au moment où le reste arrêterait les ennemis à Lonado, en les y attaquant.

Pendant ces opérations, l'armée se déployait sur Roverbella, pour protéger la levée du siége; et, dès la pointe du jour, le 14, elle était toute entière de l'autre côté du Mincio, une division à Bozzolo, le reste sur Monte-Chiaro. Dans la nuit, on avait appris que le général Dallemagne avait battu le corps ennemi qui était à Lonado; que le général Sorel avait pris Salo et délivré le général Guyeux ; mais que l'ennemi, étant revenu en force, avait repris Salo, et que le corps qui était à Brescia marchait à la rencontre de l'armée française, dont la position devenait toujours plus critique, se trouvant alors en butte à toute l'armée ennemie, qui était en mouvement pour l'attaquer et la poursuivre.

Voilà donc Bonaparte dans une position infiniment plus embarrassante, et auquel il paraît ne rester d'espoir que dans son génie, le courage de ses troupes, et le succès attaché aux

entreprises hardies et imprévues; mais il osera tout entreprendre ; il osera, presqu'en présence du maréchal de Wurmser, qui va passer le Mincio pour l'attaquer, rassembler son armée, marcher sur Brescia, le prendre, et en chasser si rapidement l'ennemi étonné, qu'il y retrouvera tous ses magasins encore intacts, et les malades qu'il n'avait pas eu le temps d'évacuer.

Après ces premiers succès, il osera davantage, quoique le général Lavalette eût abandonné, le 15, le poste important de Castiglione, où il était chargé de contenir la division du maréchal de Wurmser; le 16, à la pointe du jour, l'armée française était en présence de l'ennemi; le général Guyeux devait attaquer Salo, sur la gauche; le général Massena, Lonado, au centre; le général Augereau, la droite, par Castiglione. Bientôt le combat s'engage au centre, où les ennemis le commencent, en prévenant le général Massena; déjà ils ont enveloppé son avant-garde, fait le général Pigeon prisonnier, et enlevé trois pièces d'artillerie à cheval : deux demi-brigades, la 18e et la 32e, formées en colonne serrée par bataillon, marchent alors au pas de charge contre l'ennemi, qui, en s'étendant

pour envelopper les Français, s'étant affaibli, ne tarda pas à être percé, éparpillé et culbuté. Au même instant, le 15e de dragons reprenait les trois pièces d'artillerie, après avoir battu les houlans et les ennemis, qui, voulant effectuer leur retraite par Desinzano, afin de joindre le maréchal de Wurmser, étaient forcés de se retirer sur Salo; mais, l'ayant trouvé occupé, ils avaient été obligés de se jeter dans les montagnes, et presque tous avaient fini par être forcés de se rendre prisonniers. De son côté, le général Augereau s'était emparé de Castiglione; et les généraux Saint-Hilaire et Guyeux, après une fusillade assez vive, défaisaient, le 17, une colonne ennemie qui était à Gavardo, et s'emparaient du chemin du Tyrol.

Pendant et après ces opérations sur la droite du lac de Garde, l'armée française prenait sa position sur la ligne de l'Arcade et de Monte-Chiaro. En même temps, le maréchal de Wurmser rassemblait les débris de son armée, faisait arriver sa réserve, tirait de Mantoue tout ce qui était disponible, et rangeait en bataille toutes ses forces réunies, entre le village de Scanello, où il appuyait sa droite, et la Chiesa, où il appuyait sa gauche : avec

vingt-cinq mille hommes environ d'infanterie, soutenus par une cavalerie très-nombreuse, le maréchal espérait décider le sort de l'Italie en faveur de son maître, et se rendre le destin favorable.

Cependant Bonaparte avait donné les ordres pour réunir toutes les colonnes de son armée, et, voulant en surveiller l'exécution dans un moment aussi critique et aussi important, il s'était porté à Lonado, pour juger par lui-même du nombre de troupes qu'il pourrait en tirer; mais, quelle fut sa surprise, à peine entré dans cette place, d'y recevoir un parlementaire qui venait sommer le commandant de Lonado de se rendre aux troupes qui cernaient la place de tous côtés! En effet, tous les rapports s'accordaient à assurer que les différentes colonnes ennemies touchaient les avant-gardes françaises, et que déjà la route de Brescia à Lonado était interceptée au pont San-Marco. Quelles pouvaient donc être ces troupes qui venaient ainsi prendre l'armée française par ses derrières? Bonaparte ne s'y méprit pas, en jugeant que ce devait être le reste de cette division déjà battue à Lonado, repoussée à Salo, obligée d'errer dans les montagnes, et cherchant à s'assurer un passage. La circonstance

était critique; il y avait à peine douze cents hommes dans Lonado, et les ennemis paraissaient en avoir au moins quatre mille, deux pièces de canon, et de la cavalerie. Bonaparte ne voit qu'un moyen; il le saisit. Entouré de tous les officiers de son état-major et de ceux des troupes qui étaient dans la place, il fait introduire le parlementaire, lui fait inopinément enlever son bandeau : « Votre général, lui dit-il, en vous envoyant ici, a-t-il eu la présomption de croire qu'il déciderait le général en chef de l'armée d'Italie à se rendre à lui avec l'armée de la république? Allez, et dites à votre général que lui et tous ses officiers ne tarderont pas à être punis de l'injure personnelle qu'ils ont osé me faire; allez, et si, dans dix minutes, la division n'a pas mis bas les armes, je ne ferai grace à aucun. » Le parlementaire, effrayé, s'empresse de rejoindre son général, lui fait part des menaces de Bonaparte, et la division autrichienne met bas les armes.

Certain alors que tous les corps de Gavardo et de Salo étaient détruits, le général en chef ordonne un mouvement général sur Castiglione de Stivère : pour l'exécuter, on marche pendant la nuit; et le 18, à la pointe du jour, on

se trouve en présence de l'armée autrichienne. Cependant il était six heures du matin, et l'on n'appercevait aucun mouvement; le général profite de cette inaction pour prendre une position en arrière, dans l'intention de forcer l'ennemi de marcher en avant, et de faciliter à la division Serrurier, qui venait de Marcaria, de pouvoir tourner plus sûrement sa gauche. Cette manœuvre n'avait pas été sans effet; le maréchal en avait profité pour se prolonger sur sa droite, afin de pouvoir dépasser la gauche des Français : mais, au moment où les Autrichiens faisaient mouvoir leur droite, le général Serrurier attaquait leur gauche, et Bonaparte faisait tirer, sur une redoute qui la défendait, vingt pièces d'artillerie; ainsi canonnée, et attaquée en flanc et par derrière, cette gauche fut bientôt en pleine retraite, et poursuivie par le général Beaumont, qui avait marché à la tête de toute la cavalerie, pour soutenir l'artillerie et la division Serrurier. En même temps, le centre avait été battu par le général Augereau, et la droite par le général Massena. Ainsi les Français avaient été entièrement victorieux, et avaient obtenu le succès le plus complet[1] sur le maréchal de Wurmser.

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (72).

Cruellement trompé dans ses espérances, le maréchal se vit obligé alors de repasser rapidement le Mincio, pour venir prendre la position qu'avait occupée le général Beaulieu avant la bataille de Borghetto; sa droite au bord du lac de Garde, dans un camp retranché, hors de la portée du canon de Peschiera, qui était occupé par les Français; sa gauche appuyée vers Mantoue, et son centre à Vallegio. Dans cette nouvelle position, il rassemblait les débris de son armée, qui le rendaient encore assez redoutable pour décider Bonaparte à l'attaquer de nouveau. A cet effet, le 19 thermidor (6 août), le général Massena s'était porté contre le camp retranché des Autrichiens devant Peschiera, dont ils avaient commencé le siége, pendant que le général Augereau avait marché sur Borghetto, où il avait engagé une vive canonnade avec l'ennemi, afin de l'empêcher de dégarnir son centre : après avoir emporté les retranchemens du camp des Autrichiens, leur avoir pris douze pièces de canon et sept cents hommes, le général Massena les avait obligés à lever le siége de Peschiera, et à quitter la ligne du Mincio. Le lendemain 20 thermidor (7 août), ce général avait poussé en avant; et, après avoir encore enlevé aux

Autrichiens quatre cents hommes et sept pièces de canon, il avait repris ses anciennes positions vers Castel-Novo, au moment où le général Augereau passait le Mincio à Peschiera, et où le général Serrurier se portait sur Vérone, dont on ouvrait les portes à coups de canon.

Ainsi, après six jours de combats continuels, les Français se trouvaient dans leurs anciennes positions; l'ennemi fuyait une seconde fois vers le Tyrol; et cette armée, qui, quelques jours auparavant, semblait assurée d'envahir l'Italie, avait disparu dans un instant, et le pays qu'elle avait menacé était ramené, malgré les agitateurs,[1] à sa première tranquillité. Il est vrai que Mantoue avait été débloqué depuis le 12 thermidor; que sa garnison avait pu se pourvoir de vivres, et faire entrer dans la place cent quarante pièces de siége, que les Français avaient été forcés de laisser dans les tranchées : mais ces moyens de résistance avaient coûté bien cher à la puissante armée qui avait tenté infructueusement de la délivrer. Néanmoins les Autrichiens n'étaient pas encore à mépriser; et l'on devait naturellement s'attendre à voir Bonaparte, qui, jusqu'alors,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (73).

avait suivi si vivement ses succès, inquiéter vigoureusement la retraite du maréchal de Wurmser.

En effet, le 24 thermidor (11 août), le général Massena s'était emparé de la Coronna, de Montebaldo et de Preabolo, où les ennemis s'étaient arrêtés, en force, dans leur retraite. Le 25, on avait forcé la Roque-d'Enfouce, où l'ennemi avait paru vouloir tenir, tandis que le général Augereau, qui avait passé l'Adige à Vérone, opérait sur sa rive gauche, en poussant l'ennemi sur Roveredo.

Mais, avant de songer à s'engager plus avant contre les Autrichiens, qui se fortifiaient sur l'une et l'autre rive de l'Adige, en avant de Roveredo, tandis que le maréchal de Wurmser portait son quartier-général deux lieues au-delà de Trente, après avoir évacué Riva, et brûlé une partie de la flottille qu'il avaït établie sur le lac de Garde, il était essentiel pour les Français de profiter de cette retraite rapide de l'armée autrichienne, pour remettre de l'ordre et de l'ensemble dans les divisions de leur armée, et échanger le petit nombre de prisonniers que les succès éphémères de leurs ennemis leur avaient procurés, et dont ils se trouvèrent bientôt renforcés au nombre d'en-

viron deux mille. Il n'était pas moins important de recommencer le blocus de Mantoue, confié au général Sahuguet, qui venait de forcer tous les ennemis qui se trouvaient aux environs de cette place, de s'y réfugier, en s'emparant en personne, le 7 fructidor (24 août), du pont de Governolo, au moment où le général Dallemagne occupait celui de Borgo-Forte. En même temps, des demi-galères, sorties de Peschiera, avaient pris dix grosses barques ennemies, munies chacune de deux pièces de canon; et l'aide-de-camp du général Berthier, le citoyen Dutaillis, présentait, le 10 fructidor, au directoire, les derniers drapeaux enlevés par l'armée d'Italie. [1]

Après ces différentes précautions militaires indispensables, Bonaparte aurait cru n'avoir rien fait tant qu'il restait encore sur pied une armée autrichienne. Elle avait derrière elle un pays qui lui était depuis long-temps entièrement dévoué, rempli de positions extrêmement fortes, où elle se disposait à faire de nouveaux efforts pour rentrer en Italie, et y venger ses défaites; Bonaparte s'occupa donc sérieusement à déranger tous ses projets, en secondant, par les

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (74).

plus sages dispositions, la bravoure de ses troupes et la fortune qui ne cessait de le favoriser.

De son côté, le maréchal de Wurmser s'efforçait, par les mesures militaires qu'il croyait les mieux combinées, de faire oublier la manière peut-être trop légère, trop présomptueuse et trop inconsidérée, dont il s'y était pris pour faire débloquer Mantoue, craignant, si l'armée victorieuse entreprenait de pénétrer dans le Tyrol, et y réussissait, qu'elle n'acquît, par ce moyen, des facilités de se joindre avec l'armée française qui était alors en Allemagne : après avoir multiplié les obstacles sur le chemin de Trente, et confié à quelques corps la garde et la défense de la communication du Tyrol avec l'Allemagne, il avait porté la plus grande partie de ses forces sur la Brenta ; et, se fortifiant auprès de Bassano, il avait espéré que, par cette mesure, il parviendrait à faire négliger le siége de Mantoue. Ce général espérait, en même temps, transporter le théâtre de la guerre au milieu des provinces vénitiennes, et recevoir là les secours qui lui arrivaient par les Alpes Noriques. Mais le maréchal n'avait pu se faire encore une juste idée de l'incroyable activité de Bonaparte, de l'étendue de ses projets, de l'habitude qu'il avait de

ne s'effrayer d'aucun obstacle, et d'attacher sa gloire à les surmonter tous. En effet, d'après les ordres donnés par le général en chef, le 15 fructidor (1er septembre), pour chasser les ennemis des deux rives de l'Adige, la division Vaubois était partie de Store le 16, se dirigeant sur Torbose; elle devait y être jointe par le reste de la même division, venant de Salo, où elle s'était embarquée : la division Massena s'était portée sur Alla, et celle d'Augereau sur les hauteurs entre Zugo et Rovère.

L'avant-garde de la division Massena ayant rencontré, le 17, celle de l'ennemi à Alla, et l'ayant culbutée, les Autrichiens s'étaient repliés sur la forte position de Marco, dans l'intention de s'y défendre. Ils en occupaient une autre non moins formidable sur la rive droite, précisément au point où aboutissait le chemin par lequel la division du général Vaubois devait faire sa jonction et passer l'Adige. Afin de lever cet obstacle, le général en chef donna l'ordre d'attaquer le village de Seravalle, vis-à-vis duquel devait arriver la division Vaubois, et qui se trouvait occupé par l'avant-garde des Autrichiens retirés à San-Marco. Cette attaque ayant complètement réussi, la division Massena reçut l'ordre d'attaquer, le

18, San-Marco, à l'heure où la division Vaubois devait arriver à la même hauteur, sur la rive droite de l'Adige, et où la division Augereau devait avoir occupé les hauteurs qui conduisent sur Roveredo, d'où il devait couvrir la droite de l'armée, donner de l'inquiétude à l'ennemi sur Vicence, et, en cas de besoin, donner des secours à la division Massena.

Vers les six heures du matin, le combat s'était engagé sur les deux rives : la division Vaubois, sur la rive droite, avait attaqué le camp retranché de Mori; la division Massena, sur la rive gauche, s'était engagée dans les défilés inexpugnables de San-Marco, avec le centre, tandis qu'une partie de l'infanterie légère gagnait les hauteurs de la gauche, et une autre partie attaquait l'ennemi en tirailleurs, par la droite. La résistance de l'ennemi avait été long-temps opiniâtre; les deux divisions, séparées par l'Adige, semblaient rivaliser d'émulation : de part et d'autre, on faisait des prodiges de valeur; enfin, après deux heures du combat le plus vif, l'ennemi avait commencé à plier : au même instant, le général Dubois, qui s'était apperçu de ce mouvement, s'était mis à la tête du premier régiment d'hussards, et avait décidé l'affaire; mais il avait

été atteint par trois balles, qui l'avaient blessé mortellement. L'ennemi, forcé dans sa position de San-Marco, à la gauche de l'Adige, et dans celle de Mori, sur la droite, avait fait sa retraite sur Roveredo, profitant de toutes les positions de défense presque inattaquables, que les localités présentaient à chaque pas. Cependant, en vain les Autrichiens avaient été battus par-tout, et avaient perdu une très-grande quantité de monde, ils ne s'étaient pas rebutés : quoique suivis de très-près par les divisions Massena et Augereau, ils s'étaient arrêtés derrière le château de la Pietra, ou Calliano, qui avait sa gauche appuyée à une montagne inaccessible, et sa droite à l'Adige; liées l'une à l'autre par une forte muraille crénelée garnie de plusieurs pièces d'artillerie, et précédée par une gorge ayant à peine quarante toises de largeur. C'est dans une position aussi formidable que les Autrichiens espéraient, en tenant ferme, de couvrir leur retraite, de sauver leur artillerie, d'empêcher les Français d'arriver à Trente aussitôt qu'eux, et même, si on leur en laissait le temps, de rendre le poste qu'ils occupaient tellement fort, qu'il faudrait y sacrifier bien du monde, sans être même assuré de réussir à l'enlever.

Bonaparte, qui s'est pénétré de toutes ces raisons, en sent davantage la nécessité de continuer ses attaques, et de faire de nouveaux efforts pour forcer ce poste : il était une heure après midi; il fait de nouvelles dispositions : pendant que les demi-brigades se rallient, le général Dammartin, qui avait trouvé une position d'où il prenait la gorge en écharpe, avait commencé à faire jouer huit pièces d'artillerie légère; bientôt après des chasseurs se jettent sur la droite, des tirailleurs se répandent sur les bords de l'Adige, et trois demi-brigades, en colonnes serrées, par bataillon, le soldat portant l'arme au bras, entrent dans le défilé; elles ne tardent pas à l'avoir passé : l'ennemi, déjà ébranlé par la vivacité du feu de l'artillerie, intimidé par la hardiesse des tirailleurs, ne pouvant plus résister à la masse des colonnes, abandonne l'entrée de la gorge; la terreur se communique dans toute la ligne; la porte du retranchement est enfoncée; la cavalerie s'élance à la poursuite de l'ennemi, et l'infanterie, malgré toutes ses fatigues, le suit au pas de course; l'ennemi est atteint, culbuté, renversé et poursuivi jusqu'à trois milles de Trente, où l'épuisement de leurs forces oblige les troupes françaises

de s'arrêter, afin de prendre quelque repos. [1]

Pendant la nuit, la division Vaubois avait passé l'Adige, et, le lendemain 19 fructidor (5 septembre), la division Massena était entrée dans Trente à huit heures du matin, et la division Vaubois dans l'après-midi; mais les ennemis, qui en avaient fui, avaient laissé leur arrière-garde dans le village de Lavis, sur la route de Botzen, où elle s'était fortifiée derrière la rivière de Lavisio, à l'issue du pont: la laisser là, c'était s'exposer à être contrarié dans ses projets ultérieurs; Bonaparte, qui le sent, se met à la tête de l'avant-garde de la division Vaubois, avec laquelle il commence à attaquer les Autrichiens, à six heures du soir. Ceux-ci l'arrêtent d'abord par une défense opiniâtre; mais la tête de la division arrive, et l'infanterie passe le pont, au pas de charge, sous le feu de l'ennemi, tandis qu'un détachement de chasseurs à cheval passait la rivière à gué. En même temps, trois chasseurs et douze carabiniers ou grenadiers étaient parvenus à dépasser l'ennemi, et à s'embusquer à une demi-lieue en avant de la cavalerie et de l'infanterie ennemie, qui, se sauvant à toutes jambes,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (75).

ne tarde pas à arriver au lieu de l'embuscade, où elle se trouve tout d'un coup arrêtée; elle veut s'ouvrir un passage, les douze carabiniers croisent la baïonnette, les chasseurs à cheval les secondent par leurs menaces; la nuit était obscure; les Autrichiens, déjà effrayés, ne pouvant juger à quelle quantité d'hommes ils avaient affaire, dans la crainte d'être écharpés, se hâtent de se rendre, au nombre de cent hussards et de trois à quatre cents hommes d'infanterie, aux quinze hommes qui venaient de s'opposer à leur passage.

D'un autre côté, la division Augereau, qui avait trouvé des difficultés insurmontables sur les hauteurs, ayant été obligée de redescendre dans la vallée de l'Adige, avait reçu l'ordre de marcher, le 21 fructidor, à Borgo-di-Val-Sugana, Martello et Val-Suiva, sur le chemin de Trente à Bossano, où la division Massena n'avait pas tardé de la suivre par Levino.

Chassé de Trente par l'armée française, qui menaçait de se répandre dans le Tyrol, le maréchal de Wurmser avait pensé avec sagesse que le meilleur moyen de sauver cette province était, non d'y établir le théâtre de la guerre, mais de chercher encore à le transporter aux environs de Mantoue, d'occuper les Français

devant cette place, de la défendre avec opiniâtreté, et de conserver ainsi quelques espérances pour l'Italie. Le maréchal devait croire, d'ailleurs, que les Français continueraient à remonter l'Adige jusqu'à Bolzano, et qu'ils tenteraient de s'enfoncer dans les montagnes pour joindre la division Ferino, vers les sources de l'Inn. Dans cette conviction, il avait donné les ordres pour faire porter sur Vérone une colonne de dix mille hommes, infanterie et cavalerie, afin de donner de l'inquiétude à Bonaparte sur sa communication avec Mantoue; mais ce détachement l'avait beaucoup affaibli; et, au moment où il y pensait le moins, le général autrichien apprend que Bonaparte, après avoir organisé le gouvernement du Tyrol, [1] l'avait suivi de si près, que ses colonnes attaquaient, le 21 fructidor (7 septembre), les avant-postes autrichiens à Priemolan, à l'entrée des gorges de la Brenta: bientôt après, il est instruit que, forcés dans ce premier poste, en vain les Autrichiens se sont ralliés dans le petit fort de Covelo, qui barrait le chemin au milieu duquel il fallait passer, gagnés sur leur droite par l'infanterie légère, dominés sur leur gauche par

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (76).

trois cents Français, qui avaient passé la Brenta, gravi les hauteurs, et menaçaient de les couper. Après une résistance assez vive, forcée d'évacuer le fort de Covelo, cette colonne de troupes autrichiennes, forte de quatre mille hommes, harcelée et enveloppée de toutes parts, gagnée dans sa retraite par le cinquième régiment de dragons, qui avait mis pied à terre, soulevée par un détachement de chasseurs, avait été contrainte de se rendre prisonnière de guerre avec dix pièces de canon, quinze caissons, huit drapeaux.

La nuit et l'excessive fatigue occasionnée par des combats et des marches forcées continuelles, avaient obligé les troupes françaises de s'arrêter un instant à Cismone, pour s'y reposer. Cependant cette marche rapide et inattendue de vingt lieues en deux jours, et la promptitude avec laquelle les Français avaient forcé et traversé les gorges de la Brenta, avaient entièrement déconcerté le maréchal de Wurmser ; l'étonnement et l'embarras de ce général durent encore infiniment s'accroître, lorsqu'il apprit que, le 22 fructidor (8 septembre), avant sept heures du matin, les Français attaquaient le village de Solagna, au débouché des gorges de la Brenta, et, bientôt après, que

ce village était forcé, les Autrichiens entièrement en déroute, et les soldats républicains aux portes de Bassano, où la division Augereau entrait au pas de charge par la gauche, tandis que celle Massena, après avoir enlevé les pièces qui défendaient les ponts de la Brenta, y entrait par la droite, partie à la course, partie en colonne serrée, malgré tous les efforts des grenadiers d'élite de l'armée autrichienne, chargés de protéger la retraite du quartier-général. [1]

Après cette victoire, Bonaparte avait donné des ordres au général Massena, pour sortir de Vicence le 23, se porter sur l'Adige, et la passer à Ronço, où l'on s'était assuré d'un bac : en même temps, la division Augereau devait marcher sur Padoue, pour couper aux Autrichiens la retraite sur Trieste. Ces dispositions ne laissaient plus à l'ennemi d'autre espoir que de passer l'Adige à Porto-Legnago, pour se jeter dans la place de Mantoue. Le maréchal de Wurmser prit aussi ce parti : obligé d'abandonner Bassano, il s'était porté de sa personne, avec les débris de deux bataillons de grenadiers, à Monte-Bello, entre Vicence et Vérone,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (77).

où il rejoignit ce qui avait pu échapper de Bassano, et recueillit, non sans peine, la colonne de dix mille hommes qu'il avait envoyée devant Vérone, d'où elle avait été vigoureusement repoussée par le général Killemaine. Ainsi, à la tête des débris d'un des armemens les plus considérables qu'eût jamais levés l'empereur, isolé entre la Brenta et l'Adige, le maréchal s'était porté, par une marche forcée, sur Porto-Legnago, dont il s'était emparé.

Dès l'instant où le général en chef eut été instruit de cet événement, il avait ordonné au général Augereau, qui venait d'entrer dans Padoue, où il avait enlevé cinquante voitures de bagages, de marcher sur Porto-Legnago, pour cerner la place par la rive gauche, et, en même temps, de porter un corps sur Castel-Baldo, dans le cas où l'ennemi voulût filer le long de l'Adige, pour s'échapper du côté de Venise, en tournant Padoue.

La division Massena avait fait une marche forcée pour passer l'Adige : pendant la nuit du 23 au 24 fructidor (9 au 10 septembre), elle avait reçu des ordres pour se porter, dans la journée du 24, à San-Guinetto, afin de couper la route de Porto-Legnago à Mantoue, tandis que cinq mille hommes, envoyés de devant

Mantoue par le général Sahuguet, devaient s'emparer, 1° de Gouernolo, par où l'ennemi aurait pu échapper, en laissant San-Guinetto sur sa droite; 2° occuper Castellano, avec ordre de faire couper tous les ponts sur la rivière Tayoné qui y passe, jusqu'à Ponte-Molino.

Le maréchal de Wurmser ne pouvait présumer que le corps d'armée qui l'avait battu à Trente et Bassano, les 18 et 22 fructidor (4 et 8 septembre), fût en mesure de lui couper la route de Porto-Legnago: après avoir passé l'Adige dans des bateaux, il s'était mis en route le 25, pour gagner Mantoue. La division du général Massena, quoique excédée de fatigue, avait exécuté, de son côté, l'ordre de se porter sur San-Guinetto. Malheureusement, elle n'avait pas pris le chemin qui mène directement sur ce point, et qui y aurait fait arriver les Français avant les Autrichiens : trompée par ses guides, elle avait pris par Cerea, où son avant-garde était arrivée en même temps que celle de l'ennemi. A la vérité, cette avant-garde avait d'abord renversé plusieurs escadrons autrichiens, et s'était emparée du pont sur lequel ils devaient passer la Menago; mais le reste de la division était encore bien éloigné : le maréchal, revenu de sa première

surprise, ayant fait ses dispositions, avait repoussé cette avant-garde, et, après avoir repris le pont et le village de Cerea, avait profité de la nuit pour se porter en avant sur San-Guinetto. Le courage du huitième bataillon de grenadiers et le sang froid du général Victor avaient sauvé en partie, ce jour-là, l'avant-garde des périls qu'elle avait courus dans un combat aussi inégal.

Le 26 fructidor (12 septembre), la division Massena se mit à la poursuite de l'ennemi, dans l'espérance de le joindre au moment où il serait arrêté sur le Tartaro et le Tayoné; mais elle marcha vainement toute la journée, et elle était sur le point d'arriver à Mogara, sans qu'elle eût encore rencontré l'arrière-garde des ennemis, ce qui fit présumer qu'il avait passé le Tartaro; effectivement une nouvelle méprise était encore venue tirer le maréchal d'embarras; ayant trouvé le pont de Castellara coupé et occupé, il s'était jeté sur celui de Villa-Impenta, au moment où le général Charton y arrivait pour s'en emparer et le couper : malgré le peu de forces à ses ordres, le général Charton avait attaqué les Autrichiens; mais, ayant perdu la vie dans ce combat, ses troupes s'étaient repliées sur Castellara, et le

général autrichien avait continué sa marche sur Mantoue, où il était entré avec sa cavalerie et environ quatre mille hommes d'infanterie.

Dans le même temps, la division Augereau s'emparait de Porto-Legnano, où, indépendamment de dix-sept cents hommes que l'on y faisait prisonniers, on y trouvait vingt-deux pièces de canon, toutes attelées, ainsi que leurs caissons, et on y délivrait cinq cents Français pris au combat de Cerea.

Ainsi, le maréchal de Wurmser, grace à deux méprises ou négligences qui arrivent trop souvent à la guerre, s'était tiré d'une position infiniment fâcheuse; elle présentait de si grands avantages aux Français, qu'ils dûrent croire sans présomption que c'en était fait pour cette fois des Autrichiens; ceux-ci, n'ayant plus alors aucune force en Italie, devaient s'attendre à voir Mantoue capituler: événement qui donnerait aux Français les moyens de les poursuivre dans le Tyrol, et de les forcer à se retirer tout à fait dans l'Allemagne. Le bonheur, au contraire, qu'eut le général autrichien, d'échapper aux savantes combinaisons de Bonaparte, et de se jeter dans Mantoue, vint encore donner de l'incertitude

sur le sort de l'Italie, retarder la décision de sa destinée, ainsi que la conquête du Tyrol et du Frioul. En forçant Bonaparte à éprouver de nouvelles difficultés, on lui assura les moyens d'augmenter la gloire qu'il venait d'acquérir : on aurait pu la croire à son dernier terme, si, comme il avait lieu de l'espérer, il avait fait prisonnier le maréchal de Wurmser et les douze mille hommes à ses ordres. Dans le nouvel état des choses, que pouvait, que devait faire le général en chef? rester en force devant Mantoue, après y avoir resserré les ennemis; empêcher ses communications avec les environs, et s'attacher à réduire ses habitans et sa nombreuse garnison aux dernières extrémités du besoin; en même temps, il fallait bien ne pas oublier que les Autrichiens feraient encore de grands efforts pour débloquer Mantoue. Pour rendre ces efforts inutiles, il était donc nécessaire de détruire les nouvelles armées qui se présenteraient, comme on avait détruit celles aux ordres des comte de Beaulieu et Wurmser. Mais les forces confiées à Bonaparte étaient bien peu suffisantes pour vaincre une résistance aussi opiniâtre; en vain avait-il vu disparaître des armées entières, grace à l'or des Anglais, elles renaissaient de leurs cendres, et les mal-

heureux sujets de l'Autriche venaient se faire massacrer, tandis qu'indifférens sur le sort et le nombre des victimes dévouées à leur ambition, les Anglais ravissaient aux gouvernemens qu'ils soudoyaient, l'empire des mers et tous les moyens de commerce.

Afin de remplir le plan qu'il s'était fait, dès le 28 fructidor (14 septembre), Bonaparte avait ordonné l'attaque du faubourg Saint-Georges; mais une partie des troupes s'étant égarée dans sa route, la nombreuse cavalerie des Autrichiens avait arrêté l'infanterie légère des Français; dès-lors la 32e demi-brigade avait été obligée de soutenir, presque seule, les efforts de l'ennemi jusqu'à la nuit, qui, en terminant le combat, avait laissé les Français maîtres du champ de bataille; tandis que, d'un autre côté, le général Sahuguet, qui s'était porté sur la favorite, où il avait déjà obtenu les plus grands succès, avait été obligé de prendre une position en arrière, et d'abandonner trois canons dont il s'était emparé. Fier de ces légers avantages, l'ennemi essaya d'en remporter de plus grands; il n'avait pas tardé à faire des sorties multipliées, à se répandre dans la campagne et à prendre une grande confiance, qu'il était intéressant d'accroître, afin de pou-

voir l'amener à hasarder une affaire sérieuse hors de ses remparts. En effet, le général Massena ayant pris une position en arrière, dans la nuit du 28 au 29 fructidor (14 et 15 septembre), le lendemain, à la pointe du jour, on apprit que les ennemis, enhardis par ce mouvement rétrograde, avaient fait sortir presque toute leur garnison pour défendre la Favorite et Saint-Georges, et par là, se conserver les moyens d'avoir des fourrages, afin de nourrir leur nombreuse cavalerie.

Mais, à deux heures après midi, la division Augereau, après avoir longé le Mincio, arrivait de Governolo, afin d'attaquer les ennemis par leur flanc droit, placé en avant de Saint-Georges. La division Sahuguet occupait la communication de la Favorite à la citadelle. Enfin, un corps de troupes, commandé par le général Pigeon, ayant passé par Villa-Nova, tournait une plaine où la cavalerie ennemie pouvait manœuvrer, afin de couper les communications de la Favorite à Saint-Georges. Dès l'instant où Bonaparte avait jugé que ces différens corps étaient en mesure de commencer leurs attaques, il avait fait marcher droit à l'ennemi différentes demi-brigades en colonne serrée, pendant que la 32e, soutenue par deux

régimens de dragons, marchait par la droite, et manœuvrait pour acculer les Autrichiens et les pousser du côté où était le général Pigeon : en même temps, le général Massena culbutait l'ennemi de poste en poste, enlevait le village de Saint-Georges, et, en s'emparant de la tête du pont, coupait la retraite à tout ce qui ne s'était pas sauvé par là. Les ennemis faisaient encore de la résistance sur leur gauche; la cavalerie, qui se porta de ce côté, et la prise de Saint-Georges, décidèrent l'affaire; les Autrichiens, dans une déroute complète, furent obligés de rentrer dans Mantoue, après avoir perdu en morts ou en prisonniers plus de trois mille hommes; en artillerie, vingt pièces de canon, toutes attelées, et la tête du pont de Saint-Georges. [1]

Après cette victoire, le général en chef qui aurait pu, en occupant le Seraglio, fermer entièrement la garnison de Mantoue dans ses murs, lui laissa au contraire la liberté de se répandre dans cette partie. Bonaparte espérait, par ce moyen, attirer le maréchal de Wurmser dans une seconde affaire, où il réussirait à affaiblir encore davantage sa garnison. En

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (78).

conséquence il se borna à occuper le pont de Governolo, afin de faciliter le passage du Mincio.

Cependant, quoique infiniment occupé de la prise de Mantoue, Bonaparte ne perdait pas de vue un projet qui lui était cher à plusieurs titres, c'était la reprise de la Corse; en mettant une garnison française à Livourne, son projet avait été non seulement d'interdire ce port au commerce anglais, mais de s'ouvrir un moyen de communication avec les patriotes des départemens du Liamone et du Golo. Tous ceux qui, fidèles à la république, avaient cherché un asile en Italie, se réunirent bientôt à Livourne, et commencèrent, par de fréquentes communications avec leurs concitoyens de Liamone, à organiser dans ce département les moyens de le délivrer de la domination britannique. Le prudent Paoli, qui avait prévu cet orage, s'y était soustrait d'avance, en quittant la Corse, dans le dessein d'aller ensevelir à Londres les restes d'une vie déshonorée par ses dernières trahisons : après un espace de vingt ans, on l'avait facilement oublié; il avait saisi avec avidité le moyen d'abuser de la générosité d'un décret de l'assemblée constituante, et de trahir la France, en faveur du cabinet

britannique qui le payait. [1] Heureusement, malgré les appuis que Paoli avait ménagés aux Anglais, en Corse, ce n'avait pas été sans combat qu'ils s'y étaient établis. Le général Lacombe-Saint-Michel y avait déployé une énergie et des talens militaires qui les avaient longtemps arrêtés devant des places dont son courage et ses connaissances étaient la principale, et presque la seule défense. Calvi ne s'était rendu qu'après être devenu un monceau de ruines. Bastia avait opposé une longue et vigoureuse résistance. Ces efforts des patriotes ne les avaient pas tous fait disparaître, et après la soumission de l'île, les exactions des Anglais, leur avarice et l'insolente hauteur de leur domination ne tardèrent pas de ramener aux Français beaucoup de Corses qui s'étaient momentanément tournés du côté de leurs ennemis. Ajaccio s'enorgueillissait d'avoir élevé dans ses murs un jeune héros, l'objet de l'admiration de son siècle. Le nom de Bonaparte conquit les cœurs. Depuis plusieurs mois, les garnisons anglaises étaient réduites à n'oser sortir de leurs quartiers. Le vice-roi, dans une tournée de l'île, avait été arrêté et renvoyé à condition de

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (79).

retirer ses troupes de l'intérieur, et l'on avait cessé d'y payer les impositions et d'y reconnaître l'autorité britannique. Les patriotes qui y passaient successivement de Livourne, y portaient des secours et des instructions, et l'on n'attendait que le moment d'une explosion générale. Aussitôt que l'on avait eu connaissance à Livourne des dispositions que faisaient les Anglais pour évacuer la Corse, le général Gentili avait pris le parti d'y faire passer le général de brigade Casalta, avec la 28e division de la gendarmerie nationale; celui-ci, malgré le gros temps et la croisière très-serrée et observée par les Anglais, près de Livourne et sur les parages de la Corse, était parvenu à se jeter dans l'île : à peine débarqué, il avait été joint par un nombre assez considérable de patriotes du pays, et, avec cette force, il s'était porté rapidement sur Bastia. Maître des hauteurs, fortement appuyé par les citoyens de la ville, le général Casalta avait sommé les Anglais, qui tenaient encore le fort, de se rendre dans le délai d'une heure. Ils étaient au nombre de trois mille; ils avaient sur la rade quelques vaisseaux qui menaçaient de foudroyer la ville; mais la peur de voir couper le passage qui les conduisait à la mer, précipita leur fuite. Ils se jetaient

en désordre sur leurs vaisseaux, lorsque le général français, ayant fondu sur eux avec les forces qu'il avait réunies, était parvenu à leur faire huit ou neuf cents prisonniers, et à saisir une très-grande partie de leurs magasins qu'ils n'avaient pas eu le temps d'embarquer.

Après s'être emparé de Bastia, le général avait marché le jour d'après, avec deux pièces de canon, sur Saint-Florent, que les Anglais occupaient encore; il avait forcé les gorges de San-Germano, gardées par l'ennemi; et, malgré le feu des deux vaisseaux embossés, dont les boulets portaient sur le chemin qui conduit à Saint-Florent, il s'était emparé de la ville, où il avait fait une partie de la garnison prisonnière de guerre, et s'était emparé de quelques mortiers et des pièces de canon que l'ennemi n'avait pu enclouer. Dès cet instant, l'escadre anglaise, qui se trouvait encore dans la baie de Saint-Florent, s'était retirée hors de la portée du canon; et le vice-roi, suivi des troupes qu'il avait sauvées de Bastia, s'était réfugié à Porto-Ferrajo. Peu de jours après, la garnison de Bonifacio avait été faite prisonnière de guerre. Le chef de bataillon Bonnelli avait marché sur Ajaccio. Le général Gentili, avec tous les réfugiés corses qui restaient encore sur

le continent, avait mis à la voile pour se rendre en Corse. Enfin les Anglais manquaient de vivres, leurs vaisseaux étaient fort mal équipés, et toute leur armée se trouvait dans le dénuement le plus complet : aussi trois semaines ne s'écoulèrent pas sans que les Anglais ne se vissent totalement chassés de la Corse, et forcés d'abandonner le golfe de San-Fiorenzo, sans avoir pu sauver quelques bâtimens de guerre qu'on leur brûla dans le port d'Ajaccio.

Un ministre de la république française ne tarda pas à y venir organiser le gouvernement constitutionnel. Ainsi s'était terminée en Italie, d'une manière infiniment glorieuse pour les Français, la campagne de l'an 4 de la république (septembre 1796), tandis qu'en Allemagne, les affaires militaires avaient pris une plus mauvaise tournure. Le général Moreau cependant était encore victorieux dans la Bavière; mais le général Jourdan avait commencé à plier dans la Franconie.

A cette époque, il était temps que l'archiduc redoublât d'efforts pour éloigner des états héréditaires les armées françaises, qui, étant, d'un côté, aux portes de Ratisbonne, et, de l'autre, dans les faubourgs de Munich, n'avaient plus que quelques pas à faire pour pé-

nétrer dans la Bohême, l'Autriche et le Tyrol. Le 6 fructidor (23 août), l'archiduc attaque les Français en avant de Newmarck, les chasse de cette ville, et les fait poursuivre sur la route de Nuremberg. Mais au moment où, le lendemain, sept colonnes autrichiennes s'avancent pour envelopper le général Jourdan, il leur échappe, il se retire, il ne leur laisse que quelques bataillons pour barrière et pour victimes. Pendant quelques jours, il paraît n'avoir d'autre but que d'éviter un engagement; mais, à peine a-t-il repassé le Mein et réuni ses troupes, il se croit assez fort pour repousser les Impériaux. En vain a-t-il cherché à garantir Wurtzbourg, il a été prévenu par le général Holze; il ne lui reste que la citadelle. Néanmoins, les 16 et 17 fructidor (2 et 3 septembre), il entreprend de réparer ses malheurs; il hésite dans la première journée, il se perd dans la seconde: le retard d'une colonne ennemie rend d'abord, il est vrai, l'issue du combat équivoque; mais bientôt la cavalerie de cette colonne passe le Mein à gué, se porte sur la gauche des Français, divise les forces du général Jourdan, et affaiblit ses espérances. Elles s'évanouissent à l'aspect d'une colonne de troupes fraîches qui viennent assurer la victoire aux Autrichiens.

Le général français abandonne aussitôt le champ de bataille, il est poursuivi ; le feu de l'artillerie et les hussards de l'ennemi jettent du désordre dans sa retraite, mais la nuit vient le protéger ; la citadelle de Wurtzbourg se rend, la Franconie est libre, l'Allemagne commence à respirer. Dès-lors sont sauvés pour l'Empire ses trois boulevards, Ehrenbrestein, Mayence et Manheim, qui, isolés depuis long-temps, semblaient devoir tomber entre les mains des Français. Dès-lors il ne reste plus d'autre parti au général Jourdan que de mettre la plus grande célérité à franchir ces rivières, à évacuer ces places, à fuir de ces pays qui naguère étaient le théâtre de sa gloire : s'il oppose quelque résistance sur la Lahn, ce n'est que pour pouvoir atteindre la Sieg ; et c'est vainement qu'il veut tâcher de terminer, d'une manière moins désastreuse, une campagne sur laquelle on avait bien moins de reproches à lui faire, qu'à ceux qui en avaient donné le plan.

En vain le directoire abusait le peuple français sur la position de ses armées en Allemagne : depuis le 29 fructidor (15 septembre), le général Moreau, après avoir long-temps espéré de dégager, par ses succès, l'armée de Sambre et Meuse, se voyant forcé d'abandon-

ner le général Jourdan à son malheureux sort, content d'avoir levé 300,000 florins de contribution au-delà du Danube, commençait cette retraite trop vantée par les uns, trop dépréciée par les autres, mais qui, estimée par ses effets, donna à ce général de très-grands droits à la reconnaissance des Français. Ce n'était pas avec des talens ordinaires qu'on avait pu amener une armée victorieuse des bords du Rhin à ceux de l'Iser, et la ramener victorieuse encore de l'Iser au Rhin, lorsque, manquant tout à la fois de l'appui des deux armées, dont elle devait faire le lien, elle semblait dévouée à une destruction inévitable. Concentrer avec soin toutes ses troupes; mettre toujours à couvert son artillerie, ses bagages et ses munitions; paraître incertain sur sa route, pour donner le change à son ennemi; observer tous ses mouvemens, et profiter de toutes ses fautes : tels furent les moyens employés par le général Moreau, moyens auxquels il dut le salut de son armée. Sans doute il ne fut pas toujours aussi heureux qu'à Biberach, où, profitant des fautes des généraux autrichiens, il les battit et les força de reculer de quatre lieues; sans doute, dans plusieurs autres journées, les succès furent variés, et il éprouva des pertes; sans doute aussi

c'était pour lui un grand avantage de n'avoir à lutter ni contre le découragement, ni contre l'affaiblissement de ses troupes; d'avoir son aile gauche appuyée à la Suisse, et de marcher sur le Rhin, qui lui offrait plus d'un passage : mais eurent-ils raison, ceux qui lui reprochèrent alors de n'avoir pas dirigé sa marche sur Fribourg, et de n'être pas allé s'emparer, à grandes journées, de quelques positions importantes, de Heilbron, par exemple, où, défendant le Necker, il eût pu couvrir, contre les Impériaux, toute la rive droite du haut Rhin? Ces critiques oiseux, qui ne voient la guerre que sur leurs cartes, ou dans leurs tranquilles promenades, ne cesseront-ils jamais d'oublier qu'on ne peut donner à une grande armée, à son artillerie, à ses munitions, la célérité d'un corps de troupes légères? D'ailleurs, pour les militaires instruits, ne leur est-il pas démontré combien, en prenant ce parti, la situation du général Moreau aurait été périlleuse? Dès-lors il n'était plus maître de ses places; dès-lors il lui était impossible de prévenir l'archiduc, qui n'aurait pas négligé de porter des troupes sur le haut Rhin, et même au-delà de ce fleuve; dès-lors se multipliaient pour lui tous les dangers de ces rivières, de ces montagnes, de ces défilés

qu'il rencontrait à chaque pas dans sa retraite; et, si, arrivé sur les bords du Rhin, il fut abandonné par la fortune, s'il éprouva des revers, s'il perdit enfin, en six semaines, ce qui lui en avait coûté dix à conquérir, les Français n'eurent-ils pas encore à se féliciter de le voir atteindre les villes forestières avec une armée; de voir cette armée passer le Rhin sans désastre; de recevoir dans leurs foyers des milliers de compatriotes, dont tous les jours, pendant si long-temps, ils avaient craint d'apprendre la mort, et de pouvoir s'en reposer sur eux de la défense de leurs frontières? Aussi les personnes sensées, qui pesèrent alors les risques auxquels avait été exposée cette armée; les dispositions de l'archiduc pour l'arrêter sur les bords du Rhin; l'audace qu'avaient dû acquérir les Autrichiens, si long-temps comprimés par les revers, loin de s'étonner que l'armée de la république eût éprouvé des échecs à la fin de sa retraite, s'étonnèrent qu'elle eût pu échapper à tous les dangers qui l'attendaient sur les bords du Rhin.

Les retraites des généraux Moreau et Jourdan n'avaient pas assez affaibli leurs armées, pour terminer la campagne; et ce fut en vain que les bords du Rhin furent ensanglantés,

aucune action ne fut décisive. Les avantages des Français dans le Hunsdruck, leurs succès depuis Binguen jusqu'à Kayserslautern, les tentatives répétées et toujours inutiles des Autrichiens sur la tête du pont de Neu-Wied, leur retraite dans les lignes de Manheim, leurs vives et nombreuses attaques sur Kehl et sur les ouvrages d'Huningue; tous ces combats n'amenaient pas l'armistice si long-temps desiré, depuis si long-temps annoncé comme le prélude de la paix. Une convention signée entre les généraux des deux puissances, sur le bas Rhin, semblait seulement avoir terminé les hostilités dans cette partie de l'Allemagne. Tandis qu'on se battait encore sur le haut Rhin, Mantoue, qui résistait en Italie aux efforts des Français, donnait le temps aux généraux Dalvinzy, Quadanowich et Davidowich, de venir secourir cette place; ce dernier pouvait pénétrer dans le Tyrol.

Des efforts prodigieux, faits dans toutes les provinces de la maison d'Autriche, avaient procuré une troisième armée d'Italie, forte de cinquante mille combattans, qui, vers les derniers jours de brumaire an 5 (premiers jours de novembre 1796), avaient forcé les Français d'abandonner Trente, Roveredo, Bassano, Vi-

cence, et de se concentrer, en se reportant de nouveau sur la ligne de l'Adige : ainsi la quatrième année républicaine était finie, et, malgré la saison déjà très-avancée, la campagne ne l'était pas.

Le général Davidowich, après avoir remporté quelques avantages sur le général Vaubois dans le Trentin, l'avait forcé à prendre, le 18 brumaire (8 novembre), sa position à Rivoli et à la Coronna, pendant que le général Bonaparte, après avoir obligé le général Dalvinzy à repasser la Brenta et la Piave, accourait, de son côté, à Vérone, afin d'y prendre des mesures pour arrêter les progrès de l'ennemi sur les bords de l'Adige. Mais le général Dalvinzy, après avoir passé la Brenta, et s'être porté à Monte-Bello, était venu camper à Villa-Nova, dans le dessein de se joindre à la division du Tyrol ; il n'y avait donc pas un moment à perdre. Aussi Bonaparte n'hésita-t-il pas : dès le 21, il ordonna de marcher à la rencontre de l'ennemi, et, arrivé à Saint-Martin, on y avait culbuté son avant-garde ; le 22, on s'était trouvé en présence, et l'on s'était attaqué de part et d'autre ; le succès des Français commençait à être complet : la division Augereau s'était emparée du village de Caldero ; celle Massena

avait gravi les hauteurs qui tournaient l'ennemi, et pris cinq pièces de canon; mais la pluie, qui tombait en abondance, s'étant changée brusquement en une petite grêle froide, qu'un vent violent portait au visage des soldats français, ceux-ci furent obligés d'abandonner les hauteurs : tout se maintint néanmoins jusqu'à la nuit, pendant laquelle les deux armées gardèrent leurs positions.

Le 23, l'armée prit quelque repos pendant que l'on cherchait à pénétrer les intentions de l'ennemi, qui furent bientôt connues par ses mouvemens sur Vérone, toujours dans la même intention d'opérer sa jonction avec les divisions qui étaient dans le Tyrol, et même de livrer bataille le 25, s'il trouvait des oppositions à ses projets.

Il fallut donc faire de nouvelles dispositions; Bonaparte se décida alors à tenter un mouvement rétrograde : en feignant de se retirer, il espéra tromper l'ennemi, enlever ses parcs d'artillerie, ses bagages, et l'attaquer par son flanc et ses derrières, s'il pouvait arriver à Villa-Nova, dans la matinée du 25, au moment où le général Dalvinzy croirait encore le trouver du côté de Vérone pour le combattre.

Afin d'exécuter cette manœuvre, dans la

nuit du 24 au 25 brumaire (14 au 15 novembre), après avoir donné les ordres au général Vaubois de garder le point de Rivoli, pour tenir en échec le général Davidowich ; après avoir disposé des corps légers et de l'artillerie volante, pour défendre l'Adige, tranquille sur les châteaux de Brescia, Vérone, et les places de Peschiera et de Legnago, Bonaparte avait disparu de devant les Autrichiens, était venu passer l'Adige à Ronco, et marchait rapidement sur Villa-Nova, pour y remplir son projet de surprendre l'ennemi. Malheureusement, soit précaution, soit connaissance de quelques mouvemens, le général autrichien avait envoyé un régiment de Croates et quelques régimens hongrois dans Arcole : ce village, extrêmement fort par sa position au milieu des marais et des canaux, battait en flanc la digue sur laquelle il fallait passer pour y arriver, tandis qu'un canal, qui bordait cette digue du côté du village, empêchait de le tourner ; il fallait donc, pour s'en emparer, passer sous son feu, et traverser un petit pont défendu par plusieurs maisons crénelées, d'où l'ennemi faisait un feu terrible.

Vainement, à plusieurs reprises, les troupes françaises s'étaient portées, au pas de charge,

pour enlever ce pont; elles avaient toujours été repoussées dans leurs tentatives réitérées : vainement aussi le général Augereau, un drapeau à la main, s'était-il porté à la tête de la colonne d'attaque, rien n'avait encore réussi.

Instruit des difficultés qu'éprouvait la division Augereau, le général en chef avait ordonné au général Guyeux d'aller, avec deux mille hommes, passer l'Adige vis-à-vis d'Albaredo, et de se porter vis-à-vis le village d'Arcole, pour tâcher de le tourner; mais cette marche devait être longue; la nuit s'avançait, et il devenait toujours plus important d'enlever Arcole, afin de se trouver sur les derrières de l'ennemi avant qu'il eût connaissance du mouvement. Bonaparte se décide alors à se porter, avec son état-major, à la tête des troupes; il leur rappelle le passage du pont de Lodi, et, croyant pouvoir profiter d'un moment d'enthousiasme, il se jette à bas de son cheval, saisit un drapeau, s'élance à la tête des grenadiers, et marche vers le pont, en criant : *Suivez votre général.* La colonne s'ébranle, déjà elle approche du pont; le feu terrible de l'ennemi, qui ne tarde pas de l'atteindre, l'arrête un instant; bientôt elle recule : les généraux Lanes et Vignole sont blessés, l'état-major est culbuté, le

général en chef est jeté dans un marais, d'où on le retire avec beaucoup de peine; il remonte à cheval; la colonne se rallie, et l'ennemi n'ose se présenter pour la suivre.

Cependant la nuit commençait à paraître, et le général Guyeux, malgré son obscurité, arrivé sur le village d'Arcole, l'avait emporté; mais il avait été obligé de l'évacuer, après avoir fait beaucoup de prisonniers, et enlevé quatre pièces de canon.

L'ennemi, au moyen de la défense d'Arcole, ayant eu le temps d'être averti du mouvement des Français, après avoir fait évacuer ses équipages, ses magasins et son artillerie, sur Vicence, après avoir réoccupé le village d'Arcole avec des forces considérables, s'était porté, en arrière, vers Ronço, pour y livrer bataille.

D'après ces dispositions, dès le 26, le général Dalvinzy avait fait attaquer les Français sur tous les points. A la vérité, sur la gauche, la division Massena, après un combat opiniâtre, avait réussi à culbuter l'ennemi, et à lui faire quinze cents prisonniers, après lui avoir enlevé six pièces de canon et quatre drapeaux; mais, sur la droite, quoique la division Augereau eût réussi de même à repousser l'ennemi, elle n'avait pu parvenir à forcer le village

d'Arcole, attaqué vainement, de nouveau, à plusieurs reprises.

Dans une position aussi critique, le général en chef s'était décidé, sur le soir, à marcher lui-même sur le canal, à la droite de l'Adige, avec une colonne qui portait des fascines, dans le dessein d'établir un passage; mais la vivacité du courant n'avait pas permis de les fixer: inutilement alors l'adjudant-général Vial s'était-il jeté dans l'eau jusqu'au cou, pour traverser le canal, et donner l'exemple à la tête de la colonne où il se trouvait, personne n'avait voulu le suivre, et il avait été obligé de revenir sur ses pas. Fatigué de tant d'obstacles, Bonaparte s'était enfin décidé, dans la nuit du 26 au 27, à faire jeter des ponts sur les canaux et les marais; il s'était ensuite occupé à combiner une nouvelle attaque pour le lendemain. La division Massena devait attaquer la gauche; la division Augereau, Arcole, à la droite; le général Robert, au centre, devait traverser le canal à la tête d'une colonne, pour tourner le village; et une partie de la garnison de Porto-Legnago, avec cinquante chevaux et quatre pièces d'artillerie, avait reçu l'ordre de tourner la gauche de l'ennemi.

Le 27, à dix heures du matin, on en était

déjà venu aux mains; et l'ennemi, qui s'était porté vigoureusement contre le centre, commençait à le faire plier. Bonaparte, alors, après avoir tiré de la gauche la 32e demi-brigade, qu'il avait placée en embuscade dans un bois; et, à l'instant où l'ennemi, poussant encore davantage le centre, était sur le point de le mettre en déroute, la 32e, sortant à l'improviste, avait pris les Autrichiens en flanc, et en avait fait un carnage horrible. La gauche de l'ennemi, appuyée à un marais, en imposait par sa position et la supériorité de son nombre à la division Augereau, qui, déjà repoussée devant Arcole, se repliait en désordre sur Ronço. Le général en chef ordonne au citoyen Hercule, officier de ses guides, d'en prendre avec lui un certain nombre, avec beaucoup de trompettes; de tourner les marais qui appuyaient la gauche de l'ennemi, et de tomber sur ses derrières, au grand galop, en faisant sonner toutes les trompettes. Cette manœuvre avait parfaitement réussi à ébranler l'infanterie ennemie, qui commença dès-lors, quoique en résistant, à se battre en retraite; arrive, sur cette entrefaite, la garnison de Legnago. En même temps, la division Massena, qui avait suivi le mouvement rétrograde de la division

Augereau, se trouve en mesure de la joindre, et de marcher avec elle contre Arcole. Ce village bientôt emporté, les deux divisions ne tardent pas à joindre les Autrichiens : ceux-ci, attaqués alors de toutes parts, ne pouvant plus résister, après avoir été forcés d'abandonner toutes leurs positions, se retirent sur Vicence, dans une déroute complète, poursuivis jusqu'à San-Bonifacio, où la nuit et l'excès de la fatigue obligent les Français à s'arrêter et à se reposer, après trois jours de combats continuels. [1]

Cependant les succès des armes françaises n'avaient pas été les mêmes du côté du lac de Garde. Le général Vaubois avait été attaqué et forcé dans la position importante de Rivoli, événement qui avait mis à découvert le blocus de Mantoue. Mais Bonaparte, après avoir envoyé, le 28, sa cavalerie à la poursuite de l'ennemi, du côté de Vicence, avait marché, avec une partie de son infanterie, sur Vérone, où, après avoir rallié et renforcé la division Vaubois, le général l'avait portée à Castel-Nuovo, afin de pouvoir être en mesure d'attaquer le général Davidowich, qui y avait ses avant-postes. En effet, dès le 1er frimaire (21 novembre), l'ennemi, attaqué, repoussé de position en position,

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (80).

découvert sur son flanc gauche par la retraite du général Dalvinzy sur Vicence, fut obligé, en effectuant sa retraite avec précipitation, de voir son arrière-garde très-maltraitée, en partie coupée à Rivoli, dont on se rendit maître, et fut poursuivi toute la nuit au-delà de la Coronna, le long de l'Adige, après avoir perdu douze cents prisonniers, quatre pièces de canon et six caissons.

Malgré des succès aussi rapides et aussi inouis, qui avaient obligé le général Davidowich de se retirer derrière l'Arisio, et le général Dalvinzy derrière la Brenta, les Autrichiens n'avaient pas perdu tout le terrain qu'ils avaient regagné d'abord; ils occupaient encore Trente, Roveredo, Vicence. Le général Wurmser continuait de se défendre dans Mantoue: à l'exemple du sénat de Rome, qui félicita le consul Varo de n'avoir pas désespéré de la fortune publique après la bataille de Cannes, la cour de Vienne, loin de destituer le général Dalvinzy, forçait tous les ressorts de son gouvernement pour lui procurer une nouvelle armée. Les jeunes gens de Vienne, formés en corps de volontaires, étaient transportés en poste dans le Frioul vénitien; l'impératrice avait brodé elle-même leurs drapeaux. Un

corps levé dans les provinces polonaises soumises à l'Autriche, se portait avec célérité sur les bords de la Brenta ; plusieurs régimens de chasseurs tyroliens s'organisaient dans le Trentin. Lorsque tous ces corps avaient été rassemblés vers le mois de nivose an 5 (janvier 1797), le général Dalvinzy s'était vu à la tête de cinquante mille combattans : ce général avait dû s'occuper alors à tenter de nouveau de forcer les lignes des Français, afin de pénétrer par quelque point, et de donner la main au maréchal de Wurmser, ou de porter ailleurs le théâtre de la guerre, pour rendre inutiles les succès précédens des Français, et les obliger à débloquer Mantoue.

Pour faciliter ces projets, on mettait en usage tout ce que l'entêtement, l'opiniâtreté et la haine contre l'armée française, pouvaient suggérer. La cour de Rome même, sans être très-dangereuse, armait, et portait le peu de troupes qu'elle avait pu mettre sur pied vers la Romagne, pour inquiéter les états de Reggio, Bologne et Modène, qui, par leur propre énergie, venaient de se déclarer libres, mais plus véritablement pour favoriser le maréchal de Wurmser, dans le cas où, ne pouvant être secouru, il voudrait s'évader de Mantoue avec

sa garnison, pour se jeter dans le Ferrarois ou dans les états du pape. Bonaparte s'était porté, le 20 nivose (9 janvier), à Bologne, à la tête d'une colonne, afin d'en imposer à la cour de Rome, et de lui faire adopter un système pacifique, dont elle paraissait s'éloigner tous les jours de plus en plus; il voulait en même temps obliger le duc de Toscane à terminer une négociation relativement à la garnison de Livourne. Mais, dans la nuit du 21, le général avait reçu la nouvelle d'un mouvement de l'ennemi sur toute la ligne; on l'instruisait en même temps que l'avant-garde du général Augereau, qui était à Bevi-Laqua, en avant de Porto-Legnago, avait été attaquée et obligée de se replier, après avoir perdu deux pièces d'artillerie.

Dans une circonstance aussi périlleuse, il n'y avait pas à hésiter; il fallait courir rapidement vers les points qui étaient les plus menacés. Bonaparte laisse alors dans les quatre provinces cispadanes des forces nécessaires pour les contenir; il fait passer deux mille hommes au général Augereau, pour le renforcer sur le bas Adige; il passe à Mantoue, où il donne les ordres nécessaires, et, le 23 nivose (13 janvier), il arrive à Vérone. L'ennemi attaquait

alors, en force, l'avant-garde de la division Massena, postée à Saint-Michel; et ce général sortait de Vérone, avec toute sa division, pour combattre les Autrichiens : bientôt il les a arrêtés; mais le combat devient plus opiniâtre. La 75e demi-brigade, conduite par le général Brune, donne des preuves de la plus grande valeur; ses grenadiers enlèvent, à la baïonnette, une batterie ennemie. La cavalerie, commandée par le général Leclerc, se distingue à l'envi, et, à deux heures, l'ennemi était repoussé sur ce point.

Le même jour, à la même heure, les Autrichiens attaquaient la Coronna, et déjà ils s'étaient emparés d'une redoute. Les généraux Joubert et Meyer, après les en avoir chassés, les avaient forcés de rentrer dans leurs positions.

Sur le bas Adige, les ennemis avaient fait passer, le 24 nivose (13 janvier), leur avant-garde à Anguiari, où ils avaient jeté un pont; en même temps, une de leurs colonnes, assez considérable, avait filé par Montagna, et menaçait de tourner l'avant-garde du général Joubert, à la Coronna. En combinant ces deux mouvemens avec les différens avis qu'il avait reçus, Bonaparte jugea les projets de l'ennemi. Les généraux autrichiens voulaient attaquer

sa ligne de Rivoli, dans le dessein de la percer, et d'arriver plus facilement à Mantoue. Afin de les prévenir, le général en chef donne des instructions pour le bas Adige et Vérone; il envoie des ordres au général Rey, qui était à Desinzano, de marcher sur Rivoli, en plusieurs colonnes, qui y arriveront successivement; il fait partir dans la nuit, pour le même point, la plus grande partie de la division Massena, et il arrive lui-même, à deux heures après minuit, à Rivoli.

A peine arrivé, Bonaparte fait attaquer les ennemis en avant de Rivoli, et notamment le poste de San-Marco, qui est la clef de la position de ce plateau, et le seul point par où l'ennemi pût faire déboucher son artillerie et sa cavalerie, entre l'Adige et le lac de Garde. Pendant cette attaque, le général en chef reconnaissait le terrain et la position de l'ennemi, qui occupait une ligne imposante, forte d'environ vingt mille hommes, sa droite à Caprino, et sa gauche en arrière de San-Marco.

La reprise de la position de San-Marco engagea la bataille plus tôt que ne l'avait projetée le général Dalvinzy, et commença à lui donner de l'inquiétude; il n'en continua pas moins ses dispositions pour enfermer le général

Joubert; il ne soupçonnait pas que Bonaparte fût arrivé, pendant la nuit, avec des renforts assez considérables, non seulement pour rendre son opération impossible, mais désastreuse pour lui.

La gauche des Français, vivement attaquée, ayant d'abord plié, l'ennemi s'était porté sur le centre, où la 14e demi-brigade soutenait le choc avec la plus grande bravoure, au moment où la 32e, conduite par son général de division Massena, vint rallier la gauche, reprendre toutes les positions perdues, et rétablir entièrement les affaires dans cette partie. Cependant on se battait depuis trois heures, et l'ennemi n'avait pas encore fait usage de toutes ses forces, lorsqu'une de ses colonnes, qui avait longé l'Adige sous la protection d'un grand nombre de pièces, marche droit au plateau de Rivoli, et menace de tourner la droite et le centre de l'armée française. Le général Leclerc reçoit alors l'ordre de charger l'ennemi avec la cavalerie, s'il parvenait à s'emparer du plateau de Rivoli, et le général Lasale, de prendre en flanc, avec des dragons, la partie de l'infanterie ennemie qui attaquait alors le centre : au même instant, le général Joubert descendait des hauteurs de San-Marco avec quelques ba-

taillons qui plongeaient sur le plateau de Rivoli. L'ennemi, qui venait d'y pénétrer, est alors attaqué de tous les côtés, et obligé d'y abandonner un grand nombre de morts et son artillerie, afin de se réfugier dans la vallée de l'Adige.

La colonne ennemie, qui était en marche depuis long-temps pour tourner les Français, et leur couper toute retraite, se rangeait alors en bataille, sur des mamelons, derrière eux. Heureusement, on avait placé en réserve la 75e demi-brigade, qui non seulement sut contenir cette colonne, mais qui, impatiente de l'attaquer, sut profiter d'un moment où sa gauche s'était avancée à sa portée, pour l'attaquer, et la mettre sur-le-champ en déroute. Sur ces entrefaites, la division Rey, qui venait de Desinzano, se déployait derrière la colonne ennemie, et la canonnait avec quatre pièces de 12 : bientôt après, tous les différens corps de troupes se trouvent en mesure; la colonne autrichienne est enveloppée, et, quoique forte de plus de quatre mille hommes, elle est forcée de se rendre en entier prisonnière de guerre.

Dès cet instant, l'ennemi, par-tout en déroute, est par-tout poursuivi ; toute la nuit du

24 au 25 se passe à faire des prisonniers ; et quinze cents hommes, qui se sauvaient par Guarda, sont arrêtés par cinquante de la 18e demi-brigade, qui les forcent, dans l'obscurité, de mettre bas les armes. [1]

L'ennemi, cependant, restait encore maître de la Coronna, où il ne pouvait plus être dangereux. Après avoir donné des ordres pour l'attaquer sur ce point, s'il s'obstinait à le garder, Bonaparte ne dut plus songer qu'à courir du côté de Mantoue, où marchait à grands pas la division Provera. Le 24 nivose (13 janvier), cette division, forte de dix mille hommes, avait forcé le passage d'Anguiari, où le général Guyeux, à la tête seulement de quinze cents hommes, n'avait pu réussir à l'arrêter, et d'où le général Provera s'était hâté de filer sur Castellara, quoique le général Augereau, qui était accouru sur ses pas, lui eût enlevé son arrière-garde, seize pièces de canon et deux mille hommes.

Après avoir ainsi échappé, le général autrichien était arrivé, le 26 nivose (15 janvier), à midi, devant le faubourg de Saint-Georges ; il avait d'abord tenté de l'emporter, pour pé-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (81).

nétrer dans Mantoue, mais inutilement. Le général Miolis s'était défendu, et avait donné le temps au général Serrurier de se porter à la Favorite avec une colonne de quinze cents hommes, tandis que le général Victor, à la tête des 57e et 18e demi-brigades, se mettait en mesure de tourner les Autrichiens. Le général Provera, n'ayant pu s'emparer de Saint-Georges de vive force, et ne recevant aucune nouvelle du corps d'armée d'Alvinzy, ne pouvait plus avoir d'autre projet que de se réunir à une sortie de la garnison de Mantoue, pour combattre les Français avec avantage. De son côté, le maréchal de Wurmser, pénétré de cette vérité, avait profité de la nuit pour remplir ce projet; mais le général Serrurier, que nous avons déjà vu arriver sur ce point, s'étant hâté d'attaquer les Autrichiens, avait réussi à les arrêter, et, en les empêchant d'occuper la Favorite, les avait mis dans l'impossibilité de se joindre à la colonne Provera : celle-ci, enveloppée alors de toutes parts, assaillie par les 57e et 18e demi-brigades, qui venaient de lui enlever trois pièces de canon, et mettre à pied les hussards de Herdendi; poussée par le général Miolis, qui venait de sortir de Saint-Georges; attaquée par les 32e et 75e demi-bri-

gades, qui venaient d'arriver, avait été obligée de mettre bas les armes, et de capituler.[1] En même temps, la garnison de Mantoue était obligée de rentrer, après avoir perdu beaucoup de monde tué ou prisonnier.

La veille, 26 nivose (15 janvier), le général Joubert avait attaqué l'ennemi à San-Marco : la division du centre l'avait d'abord chassé de Saint-Martin, où il avait abandonné son artillerie ; et, pendant que la division de droite disputait avec lui les crêtes des montagnes, une colonne, qui avait marché sur la Coronna, en suivant les revers de Montebaldo, ayant réussi à y arriver avant les Autrichiens, avait coupé leur retraite, et les avait forcés, au nombre de six mille hommes, de mettre bas les armes; le reste de cette division avait pris alors le parti de remonter l'Adige, en se dirigeant sur Mori et Torbole, où elle s'était arrêtée, appuyant sa gauche à l'Adige, et sa droite au lac. L'ennemi placé dans cette nouvelle position, le général Joubert avait été obligé de faire de nouvelles dispositions pour l'attaquer. En conséquence, il avait fait embarquer le général Murat avec deux cents hommes, pour aller

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (82).

descendre à Torbole, où il devait se trouver sur le flanc droit de l'ennemi : en même temps, le général Vial, à la tête de l'infanterie légère, était chargé d'exécuter une marche longue et pénible dans les neiges et sur les montagnes les plus escarpées, pour tourner la position de l'ennemi sur sa gauche. Toutes ces dispositions ayant été parfaitement exécutées, malgré la rigueur excessive de la saison, les ennemis s'étaient hâtés de se retirer à Roveredo : les Autrichiens étaient convaincus d'arrêter les Français aux gorges de Callione, dont ils croyaient avoir suffisamment augmenté les défenses, depuis le jour (18 fructidor), où les Français les avaient déjà emportées; mais, vaine espérance ! ils sont obligés de fuir vers Trente. Le général Vial, qui les suit, y arrive aussitôt qu'eux, et les oblige d'en sortir avant qu'ils aient pu évacuer leurs magasins, ni retirer des hôpitaux deux mille blessés ou malades. Maître de Trente, le général Joubert s'empressa d'occuper les positions de Lavis et de Segonzano, après en avoir chassé les ennemis, qu'il fit poursuivre jusqu'à Saint-Michel.

Il ne pouvait pas suffire cependant d'avoir repoussé ainsi, dans le Trentin, la seule division des Autrichiens qui se trouvait alors sur

le haut Adige; il n'était pas moins important de repousser, sur le même point, tout ce qui restait de troupes autrichiennes sur les bords de la Brenta. A cet effet, la division Augereau avait marché, par Padoue et Citadella, sur la rive gauche de la Brenta, d'où l'ennemi avait fui à son approche. En même temps, la division Massena s'était portée, le 5 pluviose, par Vicence, sur Bassano, que l'ennemi semblait avoir l'intention de défendre, mais qu'il avait évacué dans la nuit du 6 au 7, pour se porter, par les deux rives de la Brenta, à Carpendolo et à Crespo, où, contre son attente, il avait été suivi avec une si grande célérité, qu'attaqué sur ces deux points à mesure qu'il y arrivait, il avait été obligé de se réfugier sous le château de Lascala, entre Feltro et Primolazo. Il en fut encore repoussé au moment où la division Augereau balayait devant elle tout ce qui se trouvait du côté de Treviso. Les ennemis n'avaient plus à opposer aucun obstacle à la division Massena, dont le but était de se joindre à celle du général Joubert, pour occuper, avec elle, la ligne de Lavisio, qui couvrait Trente, et s'opposer aux nouvelles tentatives que voudraient faire les Autrichiens pour secourir Mantoue : précaution qui ne tarda pas à obli-

ger le maréchal de Wurmser, alors abandonné à ses propres forces, de capituler le 14 pluviose an 5 (30 janvier 1797).[1]

Tels furent les résultats d'une campagne beaucoup plus meurtrière qu'aucune de celles qui l'avaient précédée. Turin humilié; le Milanais enlevé à l'empereur; le duc de Modène dépossédé; Bologne et Ferrare ravis au pape, pour être livrés, avec Milan et Modène, aux patriotes italiens; Parme et Naples pacifiés; le grand duc soumis aux volontés du directoire; l'Autriche privée de la seule ville forte qui pût lui laisser quelque espoir de rentrer dans la Lombardie; une partie de l'Empire conquise d'abord par les Français, et reconquise par le prince Charles: tels avaient été les fruits des flots de sang versés, sans discontinuité, pendant dix-sept mois, des incendies, des brigandages, des dévastations de tous les genres que la guerre entraîne après elle, et que la presque impossibilité de maintenir toujours exactement la discipline dans les armées multiplie encore dans tous les lieux qui deviennent le théâtre de la guerre. Et c'était, du côté de la coalition, pour agrandir la puissance autrichienne de quel-

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (83).

ques provinces, pour augmenter l'empire et l'insolence du gouvernement anglais sur les mers; du côté du directoire, pour républicaniser l'Italie, et pour se trouver sur le Rhin au même point qu'à l'ouverture de la campagne, que les puissances belligérantes avaient sacrifié des milliers d'hommes, pompé la substance du peuple, compromis tous les moyens de sûreté, desséché tous les germes de puissance intérieure!

Le directoire, bornant toute sa gloire à se croire assuré de son existence, avait-il pensé pouvoir excuser la continuation de la guerre, en faisant valoir les millions qu'il avait extorqués des pays conquis, l'affaiblissement de l'Autriche, la reprise de la Corse, les Anglais chassés des ports d'Italie, enfin les fruits qu'il avait retirés de la guerre continentale?

Aurait-il osé, pour la guerre maritime, comparer les ravages opérés par un de ses amiraux sur les pêcheries de Terre-Neuve, aux avantages infinis obtenus par les Anglais, ou, pour mieux dire, à leur toute-puissance infinie sur les mers; une escadre de huit vaisseaux de guerre tombée entre leurs mains dans la baie de Saldanha, l'heureuse protection donnée à leur commerce, l'arrivée de toutes leurs flottes marchandes dans leurs ports, les corsaires

français enlevés par leurs habiles croiseurs, l'agrandissement de leur empire dans les Indes orientales, la prise des îles d'Amboine et de Banda, le calme rétabli dans leurs colonies des Antilles, leurs avantages conservés à Saint-Domingue, leur domination maintenue à Sainte-Lucie, à la Martinique, au Cap de Bonne-Espérance, à Ceylan et dans toutes les possessions qu'ils avaient conquises sur la Hollande? Et c'est dans ce moment où l'Angleterre acquérait une si grande puissance, où son ministre trouvait en deux jours, dans la capitale, plus de millions qu'il n'en demandait pour la campagne suivante, que le directoire rejetait les conditions de paix que lui offrait la cour de Westminster, et renvoyait son plénipotentiaire ! Ce renvoi décidait en même temps le baron de Thugut à ne pas recevoir à Vienne le général Clarck, qui avait une mission pour traiter de la paix avec l'empereur. Le directoire devait bien s'attendre qu'il ne serait plus écouté à Vienne dès l'instant où il aurait refusé d'accéder aux propositions du cabinet de Saint-James, avec lequel l'empereur voulait bien évidemment continuer de faire cause commune. [1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (84).

Le directoire pouvait-il être autorisé à une conduite aussi inconséquente, par l'espoir des succès de l'expédition de la flotte de Brest, à laquelle il avait paru attacher une si grande importance? Cependant l'espérance, dont le directoire s'était bercé en préparant le grand armement de Brest, était évanouie;[1] les négociations n'en étaient pas moins rompues, et l'Europe n'en devait pas moins trembler de succomber sous le despotisme de deux puissances, dont chacune voulait dominer, à sa manière, sur les trônes et sur les nations.

Néanmoins l'Europe, trop occupée des entreprises des Français et des projets de ravage et de destruction qu'elle supposait au directoire, semblait trop fermer les yeux sur l'agrandissement monstrueux de ce colosse qui, sans rival sur les mers, préparait un joug aussi dur que honteux à tous les états du continent. En vain parlait-on plus que jamais de raison, de justice, de liberté, de philosophie; les hommes se sont tellement accoutumés à se prosterner devant la force, que presque tous rendaient une espèce de culte à l'un des deux gouvernemens qui voulait les asservir : mais était-il

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (85).

inévitable de fléchir le genou devant l'une de ces idoles ?

Malheureusement, les craintes inspirées par l'ambition démesurée du gouvernement anglais étaient attiédies par les dangers, vrais ou faux, dont l'Europe se prétendait menacée par le gouvernement français ; et, si tous les peuples étaient intéressés à ce que le cabinet de Saint-James échouât dans ses projets de donner la loi à tout l'univers, les souverains ne l'étaient pas moins à ce que le directoire ne pût répandre chez eux les progrès de la révolution française : ainsi les peuples semblaient ne pas redouter la France, et les gouvernemens redouter trop peu l'Angleterre.

Malheur aux peuples qui se déguiseraient les dangers de l'anarchie ou du despotisme, sous quelque forme qu'il voulût encore les agiter, les déchirer, ou les enchaîner ! Malheur aux souverains qui, pour les repousser, ne s'armeraient pas de vigilance, de raison et de justice ! Mais malheur encore aux puissances qui, n'appercevant que la moitié des maux qui les menacent, négligeraient d'opposer des obstacles à l'Angleterre dans ses progrès rapides vers la domination imperturbable des mers ![1]

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (86).

Cependant, s'il est donné au spectateur attentif de découvrir et d'indiquer de pareils dangers, il ne lui appartient pas également de tracer la route par laquelle les divers états peuvent y échapper.[1]

Le directoire devait cependant moins que jamais espérer d'amener l'Autriche à des sentimens pacifiques, sans l'assentiment de l'Angleterre; et encore moins, quoique secondé par l'Espagne, de réussir à s'opposer aux progrès de cette dernière puissance, qui devaient lui assurer l'entier empire des mers. En effet, n'était-elle pas sur le point d'enlever à la Hollande le peu qui lui restait dans l'Inde? Ne pouvait-elle pas réussir dans le projet qu'on lui attribuait d'attaquer l'Espagne au Mexique, par les mains de ses propres sujets? N'était-elle pas sur le point de s'emparer de Saint-Domingue? La France enfin pouvait-elle espérer assez d'avantages sur l'Autriche, pour balancer les échecs dont la menaçait l'Angleterre?

Rien n'annonçait alors qu'aucune des puissances neutres se disposât à se mêler de la grande querelle qui agitait une partie de l'Europe. Paul Ier, qui venait de monter sur le

[1] *Voyez*, à la fin du volume, la note (87).

trône, manifestait dans toute sa conduite politique l'intention d'entretenir les relations amicales qu'il avait trouvées établies.

La Prusse travaillait à faire respecter la ligne de neutralité.

La Porte examinait le projet d'un traité d'alliance que lui avait apporté Aubert Dubayet.

A Turin, le gouvernement n'était occupé que de réparer les maux de la guerre, et de ménager le directoire.

A Stockolm, on jouissait d'une indépendance toute nouvelle.

A Copenhague, on ne songeait qu'à rendre le commerce florissant et le peuple heureux.

Venise et Gènes continuaient à payer leur neutralité, ou plutôt l'amitié de la république, par leur or et leur dépendance ; la Suisse, par de nouvelles inquiétudes ; les deux républiques naissantes d'Italie, par des contributions qui les épuisaient, et des troubles qui les déchiraient.

Le Portugal et Rome n'étaient pas encore détachés de la coalition.

L'Espagne semblait attendre l'issue des négociations du Portugal, pour déterminer la direction de ses armemens.

La Hollande était sur le point d'être organisée, mais ne pouvait donner à ses alliés des secours efficaces.

En Angleterre, la discussion sur les fonds envoyés à l'empereur, sans la participation du parlement, ne servait qu'à affermir M. Pitt, en l'affranchissant de quelques entraves constitutionnelles.

En France, on paraissait avoir adopté un nouveau système pour la guerre sur le Rhin. Le général Moreau était nommé commandant en chef des deux armées, et on paraissait décidé à les tenir sur la défensive.

Dans ses relations avec les puissances neutres, le directoire refusait de recevoir la notification de la majorité du roi de Suède, par un simple chargé d'affaires ; il rappelait son ministre d'auprès des États-Unis.

L'harmonie entre le directoire exécutif et les deux conseils était troublée.

Le pouvoir judiciaire maintenait son indépendance, et persistait à ne reconnaître d'autre autorité que celle de la loi.

Les finances étaient dans un tel désordre, que les conseils n'osaient s'en occuper.

L'intérieur de la république n'offrait pas un aspect plus consolant que celui des finances : le

directoire venait d'en envoyer un tableau effrayant au corps législatif.

Quant à l'esprit public, il aurait été bien difficile d'en parler; il n'y en avait pas : un seul sentiment paraissait bien prononcé, c'était le desir de la paix. Du reste, on s'occupait fort peu de législation, de gouvernement, d'opérations militaires, même de victoires, à moins qu'on n'y apperçût des moyens d'espérer la paix. Les riches, les gens aisés, n'étaient occupés que de jouir, et prenaient fort peu d'intérêt à la république; les autres travaillaient pour vivre, ou pour faire fortune, et ne mettaient de prix qu'à ce qui pouvait favoriser leurs petits ou leurs grands projets. Cette indifférence universelle donnait beau jeu aux nombreux intrigans qui spéculaient sur telle ou telle forme, telle ou telle modification, telle ou telle faute du gouvernement.

Le commerce languissait, les arts littéraires avaient achevé leur cercle périodique en France; la décadence du théâtre était sensible; l'éloquence avait cédé son empire aux mathématiciens et à la chimie pneumatique française.

FIN DU LIVRE VINGT-UNIÈME.

22483